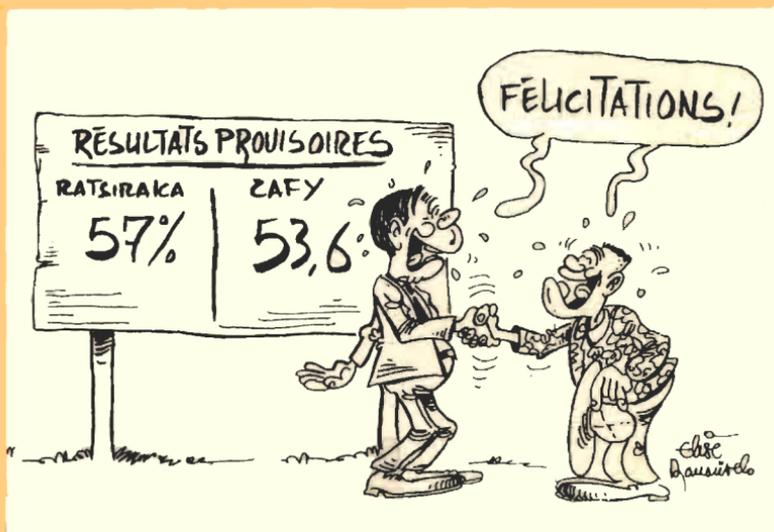


François ROUBAUD

IDENTITÉS ET TRANSITION DÉMOCRATIQUE : L'EXCEPTION MALGACHE ?



IDENTITÉS ET TRANSITION DÉMOCRATIQUE :
L'EXCEPTION MALGACHE

© *L'Harmattan*, 2000
ISBN : 2-7384-9422-6

François ROUBAUD

IDENTITÉS ET TRANSITION
DÉMOCRATIQUE :
L'EXCEPTION MALGACHE ?

L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris - FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9

AUTRES OUVRAGES PARUS

- *L'économie informelle au Mexique : de la sphère domestique à la dynamique macroéconomique*, Karthala/Orstom, Economie et développement, 1994

Collectifs

- *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Karthala, Economie et développement, 1994

- *L'économie camerounaise : un espoir évanoui*, Karthala, Les Afriques, 2000

AVANT PROPOS

Cet ouvrage est le résultat de travaux réalisés à Madagascar dans le cadre du projet MADIO (Madagascar-Dial-Instat-Orstom) entre 1994 et 1999. Je tiens à remercier ici tous ceux qui ont contribué à un titre ou à un autre à la finalisation de ce travail. Je ne peux pas les citer tous, qu'ils m'en excusent par avance :

- les institutions qui ont appuyé cette entreprise (Instat, Orstom, Dial, Coopération Française, Union Européenne)
- mes collègues de MADIO, sans lesquels les enquêtes n'auraient jamais vu le jour et qui ont accompagné mes réflexions lors des séminaires de recherche à Antananarivo durant toutes ces années
- La presse malgache, qui a largement relayé les résultats de ces travaux lors de leur diffusion à Madagascar, ce qui a permis qu'un véritable débat public puisse s'engager sur ces questions
- Lucile Jacquier Dubourdieu, Eric Ribaira et Christian Chadefaux pour les informations et les commentaires
- Alain et Fara Pierre-Bernard, pour leurs convictions sans faille et qui sont aussi co-auteurs de l'étude sur les partis politiques qui a donné lieu au chapitre 3
- Jean-Pierre Cling, Denis Cogneau, Jean-Michel Wachsberger, Geneviève et Pierre Roubaud pour leur relecture critique du manuscrit, ainsi que Jacques, Martine et Constance de DIAL
- Elisé Ranarivelo, qui a accepté de mettre son immense talent de caricaturiste pour illustrer ce livre
- Mireille Razafindrakoto, à tous les titres

Cet ouvrage aborde un certain nombre de sujets sensibles, au cœur de l'identité malgache (ethnies, castes, religions, etc.). A l'heure où Madagascar s'ouvre à l'extérieur, mais où certains s'inquiètent d'une tentative de « recolonisation », il pourrait être mal perçu qu'un étranger, français de surcroît, apporte son point de vue sur ces sujets. Outre le fait qu'il s'agit d'un ouvrage scientifique, qui peut comme tel prétendre à une certaine objectivité, notre étude vise au contraire à mettre à jour la richesse de la culture malgache, et à œuvrer pour le renforcement de la démocratie à Madagascar. C'est d'ailleurs pour que ce livre puisse contribuer à l'enrichissement du débat sur ces questions à Madagascar que nous avons décidé d'associer la maison d'édition malgache Tsipika à sa publication.

Ce travail laisse une large part aux éléments chiffrés, que certains pourraient juger aride. Il s'agit en fait d'un choix délibéré. Il nous a semblé essentiel de laisser une trace écrite de ces données de première main pour éviter ne soient englouties dans le tourbillon de la vie.

INTRODUCTION GENERALE

La conjonction du séisme engendré par l'effondrement du bloc communiste à la fin des années 80 et de la montée des mouvements de contestation interne sont à l'origine de profonds bouleversements dans le mode de régulation politique en Afrique sub-saharienne. Madagascar, qui vivait une expérience de type socialiste depuis près de vingt ans n'a pas échappé à cette transformation. A l'instar de nombre de pays du sous-continent voisin, Madagascar s'est engagé dans une double transition, politique et économique. D'un côté, et sous la pression d'un mouvement populaire de masse, le pays a choisi la voie de la démocratie politique. Le carcan qui pesait sur le fonctionnement des institutions représentatives a été aboli, laissant la place à l'émergence des mécanismes de représentations plus conformes aux principes démocratiques : pluralisme, élections libres, liberté d'association et des médias, Etat de droit, respect des droits de l'homme, participation, etc. : bref, tout ce qui caractérise le concept de gouvernance démocratique. De l'autre, Madagascar a renoncé au régime d'économie administrée et d'interventionnisme d'Etat, pour adopter une stratégie économique fondée sur le libéralisme de marché et l'ouverture sur l'extérieur.

Unanimentement saluée par la communauté internationale, cette mutation n'a pourtant pas rempli ses promesses. Les premières années de la troisième République correspondent à une période de stagnation économique. Entre 1990 et 1996, le PIB par tête a chuté de 16%, tandis que dans le même temps, le taux d'inflation cumulé atteignait 240%.

Parmi les facteurs explicatifs de cette piètre performance économique, une large part est imputable à l'instabilité politique qui a marqué cette période, mettant en lumière l'étroite intrication de ces deux sphères dans le processus de développement. Les luttes incessantes entre pouvoirs exécutif et législatif, la valse des gouvernements, débouchant sur l'empêchement définitif du Président A. Zafy, les tergiversations et le manque de clarté en matière de réformes économiques, se sont soldés par

l'attentisme des investisseurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers, et par un climat d'incertitude générale.

Depuis 1997, Madagascar semble avoir renoué avec la croissance. Au cours de cette année, et pour la première fois depuis près de dix ans, le PIB par tête a augmenté de 0,9 point. Depuis, le processus se consolide et la croissance s'accélère : de 3,7% en 1997, elle atteint 3,9% l'année suivante et 4,5% en 1999. Si ces résultats peuvent paraître modestes comparés à ceux enregistrés par les pays de niveau de développement équivalent les plus performants (par exemple le Mozambique, pour ne citer que le plus proche), ils n'en restent pas moins exceptionnels à l'aune de la trajectoire du pays. En effet, depuis près de trois décennies, l'histoire économique de Madagascar se caractérise par une longue phase de régression, ponctuellement interrompue par quelques embellies éphémères.

Chaque fois que Madagascar s'est engagé sur le chemin de la croissance, celle-ci a été brutalement remise en cause par des événements politiques. C'était le cas en 1972, avec le renversement de la 1^{ère} République et l'instauration d'un régime de type socialiste. Ce schéma s'est reproduit en 1991. La grève générale, qui a duré plus de 6 mois, a mis à bas la 2^{ème} République et conduit à l'éviction du président D. Ratsiraka. L'histoire va-t-elle se répéter, et ramener le pays sur la voie de son inexorable descente aux enfers ?

Madagascar semble touché par la fatalité. Le pays serait voué à une interminable involution économique. Malgré des changements radicaux, aussi bien en matière de stratégie économique que dans le domaine politique, le pays a poursuivi sa trajectoire involutive. Les économistes qui se sont penchés sur les facteurs explicatifs de la croissance au niveau international ont été systématiquement contraints à exclure Madagascar du champ de leurs analyses et à le considérer comme un point « aberrant ». Alors que les modèles explicatifs testés s'appliquent assez bien aux autres pays, Madagascar fait exception à la règle. Aujourd'hui encore l'énigme malgache reste entière, et il paraît difficile d'échapper au lieu commun du « *pays au formidable potentiel jamais exploité pour des raisons non identifiées* ».

Ce constat conduit à s'interroger sur les facteurs qui se cachent derrière ce mystère, et à explorer de nouvelles pistes. Parmi ceux-ci, l'hypothèse culturelle, souvent invoquée, mérite l'attention : et si les

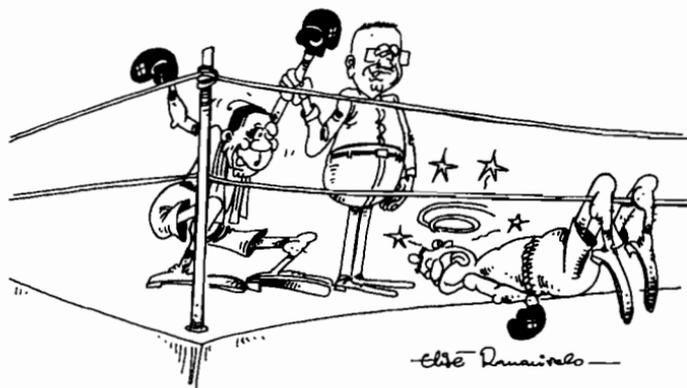
Malgaches refusaient le développement¹⁾ ? Les traditions, les valeurs, les principes de structuration sociale, bref l'identité même des malgaches, pourraient être sinon incompatibles, au moins peu propices au développement, aujourd'hui fortement associé au diptyque économie de marché et démocratie électorale. Le surprenant retour au pouvoir de D. Ratsiraka suite aux élections de 1996 a d'ailleurs pu être interprété comme un rejet de la transition amorcée quelques années plus tôt ; et par extension comme une preuve de l'incompatibilité entre la démocratie et la société malgache. En cherchant à apporter des éléments de réponse nouveaux à ces questions, cet ouvrage se propose de tester cette hypothèse, que ce soit pour la conforter ou au contraire pour l'invalidier.

Toute notre attention portera sur l'analyse des soubassements de la transition démocratique. Nous ne traiterons donc pas ici des liens complexes entre démocratie et croissance économique, qui devraient faire l'objet d'une étude à part entière. Il est en effet légitime de commencer par s'interroger sur l'intensité et les formes spécifiques de la transition politique, avant d'apprécier son impact éventuel sur la sphère économique. Si d'un point de vue formel, Madagascar a effectivement adopté la plupart des éléments constitutifs d'un régime démocratique, que ce soit au niveau de la législation ou des mécanismes de représentation, comment ces derniers opèrent-ils concrètement dans les faits ? Trop souvent, en Afrique, mais pas seulement, la façade « démocratique » n'est qu'un trompe-l'œil, derrière lequel se cachent des formes de gouvernance et de régulation politique sans rapport avec leurs homologues occidentales (élections truquées, absence d'alternance, dévoiement de la concurrence électorale, accaparement du pouvoir par certains groupes, etc.). Paradoxalement, la généralisation du multipartisme en Afrique sub-saharienne à partir du début des années 90 s'est accompagnée d'une exacerbation des revendications identitaires, d'ordre ethnique ou religieux (OTAYEK, 1999).

Au-delà du cas spécifique de Madagascar, l'analyse en profondeur du déterminant du vote est aussi l'occasion de mettre à l'épreuve certaines thèses de portée plus globale. Parmi d'autres, on mentionnera l'argument souvent employé pour justifier le maintien de régimes autoritaires : la démocratie constituerait un luxe inutile et ne

1) Cette hypothèse apparaît de façon récurrente dans les travaux qui s'interrogent sur la singularité de la trajectoire des sociétés africaines. On la retrouve chez des auteurs de disciplines et de veines théoriques les plus variées. Leurs conclusions sont souvent convergentes : administrateurs coloniaux, anthropologues, politologues, économistes, etc (voir par exemple, CHABAL, DALOZ, 1999). Elle revêt d'ailleurs d'autant plus d'acuité que plusieurs essais récents de chercheurs africains s'en sont saisis et ont contribué à sa reformulation (KABOU, 1991, ETOUNDA MANGUELE, 1991).

pourrait pas être transposée dans les pays pauvres, soit parce que la priorité devrait être accordée à la croissance des niveaux de vie, soit parce que les citoyens de ces pays seraient incapables de comprendre les enjeux électoraux du fait de leur faible niveau d'éducation. Pour les pays qui, à l'instar de Madagascar, ont choisi récemment la démocratie, il convient d'apprécier comment ce changement fondamental s'enracine et s'accommode des formes plus anciennes de représentation et de structuration sociales (substitution, superposition, rejet, aménagement ou recombinaison). La question de « l'exemplarité » du cas malgache se pose donc à un double niveau : celui de l'Afrique relativement aux démocraties occidentales, d'une part, et celui de Madagascar dans le contexte africain, de l'autre.



Note : en décembre 1996, Didier Ratsiraka devançait son concurrent Albert Zafy et gagnait les élections présidentielles avec 50,7% des suffrages exprimés.

Le plan de l'ouvrage

Ce livre est composé de cinq chapitres. Bien que ces cinq chapitres participent d'un même projet visant à démêler l'écheveau complexe des identités qui s'enchâssent dans le processus en cours de transition politique, ils peuvent être parcourus de façon autonome. En conséquence, si la lecture cursive de l'ouvrage garde tout son sens, elle n'est nullement indispensable.

Pour entrer en matière, le premier chapitre propose une analyse de géographie électorale, à partir des résultats des deux derniers scrutins présidentiels de 1992/93 et 1996 (**chapitre 1, *les élections présidentielles à Madagascar 1992-1996 : un essai de géographie électorale***).

Malgré l'intérêt de l'analyse spatiale, une telle approche montre rapidement ses limites. D'une part, les données agrégées par département ne permettent pas une étude fine des comportements électoraux individuels. A cette échelle, on ne peut tester que des relations « en moyenne », sans tenir compte de l'hétérogénéité au sein de chaque zone géographique. Ainsi, le lien négatif entre le taux d'abstention et le taux d'alphabétisation ne signifie pas nécessairement que ce sont les individus les plus éduqués qui systématiquement participent le plus aux élections, même si cette corrélation induit une forte présomption dans ce sens. D'autre part, la nature des données contraint l'analyse. Les informations disponibles dans le recensement de la population ne comprennent qu'un nombre restreint de facteurs explicatifs potentiels du vote. Par exemple, il est impossible de prendre la véritable mesure de la dimension ethnique ou religieuse des choix électoraux, alors qu'elle apparaît déterminante dans certains contextes.

Pour lever ces contraintes, les quatre chapitres suivants mobilisent les résultats d'enquêtes spécifiques, spécialement conçues pour traiter de ces questions. Si ces enquêtes présentent l'avantage de permettre de descendre au niveau individuel, elles ne couvrent qu'un champ géographique limité à l'agglomération d'Antananarivo. En conséquence, il convient de se garder de généralisations hâtives de résultats qui ne portent que sur la capitale malgache.

Dans le deuxième chapitre, nous reprenons la problématique des choix électoraux aux deux derniers scrutins présidentiels (**chapitre 2, *Qui vote pour qui et pourquoi? Un essai de sociologie électorale à partir des résultats des élections présidentielles 1992-1996***). En opérant un changement d'échelle, de l'analyse spatiale aux comportements individuels, il devient possible d'enrichir de façon substantielle la

compréhension des déterminants de l'abstention ou des préférences partisans. D'ailleurs, l'interprétation des mouvements de l'électorat dans le temps et des mécanismes du report des voix d'un scrutin à l'autre ne peut être pleinement menée qu'à ce niveau d'analyse.

Le chapitre suivant est consacré à l'offre politique (**chapitre 3, *Partis et classe politiques: les intermédiaires démocratiques jouent-ils leur rôle?***). Le choix d'un candidat dépend bien sûr de caractéristiques propres à chacun (sexe, classe d'âge, niveau d'éducation, classe sociale, etc.), mais il est aussi fonction du mode d'organisation du marché politique et de la capacité des partis politiques à proposer des représentants et des programmes susceptibles de retenir l'adhésion des électeurs, voire même de "forcer" les préférences.

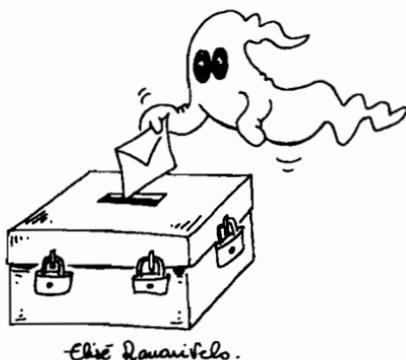
Ce chapitre se penche sur le rôle des partis politiques en tant qu'institutions charnières, dont la fonction est d'assurer l'intermédiation entre le pouvoir et les citoyens. Courroie de transmission entre la base et le sommet, ils sont censés faciliter l'expression des aspirations populaires. Ces dernières mobilisent les partis politiques, comme instances de représentation, tout particulièrement au moment des compétitions électorales. Les formations politiques sont d'autant plus nécessaires que Madagascar est un pays de faible tradition démocratique, où la société civile a été bridée pendant près de deux décennies. Dans l'identification des dysfonctionnements éventuels de la transition démocratique, le diagnostic du rôle joué par les partis politiques est essentiel.

Les deux chapitres suivants s'éloignent du champ politique au sens strict (élections, partis) pour se pencher sur deux domaines qui lui sont intimement liés : la religion et les ethnies. Ces deux composantes de l'identité sociale jouent un rôle majeur sur la formation des choix électoraux, et plus largement sur les idéologies, les valeurs et les comportements en général. L'exacerbation de ces deux dimensions, plus particulièrement de la seconde, est souvent mise en avant comme une spécificité des pays en développement, plus particulièrement d'Afrique. Pourtant, les événements récents ne cessent de montrer qu'ils sont loin d'en détenir le monopole, et que ces deux catégories n'étaient pas solubles dans le développement et la modernité, comme certains théoriciens « civilisateurs » l'ont longtemps cru (et laisser croire).

La question religieuse (**chapitre 4, *Religions et pratiques religieuses: la diversité dans la tolérance***) est d'une grande acuité à Madagascar. D'une part, elle s'enracine dans l'histoire profonde du pays. D'autre part, les Eglises continuent toujours à jouer un rôle de premier plan dans la vie publique de la grande Ile. En particulier, elles ont été un

acteur central des événements de 1991. Au-delà de ses liens avec la sphère politique, la dynamique religieuse dans un pays fortement christianisé, conduit à s'interroger sur les modalités d'absorption de modèles imposés de l'extérieur (acculturation ou réappropriation). Par ailleurs, il est intéressant de mettre en regard la désaffection croissante à l'égard de la religion, plus particulièrement dans les pays européens, avec la dynamique propre du fait religieux à Madagascar.

Enfin, le dernier chapitre aborde le problème ethnique (**chapitre 5, *Ethnies et castes: facteurs de division ou richesse culturelle*** ?). Il était difficile de faire l'impasse sur ce point, tant l'ethnisation du politique, et plus largement des relations sociales, est devenue la principale grille de lecture des difficultés rencontrées en Afrique. La multiplication des conflits, alors que parallèlement de nombreux pays s'engageaient dans des processus de démocratisation, montre que l'ethnicité garde toute sa prégnance. L'ethnie reste un puissant facteur de manipulations politiques, comme l'ont encore récemment prouvé les événements qui ont conduit, fin 1999, au coup d'état en Côte d'Ivoire, pays pourtant traditionnellement peu enclin à jouer sur ce registre. Même les économistes, qui jusqu'à peu excluaient le critère ethnique de leurs analyses, sont de plus en plus nombreux à l'intégrer. Evidemment, l'identification ethnique ramène inéluctablement à la question nationale (EASTERLY, LEVINE, 1996 ; COLLIER, 1998). Encore une fois, les termes du débat ont trop souvent été posés dans les termes réducteurs de l'ethnicité contre la citoyenneté. Dans le cas de Madagascar, cet aspect est rendu encore plus complexe du fait de l'existence d'un clivage de castes longtemps occulté, et qui renvoie aux réminiscences de l'esclavage. .



Note : les morts ont-ils aussi le droit de vote ?

Une approche originale

Du point de vue des sciences sociales, cet ouvrage se situe à la croisée de deux champs disciplinaires, qui, jusqu'aujourd'hui, restent largement déconnectés en Afrique. D'un côté, la réflexion sur les questions d'identités sociales et culturelles sur le continent s'inscrit dans la lignée d'une longue tradition africaniste de type anthropologique ou socio-politique. On peut citer parmi d'autres, dans le cas français, les études réalisées par les chercheurs de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, ex-ORSTOM), du Centre d'Etudes d'Afrique Noire (CEAN) ou du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI). De l'autre côté, la sociologie électorale s'est depuis longtemps constituée un solide corpus théorique et empirique dans les pays développés, comme l'illustrent par exemple en France les nombreux travaux sur l'identité et les cultures politiques menées par le Centre d'Etudes de la Vie Politique Française (CEVIPOF).

Non seulement les terrains d'application sont différents, mais les méthodes divergent. Alors que les premiers favorisent les approches qualitatives et/ou monographiques, les seconds s'appuient sur des dispositifs d'enquêtes statistiques, tels que les sondages d'opinions, et des traitements quantitatifs. Ces deux traditions s'ignorent superbement, alors qu'il y aurait clairement matière à échanges et fertilisation croisée. Les débats récents sur les thèmes de l'identité/ethnicité ont montré la fécondité de cette confrontation. Le double mouvement de mondialisation, facteur d'homogénéisation, d'une part, et de montée des logiques communautaires, d'autre part, est un nouvel argument qui plaide en faveur d'un véritable décloisonnement. Si du point de vue thématique une ébauche de rapprochement a pu voir le jour, aucune avancée n'a été enregistrée sur le front méthodologique.

Malgré la généralisation du multipartisme et la multiplication des scrutins depuis le début des années quatre vingt dix en Afrique subsaharienne, la sociologie électorale « africaniste » est toujours le parent pauvre de ce nouveau champ de recherche. Si la littérature sur les élections africaines enregistre un certain regain, elle reste pour l'essentiel descriptive, factuelle, et dépasse rarement le cadre des chroniques électorales. Il est tout de même paradoxal que dans aucun des quatre ouvrages récents, traitant de la transition démocratique et des élections en Afrique, pour ne mentionner que ceux-là, on ne trouve d'analyses approfondies sur la sociologie du vote (POLITIQUE AFRICAINE, 1996, 1998 ; DALOZ, QUANTIN, 1997, AUTREPART, 1999). Cette lacune n'est pas propre à la littérature francophone sur l'Afrique, même si elle y est sans doute plus prononcée. Ainsi, dans leur synthèse magistrale des

transitions démocratiques en Afrique, BRATTON et VAN DE WALLE (1997) ont élaboré la base de données la plus complète jamais réalisée sur ce thème. Elle porte sur 47 pays d'Afrique sub-saharienne et compte 99 variables quantitatives. Cette batterie d'indicateurs couvre un large spectre, de la contestation politique (manifestation, boycott, grève, émeute), à la démocratisation (compétition électorale, transparence des scrutins), en passant par la libéralisation politique (censure, libertés publiques, droits politiques, etc.). Cependant, l'ensemble de ces mesures se situe au niveau institutionnel et agrégé. Aucune ne touche, de près ou de loin, la sociologie du vote et les déterminants des comportements individuels.

Ceci tranche avec la situation dans les pays développés, où l'analyse des élections apparaît pourtant beaucoup moins novatrice. En France, par exemple, les publications se multiplient (PERRINEAU, YSMAL, 1996 ; HABER, 1996 ; BOY, MAYER, 1997 ; MAYER, 1998 ; BRECHON, 1998 ; BERNSTEIN, 1999, etc.). D'ailleurs les spécialistes de la question reconnaissent cette lacune (OTAYEK, 1998) et appellent à se saisir pleinement de cet immense champ d'investigation (QUANTIN, 1998).

Notre contribution s'inscrit à la jonction de ces deux courants de recherche. En particulier, il tente d'appliquer les instruments de la sociologie électorale mise en œuvre dans les pays développés au terrain malgache. Ainsi, nous baserons une bonne partie de nos analyses sur une enquête représentative réalisée en 1997 dans l'agglomération d'Antananarivo. A notre connaissance, il s'agit de la première étude de ce type en Afrique sub-saharienne.

Sur bien des plans, cette enquête se compare avantagement à ses homologues mises en œuvre dans les pays riches (représentativité, taux de réponse, etc. ; voir annexe méthodologique en fin d'ouvrage). De telles propriétés plaident en faveur d'une généralisation de ce genre d'expérience. S'il convient de rester vigilant sur les limites de l'approche quantitative par voie d'enquêtes, en particulier pour l'adapter à l'environnement local, aucun élément ne permet de justifier qu'elle soit moins pertinente dans le contexte africain. Pourtant, les nombreuses réactions provoquées lors de la diffusion de ces études à Madagascar²⁾ ont montré que les positions « culturalistes » (*les opinions ne peuvent pas être appréhendées par des enquêtes en Afrique*), dénoncées par BAYART

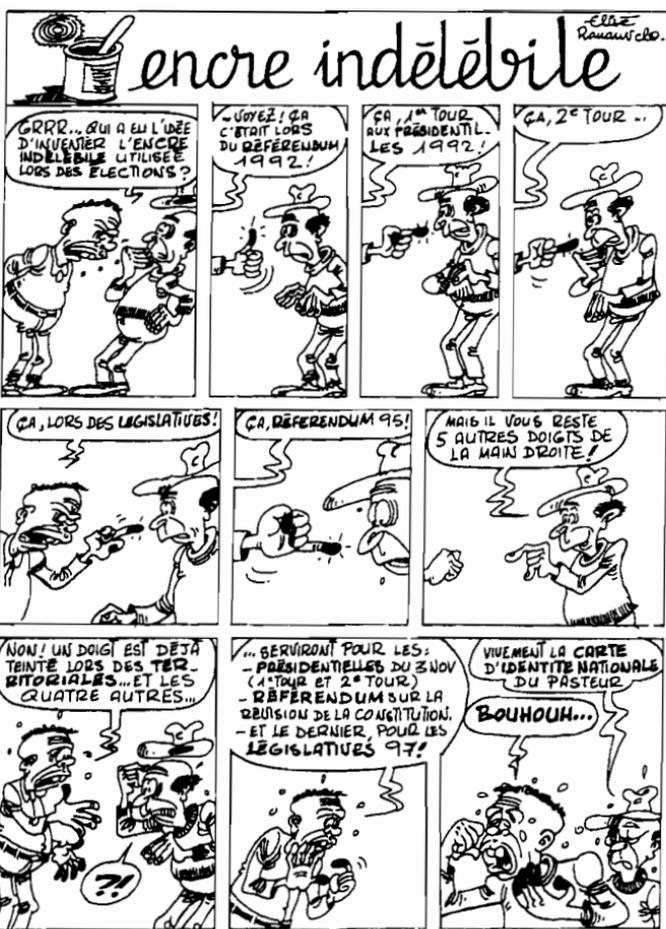
2) Voir par exemple, dans les médias malgaches, les articles de VANF du 11/11/97 et du 23/04/98 dans « *L'Express de Madagascar* », la « *Lettre mensuelle de Jureco* » de janvier 1998, et D. DUMONT (1998), pour une réaction plus « savante ».

(1996), ont la peau dure, même chez les chercheurs. Dans la majorité des cas, les critiques formulées sur la méthode se sont avérées non fondées.

Au-delà des doutes légitimes résultant de l'aspect novateur de la démarche, bon nombre d'entre elles masquaient en fait un rejet des résultats révélés par l'enquête, sur des thèmes sensibles, voire occultés (par exemple, à propos des castes). Sans doute aussi, certains intellectuels et/ou faiseurs d'opinion ont senti qu'ils y perdaient un monopole, celui de s'exprimer au nom des autres. Un avantage, et non des moindres, de l'enquête statistique, forte de la légitimité de la représentativité, est de rompre avec la confiscation de la parole, en redonnant une voix à tous ceux qui, pour des raisons économiques et culturelles (soit la grande majorité de la population), en sont privés.

L'originalité de la méthode impose cependant une contrepartie. En effet, l'exemplarité du cas malgache que nous cherchons à mettre en lumière peut être appréciée à deux aunes : en comparaison des démocraties « confirmées » des pays développés, d'une part, mais aussi par rapport aux autres pays africains, avec lesquels Madagascar partage de nombreux points communs. Si pour la première, l'important corpus accumulé par la sociologie électorale permet de confronter les résultats, il est en revanche impossible de mener à bien la seconde, faute de données. Il ne faut donc pas s'étonner que les références comparatives soient plus tournées vers le Nord que vers le Sud, malgré l'intérêt évident d'une telle mise en perspective du cas malgache.

Nous laissons maintenant le soin au lecteur de juger de la pertinence de l'approche.



CHAPITRE I

LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES A MADAGASCAR 1992-1996

Un essai de géographie électorale

INTRODUCTION

Fin 1996, Madagascar a connu sa seconde élection présidentielle depuis les événements de 1991. La contestation populaire avait alors conduit à la chute de la 2^{ème} République et à l'avènement de la 3^{ème}, après plus de quinze ans de « socialisme réel ». L'élection présidentielle de 1992-1993, qui peut être considérée comme le premier scrutin réellement libre depuis l'indépendance, avait vu la victoire d'Albert Zafy. En 1996, le conflit ouvert entre l'Assemblée nationale et le président Zafy se soldait par « l'empêchement » de ce dernier et la convocation d'élections présidentielles anticipées à la fin de l'année. Ce scrutin âprement disputé marquait le retour au pouvoir du président Ratsiraka.

Ces deux élections présidentielles présentent l'inestimable avantage du point de vue analytique d'avoir mis en lice, au second tour et à quatre ans d'intervalle, les deux mêmes candidats : Didier Ratsiraka et Albert Zafy, tous deux présidents déçus. Ce chapitre se propose d'étudier le paysage électoral malgache dans sa dimension spatiale, son évolution récente, et cherche à identifier les facteurs déterminants du vote des citoyens. S'inscrivant dans une perspective de géographie électorale, nous mobilisons les résultats des élections par *fi vondronana*, qui correspondent à l'équivalent des départements français ⁽³⁾. La

3) Rappelons que Madagascar compte 111 *fi vondronana* et 6 *faritany* (provinces); voir les cartes en fin de chapitre. La 3^{ème} République prévoyait la mise en place d'un nouveau découpage administratif : communes, départements (158), régions (28), mais seul le découpage au niveau communal est effectivement entré en vigueur avec les élections communales de novembre 1995, puis de novembre 1999. Aujourd'hui, il semble que seuls

confrontation des résultats électoraux avec ceux du recensement de la population de 1993 permet de mettre en relation les caractéristiques socio-économiques et les choix politiques de la population.

Dans la première partie, nous nous penchons sur l'analyse des taux de participation, avant d'aborder dans la seconde l'étude détaillée des préférences partisans. Outre l'intérêt de ce travail pour la connaissance de la morphologie politique du pays, encore largement inexplorée⁽⁴⁾, il offre la possibilité d'étudier les déterminants socio-économiques des comportements électoraux à Madagascar.

I.- L'ANALYSE DES TAUX DE PARTICIPATION : LE DESENCHANTEMENT

Dans une démocratie, une forte participation électorale est un gage de bon fonctionnement des institutions. Elle conforte la légitimité des élus et traduit la confiance des citoyens dans le processus électoral. Dans une société pauvre et relativement atomisée comme Madagascar, où les institutions-relais (syndicats, associations paysannes, etc.) sont fragiles, les élections constituent pour l'immense majorité de la population le seul moyen de se faire entendre et de participer à la vie publique.

La mesure de la participation électorale comporte deux volets : l'inscription et l'abstention. D'un côté, tous les citoyens ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Si un certain nombre ne sont pas en droit de voter pour différentes raisons (moins de 18 ans, citoyens déchus de leurs droits civiques ou politiques, etc.), d'autres en revanche auraient pu s'inscrire mais ne l'ont pas fait. Il s'agit bien souvent, mais pas exclusivement, de personnes marginalisées (sans domicile fixe) ou socialement défavorisées, pour qui l'acte de vote exige des compétences qu'ils considèrent ne pas posséder. La non-inscription correspond largement à un processus d'auto-exclusion. Ce phénomène est loin d'être marginal. Ainsi, en France, le taux de non-inscription est estimé à 10%, soit environ quatre millions d'électeurs potentiels (HERAN, ROUAULT, 1995). Les abstentionnistes sont effectivement inscrits sur les listes mais ils ne se sont pas déplacés le jour du scrutin. Bien que les deux sous-populations aient des caractéristiques socio-économiques communes, elles ne se ressemblent pas nécessairement (SUBILEAU, 1997). Nous étudierons successivement ces deux dimensions.

les échelons communaux et provinciaux seront mis en place dans le cadre de la politique de décentralisation et d'instauration des provinces autonomes.

4) Le 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 1992 a déjà donné lieu à une étude succincte (RAISON, 1993)

Les taux d'inscription : une situation paradoxale

La difficulté de la mesure du phénomène de non-inscription réside dans le fait qu'il faut apparier des sources d'informations d'origines différentes. La plupart du temps, on dispose d'estimations agrégées (nombre de non-inscrits), mais rarement de données individuelles, ce qui limite d'autant l'analyse. Dans le cas de Madagascar, les seules confrontations possibles proviennent de la comparaison des recensements de population avec les listes électorales.

Par chance, le dernier recensement date d'août 1993 (RGPH93). On peut donc mettre en regard ses résultats avec le nombre d'inscrits à l'élection présidentielle de 1993, qui s'est déroulée quelques mois auparavant (fin novembre 1992 pour le 1^{er} tour et février 1993 pour le second). Au niveau national, *la non-inscription est un phénomène marginal*. En effet, le RGPH93 a dénombré 5 936 000 adultes de 18 ans et plus (auquel il conviendrait de retrancher une partie des 18 000 étrangers adultes), tandis que les listes électorales comptaient 6 055 000 inscrits au 1^{er} tour, soit un écart de 2%. Au second tour, la différence est plus sensible, avec 6 276 000 inscrits, soit 5,7% de plus que la population recensée. Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, compte tenu du degré de développement du pays (pauvreté, faible capacité administrative), le taux de non-inscription est très inférieur à celui enregistré en France. Plus, on est confronté à un phénomène de « sur-inscription ».

L'ajustement entre les deux sources est beaucoup moins bon lorsqu'on désagrège les données à un niveau plus fin. Plus on descend dans l'échelle des entités administratives et plus les différences sont fortes. Ainsi au 1^{er} tour, pour les 6 *faritany* (provinces ou régions), la sur-inscription atteint +8% à Antsiranana, tandis que la sous-inscription dépasse -8% du corps électoral potentiel à Toamasina. Lorsqu'on passe aux *fivondronana* (départements) les écarts se creusent encore. Aux deux extrémités, on trouve Andilamena (+54%) et Vatomandry (-41%).

On peut répéter la même opération pour les élections de 1996, en prenant cette fois pour référence dans le recensement les individus de 15 ans et plus en 1993. Ils étaient 6 774 000, contre 6 454 000 inscrits au 1^{er} tour, et 6 667 000 au second. Comme précédemment, Toamasina reste la région la plus touchée par le sous-enregistrement (-20%). Elle s'oppose sur ce point à Antsiranana (+3% au 2^{ème} tour). Enfin, les différences les plus importantes à l'échelle des *fivondronana* sont du même ordre de grandeur que lors de l'élection précédente. Il faut toutefois noter que la

comparaison est moins légitime qu'en 1992/93, car elle ne tient compte ni de la mortalité ni des migrations.

Que retenir de ces comparaisons ? D'une part, au niveau agrégé, la non-inscription semble tout à fait mineure au regard des standards internationaux. D'autre part, les différences observées dans le corps électoral potentiel à un niveau plus fin posent problème.

Ces écarts peuvent-ils s'expliquer par des tentatives de manipulation politique des listes électorales, comme cela a pu être observé dans de nombreux pays ? En particulier, l'administration en charge des listes électorales n'a-t-elle pas été tentée de gonfler le nombre des inscrits afin de pouvoir faire « voter » les électeurs fictifs à sa convenance ? Cette interprétation est d'autant plus tentante que les deux provinces où les différences sont les plus sensibles sont justement les fiefs respectifs des deux principaux candidats et protagonistes du second tour : A. Zafy pour la province du Nord et D. Ratsiraka pour l'Est. En suivant cette ligne, on pourrait supposer que l'administration a favorisé la candidature d'A. Zafy au détriment de son concurrent. Cette thèse paraît d'autant plus recevable que cette même administration a été le fer de lance des événements de 1991.

Il n'est bien sûr pas possible de tester cette hypothèse dans le détail, ce qui nécessiterait des investigations approfondies au niveau des circonscriptions et des bureaux de vote (vérification des réclamations déposées, etc.). En revanche, on peut tenter d'apporter quelques éléments de réponse grâce aux informations dont nous disposons.

Pour ce faire, nous pouvons comparer le taux d'inscription (rapport des inscrits sur listes électorales aux effectifs du recensement) et l'orientation du vote pour l'ensemble des 111 fivondronana. Au 1^{er} tour de 1992, la corrélation est de 0,33 avec le vote pour A. Zafy et -0,27 pour D. Ratsiraka. Au 2^{ème} tour, ces chiffres sont respectivement de 0,21 et -0,21. Ce résultat tend à accréditer la thèse d'un truquage des listes en faveur du challenger. Il faut cependant se garder de tirer des conclusions hâtives. En effet, une forte inscription peut simplement traduire une forte mobilisation pour répondre aux enjeux de l'élection. C'est bien ce qui semble s'être produit, puisque la corrélation entre taux d'inscription et taux d'abstention est de l'ordre de 0,30 aux élections de 1992/93, qui ont cristallisé la volonté de transition, mais elle est quasiment nulle en 1996, où la mobilisation est fortement retombée. En fait, la présomption de gonflement des listes électorales doit porter avant tout sur les fivondronana où on observe la sur-inscription. Cette fois, les résultats sont contrastés. La corrélation est non significative au 1^{er} tour de 1992, mais

favorable à A. Zafy aux trois scrutins suivants : 0,23, 0,18 et 0,27 en février 1993, novembre et décembre 1996. Si donc il y a eu manipulations des listes électorales aux élections présidentielles, celles-ci ont été limitées et plutôt organisées par les partisans d'A. Zafy.

La gestion de l'Etat : incompétence ou manipulation ?

Le référendum constitutionnel de mars 1998 permet d'aller plus loin sur la piste de l'analyse de la transparence du processus électoral. En effet, lors de ce scrutin, plus de 2 millions d'électeurs ont disparu des listes, qui ne comptaient plus alors que 4 557 000 inscrits. Ils sont d'ailleurs miraculeusement réapparus quelques mois plus tard, au moment des législatives, suite notamment au tollé général provoqué par cette bévue majeure.

Vu l'ampleur du problème, il fournit une occasion de tester sur un exemple précis deux hypothèses couramment émises concernant la gestion publique et ses déficiences. Pour expliquer les difficultés rencontrées par le processus de réforme de l'Etat et du mode de gouvernance, deux scénarios alternatifs sont souvent opposés, sans que l'on soit capable de trancher :

- soit les multiples échecs sont le fruit d'une stratégie de résistance sciemment organisée par les tenants du pouvoir qui cherchent par tous les moyens à garder la haute main sur les rentes qu'il procure : c'est la thèse que l'on qualifiera ici de la « manipulation machiavélique » ;
- soit, ces échecs sont le reflet de l'impréparation et de l'incompétence des services publics chargés de mettre en oeuvre les réformes.

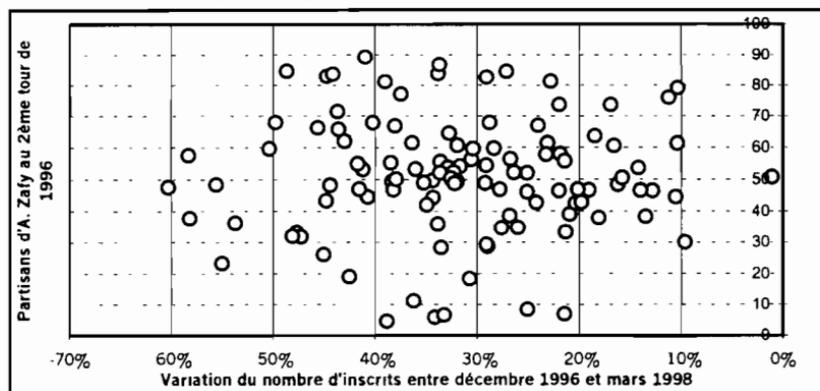
Cette opposition peut s'appliquer à de nombreux cas où l'intervention de l'Etat est en jeu. Ainsi, les délais et l'opacité de la privatisation doivent-ils être imputés à l'organisation calculée de délits d'initiés pour éviter de perdre ces sources juteuses de financement et de prestige (cf. la reconversion de la nomenklatura à la tête des entreprises publiques dans nombre de pays d'Europe de l'Est), ou au manque d'expérience des organes techniques ? Autre exemple, les piètres performances de la réforme fiscale sont-elles à mettre sur le compte de groupes stratégiques qui trouvent dans le système actuel des sources d'enrichissement illicite (corruption), ou à l'insuffisance de moyens humains et matériels de l'administration fiscale ?

La disparition d'un tiers du corps électoral lors du référendum peut aussi s'interpréter dans les mêmes termes :

- ou bien les institutions compétentes ont été chargées par les autorités politiques de rayer totalement ou partiellement des listes les opposants, comme cela a souvent été invoqué à Madagascar ;
- ou bien elles ont été incapables de mener à bien l'actualisation de ces mêmes listes (opération « *carte d'identité* »).

Dans le cas d'espèce, la réponse à cette question ne souffre aucune ambiguïté : *l'incompétence des services publics est la cause principale sinon unique du problème*. En effet, le lien entre taux de disparition des électeurs potentiels et préférence partisane est nul : le coefficient de corrélation entre le pourcentage de votants pour A. Zafy au second tour de l'élection présidentielle de 1996 et les variations du nombre d'inscrits entre 1996 et 1998 dans chaque *fivondronana* est égal à 0,01, et non significativement différent de zéro. En cas de « manipulation machiavélique », le coefficient de corrélation aurait dû être proche de -1 (administration inféodée au pouvoir en place en 1998), voire de +1, comme cela a pu être avancé, si l'administration était restée favorable aux Forces Vives.

Graphique I-1
Partisans d'A. Zafy et disparition des inscrits au référendum de 1998



Source HCC (Haute Cour Constitutionnelle), nos propres calculs. Chaque point représente un *fivondronana*.

Cet exercice n'exclut évidemment pas l'hypothèse de fraudes délibérées, mais il montre que si elles ont eu effectivement lieu, elles n'ont pas eu le résultat escompté ; ce qui nous ramène au constat d'incompétence généralisée. D'ailleurs, le résultat extrêmement serré de l'élection confirme la faible efficacité finale de la manipulation éventuelle. En fin de compte, il est probable que dans d'autres domaines (réforme de la fonction publique, privatisation, etc.) les défaillances relèvent plus du manque de préparation que de la théorie du « complot ».

Les taux d'abstention : une croissance inquiétante

Alors que, pour les élections présidentielles, les taux d'inscription ne semblent pas avoir connu d'évolution notable, force est de constater que les taux d'abstention sont en augmentation rapide. Si ceux-ci atteignaient 25,6 et 31,6 % aux premier et second tours de l'élection de 92/93, ils sont passés respectivement à 41,6 et 50,3% en 1996. A titre de comparaison, le taux d'abstention aux élections présidentielles françaises se situe entre 15% et 20% depuis 30 ans (à l'exception notable du scrutin anticipé de 1969), et ne montre qu'une faible tendance à la hausse (BRECHON, 1998). Ces niveaux n'ont rien d'exceptionnel, puisqu'ils sont comparables à ceux des autres démocraties européennes (TOPF, 1995).

A l'enthousiasme suscité par les enjeux fondamentaux de la démocratisation, suite aux événements de 1991, semble avoir succédé une phase de lassitude et de désenchantement : lassitude face à la répétition des scrutins (présidentielles en 1992/93, législatives en 1993, référendum et élections communales en 1995, à nouveau présidentielles en 1996) et aux chamailleries politiciennes ; désenchantement face aux maigres résultats sur le niveau de vie des populations induits par les changements politiques. Cette désillusion et ce désengagement vis-à-vis du processus électoral constituent un phénomène alarmant pour la jeune démocratie malgache.

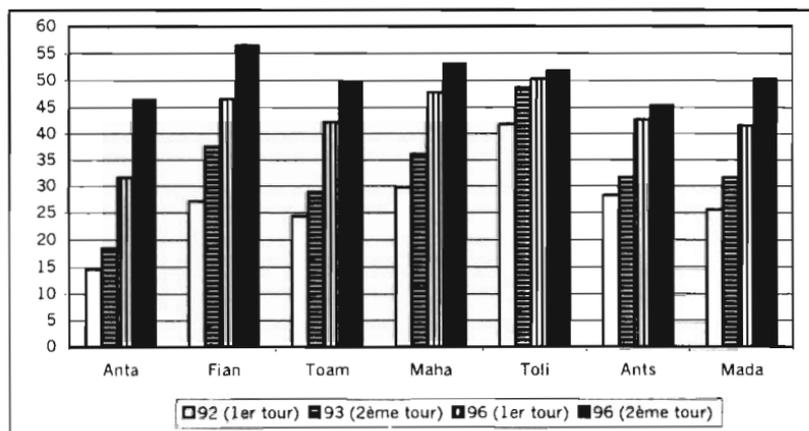
Au niveau régional, un certain nombre de régularités se dessine. En premier lieu, la chute des taux de participation est généralisée et n'épargne aucune province. En second lieu, la mobilisation électorale est systématiquement plus élevée au premier qu'au second tour. Deux arguments peuvent être invoqués pour expliquer ce résultat :

- d'une part, une partie des électeurs peut considérer, qu'à l'issue du premier tour, les jeux sont faits, et qu'en conséquence il n'est pas nécessaire de se prononcer au second ;
- d'autre part, il est possible qu'une frange de l'électorat se sente trop éloignée des deux candidats arrivés en tête au premier tour pour se résoudre à choisir l'un des deux au second.

En revanche, le phénomène abstentionniste n'affecte pas uniformément toutes les régions. Ainsi, le faritany d'Antananarivo, qui s'était très massivement engagé lors des élections de 1992/1993, semble avoir perdu ses illusions. A cet égard, le second tour de 1996 a été particulièrement démobilisateur, avec un taux d'abstention de plus de 50%, supérieur de près de 10 points à celui du premier tour. Or c'est justement là que les deux postulants du second tour ont obtenu leur plus

faible score au premier (surtout A. Zafy). On observe une dynamique similaire dans le faritany de Fianarantsoa, qui détient le record d'abstention avec 57%. A contrario, dans le faritany de Toliara les taux d'abstention sont restés beaucoup plus stables, mais à des niveaux très élevés, marquant le peu d'implication de la population sur des enjeux peut-être jugés trop éloignés.

Graphique I-2
Taux d'abstention aux présidentielles par faritany 1992-1996

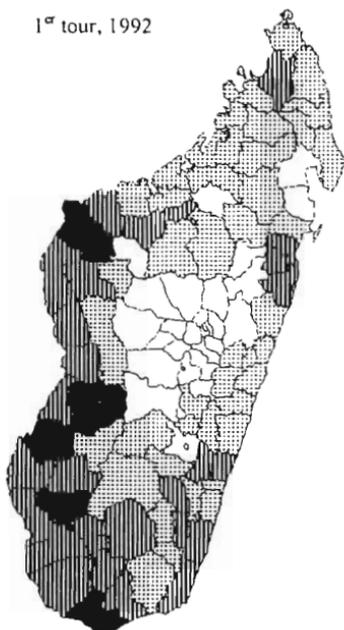


Source : HCC, nos propres calculs.

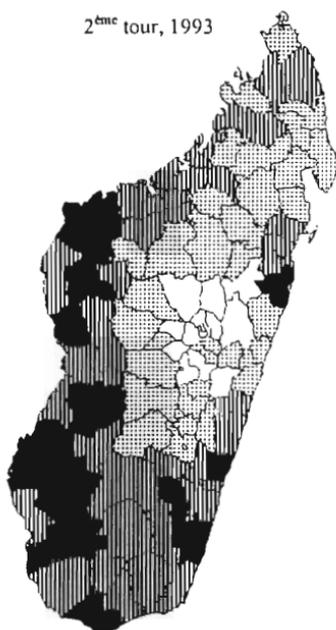
La carte I-1 met clairement en évidence la montée de l'abstention et sa diffusion spatiale au cours du temps. Ainsi, au premier tour de 1992 seuls 6 *fi vondronana* enregistraient des taux d'abstention supérieurs à 50%. Ce nombre passe à 18 au second tour, puis à 39 au premier tour de 1996, pour atteindre 59 en décembre 1996. A l'inverse, alors que l'abstention était inférieure à 20% dans 32 *fi vondronana*, essentiellement concentrés sur les plateaux, ce groupe se réduit à une peau de chagrin en 1993, et disparaît complètement en 1996. Au second tour même, le plus faible taux d'abstention est de 37% à Manjakandriana, dans le faritany d'Antananarivo.

Carte I-1
Evolution du taux d'abstention aux élections présidentielles 1992-96

1^{er} tour, 1992



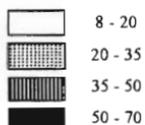
2^{ème} tour, 1993



1^{er} tour, 1996



2^{ème} tour, 1996



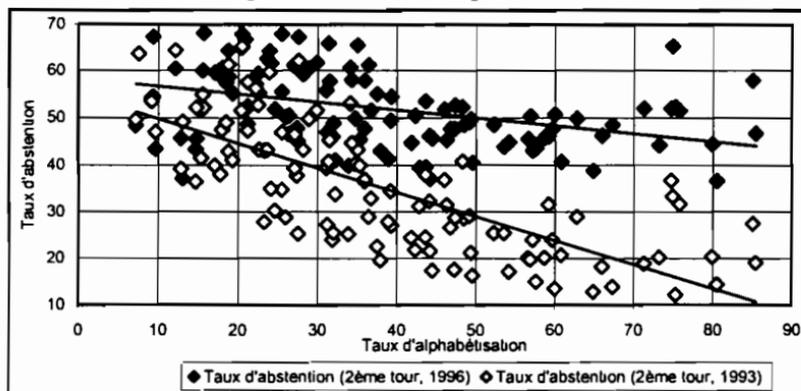
Abstention et niveau d'éducation

Il est souvent avancé que *la participation électorale dépend du niveau d'éducation* de la population (voir pour le cas de la France, HERAN, ROUAULT, 1995; BOY, MAYER, 1997A). Plus celle-ci a eu accès à l'école, plus elle est consciente des enjeux démocratiques des élections, et plus sa participation est importante. Globalement, cette relation est corroborée dans le cas de Madagascar. Le coefficient de corrélation entre le taux d'alphabétisation et le taux d'abstention est systématiquement négatif et particulièrement fort aux trois premiers scrutins présidentiels, avec respectivement -0,67, -0,74 et -0,63 aux premier et second tours de 1992/93 et au premier tour de 1996.

Cependant, le second tour de l'élection présidentielle de 1996 marque une rupture avec les schémas antérieurs. Si la corrélation entre taux d'abstention et taux d'alphabétisation reste négative, elle n'est plus que de -0,40. Ce résultat provient du fait que ce sont les fivondronana les plus « éduqués » qui ont enregistré la plus forte croissance du phénomène abstentionniste. De ce point de vue, le fivondronana d'Antananarivo Renivohitra a valeur emblématique. C'est à la fois celui qui jouit du taux d'alphabétisation le plus élevé (avec 85,4%), mais aussi celui où le taux d'abstention a connu la poussée la plus forte en 1996. Le taux d'abstention a crû de 21,7 points entre les deux tours en 1996, contre seulement 2,4 points en 1992/93.

Plus généralement, si pour les deux scrutins présidentiels, on observe une montée des taux d'abstention entre le premier et le second tour, elle ne doit pas être interprétée de la même façon dans les deux cas. En 1992/93, la croissance du taux d'abstention a été d'autant plus forte que le taux d'alphabétisation était faible (coefficient de corrélation de -0,36). Non seulement, les populations les moins alphabétisées ont moins participé au 1^{er} tour, mais elles se sont aussi retirées le plus vite (abstention au second tour), marquant le lien ténu qu'elles entretiennent avec le processus électoral. En revanche, en 1996, la poussée abstentionniste affecte surtout les fivondronana les plus scolarisés (coefficient de corrélation +0,57). Il semble que les appels à l'abstention au second tour de personnalités déçues des résultats du premier, relayés par certains médias, aient avant tout touché la frange la plus favorisée de la population.

Graphique I-3
Abstention aux présidentielles et alphabétisation 1992-1996



Source : HCC, nos propres calculs.

Les facteurs de l'abstention

L'ajustement d'équations économétriques permet d'estimer plus précisément l'impact du taux d'alphabétisation sur le taux d'abstention, et en particulier, de raisonner toutes choses égales d'ailleurs.

Les modèles testés confortent les résultats présentés précédemment. En premier lieu, *le taux d'alphabétisation est bien le facteur explicatif le plus important du taux d'abstention*. Il joue négativement sur ce dernier, mais son impact est beaucoup plus faible au 2^{ème} tour de 1996. En second lieu, *le taux d'urbanisation a un effet positif sur l'abstention*, toutes choses égales d'ailleurs, bien que son impact soit faible, et même non significatif en décembre 1996. A première vue, ce résultat peut paraître surprenant. Si l'on interprète le taux d'urbanisation comme un indicateur de développement⁵⁾, on est tenté de conclure que la participation est plus élevée dans les zones attardées. Traduite en termes individuels, l'abstention serait croissante avec le niveau de vie ou de richesse. En fait, la corrélation directe entre urbanisation et abstention est quasiment nulle. En réalité, le lien spécifique et négatif entre les deux n'est pas propre à Madagascar. En France par exemple, la participation varie en raison inverse de la taille de l'agglomération de résidence. Elle est plus forte en milieu rural et dans les petites villes, où les liens interpersonnels et le contrôle social sont plus forts et la mobilité résidentielle moindre (BOY, MAYER, 1997A).

5) Etant donné leur forte corrélation, on obtient des résultats similaires en remplaçant le taux d'urbanisation par le taux d'accès à l'eau, le taux d'électrification, le taux de salarisation ou le % d'agriculteurs dans la population active occupée.

En dehors de ces deux facteurs, *la dimension régionale pèse sur le taux d'abstention*. Structurellement, le faritany d'Antananarivo enregistre des taux plus faibles que les autres faritany, tandis qu'ils sont plus élevés à Toliara. L'élection de décembre 1996 est atypique de ce point de vue : seuls Fianarantsoa, déçu de l'éviction du candidat du pays, et Mahajanga se distinguent par des taux d'abstention plus forts qu'ailleurs. Enfin, le pouvoir explicatif des variables retenues tend à baisser avec le temps, marquant à nouveau la spécificité du dernier scrutin (R^2 décroissant, de 0,66/0,70 en 1992/93, à 0,30 au second tour de 1996).

Tableau I-1
Les facteurs explicatifs du taux d'abstention

Taux d'abstention	Faritany						Taux d'alpha	Taux d'urba	Conste	R ²
	Anta	Fian	Toam	Maha	Toli	Ants				
1er tour 1992	-11,1 (-3,7)	-5,3 (-1,8)	-5,8 (-1,9)	-1,9 (-0,6)	+6,2 (+1,9)	Ref.	-0,03 (-5,4)	+0,008 (+2,4)	41,2 (+12,1)	0,66
2ème tour 1993	-8,6 (-2,7)	+0,8 (+0,3)	-5,2 (-1,7)	-0,8 (-0,3)	+7,5 (+2,2)	Ref.	-0,04 (-6,9)	+0,009 (+2,7)	48,9 (+13,7)	0,70
1er tour 1996	-5,8 (-1,8)	+1,0 (+0,3)	-1,5 (-0,5)	+1,8 (+0,6)	+3,5 (+1,0)	Ref.	-0,03 (-4,9)	+0,009 (+2,6)	57,3 (+34,9)	0,52
2ème tour 1996	+1,7 (+0,6)	+8,8 (+3,1)	+2,3 (+0,8)	+7,7 (+2,4)	+5,1 (+1,6)	Ref.	-0,01 (-2,1)	+0,005 (+1,6)	50,3 (+15,2)	0,30

Sources : HCC, RGPH93, nos propres calculs. Mode de lecture : l'équation testée est de la forme $\text{taux d'abstention} = a + b \cdot \text{faritany} + c \cdot \text{taux d'alphabétisation} + d \cdot \text{taux d'urbanisation}$. Pour chaque élection, la 1ère ligne donne les coefficients et la 2^{ème} les t de Student (chiffres en parenthèses). Au seuil 5%, la variable considérée est significativement différente de 0 si $t < -1,96$ ou $t > 1,96$. Pour la variable qualitative (faritany), composante « analyse de la variance » de l'équation, la modalité de référence (notée Ref.) est le faritany d'Antsiranana. Le taux d'abstention d'un faritany est significativement différent de celui d'Antsiranana, toutes choses égales d'ailleurs (t e à taux d'alphabétisation et d'urbanisation fixés) si $t < -1,96$ ou $t > 1,96$.

Quoi qu'il en soit, ces résultats montrent *l'inanité des tentatives de « récupération » politique des abstentionnistes, en tant que groupe électoral homogène*. Ce raccourci réducteur est dénoncé depuis longtemps par les sociologues ⁽⁶⁾. Les abstentionnistes recouvrent au moins deux sous-populations très différentes, dont les intérêts ne convergent pas nécessairement : d'une part une population défavorisée, peu intégrée à la vie civique, et d'autre part des électeurs exigeants, relativement bien dotés en capital humain, qui, à l'occasion particulière du second tour de l'élection de 1996, ont voulu exprimer leur rejet des deux candidats encore en lice. On retrouve là une des dimensions du phénomène complexe de l'abstention observée dans la plupart des pays développés.

6) J.C. Passeron écrivait en 1982 : « *En sociologie électorale, on le sait, l'abstention ne saurait passer pour un vote émis en faveur du parti clandestin des abstentionnistes...* » (PASSERON, 1982, voir aussi SUBILEAU, 1997).

II.- LES COULEURS PARTISANES : DYNAMIQUE ET INTERPRETATION

Les élections présidentielles anticipées de 1996 se sont déroulées dans une relative transparence, malgré le climat de conflit permanent qui a caractérisé les relations entre l'Assemblée nationale et les gouvernements successifs, en particulier avec le président, ainsi que l'urgence dans lesquelles elles ont été organisées. L'incertitude et les suspens qui ont régné lors du dépouillement des résultats du second tour, suite à l'imbroglio entre les différentes institutions chargées de la diffusion des résultats du scrutin (le Ministère de l'intérieur, le Conseil National des Elections (CNE) et la Haute Cour Constitutionnelle (HCC)), ne semblent pas devoir remettre en question le verdict final. Le candidat D. Ratsiraka redevenait président de Madagascar. Le score particulièrement serré lui accordait 50,7% des suffrages, soit 45 000 voix de plus que son concurrent A. Zafy.

Un premier tour marqué par une forte concentration des suffrages...

Le premier tour de l'élection du 3 novembre 1996, mettait en lice 15 candidats, près de deux fois plus que les 8 qui s'étaient présentés en 1992. Toutes les grandes tendances politiques ainsi que les principaux ténors de la scène malgache étaient représentés, à côté de prétendants d'envergure plus modeste. Seuls trois d'entre eux concourraient pour la seconde fois : D. Ratsiraka, A. Zafy et T. Rabetsitonta.

Au-delà du peu d'enthousiasme de la population pour la campagne, qui se traduit dans les urnes par un fort taux d'abstention, *cette élection se caractérise par une très forte concentration des votes sur les principaux candidats*. Les trois candidats les mieux placés se partagent 75% des suffrages, et les 6 premiers 93%. Cette concentration du vote s'observe non seulement au niveau national, mais aussi pour chacun des 6 faritany, puisque dans tous les cas, les 6 principaux candidats recueillent plus de 91% des suffrages exprimés. A l'autre extrémité, 7 candidats, que les médias ont par dérision qualifiés de « *zéro virgule* », obtiennent moins de 1% chacun.

D. Ratsiraka arrive largement en tête, avec 36,6% des suffrages exprimés, atteignant même près de 60% dans son fief de Toamasina. Son principal challenger, A. Zafy, ne s'adjuge que 23,4% des votes. S'il continue à monopoliser les faveurs du faritany d'Antsiranana, avec plus de 70%, il subit un cinglant désaveu de la part des électeurs d'Antananarivo, où il n'arrive qu'en cinquième position, avec 7,7% des suffrages exprimés. Ces deux candidats enlèvent la première place dans

trois faritany chacun : Antananarivo, Fianarantsoa et Toamasina pour D. Ratsiraka, Mahajanga, Toliary et Antsiranana pour A. Zafy.

La polarisation des suffrages au 1^{er} tour sur les deux principaux candidats, D. Ratsiraka et A. Zafy, n'est pas nouvelle. Déjà en 1992, les votes s'étaient cristallisés sur les mêmes figures politiques, déjouant les pronostics de l'époque tablant sur une « triangulaire » où serait venu s'immiscer R. Manandafy, leader du MFM. En fait, la concentration du vote entre 1992 et 1996 a eu tendance à s'effriter. A eux deux, ils n'obtiennent « plus » que 60,0% au 1^{er} tour de 1996 contre 74,5% en 1992. Ce recul de près de 15 points touche tous les faritany sans exception, et s'explique principalement par la contre-performance d'A. Zafy. C'est dans le faritany d'Antananarivo que leur perte d'influence est la plus accusée (-29,3%), le seul où ils recueillent moins de la moitié des suffrages, tandis qu'ils réussissent à stabiliser leur score global dans leurs bastions régionaux respectifs (Antsiranana pour A. Zafy et Toamasina pour D. Ratsiraka, avec une baisse de -2,2 et -2,6 points respectivement).

Carte I-2

La polarisation des suffrages sur les deux principaux candidats 92/96

% A. Zafy + D. Ratsiraka (1^{er} tour, 1992)

% A. Zafy + D. Ratsiraka (1^{er} tour, 1996)



Source : HCC, nos propres calculs.

Ce résultat est confirmé à un niveau d'analyse plus fin. Le pourcentage des votes obtenus par les deux ex-présidents baisse dans 91 fivondronana sur 111. Elle prend la forme d'une véritable chute libre dans 8 d'entre eux, où elle dépasse 30 points, dont 6 appartiennent au faritany d'Antananarivo. Il s'agit d'une déroute dans la capitale, où le reflux atteint -47,9 points, la plaçant en seconde position derrière le fivondronana de Befotaka (-50,9 points). A l'inverse, leur avancée est beaucoup moins marquée dans les quelques fivondronana où ils étendent leur audience cumulée.

... malgré l'émergence timide d'hommes politiques nouveaux

Face aux deux ex-présidents déçus, les autres concurrents font pâle figure, réduisant à néant les espoirs de voir arriver à la tête de l'Etat une figure nouvelle. Cette déconvenue ne fait que sanctionner les dissensions de l'opposition, incapable de s'unir et de présenter un candidat commun, malgré les multiples tentatives. Seuls deux prétendants tirent leur épingle du jeu, même si leur performance n'est pas à la hauteur des espoirs qu'ils avaient nourris. En premier lieu, on trouve le jeune opérateur économique et ex-ministre de la 2^{ème} République, H. Razafimahaleo, qui symbolisait aux yeux d'une partie de l'électorat le renouveau et la modernité et qui bénéficiait des faveurs des bailleurs de fonds. Malgré une campagne particulièrement active, et l'engagement de l'association politique dont il est président, le Leader Fanilo, une des premières forces politiques du pays, il ne recueille que 15% des suffrages. Il enregistre sa meilleure performance, dans sa province d'origine, Fianarantsoa. Mais même là, avec un suffrage exprimé sur quatre, il n'arrive qu'en deuxième position derrière D. Ratsiraka. En revanche, son implantation ne dépasse pas 10% à Toamasina et Mahajanga. Elle est même inférieure à 5% à Antsiranana.

Le second outsider, N. Ratsirahonana n'obtient que 10,1% des suffrages. Dernier Premier ministre d'A. Zafy, et nommé président par intérim lorsque ce dernier a été destitué, sa candidature a suscité de nombreuses polémiques. Certains y ont vu la marque d'une forme d'opportunisme politique, confortée par l'ambiguïté de ses relations avec A. Zafy. Ne pouvant compter sur un appareil politique pour le soutenir, ce représentant de la haute administration publique (ex-président de la HCC) a bénéficié d'un capital d'estime obtenu au cours des derniers mois précédant l'élection, notamment pour avoir finalisé les accords de Madagascar avec les institutions de Bretton Woods, après plusieurs années de tergiversations. Entré récemment en politique et malgré son âge, il est apparu comme un homme neuf, susceptible d'amorcer le renouvellement d'une classe politique largement déconsidérée. A cette

crédibilité fraîchement acquise dans la conduite des affaires de l'Etat, et à sa réputation d'intégrité, s'ajoute le fait qu'il a cristallisé les espoirs d'une partie de l'intelligentsia de l'Imerina, pour qui il représentait la meilleure chance de voir enfin un homme politique originaire des Hauts-Plateaux accéder à la présidence.

Tous ces facteurs expliquent largement la géographie de son électorat, concentré dans les grandes villes et sur les Plateaux (voir ci-dessous, la dimension régionale du vote). Cependant, il n'a probablement pas eu le temps de se constituer une véritable audience nationale, puisqu'en dehors du faritany d'Antananarivo, où il obtient 18% des voix et la seconde place (loin derrière D. Ratsiraka), son score se situe autour de 6%. Il est même inférieur à 2% dans le faritany d'Antsiranana.

Enfin, il convient de souligner l'échec de deux figures historiques de la scène politique malgache depuis l'Indépendance, le pasteur R. Andriamanjato (alors président de l'Assemblée nationale), et G.W. Razanamasy (maire de la capitale), qui ne recueillent, respectivement que 4,9% et 1,2% des suffrages exprimés. Cet échec pèse aussi lourdement sur deux autres ministres en exercice au moment de l'élection : A. Ramaroson (président du département politique des HVR, parti issu des Forces-Vives de 1991, et ministre de l'Industrie) avec 1,5% et T. Rabetsitonta (dirigeant du Grad-Iloafo et ministre de l'Economie) qui, avec 0,9%, réalise une performance encore moins bonne que celle qu'il avait enregistrée en 1992 (2,2%).

Tableau I-2
Résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 1996 par faritany

	Antanana	Fianarant	Toamasin	Mahajang	Tohary	Antsirana	Total
1.- D. Ratsiraka	39,0	31,6	59,6	24,8	28,0	17,8	36,6
2.- A. Zafy	7,7	21,1	17,7	44,9	32,4	70,3	23,4
3.- H. Razafimahaleo	16,4	25,5	7,8	9,3	17,6	4,3	15,1
4.- N. Ratsirahonana	18,0	7,9	5,7	5,0	5,4	1,7	10,1
5.- R. Andriamanjato	10,4	2,2	2,0	1,8	2,1	0,7	4,9
6.- J.-E. Voninahitsy	1,4	3,1	1,6	6,8	5,8	1,2	2,8
7.- A. Ramaroson	1,6	1,9	1,1	1,6	1,6	1,1	1,5
8.- G.-W. Razanamasy	1,3	1,7	0,7	0,9	1,4	0,5	1,2
9.- M. Razanabahiny	0,5	1,2	0,8	1,4	1,4	1,0	0,9
10.- T. Rabetsitonta	1,0	1,2	0,7	0,8	1,2	0,3	0,9
11.- P. Rakotovoao	0,8	0,9	0,9	0,7	0,9	0,3	0,8
12.- E. Vazaha	0,4	0,5	0,4	0,6	0,6	0,2	0,4
13.- C. Ramanantsoa	0,4	0,5	0,3	0,5	0,6	0,2	0,4
14.- A. Andriamanana	0,5	0,5	0,3	0,4	0,4	0,2	0,4
15.- D. Rakotoarijaona	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5	0,2	0,4
Total	100						

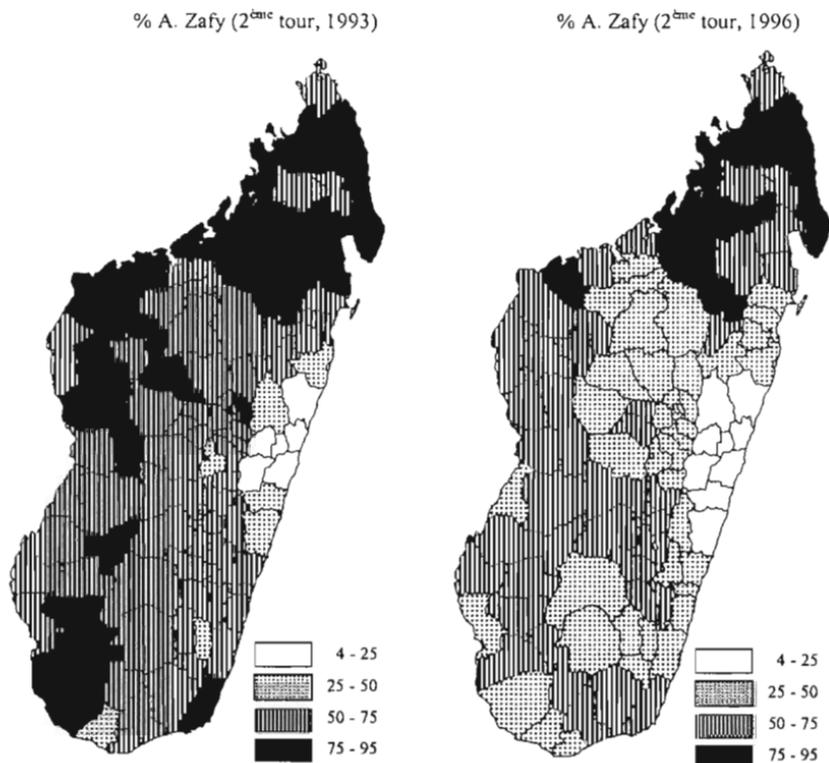
Source : HCC, nos propres calculs.

Un second tour extrêmement serré

Contrairement au second tour de 1993, qui avait vu une large victoire d'A. Zafy avec deux tiers des suffrages, le second tour de 1996 a

été extrêmement serré. D. Ratsiraka ne l'emporte qu'avec 50,7% des voix. Ce faible écart a été une source de contestation des résultats, heureusement circonscrite à la période électorale. Le résultat final pose un double problème de légitimité au président élu : d'une part, la courte majorité qui s'est prononcée en sa faveur coupe le pays en deux camps d'importance équivalente, et d'autre part, le poids de l'abstention vient encore fragiliser une emprise déjà réduite sur le pays réel. En effet, avec 1 608 000 voix sur 6 667 000 électeurs, *D. Ratsiraka n'aura été soutenu que par 24,1% du corps électoral*. A titre de comparaison, A. Zafy avait été élu avec 44,8% des inscrits en 1993. Dans un pays caractérisé par une instabilité politique chronique, largement responsable de la stagnation économique enregistrée au cours de la première moitié des années 90, cette faible marge de manœuvre rend l'exercice du pouvoir périlleux pour le nouveau président.

Carte I-3
Les résultats du second tour 1992 - 1996



Au niveau régional, les deux candidats se partagent la moitié des faritany. A. Zafy arrive en tête à Antsiranana, Mahajanga et Toliara, tandis que D. Ratsiraka s'adjuge Toamasina, Antananarivo et Fianarantsoa. La géographie du vote coupe le pays en deux : le nord, les littoraux ouest et sud pour le premier, et la partie est de l'île pour le second. A cette partition longitudinale, s'ajoute une autre ligne de fracture transversale : D. Ratsiraka est majoritaire sur une large bande englobant la partie nord des Hauts-Plateaux (dont une grande partie de l'Imerina) jusqu'à la plaine de la Betsiboka, de Fandriana à Marovoay, tandis qu'A. Zafy domine de Belon'i Tsinbihina à Vondrozo, en passant au cœur du pays Betsileo.

Zafy - Ratsiraka : un duel historique au sommet

La longévité de ces deux ténors de la vie politique malgache, qui s'est traduite par deux duels présidentiels à 4 ans d'intervalle, donne l'occasion d'étudier en détail l'évolution de la géographie électorale au cours du temps.

Si l'on analyse les résultats par faritany entre 1993 et 1996, *la perte d'influence d'A. Zafy se vérifie partout*. Il recule d'environ 15 points dans 4 des 6 faritany : Fianarantsoa, Toamasina, Mahajanga et Toliara, soit une baisse proche de la moyenne nationale (-17,3 points). Deux faritany se distinguent de ce point de vue : Antsiranana, qui lui reste fidèle, avec une chute beaucoup moins prononcée (-6,3 points), et Antananarivo, où au contraire sa base électorale s'effondre (-25,4 points).

Le faritany d'Antananarivo mérite une attention particulière, dans la mesure où c'est là que les transferts de voix d'une élection à l'autre ont été les plus massifs. Porté par la vague populaire de 1991, A. Zafy y avait recueilli près de la moitié des suffrages dès le 1^{er} tour de novembre 1992 (47,3%), et avait gagné avec une écrasante majorité au second, avec 67,8% des voix. En revanche, après quatre ans d'exercice du pouvoir, A. Zafy y était complètement désavoué, son électorat du 1^{er} tour de 1996 ne représentant plus que 7,7% des suffrages exprimés, pour 32,3% dans les 5 autres faritany. Le nombre de ses électeurs y est divisé par 7 entre les deux élections, passant de 693 700 à 101 200, soit à peine 5% du corps électoral de novembre 1996.

Pourtant, malgré ce cuisant échec, A. Zafy a réussi à remonter partiellement son handicap de départ, au second tour de 1996. Avec 443 600 électeurs, il s'adjuge 342 000 voix supplémentaires, quand son concurrent n'en gagne que 91 000. Ce résultat montre clairement que le vote pour A. Zafy au 1^{er} tour est un vote sanction, et un vote du « moindre

mal » au second. S'il n'a pas su capitaliser les espoirs que les habitants d'Antananarivo avaient placés en lui à l'avènement de la 3^{ème} République, une bonne partie d'entre eux ne peut se résoudre à absoudre D. Ratsiraka, et lui préfère Zafy malgré tout.

Tableau I-3
Suffrages en faveur d'A. Zafy et D. Ratsiraka aux élections
présidentielles par *faritany*

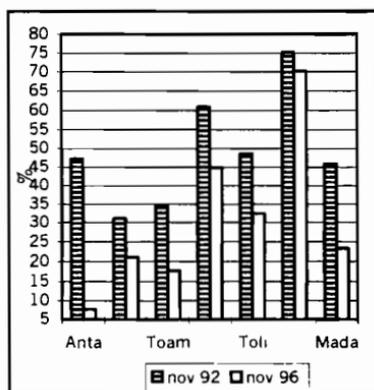
	Antanana	Fianarant	Toamasin	Mahajang	Toliary	Antsirana	Total
A. Zafy (2ème tour 1993)	67,8	62,4	48,0	80,1	71,6	83,2	66,6
A. Zafy (2ème tour 1996)	42,4	48,7	33,3	64,9	55,6	76,9	49,3
A. Zafy (1er tour 1992)	47,3	31,2	34,3	61,0	48,6	75,2	45,9
A. Zafy (1er tour 1996)	7,7	21,1	17,7	44,9	32,4	70,3	23,4
D. Ratsiraka (1er tour 1992)	28,8	28,9	45,7	14,6	27,5	15,0	28,6
D. Ratsiraka (1er tour 1996)	39,0	31,6	59,6	24,8	28,0	17,8	36,6

Source HCC, nos propres calculs. Les scores de D. Ratsiraka aux 2^{èmes} tours en 93 et 96 sont les compléments à 100% de ceux d'A. Zafy

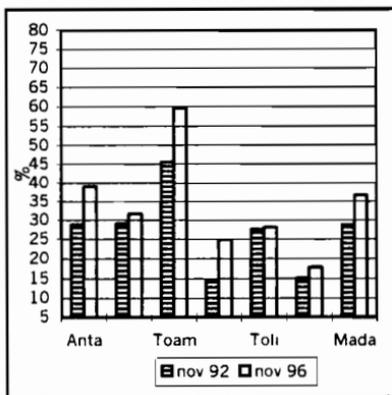
Cette mise en perspective historique permet d'illustrer le caractère circonstanciel de l'électorat d'A. Zafy, tandis que son concurrent direct bénéficie d'un ancrage électoral beaucoup plus stable.

Graphique I-4
Résultats de deux principaux candidats au premier tour des élections
présidentielles par *faritany* 1992-1996

Pourcentage en faveur d'A. Zafy



Pourcentage en faveur de D. Ratsiraka



Source : HCC, nos propres calculs L'ordre des *faritany* est : Antananarivo, Fianarantsoa, Toamasina, Mahajanga, Toliara, Antsirana

La question du report des voix

Les fortes variations observées d'un tour et d'une élection à l'autre, posent la question centrale du report des voix, en particulier de celles des électeurs qui s'étaient portés sur les candidats évincés du

premier tour. Nous sommes particulièrement mal outillés pour traiter cette question. Cela nécessiterait des données individuelles et non les informations agrégées par fivondronana dont nous disposons (sur ce point, voir le chapitre II).

En dehors des problèmes de données, le flou entourant la stratégie des candidats perdants rend l'exercice encore plus malaisé. A titre d'exemple, aucun des 13 candidats malheureux du premier tour de novembre 1996 ne s'était clairement prononcé en faveur de l'un ou l'autre des deux prétendants, et il était difficile de pronostiquer quelle serait leur consigne de vote pour le second tour, au soir du scrutin. Cette incertitude conduit à un double constat :

- d'une part, elle conforte le discrédit de la classe politique auprès de l'opinion, en donnant l'impression que les candidats se sont présentés, non pas pour défendre des options politiques claires, mais pour engager des tractations afin d'obtenir des portefeuilles ministériels et accéder au pouvoir, quel qu'il soit (qu'on qualifie à Madagascar de course aux « chaises », « miady seza » en malgache) ;

- d'autre part, elle distend le lien entre les électeurs et leurs candidats respectifs, rendant d'autant plus imprévisibles les mouvements d'opinion. Puisque les candidats ne se différencient pas par des options politiques bien tranchées, et que leurs alliances sont réversibles au gré de facteurs opaques pour les citoyens, le choix des électeurs ne peut donc être motivé par celles-ci, et par conséquent, ce sont plutôt des raisons extra-politiques qui déterminent leurs préférences.

Ainsi, les notions de droite et de gauche, de libéralisme et d'interventionnisme, d'isolationnisme et d'ouverture, sont peu opérationnelles à Madagascar pour qualifier les différentes familles politiques. Celles-ci semblent plutôt se cristalliser autour d'un leader et d'alliances de circonstance, dans le but de prendre le contrôle de l'Etat et des rentes qu'il génère. Par exemple, la question centrale de l'ajustement structurel, qui pourtant engage le pays à moyen terme, n'a pas fait l'objet d'un véritable débat, tous les candidats s'y déclarant peu ou prou favorables. Pourtant, comme l'a prouvé la conjoncture politique depuis 1991, ces déclarations d'intention ne permettent en aucun cas de savoir comment celui-ci sera mené, ni à quel rythme, ni sur quelle plate-forme.

H. Razafimahaleo a été le seul candidat d'envergure à avoir ouvertement annoncé une consigne de vote en faveur de D. Ratsiraka. Le cas de N. Ratsirahonana est lui beaucoup plus ambigu. S'il a accepté la proposition d'A. Zafy d'en faire son Premier ministre au cas où il serait élu et s'il n'a jamais désavoué les comités de soutien pour le « ticket Zafy-Ratsirahonana » qui se sont créés durant la campagne, il n'a

cependant jamais appelé directement ses électeurs à voter pour A. Zafy au 2^{ème} tour.

Bien qu'il ne soit pas possible de mesurer formellement les mécanismes du report de voix, nous pouvons tout de même apporter quelques réponses partielles. Nous nous contenterons d'analyser les reports des voix obtenues par H. Razafimahaleo au 1^{er} tour, sur D. Ratsiraka au second, à la fois pour les raisons évoquées plus haut (consigne de vote claire, candidat majeur), et parce que les commentaires des médias ont insisté sur la mauvaise qualité de ces reports, à partir de résultats locaux.

Un regard plus systématique sur les résultats définitifs montre qu'effectivement, *les électeurs d'H. Razafimahaleo semblent n'avoir suivi que très partiellement la consigne de leur candidat du 1^{er} tour*. En effet, alors que D. Ratsiraka et H. Razafimahaleo avaient recueilli un total cumulé de 1 867 600 suffrages en novembre, D. Ratsiraka n'a été élu qu'avec 1 608 321 voix, soit une perte de plus de 259 000 voix entre les deux tours, équivalente à 14% de leurs suffrages cumulés. Bien sûr, il n'est pas possible d'imputer cette contre-performance aux seuls partisans d'H. Razafimahaleo (une partie de ceux qui avaient choisi D. Ratsiraka au 1^{er} tour pouvant s'être abstenue). Néanmoins, nombre d'entre eux se sont montrés réfractaires à appuyer le futur président.

Cette mauvaise volonté des partisans d'H. Razafimahaleo est particulièrement forte dans sa région d'origine. Ainsi, à Ambositra, D. Ratsiraka ne recueille que 57,2% des suffrages qu'il aurait été en droit d'attendre des résultats du 1^{er} tour. Cette proportion reste toujours faible à Ambatofinandrahana (60,2%), Ambalavao (66,0%) et Fandriana (69,6%). C'est d'ailleurs dans le faritany de Fianarantsoa que le recul est le plus marqué avec -24,5%. Mais le phénomène touche aussi Antananarivo (avec -17,1%), et dans une moindre mesure Toamasina et Mahajanga (resp. -10,3% et -6,5%).

Globalement, il existe bien une relation entre les fivondronana où H. Razafimahaleo a réalisé ses meilleurs scores et ceux où les pertes de voix potentielles pour D. Ratsiraka au second tour ont été les plus importantes. Mais, si cette relation est significative, avec un coefficient de corrélation de 0,40, elle est très loin d'être parfaite. Les cartes des deux phénomènes ne se superposent que partiellement, notamment dans le Sud-Betsileo et l'Ouest, où H. Razafimahaleo a réalisé des bons scores et où le report de voix n'a pas été trop mauvais. Une partie de son électorat garde rancœur à D. Ratsiraka, et n'est pas prête à lui faire confiance malgré l'engagement favorable d'H. Razafimahaleo.

Pour aller plus loin, nous avons cherché à expliquer la progression des deux prétendants du 2^{ème} tour en fonction des résultats de leurs 4 principaux challengers du 1^{er} tour. Il apparaît que c'est dans les fivondronana où ces derniers ont réalisé de bons scores que D. Ratsiraka comme A. Zafy ont le plus progressé. Ce trait laisse à penser que les voix des électeurs d'H. Razafimahaleo, de N. Ratsirahonana et de J.E Voninahitsy se sont dispersées au second tour. Seuls les électeurs de R. Andriamanjato semblent avoir reporté leurs suffrages principalement sur A. Zafy au détriment de D. Ratsiraka.

Tableau I-4

Les facteurs explicatifs de l'évolution entre 1er et 2^{ème} tour de 1996

Ecart de taux entre les 1er et 2ème tour, 1996	% des suffrages au 1er tour 1996				Taux d'alphabète	Constante	R ²
	Razafimahaleo	Ratsirahonana	Andriamanjato	Voninahitsy			
D. Ratsiraka	+0,05 (+10,8)	+0,05 (+6,8)	+0,02 (+1,6)	+0,003 (+6,7)	-0,008 (-3,0)	+3,7 (+3,0)	0,77
A. Zafy	+0,06 (+12,6)	+0,05 (+6,0)	+0,2 (+7,0)	+0,07 (+11,8)	-0,002 (-0,6)	+4,8 (+3,6)	0,86
Abstention	+0,01 (+2,0)	+0,02 (+2,0)	+0,02 (+1,1)	-0,01 (+1,6)	+0,014 (+4,9)	-2,9 (-2,1)	0,45

Sources HCC, RGPH93, nos propres calculs Mode de lecture : voir tableau I-1 l'équation testée est de la forme écart de taux 1er/2^{ème} tour (en points de %) = a + b*%Razafimahaleo + c*%Ratsirahonana + d*% Andriamanjato + e*% Voninahitsy + f*taux d'alphabétisation

Les campagnes sont-elles légitimistes ?

Il est souvent avancé que les campagnes marquent une tendance naturelle au « légitimisme électoral », en accordant une prime au pouvoir en place. Plusieurs facteurs peuvent être invoqués pour expliquer cette préférence. Outre l'idiosyncrasie paysanne, supposée plus sensible aux permanences qu'aux changements, et par voie de conséquence plus conservatrice, l'état d'isolement des zones rurales, et leur faible accès aux sources d'informations, peut conduire les agriculteurs à des stratégies de minimisation des risques, en privilégiant les hommes politiques au pouvoir, qu'ils connaissent, à d'autres dont ils ne connaissent pas le programme.

Lors de la campagne présidentielle, cet argument a été souvent mis en avant, notamment dans les médias, pour justifier la remontée progressive d'A. Zafy au fur et à mesure du dépouillement des suffrages, plus tardivement connus pour les campagnes les plus reculées que pour les villes. Or il est clair que, compte tenu de leur poids démographique (près de 80% de la population malgache), les campagnes pèsent lourdement sur les résultats électoraux.

Pour tester cette hypothèse, nous pouvons mettre en regard les taux d'urbanisation et les votes obtenus par le président sortant en 1992/93 ou en 1996. Les résultats sont sans ambiguïté : *il n'existe aucune*

relation directe entre les deux. Le coefficient de corrélation entre taux d'urbanisation et score du président sortant est proche de zéro, et paradoxalement de signe inverse à celui attendu, avec resp. $-0,05$ et $-0,07$ pour D. Ratsiraka aux premier et second tour de 1992/93, et $-0,06$ et $+0,01$ pour A. Zafy aux deux tours de 1996. Les cartes des deux phénomènes montrent que leurs « géographies » ne se superposent pas.

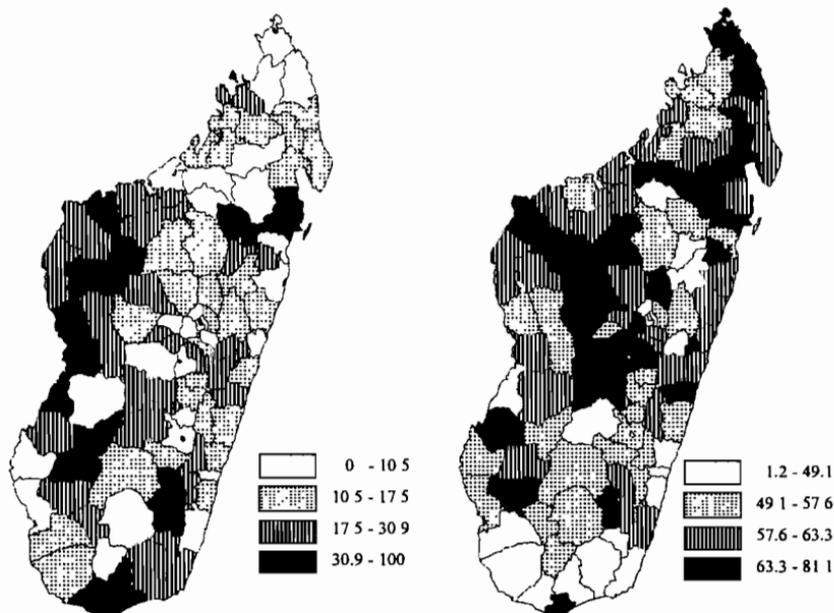
Ce constat est particulièrement intéressant, surtout dans le cas d'A. Zafy, dont on avait cru qu'il aurait pu tirer profit de ses fameux « mada-raids », les nombreuses tournées qu'il a effectuées en brousse au cours de son mandat et que ses détracteurs qualifiaient d'électorales.

La thèse opposée à celle du « légitimisme », à savoir que les campagnes sanctionnent les pouvoirs qui les ont délaissées, est également infirmée. Pourtant, les ruraux auraient toutes les raisons de le faire. En effet, une régression simple montre que la part de la population rurale « explique » 94% de la variance observée sur les taux d'électrification par fivondronana. On obtient les mêmes résultats en prenant le taux d'accès aux services d'eau potable, et plus généralement, aux infrastructures publiques.

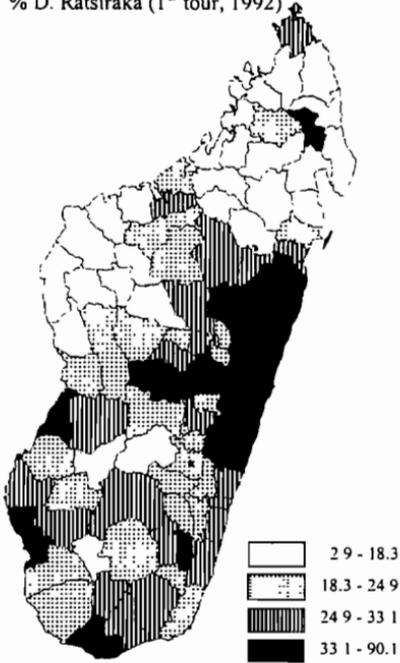
Carte I-4
Taux d'urbanisation
et performances électorales des présidents sortants

Taux d'urbanisation (1993)

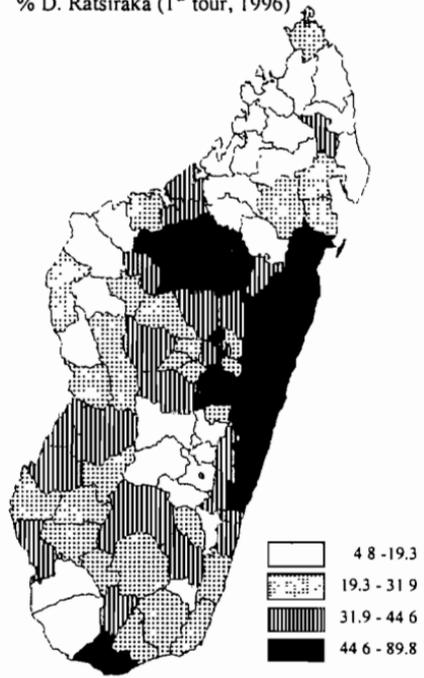
Proportion d'agriculteurs (1993)



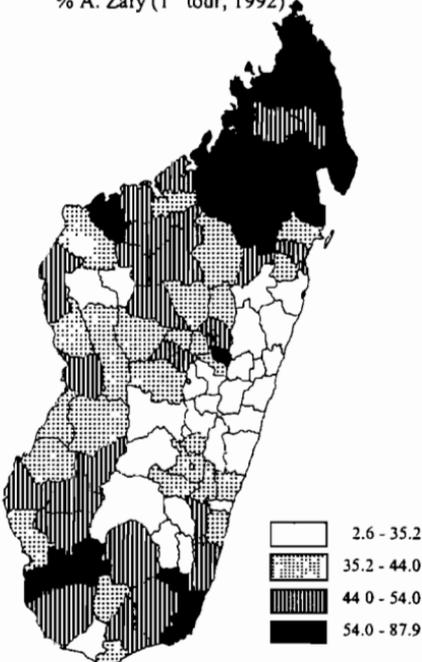
% D. Ratsiraka (1^{er} tour, 1992)



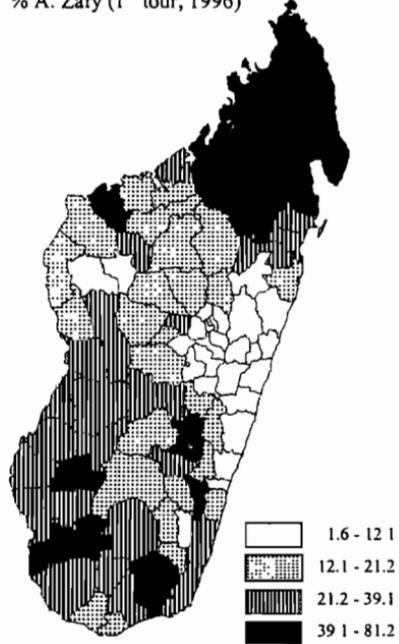
% D. Ratsiraka (1^{er} tour, 1996)



% A. Zafy (1^{er} tour, 1992)



% A. Zafy (1^{er} tour, 1996)



Existe-t-il un « vote riche » ou un « vote pauvre » ?

Une autre question qu'il convient d'explorer, qui recouvre partiellement l'interrogation précédente, est la *dimension socio-économique du vote*. L'analyse sociologique des résultats électoraux dans les pays développés a pu mettre en évidence que les catégories sociales constituaient de bons marqueurs des préférences partisans (MICHELAT, SIMON, 1977; BOY, MAYER, 1997b). Par exemple, le vote ouvrier a longtemps été marqué en France par le parti communiste, tandis que les commerçants ou les artisans penchaient plutôt à droite. Le manque de traditions électorales libres et l'inexistence d'études sur ce thème interdisent d'émettre un avis éclairé sur la question dans le cas malgache. Les conjectures sont d'autant plus périlleuses, que, comme nous l'avons vu plus haut, la plupart des candidats ne revendiquent pas des options politiques ou économiques fondamentalement différentes. Par conséquent, il est difficile d'identifier des groupes économiques homogènes qui auraient intérêt à la victoire de tel ou tel prétendant.

Seules des données individuelles, croisant catégorie sociale et choix électoral, permettent d'analyser finement les déterminants économiques du vote. Ce sera l'objet du deuxième chapitre. Cependant, les informations régionales du recensement offrent la possibilité d'explorer quelques pistes.

Les données du recensement de 1993 ne donnent pas de mesures directes de la richesse des ménages (niveau de revenu ou de consommation). En revanche, on y trouve un certain nombre d'indicateurs sur l'habitat et l'accès aux infrastructures : mode d'éclairage, approvisionnement en eau, type de combustible utilisé, type d'aisance. Ces variables présentent un double intérêt pour l'analyse. En premier lieu, elles sont fortement corrélées avec les niveaux de revenus. Elles sont particulièrement discriminantes du bien-être des ménages, tout en étant plus fiables. En second lieu, elles constituent une meilleure approximation de la notion de revenu permanent, en lissant les aléas conjoncturels susceptibles d'affecter les revenus d'une année sur l'autre.

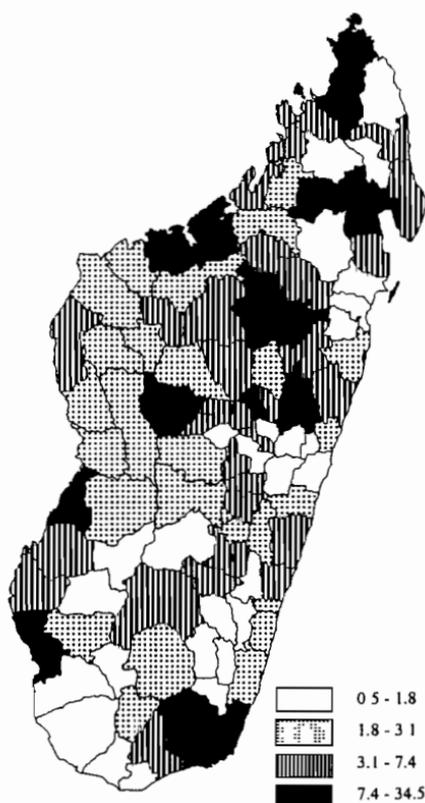
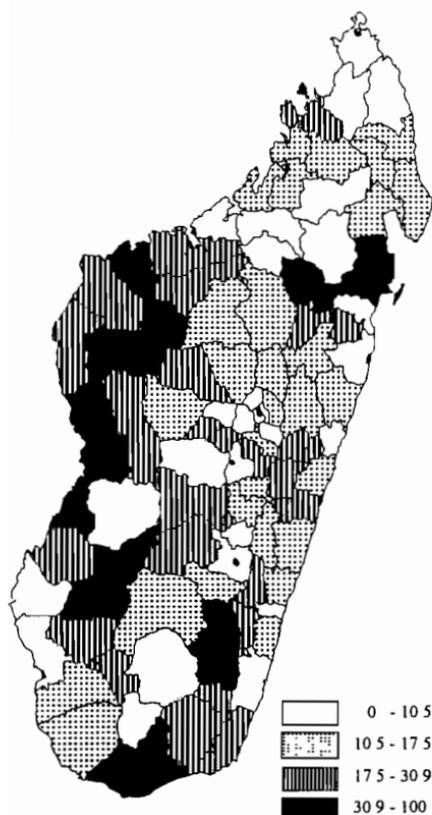
Au niveau de chaque fivondronana, nous avons retenu quatre indicateurs de développement : le taux d'électrification, la part des ménages disposant de l'eau courante à domicile, la part de ceux qui jouissent de fosses septiques, et enfin, la part des ménages dont le type de combustible utilisé est l'électricité, le gaz ou le pétrole. Tous ces indicateurs sont très fortement liés entre eux, avec des coefficients de corrélation supérieurs à 0,80. Ils atteignent même 0,94 entre le taux d'électrification et le taux d'accès à l'eau courante. De plus, ils sont

d'autant plus pertinents pour l'analyse électorale, qu'ils mettent directement en jeu l'intervention de la puissance publique. En effet, et à la différence des revenus individuels, le raccordement de villes ou de villages aux réseaux publics d'eau et d'électricité est décidé de façon discrétionnaire par l'Etat, et les choix électoraux constituent un moyen privilégié, pour les communautés urbaines ou rurales, d'orienter les décisions publiques dans ce domaine. Il est clair que les citoyens auront tendance à accorder une prime aux hommes politiques qui auront permis de raccorder leur localité au réseau électrique ou leur auront promis de le faire en priorité une fois élus.

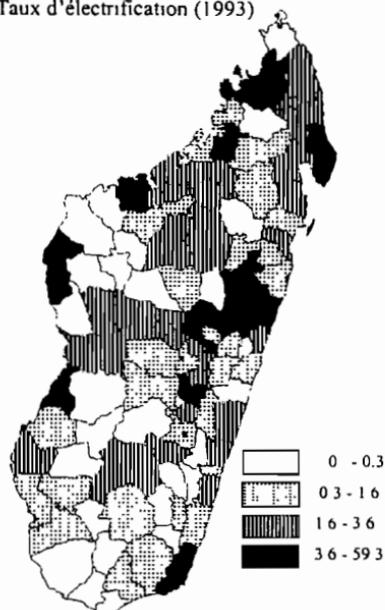
Carte I-5
Indicateurs de développement par fivondronana en 1993

Taux d'urbanisation (1993)

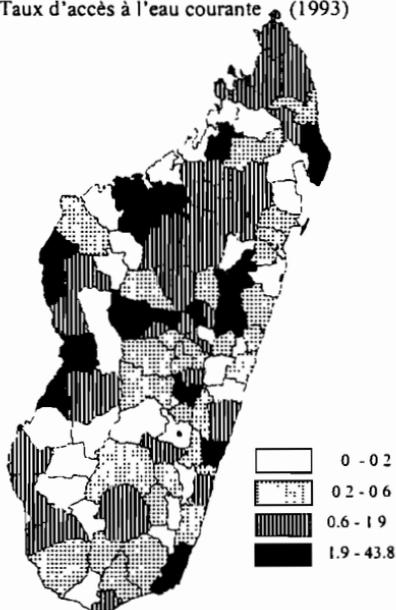
Taux de salarisation (1993)



Taux d'électrification (1993)



Taux d'accès à l'eau courante (1993)



Evidemment, ces indicateurs de bien-être entretiennent des liens étroits avec le taux d'urbanisation, les villes ayant toujours été privilégiées par la puissance publique, comme le prouve la carte I-5, et les corrélations comprises entre 0,61 (type de combustible) et 0,74 (accès à l'eau courante). Ces liens sont toujours forts avec le niveau d'éducation des populations, mais à des niveaux plus faibles : corrélations comprises entre 0,36 (type de combustible) et 0,67 (accès à l'électricité).

Tableau I-5
Corrélations entre indicateurs socio-économiques et votes en 1996

	Indicateurs de bien-être						1er tour 1996					
	Taux Alph	Taux urba	Taux élect	Eau Cour	WC chass	Com e.g.p	A.Z. 196	D.R. 196	H.R. 196	N.R. 196	R.A. 196	JE.V 196
Taux d'alphabétisation	1											
Taux d'urbanisation	+0,32	1										
Eclairage : électricité	+0,67	+0,71	1									
Eau courante	+0,56	+0,74	+0,94	1								
WC avec chasse	+0,49	+0,65	+0,86	+0,94	1							
Comb. élec. gaz. petr	+0,36	+0,61	+0,78	+0,79	+0,80	1						
Zafy (196)	-0,11	-0,06	-0,04	+0,03	+0,10	+0,09	1					
Ratsiraka (196)	+0,15	-0,02	+0,05	+0,01	0	-0,01	-0,64	1				
Razafimahaleo (196)	-0,15	-0,07	-0,15	-0,15	-0,20	-0,15	-0,37	-0,30	1			
Ratsirahonana (196)	+0,54	+0,27	+0,47	+0,34	+0,24	+0,19	-0,39	0	+0,18	1		
Andriamanjato (196)	+0,52	+0,03	+0,27	+0,16	+0,10	+0,09	-0,41	+0,05	+0,15	+0,59	1	
Vonahitsy (196)	-0,38	+0,12	-0,18	-0,12	-0,13	-0,11	-0,19	-0,26	+0,20	-0,21	-0,15	1
Zafy (296)	-0,10	+0,01	-0,02	+0,03	+0,07	+0,05	+0,86	-0,91	-0,01	-0,18	-0,18	+0,08
Zafy (293)	-0,02	+0,07	+0,08	+0,10	+0,11	+0,10	+0,63	-0,89	+0,14	+0,02	+0,04	+0,18
Zafy (192)	+0,07	+0,08	+0,23	+0,22	+0,24	+0,24	+0,76	-0,63	-0,26	-0,13	0	-0,07
Ratsiraka (192)	+0,07	-0,05	-0,02	-0,05	-0,05	-0,04	-0,57	+0,91	-0,23	-0,05	-0,01	-0,24
Taux d'abstention (296)	-0,40	+0,06	-0,06	0	-0,03	-0,03	-0,18	-0,02	+0,26	-0,16	-0,22	+0,37
Taux d'abstention (293)	-0,74	+0,01	-0,28	-0,16	-0,16	-0,07	+0,13	-0,18	+0,19	-0,45	-0,47	+0,34

	2èmes tours		1er tour 1992		Taux d'abste.	
	A.Z. 296	A.Z. 293	A.Z. 192	D.R. 192	296	293
Zafy (296)	1					
Zafy (293)	+0,89	1				
Zafy (192)	+0,77	+0,79	1			
Ratsiraka (192)	-0,86	-0,96	-0,70	1		
Taux d'abstention (296)	-0,03	+0,07	-0,14	-0,12	1	
Taux d'abstention (293)	+0,16	+0,14	+0,05	-0,14	+0,65	1

Source : RGP93, HCC97, nos propres calculs. Le coefficient de corrélation mesure la liaison linéaire entre 2 variables. Il est compris entre -1 (corrélation négative parfaite) et +1 (corrélation positive parfaite), s'il est égal à 0, il y a absence de corrélation entre les deux variables. Pour les seconds tours, le coef.cor du score des deux candidats avec n'importe quelle variable est égal et de signe opposé (+x et -x). Par exemple, la liaison entre l'accès à l'électricité et à l'eau courante est très forte et positive (au niveau des fivondronana: coef cor=+0,94). Celle entre le taux d'urbanisation et le vote pour A. Zafy au 2^{ème} tour de 1996, quasiment nulle (coef cor=+0,01). Et enfin, celle entre le vote pour A. Zafy au 2^{ème} tour de 1993 et pour D. Ratsiraka au 2^{ème} tour de 1996 est très forte et négative (coef cor=-0,89).

En fait, le croisement de cette batterie d'indicateurs de niveau de vie avec les résultats du premier tour de 1996 conduit à conclure qu'il n'existe pas de relation directe entre les deux. Le vote des plus riches, pas plus d'ailleurs que celui des plus pauvres, ne s'est porté sur un candidat en particulier. Ce trait est encore plus marqué au second tour (aussi bien en 1996 qu'en 1993), du fait du brouillage opéré par les reports de voix. Le seul candidat semblant avoir drainé de façon privilégiée les suffrages des classes aisées est N. Ratsirahonana. En effet, c'est dans les fivondronana les plus alphabétisés, les plus urbanisés, et qui jouissent des meilleurs taux d'infrastructures publiques, qu'il a enregistré ses meilleurs scores, avec des coefficients de corrélation de 0,54, 0,27, et 0,47 (électrification) respectivement. En réalité, le vote Ratsirahonana combine deux effets : un effet élite, mais aussi un effet régional, car il obtient de bons résultats dans le faritany d'Antananarivo, et plus généralement sur les Hauts-Plateaux (voir ci-dessous). Or, cette province est aussi la plus urbanisée et scolarisée.

A contrario, et de façon surprenante, le vote en faveur d'H. Razafimahaleo est plutôt lié à des fivondronana peu dotés en infrastructures, peu alphabétisés et urbanisés. Ici aussi, il convient de prendre en compte la dimension régionale du vote.

La dimension régionale du vote

Si les choix partisans ne trouvent pas dans les facteurs économiques des déterminants fondamentaux, il convient de se pencher sur d'autres explications possibles. La dimension régionale constitue une piste potentielle. Les électeurs peuvent avoir tendance à privilégier « l'enfant du pays », à la fois parce qu'ils le connaissent mieux, mais

aussi parce qu'ils peuvent supposer qu'il cherchera à orienter son action d'abord en faveur de sa région d'origine ; soit en y orientant les investissements publics, soit en favorisant l'embauche des membres de sa communauté d'origine dans la fonction publique ou dans les entreprises d'Etat.

De nombreux travaux montrent que cette pratique a effectivement cours, notamment en Afrique subsaharienne, où l'Etat est souvent géré de façon patrimoniale (famille, village, région ; voir par exemple BAYART, 1989). La détention du pouvoir politique représente la clef d'accès à une rente (les ressources publiques), qu'il est possible de détourner à des fins privées. Ce type de comportements prédateurs a d'autant plus de chance de se développer qu'on se trouve dans des pays où la culture de service public est relativement récente, où la notion d'Etat-Nation reste faible et/ou artificielle, où l'information circule mal et où les structures familiales au sens large sont encore très prégnantes. Madagascar présente bien un certain nombre de ces caractéristiques, même si elles y sont moins prononcées que dans beaucoup de pays d'Afrique, dont les frontières sont directement issues de la colonisation. De surcroît, l'attachement à la terre des ancêtres y est proverbial et les tensions régionales historiques, dans un contexte d'enclavement spatial généralisé et de faibles migrations internes.

L'analyse des résultats électoraux montre *la forte composante régionale des préférences partisans*. C'est bien dans leur région d'origine que les candidats réalisent leurs meilleurs scores. Si l'on prend comme exemple, le premier tour de l'élection présidentielle de 1996, A. Zafy réalise ses meilleurs scores dans le Nord et D. Ratsiraka dans l'Est. Ce trait ne touche pas seulement ces deux grandes figures politiques du pays, mais bien l'ensemble des candidats. Toujours en novembre 1996, c'est dans le Fianarais que H. Razafimahaleo a été le plus performant, dans la région d'Antananarivo pour les candidats qui en sont originaires (N. Ratsirahonana, R. Andriamanjato, G.W. Razanamasy, etc.), et la province de Mahajanga pour J-E. Voninahitsy.

Evidemment, on peut se poser la question de savoir si la forte composante régionale du vote cache en fait un caractère ethnique. Il n'existe malheureusement pas de données nationales permettant de croiser la composition ethnique de la population et sa répartition géographique. Tout au plus, on peut avancer que, compte tenu du faible taux de migration, ces deux phénomènes se superposent largement. Cependant, il convient de se garder d'interpréter les variations régionales du vote en termes purement ethniques, les citoyens pouvant accorder leurs faveurs à des candidats originaires de leur région, sans que la

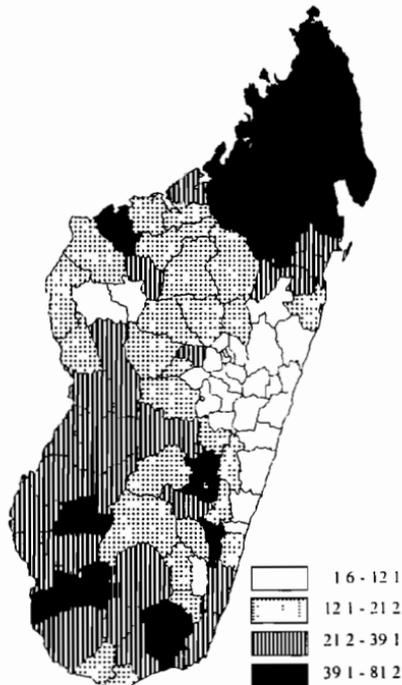
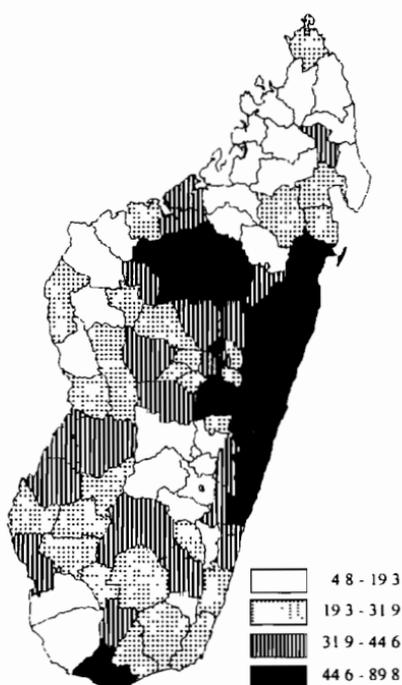
dimension « tribale » en soit le motif prépondérant. On notera que la dernière campagne électorale ne s'est pas focalisée sur cette question, et très peu de candidats ont eu recours à ce type de démagogie électorale.

Il est difficile de savoir si la dimension régionale du vote a tendance à s'exacerber ou au contraire à se dissoudre avec le temps, faute d'indicateurs simples de quantification. En revanche, on peut noter que celle-ci était déjà présente en 1992. Outre, les bonnes performances des deux présidents dans leurs fiefs respectifs (le Nord pour Zafy et l'Est pour Ratsiraka), R. Manandafy, avec 10,1% des suffrages exprimés, réalise ses meilleurs scores sur la dorsale sud des Hauts-Plateaux, en pays Betsileo. Il obtient même la majorité absolue à Fandriana (51,3%), dont il est originaire, et Manandriana (51,3%), où il a passé son enfance. Quant au quatrième candidat, E. Marson du PSD, qui n'a recueilli que 4,7% au niveau national, il ne dépasse 20% que dans quatre fivondronana, deux situés au Sud-Est (Vohipeno, où il est né, et Farafangana, aussi situé en pays antaimoro), et dans l'Ouest rural et peu peuplé (Morafenobe et Ambatomainty), qui accueille une forte communauté de migrants du Sud-Est).

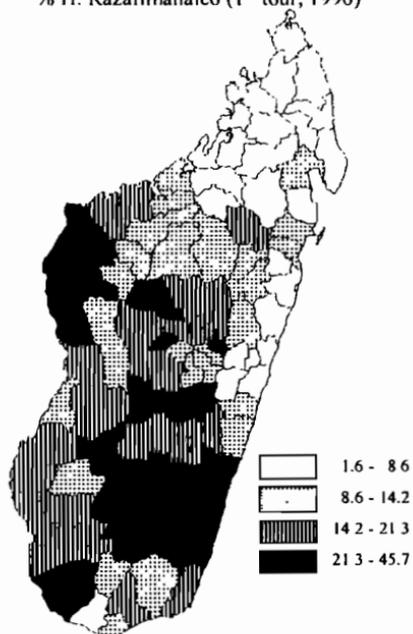
Carte I-6
La dimension régionale du vote en 1996

% D. Ratsiraka (1^{er} tour, 1996)

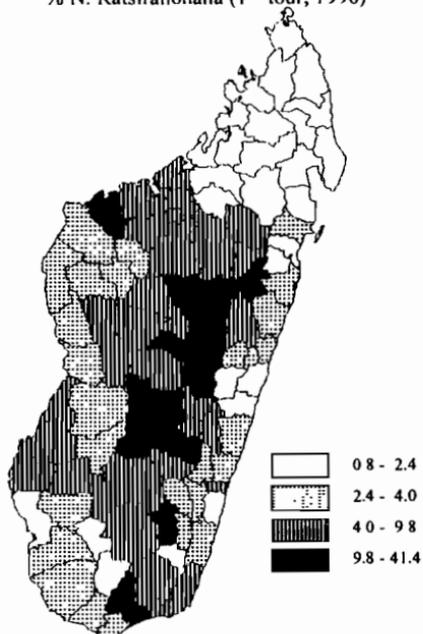
% A. Zafy (1^{er} tour, 1996)



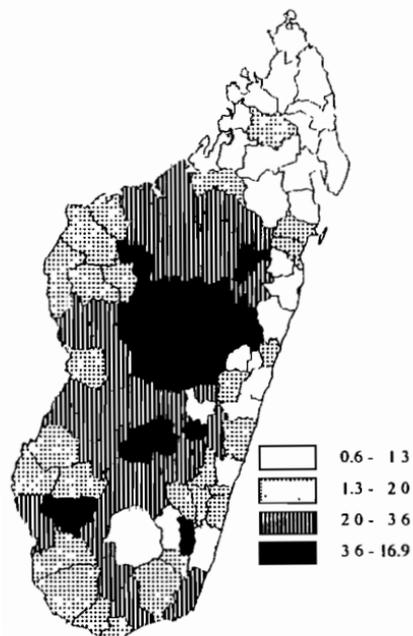
% H. Razafimahaleo (1^{er} tour, 1996)



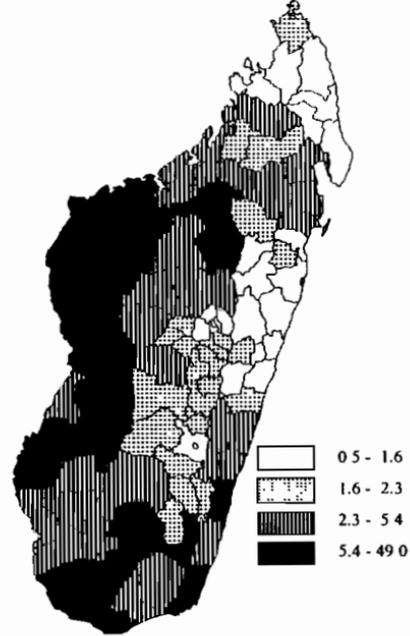
% N. Ratsirahonana (1^{er} tour, 1996)



% R. Andriamanjato (1^{er} tour, 1996)



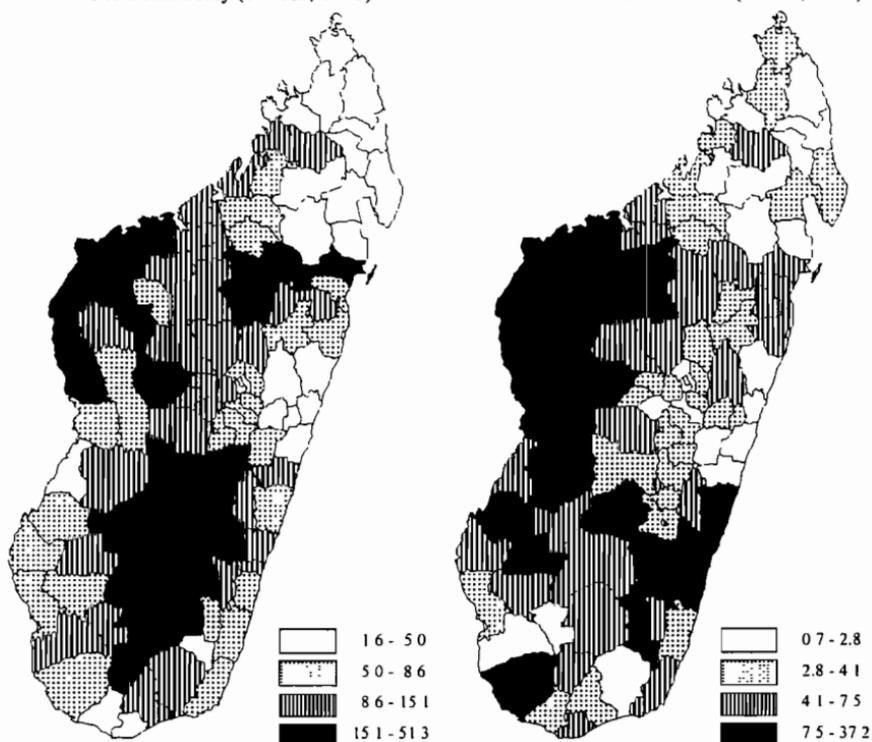
% J. E. Voninahitsy (1^{er} tour, 1996)



Carte I-7 La dimension régionale du vote en 1992

% R Manandafy (1^{er} tour, 1992)

% E Marson (1^{er} tour, 1992)



Une des caractéristiques de l'élection de 1996, est d'avoir mis en lice une majorité de candidats des Hauts-Plateaux, et plus particulièrement d'Antananarivo, alors qu'aucun de ceux qui s'étaient présentés en 1992 n'était issu de la capitale, à l'exception de N. Andriamanalina, homme politique peu connu, qui n'a obtenu que 1,1% des voix. La carte 8 montre que les résultats obtenus par l'ensemble des candidats tananariviens sont nettement meilleurs dans leur localité d'origine, confortant l'importance de la dimension régionale du comportement électoral. En particulier, la géographie du vote des prétendants tananariviens dessine exactement les contours du faritany d'Antananarivo, à l'exception du fivondronana d'Antsirabe II, où les résultats de D. Ratsiraka sont, avec celui d'Antanifotsy, historiquement excellents.

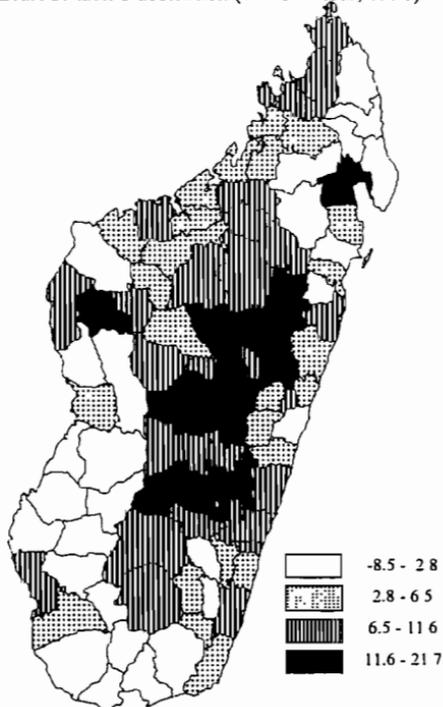
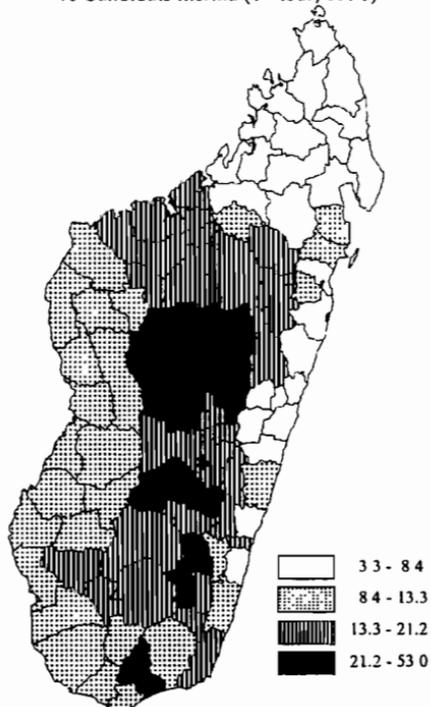
La présence massive de candidats originaires de la capitale en 1996 levait un interdit implicite depuis l'indépendance, selon lequel le président de Madagascar ne pouvait pas être merina. La crédibilité des candidats en lice a sans doute suscité de nombreux espoirs de voir ce tabou tomber. La déception engendrée par leur éviction au second tour (le premier d'entre eux, N. Ratsirahonana n'arrivant qu'en quatrième position) a été ensuite à la mesure de cet espoir. Cette déception explique en partie la montée spectaculaire du taux d'abstention dans ce faritany entre le premier et le second tour de 1996. D'ailleurs, les prises de position de deux d'entre eux (R. Andriamanjato et G.W. Razanamasy) en faveur du fédéralisme, après l'élection, sont probablement liées à ce phénomène, et peuvent être interprétées comme un repli sur une base arrière régionale, où ils sont assurés d'obtenir des scores conséquents, à défaut d'acquiescer une audience nationale.

Carte I-8

Vote pour les candidats tananariviens au premier tour et montée de l'abstention au second tour de 1996

% Candidats merina (1^{er} tour, 1996)

Ecart de taux d'abstention (1^{er} - 2^{ème} tour, 1996)



Les modèles explicatifs du vote que nous avons estimés confirment le poids du facteur régional, même si celui-ci « n'explique » qu'environ la moitié de la variance observée. A taux d'alphabétisation et d'urbanisation égaux, les candidats réalisent toujours leur meilleur score dans leur faritany d'origine : D. Ratsiraka à Toamasina, A. Zafy à Antsiranana, H. Razafimahaleo à Fianarantsoa, N. Ratsirahonana ainsi que l'ensemble des candidats tananariviens à Antananarivo, J.E. Voninahitsy à Mahajanga. La palme du « régionalisme » revient sans conteste au pasteur R. Andriamanjato.

Le taux d'alphabétisation, et dans une moindre mesure le taux d'urbanisation ne jouent que pour N. Ratsirahonana, dans un sens positif. A part lui, seul A. Zafy attire légèrement plus les suffrages des campagnes, mais le coefficient est très faible et non significatif. Enfin, le vote pour D. Ratsiraka est moins marqué par le régionalisme et les facteurs socio-économiques, malgré des scores impressionnants dans sa province d'origine. Il faut sans doute y voir les bénéfices de sa stature d'envergure nationale plus prononcée que celle d'A. Zafy.

Tableau I-6
Les facteurs explicatifs du vote (1^{er} tour, 1996)

% de suffrages obtenus	Faritany						Taux D'alpha	Taux d'urba	Conste	R ²
	Anta	Fian	Toam	Maha	Toli	Ants				
D. Ratsiraka	+20,3 (+3,1)	+12,2 (+1,9)	+40,4 (+6,3)	+4,8 (+0,7)	+11,4 (+1,6)	Ref.	-0,002 (-0,2)	-0,0008 (-0,1)	+19,7 (+12,1)	0,39
A. Zafy	-62,0 (-9,5)	-48,4 (-7,5)	-49,3 (-7,7)	-30,9 (-4,7)	-33,7 (-4,8)	Ref.	+0,01 (1,2)	-0,01 (-1,9)	+65,6 (+9,0)	0,52
H. Razafimahaleo	+13,3 (+5,0)	+20,9 (+8,0)	+3,5 (+1,4)	+8,1 (+3,0)	+11,8 (+4,2)	Ref.	-0,002 (-0,3)	-0,0002 (-0,07)	+5,1 (+1,7)	0,53
N. Ratsirahonana	+11,4 (+5,8)	+8,8 (+4,5)	+3,0 (+1,6)	+5,4 (+2,7)	+6,3 (+2,9)	Ref.	+0,01 (+4,0)	+0,005 (+2,3)	-6,1 (+2,7)	0,53
Candidats tananariviens	+23,8 (+9,8)	+14,4 (+6,0)	+5,1 (+2,1)	+8,8 (+3,6)	+10,4 (+4,0)	Ref.	+0,01 (+2,7)	+0,006 (+2,2)	-2,6 (-0,8)	0,66

Sources HCC, RGPH93, nos propres calculs Mode de lecture voir tableau I-1. L'équation testée est de la forme % suffrage = a + b*faritany + c*taux d'alphabétisation + d*taux d'urbanisation.

CONCLUSION

Ce premier chapitre conduit à un certain nombre de résultats intéressants. Le phénomène de non-inscription ne semble pas avoir été un problème majeur lors des deux dernières élections présidentielles. En revanche, le cas du référendum constitutionnel de 1998 pointe du doigt les déficiences grossières de la gestion publique, en l'occurrence celle des listes électorales. Cet exemple ponctuel permet d'identifier un facteur fondamental de grippage de la démocratie, et plus largement du développement du pays : *la faiblesse de la capacité administrative de l'Etat.*

L'étude met clairement en évidence la montée généralisée des taux d'abstention sur l'ensemble du territoire. Cette tendance mérite d'être prise sérieusement en considération par les autorités et les politiciens dans la mesure où elle fragilise le processus démocratique. Si le fait que plus d'un électeur sur deux n'a pas voté au second tour correspond au taux d'abstention enregistré lors du dernier scrutin présidentiel américain, cette faible mobilisation prend un tour plus alarmant à Madagascar, où les traditions démocratiques sont encore toutes fraîches. D'une part, elle marque une forme de rejet de la classe politique de la part de la population. Cet avertissement devrait inciter les hommes politiques malgaches à tourner le dos aux querelles politiciennes, qui ont caractérisé ces dernières années, pour s'intéresser de plus près aux préoccupations des citoyens. D'autre part, l'abstention questionne la légitimité des élus, d'autant plus qu'elle affecte en tout premier lieu les groupes les plus défavorisés, qui ne peuvent pas compter sur d'autres instances (associations, syndicats, groupes de pression) pour les représenter. Aussi, dans le contexte actuel, *la multiplication des scrutins n'est sans doute pas favorable à la remobilisation de la population*. De plus, les Malgaches, qui, restaient encore en 1995 très attachés au système démocratique (RAZAFINDRAKOTO, ROUBAUD, 1996), pourraient lui tourner le dos, faute de résultats tangibles.

Les élections de 1996 ont été fortement marquées, dès le 1^{er} tour et comme en 1992, par un nouveau duel entre les deux ex-présidents (D. Ratsiraka et A. Zafy), malgré l'émergence timide de nouvelles figures politiques, comme N. Ratsirahonana et H. Razafimahaleo. La montée de l'abstention entre le 1^{er} et le 2^{ème} tour marque le désir de renouvellement de la classe politique de la part des Malgaches, et peut-être plus encore, que celle-ci soit plus proche de leurs préoccupations quotidiennes.

L'analyse spatiale des choix électoraux semble montrer que ces derniers ne sont pas principalement conditionnés par des facteurs de type économique. Il n'y a pas de « partis des riches » et de « partis des pauvres », de candidats des villes ou de candidats des campagnes. En particulier, les ruraux ne se montrent pas plus légitimistes que les urbains, contrairement à ce qui est souvent avancé. Dans un pays où les options économiques et politiques des différents candidats ne sont pas très claires, voire même fluctuantes, et où il n'existe pas de ligne de partage naturel entre les familles politiques (comme l'opposition gauche/droite, qui n'a pas de sens à Madagascar aujourd'hui⁷) les électeurs ne sont pas amenés à

7) En particulier, la fracture qui s'était opérée en 1991-1993 entre les Forces Vives et les fidèles du pouvoir en place n'a pas résisté à l'épreuve du temps. Les Forces Vives ne constituaient qu'une constellation hétérogène aujourd'hui divisée.

voter pour des idées mais pour des hommes, dont souvent ils savent peu de choses.

En fait, seule la dimension régionale a pu être mise en évidence pour expliquer la géographie du vote. C'est dans leur région d'origine que les candidats obtiennent leur meilleur score. Ce trait, qui n'est pas propre à Madagascar, et qui est même sans doute moins prononcé que dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, pose un double problème. D'une part, il peut révéler une cristallisation ethnique potentielle du jeu politique. Nos données ne nous permettent pas de valider ou d'infirmer sérieusement cette thèse. D'autre part, même si elle ne recouvrait pas fondamentalement la question ethnique, la coloration régionale du vote marque une forme d'archaïsme. Le vote devient le moyen d'assurer la domination des ressortissants d'une région au détriment des autres, en particulier pour accaparer la rente publique, et s'inscrit par là contre l'intérêt général du pays.

Evidemment, ce premier défrichage de la question électorale à Madagascar appelle d'autres travaux, pour conforter certaines hypothèses, en tester d'autres, et enrichir l'analyse. Parmi les pistes qu'il convient d'explorer, nous ne mentionnerons que celles qui nous semblent prioritaires. En premier lieu, l'étude des scrutins présidentiels devrait être complétée par celle des élections législatives et communales, ce qui permettrait de faire le lien avec l'implantation et le rôle des partis politiques malgaches. L'ancrage électoral de certains candidats, notamment en dehors de leurs terres d'origine, s'explique par la présence d'un député ou d'un maire issu du même parti.

En second lieu, il faudrait tenter d'explicitier la liaison complexe et méconnue entre croissance économique et démocratie. C'est bien l'absence d'effet induit positif sur les niveaux de vie qui explique en grande partie le reflux de la participation électorale au cours des dernières années. Contrairement à l'intuition naïve, plus de démocratie n'entraîne pas mécaniquement plus de croissance. Notre analyse de l'influence des facteurs économiques sur l'évolution du vote s'est fondée sur des indicateurs structurels (niveau de richesse, d'accès à l'école, etc.). Or la dynamique électorale dépend aussi des changements économiques intervenus entre deux scrutins. Par exemple, une politique active d'investissement public dans une région devrait jouer en faveur du pouvoir qui la met en œuvre. Ce facteur pourrait être à l'origine des bonnes performances de D. Ratsiraka dans le fivondronana d'Antsirabe II.

Enfin, la question de la formation des préférences partisans reste entière. Les agrégats par localité sont insuffisants et il serait nécessaire d'étudier plus finement le phénomène à partir de données individuelles. Ce n'est qu'à ce prix que l'on pourra répondre précisément à la question : qui vote pour qui, et pourquoi ? De la même façon, les mécanismes du report de voix d'un tour à l'autre ne peuvent être appréhendés qu'au niveau individuel. C'est aussi à cette échelle que la différence entre les deux composantes, régionale et ethnique, des choix électoraux peut être mise en lumière.

Quoi qu'il en soit, les résultats électoraux disponibles à Madagascar, mais aussi dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, constituent un champ d'investigation encore vierge dont les chercheurs doivent se saisir pour mieux comprendre l'évolution politique du pays, mais aussi des thèmes importants pour le développement comme la gouvernance ou la citoyenneté. Ce travail n'est qu'un premier pas dans ce sens.

ANNEXE

CARTE DES *FARITANY* (PROVINCES) A MADAGASCAR



béni-oui-oui *Clive Ruanivelo*



CHAPITRE II

QUI VOTE POUR QUI ET POURQUOI?

Un essai de sociologie électorale à partir des résultats des élections présidentielles 1992-1996

INTRODUCTION

Dans le chapitre précédent, nous avons abordé la question du vote sous l'angle de la configuration spatiale des résultats électoraux. Cependant, la nature agrégée des données dont nous disposions interdisait de procéder à une analyse fine des phénomènes à l'œuvre, nécessaire à la compréhension des déterminants de l'abstention ou des préférences partisans. Pour aller plus loin, nous mobiliserons le sondage post électoral réalisé par le projet MADIO en mars 1997. Il porte sur un échantillon représentatif de la population de l'agglomération d'Antananarivo, et permet de connaître précisément les caractéristiques socio-démographiques de chaque individu et de les mettre en relation avec ses choix politiques ⁸⁾.

L'objet de ce chapitre est donc de comprendre qui vote pour qui et pourquoi dans l'agglomération d'Antananarivo. Si le choix de la capitale comme objet d'étude est purement contingent, et conditionné par l'existence de données sur cette ville, il n'en revêt pas moins un caractère important. Outre le fait que l'agglomération représente plus d'un million d'habitants pour un pays qui en compte treize, il convient de rappeler que presque tous les mouvements politiques qui ont présidé à la destinée du pays sont partis de la capitale pour s'étendre ensuite aux provinces.

8) Voir méthodologie en annexe.

Après un rapide rappel des résultats électoraux dans la capitale, et de leur spécificité par rapport à l'ensemble du pays, nous abordons dans la seconde partie la question de l'abstention, de ses déterminants structurels et de son évolution. La troisième partie est consacrée à l'analyse fine de l'électorat, tandis que la quatrième cherche à comprendre la logique des flux électoraux, notamment dans la perspective des bouleversements observés depuis 1992.

I.- LES RESULTATS ELECTORAUX DANS LA CAPITALE

Dans l'ensemble, et malgré le rôle central du vote régional, la configuration des résultats de la capitale reflète en partie celle qui prévaut au niveau national : fort taux d'abstention, concentration des suffrages sur les principaux candidats, score serré au second tour. Cependant, un certain nombre de particularités méritent d'être soulignées.

En premier lieu, *le phénomène abstentionniste revêt un profil particulier et une dynamique propre dans la capitale*. Pour des raisons à la fois structurelles et liées à la conjoncture politique, le taux d'abstention aux élections de 1992/93 a été particulièrement faible à Antananarivo. D'une part, ses habitants bénéficient d'un niveau d'éducation beaucoup plus élevé que l'ensemble des Malgaches, ce qui favorise une plus forte implication lors des consultations électorales. D'autre part, la capitale a joué un rôle déterminant dans les événements de 1991/92, dont les élections ont constitué le point d'orgue pour entériner l'éviction de D. Ratsiraka.

Si au premier tour de 1996, le taux d'abstention dans la capitale marque un premier palier à la hausse par rapport au scrutin précédent, un électeur sur quatre n'ayant pas jugé utile de se déplacer, il reste encore très largement inférieur à la moyenne nationale, qui atteint près de 42%. En revanche, entre le premier et le second tour de décembre 1996, la capitale a enregistré une telle poussée du taux d'abstention, qui gagne plus de 15 points en deux mois, qu'en fin de compte celui-ci n'est plus très différent du taux national (46,7% contre 50,3% pour l'ensemble du pays).

La seconde spécificité du vote tananarivien est le faible score cumulé des deux gagnants du premier tour. Alors qu'à eux deux, D. Ratsiraka et A. Zafy recueillent 60% du total des suffrages exprimés du premier tour, ils obtiennent moins de 37% dans la capitale. En fait, cette performance médiocre est presque entièrement imputable au véritable camouflet infligé à A. Zafy par les électeurs d'Antananarivo. Avec 4,7% des voix, pour 23,4% en moyenne nationale, il n'arrive qu'en cinquième

position, très loin derrière ses principaux concurrents. De son côté, D. Ratsiraka n'est pas très éloigné de son score général.

Le revers d'A. Zafy à Antananarivo au premier tour profite à d'autres candidats, et plus particulièrement à deux d'entre eux. N. Ratsirahonana d'abord, qui, avec 27%, arrive en deuxième position, et dépasse de 17 points son résultat national. R. Andriamanjato, ensuite, se situe, avec 15,6%, 10 points au-dessus de sa moyenne générale. En fait, on peut invoquer dans le cas de ces deux candidats un réflexe identitaire. La géographie de leurs zones d'influence respectives est fortement concentrée sur les Hauts-Plateaux, et plus particulièrement dans la province d'Antananarivo (cf. chapitre I). Ce phénomène est surtout valable pour R. Andriamanjato, dont l'électorat ne cesse de régresser du centre vers la périphérie du pays, où il ne représente qu'une proportion marginale des votants. Le cas de N. Ratsirahonana est plus complexe, car à la composante régionale de son succès vient s'ajouter une dimension plus socio-économique, même si elle est relativement secondaire. Il a su attirer à lui une partie des élites urbaines, qui l'ont perçu comme un candidat de la « modernité ».

En tout état de cause, on peut supposer que l'aspect ethnique a été un facteur important de leur succès à Antananarivo. Rappelons qu'il existe à Madagascar une règle tacite, jamais officiellement formulée, selon laquelle un candidat merina ne peut pas devenir président de la République. Depuis l'indépendance du pays, jamais Madagascar n'a été dirigé par un Merina. Aucun candidat de ce groupe ethnique n'a été en passe de l'emporter, bien qu'il pèse démographiquement le plus lourd. Sans doute, la présence de ces deux candidats d'envergure nationale (le premier comme Premier ministre et président par intérim au moment des élections, et le second comme président de l'Assemblée nationale, et figure incontournable de la politique malgache depuis plusieurs décennies) a pu cristalliser les espoirs des Merina de la capitale, très largement majoritaires (ils représentent 88% de la population), de voir tomber ce tabou implicite.

Cette hypothèse « ethnique » du vote, que nous tenterons de tester plus formellement dans la suite, semble confortée par le score obtenu par l'ensemble des candidats d'origine merina à Antananarivo. En effet, les huit candidats merina y ont obtenu 46,2% des suffrages, contre seulement 19,9% au niveau national. Cette prédominance des candidats du cru, et leur éviction au second tour est un facteur probable de la croissance spectaculaire du taux d'abstention entre les deux tours ; la plus forte de tous les *fi vondronana* avec +21,7 points, contre +8,7 points pour l'ensemble du pays.

Tableau II-1
Résultats des élections présidentielles de 1996

%	1er tour (novembre 1996)								
	Taux d'abst.	Taux de Blan.	Suffrages exprimés						Total
			D. Rats.	A. Zafy.	N. Rats.	H. Raz.	R. And.	Autres	
Tana Renivohitra	25,0	4,4	32,0	4,7	27,0	16,1	15,6	4,6	100
Faritany de Tana	31,7	4,8	39,0	7,7	18,0	16,4	10,4	8,5	100
Total National	41,6	4,2	36,6	23,4	10,1	15,1	4,9	9,9	100

%	2eme tour (décembre 1996)					
	Taux d'abst.	Taux de Blan.	Suffrages exprimés			Total
			D. Rats.	A. Zaf.		
Tana Renivohitra	46,7	6,0	52,9	47,1	100	
Faritany de Tana	46,5	5,2	57,6	42,4	100	
Total National	50,3	4,2	50,7	49,3	100	

Source : HCC, nos propres calculs. Abst. : abstention. Blan : bulletins blancs ou nuls (parmi les votants). Pour les candidats, on trouve dans l'ordre : Didier Ratsiraka, Albert Zafy, Norbert Ratsirahonana, Herizo Razafimahaleo, Richard Andriamanjato, et « autres » pour les 10 autres candidats.

II.- TAUX D'ABSTENTION ET PARTICIPATION CITOYENNE

La mobilisation de la population lors des consultations électorales est un signe évident de la bonne santé de la démocratie, du moins si elles sont libres. Elle est d'autant plus importante que, dans un pays comme Madagascar, où les institutions-relais de la société civile restent encore embryonnaires, les scrutins constituent pour la majorité des citoyens, et surtout pour les plus démunis, la seule occasion où ils peuvent faire entendre leur voix. Parallèlement, une forte participation aux élections représente pour les autorités élues un gage de légitimité et de stabilité. La participation active des citoyens, à l'heure où le pays s'engage dans un vaste programme de réformes structurelles, notamment économiques, est une des conditions de son succès. C'est pourquoi, l'analyse du phénomène abstentionniste, et en amont de la non-inscription, est stratégique pour orienter les efforts en vue de sa réduction. Rappelons qu'à la différence de certains pays (Belgique ou Grèce pour les pays développés, Argentine pour les pays en développement par exemple), la non-participation aux élections n'est pas sanctionnée par la loi.

La non-inscription : un phénomène marginal

Sur un total de 573 000 adultes de 18 ans et plus qui comptait l'agglomération d'Antananarivo au moment de l'enquête (mars 1997), seulement 30 000 n'étaient pas inscrits sur les listes électorales au moment du scrutin de 1996, soit un peu plus de 5% de non-inscrits. Encore, ce chiffre surestime-t-il fortement le véritable taux de non-inscription dans la mesure où il comprend des personnes qui n'avaient légalement pas le droit de voter. Il s'agit fondamentalement de deux

catégories d'individus. Les étrangers, d'abord, qui ne peuvent pas participer aux élections. Les jeunes ensuite, qui ont atteint leur majorité entre le premier tour et la date de l'enquête, soit un laps de temps de 4 à 5 mois. In fine et si on ajoute aux deux groupes précédents ceux qui sont en cours de déménagement et qui n'ont pas encore pu régulariser leur situation, on peut estimer le taux de non-inscription sur les listes électorales à moins de 2% du corps électoral potentiel.

Parmi ces non-inscrits, la part de ceux qui ont cherché à participer aux élections mais qui en ont été empêchés suite à des blocages administratifs est infime. En fait, la plupart des non-inscrits le sont de leur propre fait. Par oubli, par manque d'intérêt, ou encore par rejet des élections dont ils considèrent ne pouvoir rien attendre, la non-inscription procède avant tout d'une auto-exclusion du processus électoral. D'ailleurs, leur profil socio-économique se rapproche de celui d'une partie des abstentionnistes : ce sont plutôt les plus démunis, ou les moins intégrés à la vie citoyenne (jeunes, femmes, inactifs ou chômeurs, etc.).

Si la non-inscription est bien la marque d'un phénomène d'exclusion, qui pourrait éventuellement être corrigé par une campagne de sensibilisation sur les enjeux des consultations électorales, et par la mise à jour des listes électorales par les autorités compétentes, son ampleur est marginale dans la capitale. On peut donc considérer qu'au moins à Antananarivo, les listes électorales reflètent bien le corps électoral potentiel. L'opération « *carte d'identité* »⁹⁾, si elle prend sens dans les campagnes, où une partie des habitants ne dispose pas des moyens légaux pour exercer ses droits électoraux, n'est pas susceptible de modifier la donne électorale dans la capitale.

L'analyse des taux d'abstention

Le résultat majeur de l'analyse des taux d'abstention est la faible variation observée suivant le type de population considérée. *L'abstention n'est donc l'apanage d'aucun groupe particulier.* Si effectivement, les migrants, les femmes, les pauvres se montrent plus rétifs pour aller voter, l'amplitude des écarts à la moyenne est faible. Ainsi, 28% des électeurs appartenant au quartile de ménage le plus démuné se sont abstenus au

9) Afin de mettre à jour les listes électorales, les autorités ont entrepris une grande campagne de délivrance de carte d'identité à l'ensemble des citoyens. En fait, cette opération s'est soldée par un échec, comme le montrent les fortes contestations enregistrées lors du référendum constitutionnel de 1998 et des communales de 1999 (voir conclusion générale). D'ailleurs, en avril 1998, moins d'un tiers des tananariviens détenait une carte d'identité, tandis que les procédures étaient en cours pour 41%. Les plus pauvres étaient évidemment les moins immatriculés.

premier tour de l'élection présidentielle de 1996, mais ils sont près de 23% chez les plus riches.

En fait, seules deux variables semblent jouer fortement sur les taux d'abstention. D'abord, *les niveaux d'éducation* : l'abstention va en décroissant de 38% chez ceux qui n'ont pas été à l'école à 18% chez ceux qui ont fréquenté l'université. Encore convient-il de relativiser ces différences. D'abord, parce que les adultes qui n'ont pas été scolarisés sont relativement peu nombreux dans la capitale (3%). L'écart de taux n'est plus que de 10 points entre les individus qui ont atteint le niveau primaire et ceux qui ont été à l'université. Ensuite, l'analyse toutes choses égales d'ailleurs montre que le niveau scolaire n'a pas d'effet propre sur le taux d'abstention.

Ensuite, *l'âge* : ce sont les plus jeunes qui sont les plus souvent abstentionnistes. Un tiers des 18-24 ans ne s'est pas déplacé le 1er novembre 1996. Les abstentionnistes sont encore 28% chez les 25-29 ans, mais « seulement » 20% dans la tranche d'âge 30-44 ans. Le désintérêt des jeunes générations pour les élections constitue un phénomène inquiétant pour la démocratie malgache. Deux facteurs peuvent être invoqués pour expliquer ce trait. Il pourrait s'agir d'un effet « cycle de vie », l'intégration à la vie adulte ne se faisant que progressivement à mesure que les jeunes s'éloignent des préoccupations et des valeurs adolescentes. Mais on ne peut pas exclure que ce soit la manifestation d'un effet de « génération », où le rejet de la politique serait radical ; ce qui serait manifestement plus grave pour l'avenir.

Cependant, une fois contrôlés les effets de structure, seuls les jeunes de moins de 30 ans sont significativement plus abstentionnistes que leurs aînés de 50 à 59 ans, tandis que le niveau de scolarité n'a plus d'influence. Plus généralement, la conclusion à laquelle on aboutit à propos des déterminants globaux de l'abstention est l'impossibilité de mettre en évidence un ou plusieurs facteurs induisant des différences statistiquement significatives sur les comportements en la matière, comme le montre le tableau II-2. Ce constat vaut aussi bien pour le premier que le second tour de la dernière élection présidentielle. A Madagascar, le pouvoir explicatif du modèle sociologique de l'abstention est encore plus faible que dans le cas français, alors que celui-ci était déjà peu pertinent, au moins pour l'élection présidentielle de 1995 (BOY, MAYER, 1997A ; SUBILEAU, 1997).

Tableau II-2
Les principaux déterminants du taux d'abstention au 1^{er} tour 1996
(modèle logit)

	Taux d'abstention	Coefficient		Taux d'abstention	Coefficient
Sexe			Migration		
- masculin	24,2	n.s.	- non migrant	23,7	-
- féminin	25,8	Ref.	- migrant	28,0	Ref.
Classes d'âge			Ethnie		
- 18-29 ans	31,2	++	- Merina	25,5	n.s.
- 30-39 ans	19,9	n.s.	- Betsileo	19,4	n.s.
- 40-49 ans	22,4	n.s.	- Autres	21,8	Ref.
- 50-59 ans	13,2	Ref.	Religion		
- 60 ans et plus	26,8	n.s.	- FJKM	21,7	n.s.
Scolarité			- Catholique	29,8	n.s.
- non scolarisé	38,5	n.s.	- Autres	24,6	Ref.
- primaire	28,5	n.s.	Quartiles de rev/tête		
- secondaire 1er cycle	24,8	n.s.	- 1er quartile	28,6	n.s.
- secondaire 2eme cycle	23,5	n.s.	- 2ème quartile	23,1	n.s.
- supérieur	18,1	Ref.	- 3ème quartile	26,3	n.s.
			- 4ème quartile	22,6	Ref.

Source : Enquête Emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Mode de lecture : Les 2^{ème} et 5^{ème} colonnes donnent les pourcentages de suffrages exprimés pour toutes les modalités de chaque variable. Les 3^{ème} et 6^{ème} colonnes donnent le sens de l'effet propre et son niveau de significativité statistique, pour les modalités de chaque variable par rapport à la modalité de référence, notée Ref. Par exemple, les migrants ont une probabilité de s'abstenir significativement supérieure (au seuil de 5%) par rapport aux natifs, toutes choses égales d'ailleurs. n.s. : coefficient non significatif au seuil de 5%. + (resp. -) : significatif au seuil de 5%. ++ (resp. --) : significatif au seuil de 1%. +++ (resp. ---) : significatif au seuil de 1 pour mille.

Les raisons du taux d'abstention : abstention « passive » ou abstention « critique »?

Au chapitre I, nous avons clairement mis en évidence le lien entre taux d'abstention et niveau d'éducation. Le tableau précédent conforte cette hypothèse et montre que le taux d'abstention décroît régulièrement avec le nombre d'années d'études, même si ce résultat ne résiste pas à l'analyse multivariée. Mais, au-delà de ce lien, il est aussi souvent avancé que l'abstention ne diffère pas seulement en quantité suivant le niveau scolaire, mais aussi en qualité. *Il y aurait en fait deux types d'abstention*. La première marque le désintérêt des scrutins électoraux et de la vie démocratique en général, et serait propre aux plus démunis qui ne disposent pas de la « culture » nécessaire pour s'approprier les véritables enjeux des consultations. La seconde, que l'on peut qualifier de « d'abstention critique » serait plus caractéristique d'une partie des élites. Ces dernières marqueraient, par là, leur insatisfaction face à des candidats jugés inaptes à représenter la « subtilité » de leurs propres points de vue.

Pour tenter de départager ces deux types d'abstention, nous avons interrogé les abstentionnistes du premier tour sur les raisons de leur

refus de participer au scrutin. Les résultats de l'enquête montrent que les deux types d'abstention ne sont pas liés au diplôme. En effet, les motifs d'abstention sont sensiblement les mêmes, quel que soit le niveau d'éducation considéré. Si 14% des abstentionnistes qui n'ont pas été au-delà du primaire déclarent que « voter ne sert jamais à rien », ils sont proportionnellement aussi nombreux chez ceux qui ont fréquenté le lycée ou l'université. A l'inverse, environ 30% des deux catégories d'abstentionnistes affirment « qu'aucun candidat ne représentait leurs aspirations », modalité censée cristalliser « l'abstention critique » des plus diplômés.

Finalement, les motifs de l'abstention ne sont pas fondamentalement différents, qu'on ait ou non fait des études. Au niveau global, une petite moitié des abstentionnistes de la capitale invoque des raisons plus ou moins involontaires de leur non-participation (mission professionnelle, voyage, maladie, accouchement, deuil, etc.). Ce seuil, d'environ 10% du corps électoral, semble relativement incompressible, à moins d'une mobilisation exceptionnelle pour un scrutin particulier. Parmi les 15% restants, puisque le taux d'abstention du premier tour était de 25%, moins d'un tiers correspond à des abstentionnistes irréductibles. Ce résultat est particulièrement encourageant pour la démocratie, puisqu'on peut estimer à moins de 4% la proportion d'électeurs potentiels réfractaires aux consultations électorales (« voter ne sert jamais à rien »). En revanche, près de 10% des inscrits ont voulu marquer par leur abstention leur désillusion face au choix qui leur était donné, et plus généralement, sanctionner par leur non participation une classe politique qui ne répond pas à leurs attentes. C'est sûrement cette composante de l'abstention qui a augmenté entre le premier et le second tour.

Tableau II-3
Les raisons du taux d'abstention suivant le niveau d'éducation

%	Niveau d'études			
	Primaire ou moins	Collège	Lycée ou plus	Total
1.- Aucun candidat ne représentait vos aspirations	30,4	20,9	28,7	27,1
2.- Pour marquer votre défiance à l'égard des politiciens	10,9	9,4	10,2	10,3
3.- Voter ne sert jamais à rien	14,4	14,5	15,4	14,7
4.- Autres raisons	44,3	55,2	45,7	47,9
Total	100	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Pourquoi les taux d'abstention augmentent-ils dans le temps?

S'il est difficile de trouver un profil socio-économique spécifique aux abstentionnistes des dernières élections présidentielles, on peut s'interroger sur les raisons de la poussée des taux d'abstention dans le temps.

La liberté de vote progresse...

Avant tout, il semble qu'un certain nombre de facteurs devrait au contraire inciter les électeurs à plus de participation. Madagascar est engagé dans un processus de démocratisation. Cette dynamique ne relève pas seulement du discours officiel, mais est aussi partagée par une grande partie de la population. 43% du corps électoral considèrent que la liberté de vote s'est améliorée depuis l'avènement de la 3^{ème} République. Le solde d'opinion est largement favorable, puisque 45% jugent qu'il n'y a aucun changement et seulement 11% affirment qu'elle s'est dégradée.

... et le principe du suffrage universel est toujours revendiqué

De plus, le principe électoral n'est pas remis en question. Certains partisans d'une « dictature éclairée » considèrent que les élections ne sont pas bonnes pour Madagascar parce que la population ne serait pas suffisamment éduquée pour comprendre les véritables enjeux des scrutins. Les paysans, et les pauvres en général, seraient les premiers visés par ces apologues des élections censitaires : le poids démographique des citoyens de "second rang" étant censé favoriser les candidats les plus démagogues et les moins aptes à remplir les fonctions électives. Ce point de vue n'est pourtant pas partagé par la majorité des tananariens, puisque « seulement » 27% y adhèrent. Ce sont les plus éduqués qui se montrent les plus sensibles aux sirènes de la thèse discriminatoire. Elle est revendiquée par plus de 35% des électeurs ayant fréquenté l'université.

Tableau II-4
Liberté de vote et suffrage universel

%	D'après vous, la liberté de vote depuis la 2 ^{ème} République s'est :				Certains disent que les élections ne sont pas bonnes pour Madagascar, car la population n'est pas assez éduquée. Etes-vous d'accord?		
	Améliorée	Identique	Dégradée	Total	Oui	Non	Total
2ème tour 1996							
Ont voté pour :							
Ratsiraka	53,8	35,8	10,4	100	22,1	77,9	100
A. Zafy	45,7	41,5	12,8	100	18,8	81,2	100
Autre	35,8	51,4	12,8	100	34,7	65,3	100
Total	42,5	45,3	12,2	100	28,0	72,0	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Des élections peu transparentes et trop nombreuses peuvent-elles servir le développement?...

Cependant, un certain nombre de dysfonctionnements sont susceptibles de faire douter les citoyens du bien-fondé du système électoral, au moins tel qu'il fonctionne aujourd'hui à Madagascar. D'abord, 45% des tananariens sont convaincus que les dernières

élections présidentielles ne se sont pas déroulées dans la transparence. Les revendications des uns et des autres, l'imbroglio institutionnel lors du dépouillement et de l'annonce des résultats (Ministère de l'intérieur, CNE, HCC), les décisions d'annulation et les contestations qui s'en sont suivies, et finalement le score extrêmement serré au second tour, ont pesé lourdement sur cette impression de confusion et de suspicion de fraude qui subsiste au sein de l'électorat.

Parallèlement à ces événements conjoncturels, la multiplication des scrutins ces dernières années conduit au désintérêt de la population pour les consultations électorales. 85% du corps électoral considèrent qu'il y a trop d'élections à Madagascar.

Si l'on ajoute à ces points négatifs les maigres résultats obtenus par les élus issus des urnes en matière d'amélioration de la situation économique, ainsi que le profond rejet de la classe politique dans son ensemble (voir ci-dessous), tous les éléments semblent réunis pour renforcer la désillusion des citoyens sur les bienfaits de la démocratie retrouvée. En effet, à l'enthousiasme et la mobilisation populaire consécutive aux événements de 1991 a succédé une phase de désenchantement généralisé qui se traduit directement dans la perception que se font les tananariviens du rôle du processus électoral. Plus de 60% d'entre eux déclarent que le système électoral ne favorise pas le développement de Madagascar. Les errements politiques des premières années de la 3^{ème} République, juxtaposés à une conjoncture économique défavorable, ont eu pour conséquence de remettre en question l'idée naïve selon laquelle libéralisation économique et démocratisation marchaient nécessairement de pair.

Le désenchantement profond des tananariviens vis-à-vis de leurs institutions se traduit non seulement par la montée des taux d'abstention, mais est aussi directement exprimé. Ainsi, en 1995, ils se montraient encore majoritairement attachés au principe démocratique (RAZAFINDRAKOTO, ROUBAUD, 1996). 65% d'entre eux affirmaient que « *le système démocratique, tel qu'il fonctionne à Madagascar, est favorable au développement du pays* ». Un an et demi plus tard, la proportion des partisans du système électoral comme instrument du développement n'est plus que de 40%. Il est intéressant de noter que l'idée d'une véritable crise de confiance des citoyens à l'égard des systèmes démocratiques est aujourd'hui souvent évoquée, dans le contexte il est vrai très différent d'économies développées (KLINGEMANN, FUCHS, 1995).

Cette régression de l'adhésion au principe démocratique au sein de la population est un signal d'alarme que les autorités se doivent d'entendre afin de chercher à inverser cette tendance. Aussi, les critiques formulées à l'encontre du mode de fonctionnement actuel du système sont autant de domaines où elles doivent intervenir pour lui rendre sa crédibilité.

Tableau II-5
Des élections peu transparentes et trop nombreuses

%	D'après vous, les élections présidentielles de 1996 se sont déroulées dans la transparence?			Pensez-vous qu'il y a trop d'élections à Madagascar?			Pensez-vous que le système électoral favorise le développement de Madagascar?		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
2ème tour 1996									
D. Ratsiraka	78,6	21,4	100	82,7	17,3	100	49,1	50,9	100
A. Zafy	52,1	47,9	100	81,8	18,2	100	38,4	61,6	100
Autre	45,4	54,6	100	87,3	12,7	100	32,5	67,5	100
Total	55,1	44,9	100	84,9	15,1	100	38,2	61,8	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

... surtout si elle s'accompagne du discrédit de la classe politique...

Le désenchantement des tananariviens vis-à-vis des élections est aussi motivé par le peu de crédit qu'ils accordent aux représentants élus des institutions démocratiques et, plus généralement, à la classe politique en général. Si le bilan des députés est loin de faire l'unanimité, les hommes politiques sont eux uniformément décriés. Ainsi, seulement 52% des adultes de la capitale avancent que l'Assemblée nationale joue son rôle efficacement, contre 48% qui pensent le contraire. Cette critique déjà sévère de la population n'est rien en comparaison de l'opprobre qui touche la classe politique. A la question de savoir si la classe politique reflète bien les préoccupations de ses mandants, 95% répondent par la négative, en déclarant qu'elle ne défend que ses intérêts propres. A peine 5% des électeurs considèrent les hommes politiques comme de véritables porte-parole.

Tableau II-6
Une classe politique déconsidérée

%	D'après vous, l'assemblée nationale joue-t-elle son rôle efficacement ?			Pensez-vous que la classe politique reflète vos préoccupations?		
	Oui	Non	Total	Oui	Non (ils ne pensent qu'à leur carrière)	Total
Ratsiraka	69,9	30,1	100	11,7	88,3	100
A. Zafy	32,0	68,0	100	3,2	96,8	100
Autre	52,0	48,0	100	3,5	96,5	100
Total	52,0	48,0	100	5,5	94,5	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs

... de l'opacité de la vie politique...

Une des raisons qui pourrait expliquer les interrogations quant au rôle joué par les élus, concerne la méconnaissance de leur activité. Pour

tester cette hypothèse nous avons interrogé la population sur la question de l'empêchement du président A. Zafy en septembre 1996. C'est en effet en raison de cette décision que les citoyens ont été appelés à voter par anticipation. Force est de constater que même sur ce point crucial, les électeurs ne savent pas très bien pourquoi A. Zafy a été destitué. Seule une petite moitié déclare connaître la raison de l'empêchement. Si l'on tient compte du fait que nous nous adressons aux habitants de la capitale, en moyenne mieux formés que le reste de la population du pays, et beaucoup mieux desservis par les moyens de communication (presse écrite, radio, TV, etc.), donc beaucoup mieux informés, on est en droit de penser que seule une petite minorité au niveau national a véritablement accès aux sources d'informations nécessaires au plein exercice de ses droits citoyens.

Au mieux, la procédure d'empêchement n'a pas été suffisamment expliquée à la population. Une politique de communication favorisant l'éducation civique des citoyens sur les enjeux des événements de la vie démocratique est une nécessité (nous y reviendrons dans le chapitre suivant). Au pire, l'opacité de la procédure d'empêchement était voulue, car elle ne répondait qu'à des manœuvres politiciennes, aux objectifs très éloignés du service de l'intérêt général. Quoi qu'il en soit, force est de constater que la population est tenue à l'écart des principaux débats qui agitent ses élus, le milieu politique vivant replié sur lui-même.

Evidemment, ce déficit d'informations n'empêche pas les électeurs de se prononcer sur l'opportunité de la motion d'empêchement. Près de deux tananariviens sur trois appuient les députés dans leur décision à l'encontre du président A. Zafy. Mais ce soutien est plus basé sur le rejet de ce dernier et de son absence de résultats, qu'étayé par un raisonnement juridique précis.

Tableau II-7
Des jeux politiques opaques

%	Savez-vous pourquoi le président Zafy a été empêché?			Pensez-vous que la décision d'empêchement des députés était justifiée?		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
2ème tour 1996						
D. Ratsiraka	60,4	39,6	100	82,6	17,4	100
A. Zafy	50,4	49,6	100	32,9	67,1	100
Autre	50,7	49,3	100	67,0	33,0	100
Total	53,0	47,0	100	63,3	36,7	100

Source . Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

... et d'un bilan négatif des candidats du second tour

Non seulement les règles de la démocratie électorale ne sont pas perçues clairement par les électeurs, mais l'alternative qui leur est proposée n'est pas susceptible de soulever leur mobilisation.

Pour faire leur choix entre les deux concurrents du second tour de l'élection présidentielle de 1996, les électeurs avaient l'avantage de pouvoir les juger sur leurs résultats effectifs, lorsqu'ils étaient à la tête de l'Etat. Nous les avons donc interrogés sur l'opinion qu'ils avaient de leur bilan respectif comme président de la République. Le résultat est conforme au verdict du scrutin : près d'un électeur sur trois juge positive la prestation de D. Ratsiraka sous la 2^{ème} République, mais moins d'un sur cinq se montre satisfait de la performance d'A. Zafy sous la 3^{ème}. Dans ces conditions, l'élection de D. Ratsiraka apparaît comme susceptible d'améliorer la situation du pays. Seulement 11% de la population pensent que le changement sera négatif, contre 48% qui l'anticipent favorable, tandis que 41% restent dubitatifs.

Cependant, si l'échec d'A Zafy lorsqu'il était au pouvoir ne fait aucun doute, il convient de noter que 69% des tananariviens se montrent insatisfaits de la prestation passée de D. Ratsiraka, qu'ils considèrent négative. Ce résultat accrédite la thèse selon laquelle les électeurs ont choisi le moindre mal, entre deux candidats qui, selon eux, n'ont pas été à la hauteur de leur tâche. Naturellement, une telle option n'est pas de nature à encourager la mobilisation, mais au contraire elle favorise la défiance et la prise de distance avec l'ensemble du système électoral.

Tableau II-8
Le bilan des deux ex-présidents

%	Le bilan de D. Ratsiraka, comme président de la 2ème République a été :			Le bilan d'A. Zafy, comme président de la 3ème République a été :			L'élection de D. Ratsiraka en 1996 va apporter pour Madagascar un changement :			
	Positif	Négatif	Total	Positif	Négatif	Total	Positif	Négatif	Aucun	Total
D. Ratsiraka	69,1	30,9	100	5,7	94,3	100	91,5	0,9	7,6	100
A. Zafy	9,1	90,9	100	48,6	51,4	100	26,6	18,8	54,6	100
Autre	22,0	78,0	100	10,2	89,8	100	36,1	13,3	50,6	100
Total	30,9	69,1	100	17,6	82,4	100	47,8	11,4	40,8	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs

En conclusion, l'accumulation de tous ces dysfonctionnements de la démocratie à Madagascar détourne les électeurs de leurs devoirs, même réduits au simple acte du vote, et met à terme en péril le système lui-même, qui y perd sa crédibilité, et partant sa légitimité. Une telle dérive est d'autant plus dangereuse que la participation et la mobilisation citoyennes sont une condition-clef pour réussir le processus de transition économique en cours. Les résultats des dernières élections (référendum constitutionnel, élections législatives en 1998, élections communales en 1999) sont venus confirmer cette inquiétude. Si rien n'est entrepris au niveau politique pour clarifier les véritables enjeux des consultations, on ne voit pas ce qui pourrait enrayer le mouvement engagé de montée des taux d'abstention.

III.- QUI VOTE POUR QUI ET POURQUOI?

Dans cette partie, nous chercherons à caractériser le « morphotype » de l'électorat des différents candidats, et les raisons qui ont poussé leurs électeurs à leur accorder leur faveur. Notre réflexion portera surtout sur le premier tour de 1996, dans la mesure où le nombre important de candidats (15) assure que les votants n'ont pas été trop contraints dans leur choix. Le 1^{er} tour traduit mieux la diversité des préférences que le second, où seuls deux candidats restent en lice. Compte tenu de la taille de l'échantillon et des scores très faibles de la majorité des prétendants, notre analyse se limite aux 5 principaux candidats qui dépassent tous 15% des votants dans la capitale, en y ajoutant A. Zafy, qu'il convenait de conserver du fait de sa présence au second tour.

Qui vote pour qui?

L'électorat de D. Ratsiraka se recrute avant tout parmi les plus pauvres et les moins éduqués. 62% des votants non-scolarisés se sont exprimés en sa faveur. Cette proportion décroît à mesure que les électeurs sont plus éduqués, jusqu'à atteindre 20% pour ceux qui ont fréquenté le lycée ou l'université. Parallèlement, D. Ratsiraka a obtenu 40% des suffrages des ménages du quartile le plus démuné, mais seulement 25% chez les plus riches. En conséquence, ce sont surtout les informels et les chômeurs qui votent pour lui. Par ailleurs, l'électorat catholique se montre plus attiré par l'ancien président (42%) que les protestants, notamment ceux de la FJKM (voir chapitre IV pour la configuration des Eglises à Madagascar). En revanche, ni le sexe, ni la classe d'âge, ni le groupe ethnique (en dehors des Betsimisaraka, dont il est originaire, mais qui sont très minoritaires dans la capitale) n'influent sensiblement sur le choix en faveur du président Ratsiraka.

La caractéristique principale des votants pour son concurrent direct, A. Zafy, est justement de n'en avoir aucune. Le piètre score tananarivien du président empêché (4,7%) se retrouve dans toutes les couches de la société. Il ne dépasse jamais 7%. Ce résultat est le reflet du rejet généralisé du candidat A. Zafy dans la capitale, provoqué sans doute par son échec au pouvoir.

N. Ratsirahonana fait le plein de voix parmi les fonctionnaires, où il arrive largement en tête (40%), et les salariés des entreprises publiques (45%), contre 27% en moyenne. C'est en partie dû au fait qu'il s'est montré sensible à leurs revendications en leur accordant de substantielles augmentations de salaires en tant que Premier ministre. Haut fonctionnaire lui-même, il est considéré comme un des leurs. Mais

ce bon résultat s'explique aussi parce qu'il a su focaliser l'intérêt de l'élite de la capitale, en personnalisant le candidat des « lettrés », et accessoirement des plus riches. Son discours moderniste, et l'image d'homme neuf et sans parti a joué en sa faveur auprès de cette frange de l'électorat. Enfin, sa sphère d'influence s'est élargie à une partie des électeurs merina et/ou aux membres de la FJKM, venant empiéter sur un terrain habituellement réservé au pasteur Andriamanjato.

Trois traits fondamentaux caractérisent la spécificité de l'électorat d'H. Razafimahaleo. Même si cela a peu contribué à son score dans la capitale, compte tenu de leur faible nombre, le réflexe ethnique des Betsileo a joué en sa faveur. Mais il convient de limiter la portée de cette performance. D'une part, bien qu'arrivant en tête de cette communauté avec 35%, il fait à peine mieux que D. Ratsiraka. D'autre part, les Betsileo ne représentent que 12% de l'ensemble de ses électeurs tananariviens. H. Razafimahaleo apparaît surtout comme un candidat qui attire les jeunes et les salariés du secteur privé formel. Il fixe sur son nom un quart et un cinquième de ces deux électors, qui se sont sentis incarnés par ce « quadra », considéré comme un homme neuf, opérateur économique en ascension et fervent défenseur de l'initiative privée.

Enfin, l'électorat de R. Andriamanjato est composé d'une population vieillissante, éduquée, plutôt nantie et surtout caractérisée par son appartenance religieuse. Il recueille 22% des votes FJKM (il n'occupe cependant que la troisième place après N. Ratsirahonana et D. Ratsiraka), mais seulement 5% des catholiques, soit un score proche de sa performance nationale. Dernier constat : sa bonne implantation chez les salariés des entreprises publiques. S'il convient de considérer cette particularité avec circonspection, compte tenu de la faiblesse de l'échantillon dont nous disposons, on peut être tenté d'y voir l'effet de la popularité de son fils à la tête du ministère des PTT. Il est en revanche peu apprécié des fonctionnaires.

Finalement et à l'instar des résultats obtenus pour les taux d'abstention, *aucun des candidats ne possède d'électorat captif*, quel que soit le type de catégorie envisagée (classe d'âge, niveau de revenu, religion, ethnie, niveau d'éducation). Tout au plus, chacun peut compter sur la propension de certains groupes à pencher en sa faveur, mais jamais dans des proportions très différentes de la moyenne, et très rarement au-delà de la majorité absolue (50%) du groupe considéré. On peut être surpris de voir que les Eglises dont l'influence politique est une constante dans l'histoire de Madagascar, pas plus que les candidats, ne peuvent faire voter leurs fidèles d'un seul bloc. Les choix électoraux transcendent en

partie les clivages religieux (comme les clivages ethniques), même si ces derniers ne sont pas absents des critères de choix.

Tableau II-9
Les principaux déterminants du vote au 1^{er} tour de 1996
(modèle logit)

	D. Ratsiraka		A. Zafy		N. Ratsirahonana		H. Razafimahaleo		R. Andriamanjato	
	Vote %	Coef.	Vote %	Coef.	Vote %	Coef.	Vote %	Coef.	Vote %	Coef.
Sexe										
- masculin	29,2	n s	4,3	n.s.	28,1	n s	17,3	n.s.	15,8	n s
- féminin	34,8	Ref.	5,1	Ref.	25,8	Ref	14,9	Ref	15,3	Ref.
Classes d'âge										
- 18-29 ans	33,1	n s	4,1	n.s.	25,4	n.s	20,7	++	11,2	n s
- 30-39 ans	33,5	n.s.	4,4	n.s.	22,1	n.s	18,5	+	13,4	n s
- 40-49 ans	31,2	n.s.	4,4	n.s.	38,7	n.s.	12,8	n.s.	11,5	n.s.
- 50-59 ans	19,4	--	7,1	n.s.	30,1	+	4,9	n.s.	38,4	n.s.
- 60 ans et plus	37,2	Ref.	6,4	Ref.	23,3	Ref	3,6	Ref.	29,4	Ref.
Scolarité										
- non scolarisé	62,2	+++	5,6	n.s.	16,8	n.s.	7,9	n.s.	0	n.s.
- primaire	47,5	+++	7,5	+	26,9	--	12,7	--	11,9	--
- secondaire 1er cycle	31,6	+++	3,8	n.s.	35,2	-	16,1	n.s.	17,3	n.s.
- secondaire 2eme cycle	18,9	n.s.	3,1	n.s.	34,3	n s.	21,0	n.s.	15,4	n.s.
- supérieure	20,1	Ref.	3,3	Ref.	36,1	Ref.	15,8	Ref.	21,8	Ref
Migration										
- non migrant	32,7	n s	4,6	n.s.	28,5	n.s.	16,7	n.s.	13,1	n.s.
- migrant	30,1	Ref.	4,9	Ref.	23,3	Ref.	14,6	Ref.	21,7	Ref
Ethnie										
- Merina	30,9	--	4,7	n.s.	28,6	++	15,2	n.s.	16,3	n.s.
- Betsileo	33,7	-	4,8	n.s.	7,8	n.s.	35,2	++	12,6	n.s.
- Autres	52,6	Ref.	4,3	Ref	16,9	Ref.	10,9	Ref.	4,9	Ref.
Religion										
- Catholique	42,2	+++	5,3	n.s.	22,6	--	16,2	n.s.	5,3	--
- Autres	36,6	+	5,1	n.s.	22,2	n.s.	15,7	n.s.	14,2	n.s.
- FJKM	24,3	Ref.	4,2	Ref	31,0	Ref	16,1	Ref.	22,5	Ref.
Statut										
- Administration	29,7	+	3,9	n.s.	40,4	n.s.	16,4	n.s.	4,9	-
- Entreprise publique	18,3	n.s.	5,9	n.s.	45,8	n.s.	2,4	n.s.	27,6	n.s.
- Secteur privé formel	22,8	n.s.	4,7	n.s.	32,5	n.s.	22,3	n.s.	12,1	n.s.
- Secteur informel	38,8	++	4,7	n.s.	18,4	-	15,3	n.s.	18,0	n.s.
- Chômeur	49,9	+++	2,7	n.s.	26,5	n.s.	20,9	n.s.	0	n.s.
- Inactif	25,9	Ref.	4,8	Ref.	31,6	Ref.	13,6	Ref	19,0	Ref.
Quartiles de rev/tête										
- 1er quartile	40,4	n.s.	7,0	n.s.	21,0	n.s.	15,8	n.s.	11,7	n.s.
- 2ème quartile	34,8	n.s.	4,4	n.s.	24,0	n.s.	18,3	n.s.	13,1	n.s.
- 3ème quartile	30,0	n.s.	4,0	n s	28,0	n.s.	15,9	n.s.	17,1	n.s.
- 4ème quartile	24,8	Ref.	3,9	Ref.	33,4	Ref.	14,5	Ref	19,5	Ref.
Nre d'observations	580/ 1 470		268/ 1 470		355/ 1 470		177/ 1 470		65/ 1 470	

Source . Enquête Emploi 1997, MADIO, nos propres calculs Mode de lecture : voir tableau II-2.

D'ailleurs on peut raisonnablement supposer qu'à la croisée des variables religion et ethnie se cache la dimension de groupes statutaires (castes) du vote. Ainsi, l'attraction des Merina et des fidèles de la FJKM pour Norbert Ratsirahonana, et dans une moindre mesure pour R. Andriamanjato est liée au comportement électoral des « Fotsy » (les "nobles" ; voir chapitre V), tandis que celle des catholiques et des non originaires des Hauts-Plateaux pour D. Ratsiraka reflète le poids du vote « Côtiers / Mainty (descendants d'esclaves) ». Cette hypothèse que l'on ne

peut pas vérifier formellement, faute de données, ne serait que la persistance d'un clivage historique, mis en évidence dans d'autres travaux (RANDRIAMARO, 1997A et 1997B). La différenciation des deux électorats en fonction de la classe sociale contribue à renforcer cette hypothèse.

Finalement, aucun candidat n'a réussi à incarner les intérêts d'un groupe spécifique, dont il peut se targuer d'être le représentant unique. Ceci pourrait constituer un point positif pour Madagascar, en écartant l'hypothèse d'un vote communautaire ou corporatif et en laissant ouverte la porte à la concurrence électorale. Mais cela pourrait aussi être la conséquence du flou des programmes des candidats, les électeurs ayant du mal à identifier celui ou ceux qui défendent réellement leurs intérêts.

Les raisons du choix des candidats par les électeurs

Au-delà des caractéristiques socio-économiques de chaque électorat, il est intéressant de se pencher sur les qualités et/ou les défauts individuels mis en avant par les électeurs pour choisir tel ou tel candidat. Si cette analyse se prête mal à un traitement statistique, vu la diversité des réponses, sa dimension sémantique est riche d'enseignements. Chaque électeur de l'échantillon a pu exprimer librement les raisons du choix de son vote. Les réponses ont ensuite été classées par grande rubrique, candidat par candidat.

Dans le cas de D. Ratsiraka, la principale raison invoquée par ses électeurs est associée à la situation politico-économique de Madagascar durant son mandat passé. D'abord du point de vue économique, la situation y semblait à la fois plus favorable et plus stable. Ainsi, ses partisans mettent en avant leur niveau de vie (*vie plus facile, création d'emplois*), la faiblesse de l'inflation (*prix du riz*) ou encore l'importance de l'effort de scolarisation et la bonne santé des entreprises. Ensuite, du côté politique, ils font appel à l'absence de troubles et à l'aura du pays sur la scène diplomatique internationale. Paradoxalement, certains avancent même la liberté d'expression.

Mais cet ensemble de points positifs est tout relatif. Ce n'est qu'en comparaison des performances enregistrées ultérieurement par l'administration Zafy, que les résultats obtenus par D. Ratsiraka sont considérés comme un succès. Rappelons que le bilan de celui qui a dirigé la 2^{ème} République n'est jugé positif que par 31% des électeurs (cf. tableau II-8). D'ailleurs, un certain nombre de ses partisans justifient directement leur choix par le rejet de la période qu'ils viennent de vivre (*vie trop dure, incompétence, règne de l'anarchie*). Cette valorisation d'une période historique où l'économie malgache était plus performante

est revendiquée par plus de 80% de l'électorat du premier tour de D. Ratsiraka. Elle ne fait que traduire la dégradation du pouvoir d'achat des ménages entre la deuxième et la troisième Républiques, même si on peut considérer qu'il s'agit d'une illusion d'optique (voir ci-dessous). En effet, il est difficile de déceler une véritable rupture entre les deux périodes, le trend ayant été amorcé depuis le début des années 70 (RAVELOSOA, ROUBAUD, 1996).

En second lieu, apparaît une deuxième série de raisons liées à la personnalité de D. Ratsiraka, auquel on prête des qualités d'homme d'Etat (*intelligent, compétent, expérience, sérieux, célèbre, pays bien dirigé*). Enfin, un peu moins de 20% des électeurs de D. Ratsiraka lui accordent leur préférence sans raison explicite, sinon le fait qu'ils « *l'aiment* ». Seul un nombre infime de ses partisans (moins de 2%) justifie son vote par une appartenance politique (AREMA, SEREMA, soit les partis et syndicat du président socialiste). C'est d'ailleurs le seul candidat pour lequel une consigne partisane semble avoir été appliquée fidèlement.

Les électeurs d'A. Zafy sont non seulement beaucoup moins nombreux, mais aussi moins positifs sur ses vertus d'homme d'Etat. Plus que sur ses réalisations, A. Zafy est choisi comme le symbole du changement de 1991. En effet, mis à part quelques personnes qui prétendent, d'ailleurs à tort, que « *le coût de la vie n'a pas trop augmenté* » lorsqu'il était au pouvoir, la plupart de ses partisans rappellent qu'il est à l'origine du libéralisme et de la démocratie effective. D'ailleurs, nombre d'entre eux reconnaissent implicitement son échec en invoquant des circonstances atténuantes pour son éviction anticipée, avant que sa gestion ait pu porter ses fruits (« *son mandat n'a pas touché à sa fin* », etc.). Malgré son piètre bilan (cf. tableau II-8), environ 5% de son électorat du premier tour continuent à voter pour lui pour écarter le retour de D. Ratsiraka, qu'ils veulent éviter à tout prix ; au point même de considérer, qu'en comparaison de ce dernier, A. Zafy est encore un homme neuf.

Ses qualités personnelles arrivent aussi en bonne place, mais elles relèvent plus de la morale individuelle que de celle de l'homme d'Etat : simplicité, solidarité, sociabilité. Ses électeurs rappellent aussi un certain nombre de ses bonnes actions lors de ses déplacements en province : il a soigné les malades, ou a résolu équitablement des litiges fonciers. Sa compétence ou la clarté de son programme n'est jamais évoquée. C'est sa proximité du peuple, qualité jamais mentionnée dans le cas de D. Ratsiraka, qui attire ses partisans. De façon symptomatique, les partisans d'A. Zafy sont proportionnellement les plus nombreux à ne pas réussir à qualifier leur choix (« *on l'aime, tout simplement* »).

Le dernier des cinq principaux candidats à pouvoir se targuer d'avoir exercé personnellement le pouvoir est N. Ratsirahonana. Si son passage comme Premier ministre, puis comme président par intérim a été très court, ses partisans le jugent positif. Son atout majeur, selon ses défenseurs, est d'avoir su mettre ses qualités personnelles ("*homme d'action*", "*rapidité dans les décisions*", "*préfère le travail aux discours*", "*compétent*", "*sévère et épris de justice*", "*homme de loi*") au service de son action gouvernementale ("*a fait beaucoup d'efforts et a réussi*", "*s'est préoccupé des jeunes et des fonctionnaires*", "*son programme est clair*"). A la différence des deux premiers candidats, un certain nombre de ses électeurs, peu nombreux il est vrai, disent l'avoir choisi parce qu'il était Merina.

Les deux derniers candidats (H. Razafimahaleo et R. Andriamanjato) ne peuvent pas se prévaloir d'un bilan, ce qui change quelque peu la nature des raisons invoquées par les électeurs pour leur accorder leur confiance. H. Razafimahaleo assoit son audience sur deux traits principaux. D'abord et surtout, ce sont ses qualités d'homme d'action qui sont louées ("*sens des responsabilités*", "*capacité*", "*efficacité*"). C'est au travers de ses expériences de ministre, d'homme politique, mais surtout de dirigeant d'entreprises que ses électeurs apprécient sa compétence. Nombre d'entre eux transposent les succès qu'il a obtenus comme opérateur privé ("*expérience en matière de ressources humaines*", "*créateur d'emplois*", "*opérateur économique capable*") à l'ensemble du pays, en comptant sur son savoir-faire de chef d'entreprise pour redresser la situation économique. En second lieu, il jouit du prestige d'homme du renouveau incarnant le changement face à la vieille garde politique. Plus marginalement, et comme N. Ratsirahonana, il a pu compter sur le soutien d'une partie de l'électorat Betsileo de la capitale, dont il est lui-même originaire.

Les qualités qu'on attribue à R. Andriamanjato sont le reflet inverse de celles données à H. Razafimahaleo. Si on loue la jeunesse du premier, c'est l'ancienneté et l'expérience politique du second qui prévaut. Paradoxalement, compte tenu de son exceptionnelle longévité politique, il est aussi en partie perçu comme un homme nouveau, pouvant apporter un sang neuf face aux deux ex-présidents. Mais c'est surtout comme homme d'église que ses partisans le plébiscitent. Rassurant par son âge, critère fondamental dans une société où la voix des anciens est particulièrement respectée, il peut aussi compter sur son expérience de pasteur, auquel on attribue toutes les qualités morales du chrétien exemplaire. Enfin, il a aussi été reconnu par certains comme le candidat des Merina.

Tableau II-10
Les raisons invoquées par les électeurs pour expliquer leur choix
(1^{er} tour 1996)

	D. Ratsiraka	A. Zafy	N. Ratsirahonana	H. Razafimahaleo	R. Andriamanjato
performances économiques	vie plus facile, création d'emploi, faible prix du riz, effort d'éducation, entreprises en meilleure santé, programme clair	Libéralisme, le coût de la vie n'a pas trop augmenté, il n'a pas pu aller au bout de son mandat, il changera sa politique, il a tout fait pour redresser le pays	a fait beaucoup d'effort, réussite, clarté de son programme, s'est soucié des fonctionnaires et des jeunes	a créé des emplois, possède des entreprises, expérience en ressources humaines, programme clair et bien défini	programme clair et bien bâti
climat politique	pas de troubles, relations internationales, pays bien dirigé, début de l'ajustement structurel	équité dans la justice (litiges fonciers), plus de liberté, démocratie effective, source de la 3ème République		besoin d'un homme nouveau	le plus ancien politicien, le plus expérimenté des candidats, nouveau dirigeant
qualités individuelles	Intelligent, compétent, sérieux, savoir-faire, célèbre, respectueux, respecté	sociable, aime la discussion, aime les paysans, proche du peuple, solidaire, sincère, refuse le mensonge, soigne les malades	homme d'action, rapidité dans la prise de décision, préfère le travail au discours, homme de loi, sévère mais aime la justice compétent,	jeune, intellectuel, compétent, sens des responsabilités, opérateur économique, moralité, responsabilité, capacité, efficacité, riche	capacité intellectuelle, capable, compétent, gentillesse
préférence partisane	membre de l'AREMA, membre de la SEREMA	-			
Contre les adversaires	vie trop dure, incompétent, règne de l'anarchie	échec de Ratsiraka, refuse le retour de Ratsiraka, veut changer			échec des 2 ex présidents, mieux vaut changer
Amour, divers	désigné de Dieu, c'est le meilleur, Je l'aime	le mieux, on l'aime, vivant dans le même quartier	Je l'aime, beaucoup l'ont choisi, choix de la famille, gentil, vivant dans le même quartier	Je l'aime, la couleur de son bulletin	
Critère ethnique ou religieux			Merina	Betsileo	chrétien, pasteur, homme d'église, Merina

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

En termes plus généraux, il convient de noter que *le critère ethnique est très rarement mis en avant explicitement pour justifier le choix des électeurs*, même s'il joue implicitement. D'abord, cet argument n'est jamais mentionné pour les deux candidats du second tour : D. Ratsiraka ou A. Zafy. Si ce résultat vient en partie du fait que leur ethnie d'origine (Betsimisaraka, Antakarana) est très minoritaire dans la capitale, les électeurs des autres ethnies, notamment Merina, auraient pu les stigmatiser, comme non-membres de leur propre groupe. Donc, l'ethnie des candidats n'est jamais ouvertement invoquée comme repoussoir, pour les rejeter. Ensuite, pour les trois candidats où il est

directement fait allusion au groupe ethnique (H. Razafimahaleo en tant que Betsileo, N. Ratsirahonana et R. Andriamanjato comme Merina), la proportion d'électeurs concernée est infime. 2% pour le premier, 3% pour le deuxième et le troisième. Si l'on rapporte ces effectifs à l'ensemble des suffrages exprimés, moins de 2% des votants affichent le primat de la préférence ethnique dans leur choix électoral. Ceci ne veut bien sûr pas dire que le critère ethnique ne pèse pas sur les choix électoraux, comme nous l'avons noté dans la partie précédente. Mais, il ne joue que de manière indirecte et non de façon exclusive et systématique.

En ce qui concerne la religion, le Pasteur Andriamanjato est le seul candidat à avoir bénéficié d'un apport de voix « confessionnelles ». Mais comme pour l'ethnie, au niveau de l'ensemble de l'électorat, l'expression directe de la dimension religieuse du vote reste faible et localisée (6% du total, mais 43% des votes du candidat R. Andriamanjato). Enfin, l'appartenance à un parti politique n'est pratiquement jamais revendiquée pour justifier le vote, montrant le peu d'emprise des partis sur la vie politique du pays voir chapitre III).

Résultats électoraux et conjoncture économique

D'une part, nous avons vu plus haut que le bilan d'A. Zafy, comme président, était beaucoup plus souvent décrié que celui de D. Ratsiraka, ce qui a conduit les électeurs à préférer le second au premier. D'autre part, aussi bien pour l'un que pour l'autre, la majorité de la population jugeait leur bilan négatif. Ces opinions subjectives qui conditionnent le vote ont-elles des fondements objectifs? Cette interrogation apparaît d'autant plus légitime que les études récentes montrent que les enjeux de la conjoncture économique pèsent de plus en plus lourdement sur le choix des électeurs des pays européens. Ceux-ci ont tendance à sanctionner les candidats qu'ils jugent responsables de la dégradation de la situation économique passée, et à reporter leur suffrage en faveur de ceux dont ils attendent une amélioration sur ce front (KAASE, NEWTON, SCARBROUGH, 1996).

Il est évidemment hors de notre portée d'identifier clairement ce que les électeurs entendent par « *bilan négatif* », mais on peut tenter de mettre en rapport les jugements avec une série d'indicateurs économiques simples, susceptibles de caractériser partiellement la situation du pays à chaque période. Nous avons retenu trois variables : le PIB par tête pour la croissance, la consommation par tête, plus proche d'une mesure de l'évolution du niveau de vie des ménages et l'inflation, dont les expériences historiques dans d'autres pays montrent combien elle peut être traumatisante pour la population.

Le premier constat confirme les piètres résultats obtenus aussi bien par l'un que par l'autre des deux ex-présidents : régression du niveau de vie accompagnée d'une forte inflation. En second lieu, si l'on prend l'ensemble des deux périodes correspondant aux mandats de chacun (1975-1990 pour le premier, 1993-1996 pour le second), le bilan est mitigé. La baisse du pouvoir d'achat a été plus importante avec D. Ratsiraka, mais l'inflation aura été près de deux fois supérieure sous la présidence d'A. Zafy. Conclure que la maîtrise des prix prime sur le bien-être pour expliquer la défaite d'A. Zafy en 1996 serait pêcher par économisme. De nombreux autres facteurs sont susceptibles de peser sur les préférences électorales.

Tableau II-11
Performances macro-économiques comparées
d'A. Zafy et de D. Ratsiraka

Taux de croissance annuel moyen Indicateurs économiques	D. Ratsiraka			A. Zafy	Total
	(1975-1987)	(1987-1990)	(1975-1990)	(1993-1996)	(1975-1996) (v.c. 1991, 92)
PIB/tête	-2,5%	+0,1%	-2,1%	-1,3%	-2,1%
Consommation/tête	-3,2%	-0,6%	-3,0%	-1,1%	-2,6%
Inflation	+15,5%	+19,9%	+16,3%	+28,0%	+18,1%

Source : INSTAT, nos propres calculs. Les années 1991 et 1992 ont été exclues de cette périodisation, car il est difficile d'affecter les mauvais résultats macroéconomiques dus aux troubles politiques qui ont marqué ces années à l'un ou à l'autre ex-président.

En revanche, en restant dans la sphère économique, on peut avancer deux séries d'arguments pour interpréter la meilleure opinion que se font les électeurs du bilan de D. Ratsiraka. D'une part, on peut supposer que les événements les plus récents sont les plus marquants sur la mémoire des électeurs. Or, en prenant les résultats économiques enregistrés lors des dernières années du mandat passé de D. Ratsiraka ⁽¹⁰⁾, il apparaît que son bilan est clairement meilleur que celui de son successeur (voir tableau II-11). D'autre part, les performances économiques ne sont sans doute pas appréciées dans l'absolu, mais relativement aux anticipations de la population. De ce point de vue, A. Zafy a sûrement fait les frais de l'immense espoir qu'avait suscité son élection.

10) Nous avons retenu la période 1987-1990, qui correspond à la fois aux dernières années du gouvernement Ratsiraka, avant les événements de 1991, et à une durée de 4 ans équivalente à celle de la Présidence Zafy. De plus, l'inclusion de l'année 1987 permet « d'homogénéiser » les deux séquences économiques, puisque dans les deux cas on introduit un épisode majeur de dévaluation monétaire (1987, 1994), avec ses conséquences sur la croissance des prix.

Le poids de la famille

Le dernier point dont nous traiterons dans cette partie concerne le poids de la famille sur les choix électoraux. Comment se forment les préférences partisans d'une génération à l'autre? Les enfants votent-ils comme leurs parents? Compte tenu de la relative inertie sociale à Madagascar d'une part, et du rôle central joué par la cellule familiale dans la transmission des valeurs d'autre part, on serait en droit d'attendre une certaine homogénéité du vote au sein des ménages. Un tel résultat ne ferait que conforter l'incidence déterminante de la filiation politique mise en évidence par l'ensemble des travaux menés sur la socialisation politique (MICHELAT, SIMON, 1977 ; COGNEAU, ROUBAUD, 1988, JAFFRE MUXEL, 1997).

Effectivement, *les comportements électoraux des différents membres d'une même famille ont tendance à se ressembler*. Par exemple, 77% des conjoints des chefs de ménage qui se sont prononcés pour D. Ratsiraka en décembre 1996 ont eux aussi opté pour le même candidat. Ils étaient déjà 67% en novembre, alors que l'éventail des possibilités était beaucoup plus ouvert. Si les familles de votants pour l'actuel président sont les plus homogènes, ce phénomène touche toutes les familles, quel que soit le candidat considéré. Pour les quatre autres candidats majeurs du premier tour, environ un conjoint sur deux s'exprime comme le chef de ménage. Cette unité des comportements est aussi forte dans le cas des abstentionnistes (66% de conjoints abstentionnistes dans les ménages de chef abstentionniste).

Cependant, la reproduction familiale des choix politiques est loin d'être parfaite. Ainsi, si l'on prend les résultats du premier tour de 1996, seulement 55% des conjoints ont fait un choix identique à celui du chef de ménage. Cette proportion monte à 63% pour le second tour, mais ceci s'explique largement par la réduction du nombre de candidats en lice. De plus, le lien a tendance à se distendre entre les générations. Ainsi, moins d'un enfant sur deux s'est aussi abstenu quand son père l'a fait, alors que deux conjoints sur trois sont dans le même cas.

On peut invoquer deux types d'explication à cette relative diversité des choix familiaux. Elle pourrait traduire la liberté de conscience des individus qui se sentent peu contraints par les préférences de leur entourage proche. Mais, elle pourrait aussi être le symptôme du peu d'importance accordée aux consultations électorales, la cohésion (voire la pression) familiale trouvant à s'exprimer dans d'autres domaines et sur d'autres valeurs que le champ politique. Sans pouvoir trancher formellement entre ces deux interprétations, la grande tolérance observée

dans d'autres sphères, religieuse notamment (cf. chapitre IV), ainsi que la grande indépendance des femmes dans la société malgache (MADIO, 1997), nous induisent à pencher pour la première.

Tableau II-12
Votes du conjoint et des enfants au 2^{ème} tour 1996
suivant le choix du chef de ménage

Vote du chef de ménage	Abstention		D. Ratsiraka		A. Zafy		Autre		Total	
	Conj.	Enfant	Conj.	Enfant	Conj.	Enfant	Conj.	Enfant	Conj.	Enfant
Abstention	66,5	49,7	15,9	28,6	11,1	7,5	6,5	14,2	100	100
D. Ratsiraka	10,5	19,2	76,9	70,1	4,5	5,7	8,1	5,0	100	100
A. Zafy	17,2	26,7	19,5	13,6	53,1	44,4	10,2	15,3	100	100

Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. La catégorie « autre » est un ensemble hétérogène de citoyens ayant voté blanc ou nul, ayant refusé de répondre, ou encore n'étant plus inscrits dans la capitale au 2^{ème} tour de 1996.

IV.- LES MOUVEMENTS DE L'ELECTORAT DANS LE TEMPS

Si les caractéristiques socio-économiques des différents électorats donnent des éléments fondamentaux pour interpréter les résultats des dernières consultations, il est nécessaire d'aller au-delà. En particulier, il convient de s'interroger sur la dynamique électorale dans le temps. En effet, depuis 1992, Madagascar a connu de profonds bouleversements d'opinion, qui se sont traduits par des renversements de majorité dans les urnes. Comment s'expliquer par exemple, qu'après avoir été plébiscité, A. Zafy soit, quatre ans plus tard, désavoué (au moins dans la capitale au premier tour de 1996), puis qu'il réussisse à se rétablir au second tour?

Il s'agit donc de comprendre les logiques, si elles existent, qui régissent le déplacement des électorats d'une consultation à l'autre, et dans quelle mesure il existe des familles politiques stables. Notre enquête constitue sur ce point un élément sans équivalent, puisqu'on connaît les choix électoraux de l'ensemble des interviewés, non seulement pour les deux derniers scrutins présidentiels de 1996, mais aussi lors des élections présidentielles de 1992/93 ⁽¹¹⁾.

La question du report de voix entre le 1^{er} et le 2^{ème} tour de 1996

Le trait marquant des dernières élections présidentielles de 1996 est la réduction considérable de l'écart séparant les deux candidats entre le premier et le second tour, surtout dans la capitale. Comment, en l'espace de deux mois, A. Zafy a-t-il pu se relever du désaveu cinglant du

11) Il convient de noter que les questions de type rétrospectif ne sont pas exemptes des biais de "reconstruction". Cependant, la forte concordance entre les déclarations dans l'enquête et les résultats effectifs de l'élection de 92/93 montre que ceux-ci sont faibles.

premier tour? Alors qu'il n'avait obtenu que 4,7% des suffrages exprimés, il fait pratiquement jeu égal avec son concurrent au second, avec un score de 46,7% des voix. Plus généralement, comment les choix formulés en novembre se sont-ils traduits lors de la confrontation de décembre?

En premier lieu, près de 9 *abstentionnistes du premier tour sur 10 ont persévéré dans leur refus d'aller aux urnes*. Si un petit nombre s'est laissé séduire par D. Ratsiraka, aucun n'a effectué le chemin inverse pour venir grossir les rangs d'A. Zafy. Cependant, il faut noter que les abstentionnistes du premier tour ne constituent qu'un tiers des abstentionnistes du second, les autres se recrutant parmi les partisans des candidats évincés, principalement parmi les électeurs de N. Ratsirahonana et H. Razafimahaleo.

En second lieu, la spectaculaire remontée d'A. Zafy s'explique par un apport non négligeable de partisans de N. Ratsirahonana et dans une moindre mesure de ceux du pasteur Andriamanjato et d'H. Razafimahaleo, qui voulaient éviter à tout prix le retour de D. Ratsiraka au pouvoir. Pourtant, ce soutien de dernière minute aura été insuffisant pour assurer la victoire d'A. Zafy. En effet, le report de voix des candidats les plus proches du président empêché n'a pas été unanime, loin de là. Ainsi, parmi les électeurs de N. Ratsirahonana, seulement 27% se sont ralliés à la cause d'A. Zafy, alors même que ce dernier avait annoncé qu'il prendrait N. Ratsirahonana comme Premier ministre en cas de victoire, et que des comités de soutien du « ticket Zafy-Ratsirahonana » avaient fait campagne pour le président déchu, sans que son allié d'hier n'apporte de démenti à cette alliance. En fait, la grande majorité des électeurs de N. Ratsirahonana se sont abstenus au second tour. Plus des deux tiers de l'électorat de N. Ratsirahonana, qui avait largement contribué à la chute de D. Ratsiraka en 1991 (voir ci-dessous), ont cherché, par leur abstention ou en votant blanc, à sanctionner A. Zafy pour l'échec de sa politique. On retrouve les mêmes caractéristiques, et dans les mêmes proportions, chez les électeurs de R. Andriamanjato, un autre ténor des événements de 1991, dont moins de 30% ont rejoint A. Zafy au second tour.

Cette défiance à l'égard des deux ex-présidents de la République est aussi partagée par les partisans d'H. Razafimahaleo. Bien que ce dernier ait clairement affiché une consigne de vote en faveur de D. Ratsiraka, seul un de ses électeurs sur trois a suivi cet appel. Non pas pour se tourner vers son rival (15%), mais surtout pour s'abstenir : près de 50% des électeurs d'H. Razafimahaleo n'ont pas effectué le déplacement du second tour.

Si l'on ajoute à ces nouveaux abstentionnistes, les 80% d'électeurs des autres candidats malheureux du premier tour qui ont aussi choisi l'abstention, on mesure mieux la profonde désillusion de l'électorat non acquis d'emblée aux deux vainqueurs du premier tour, face à l'alternative qui leur était proposée au second. Cette désillusion est d'autant plus forte dans la capitale qu'un des deux prétendants avait été massivement rejeté. On confirme ici les facteurs de la spectaculaire montée de l'abstention à Antananarivo. Cet important volant d'électeurs aurait sans doute donné une chance sérieuse à une « troisième voie », si les opposants aux deux ex-présidents avaient été capables d'unir leurs forces, plutôt que de se présenter en ordre dispersé.

Tableau II-13
Pour qui ont voté les électeurs du 1^{er} tour au 2^{ème} tour

% 1 ^{er} tour 1996	2 ^{ème} tour 1996				
	Abstention	D. Ratsiraka	A. Zafy	Autre	Total
Abstention	88,1	5,3	0	6,6	100
D. Ratsiraka	14,3	84,6	0,5	0,6	100
A. Zafy	15,0	4,5	79,7	0,8	100
N. Ratsirahonana	59,6	7,2	26,8	6,4	100
H. Razafimahaleo	48,4	32,6	15,3	3,7	100
Richard Andriamanjato	60,6	3,6	29,8	6,0	100
Autres candidats	79,3	2,7	17,0	1,0	100
Autre	63,0	5,2	2,5	29,3	100
Total	48,6	24,7	20,8	5,9	100

Source . Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. La catégorie « autre » est un ensemble hétérogène de citoyens ayant voté blanc ou nul, ayant refusé de répondre à l'enquête, ou encore ayant été inscrits entre le 1^{er} et le 2^{ème} tour

Mais où sont donc passés les défenseurs de la 3^{ème} République?

En fait, la remontée d'A. Zafy entre le premier et le second tour de 1996 doit être replacée dans une perspective historique de plus long terme. Ce mouvement trouve ses racines dans son écrasante victoire aux élections présidentielles de 1992-1993. Il convient de rappeler que lors de ces scrutins le représentant des « forces vives » avait obtenu 66,6% au second tour de 1993, et 45,9% au premier tour, contre 28,6% à D. Ratsiraka. Cette victoire était encore plus nette dans la capitale, puisque A. Zafy arrivait largement en tête dès le premier tour, avec 63,2% (contre seulement 21,3% pour D. Ratsiraka), et l'emportait au second avec 77,2% des suffrages exprimés.

La question est donc de savoir ce que sont devenus les électeurs d'A. Zafy de 1992, et comment ont évolué leurs préférences. Pour répondre à ces questions nous avons interrogé les habitants de la capitale sur leurs choix passés. La qualité des données basées sur cet exercice de mémoire est particulièrement bonne. Les résultats obtenus par l'enquête sont très proches des résultats officiels, même si on pouvait s'attendre à

des différences du fait des changements intervenus depuis lors dans la population (migration, mortalité, etc.), ou des oublis potentiels⁽¹²⁾.

Mais avant d'analyser les trajectoires électorales des tananariviens, il est intéressant de savoir qui a porté A. Zafy au pouvoir en 1992/93. Ce dernier a été tout aussi uniformément rejeté en 1996 qu'il avait été plébiscité quatre ans auparavant. Toutes les couches de la population ont participé à sa victoire, indépendamment de leur milieu d'origine.

Tableau II-14
Profil des électeurs des principaux candidats
aux élections présidentielles de 1992/93

	1er tour 1992		2ème tour 1993			1er tour 1992		2ème tour 1993	
	Zafy	Ratsir.	Zafy	Ratsir.		Zafy	Ratsir.	Zafy	Ratsir.
Sexe					Migration				
- masculin	69,8	25,7	77,3	22,7	- non migrant	72,4	24,7	79,3	20,7
- féminin	70,7	24,6	77,7	22,3	- migrant	65,6	26,1	73,3	26,7
Classes d'âge					Ethnie				
- 18-29 ans	69,4	25,2	77,6	22,4	- Merina	71,8	23,8	79,1	20,9
- 30-39 ans	69,8	24,8	76,6	23,4	- Betsileo	54,1	35,7	59,9	40,1
- 40-49 ans	68,1	28,5	76,5	23,5	- Autres	57,8	40,7	63,1	36,9
- 50-59 ans	77,5	17,5	85,1	14,9	Religion				
- 60 ans et plus	71,1	26,9	74,9	25,1	- FJKM	73,3	22,2	80,1	19,9
Scolarité					- Catholique	70,2	25,9	74,2	25,8
- primaire ou -	62,7	32,9	71,7	28,3	- Autres	68,7	25,9	76,6	23,4
- collège	69,7	27,1	76,0	24,0	Revenu/tête				
- lycée	77,8	16,6	83,8	16,2	- 1er quart.	65,5	26,5	75,2	24,8
- supérieur	76,4	17,1	85,7	14,3	- 2ème quart.	67,4	28,5	75,3	24,7
Total enquête	70,2	25,1	77,5	22,5	- 3ème quart.	69,5	29,0	75,7	24,3
Total élections	63,2	21,3	77,2	22,8	- 4ème quart.	77,9	16,1	83,9	16,1

Source . Enquête Emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Mode de lecture : 69,8% des hommes ont voté pour A. Zafy au premier tour de 1992. La somme des votes du premier tour n'est pas égale à 100%, car nous n'avons pas reporté les résultats de tous les candidats.

S'il est difficile d'identifier des groupes plus enthousiastes que d'autres, quelques différences apparaissent à la marge. En particulier, il semble avoir enregistré un moins bon score auprès du « petit peuple » (informels, moins éduqués) et surtout dans l'électorat non merina. En fait, cet échec relatif s'explique en contrepoint par la défiance d'une partie de l'électorat merina à l'égard de D. Ratsiraka, défiance toujours vivace en 1996.

En terme de trajectoire électorale, le constat est brutal : *à peine 5% des électeurs d'A. Zafy du premier tour de 1992 lui ont renouvelé leur confiance en novembre 1996*. Si environ un sur cinq a perdu espoir et

12) Avec 70,3% des voix pour A Zafy et 25,1% pour D Ratsiraka, les résultats de l'enquête ont tendance à surestimer le score de ces deux candidats au premier tour de 1992. Outre les raisons mentionnées précédemment, les scores des « petits candidats » sont par nature plus difficiles à mesurer. En revanche, pour le second tour, les résultats de l'enquête sont sensiblement les mêmes que les résultats officiels.

s'est abstenu, les autres se sont reportés sur les nouveaux candidats, censés être porteurs d'un nouvel espoir. N. Ratsirahonana a été le principal bénéficiaire de ce transfert de voix. Il recueille près de 25% des suffrages des partisans de Zafy du premier tour de 1992. Dans une moindre mesure, R. Andriamanjato (15%) et H. Razafimahaleo (12%) ont eux aussi su attirer un nombre conséquent des anciens adeptes du changement. Notons que même D. Ratsiraka a réussi à capter une partie de cet électorat (12%), qui pourtant s'était prononcé contre lui quatre ans plus tôt. Donc, non seulement A. Zafy n'a pas réussi à mordre sur d'autres électorats que le sien, mais il a perdu la quasi-totalité de ses partisans, réduisant à la portion congrue le noyau de ses défenseurs indéfectibles.

De ce point de vue, le contraste avec D. Ratsiraka est frappant. Ce dernier a réussi à conserver près des deux tiers de ses électeurs de 1992. Parmi ceux qui ont fait défection, 12% se sont abstenus, soit deux fois moins que dans le cas d'A. Zafy. Enfin, deux candidats nouveaux sont venus puiser dans son vivier : N. Ratsirahonana (9%) et H. Razafimahaleo (7%).

Tableau II-15
Pour qui ont voté les électeurs du 1^{er} tour 1992 au 1^{er} tour 1996

%	1er tour 1992				
	D. Ratsiraka	A. Zafy	Manandafy	Autres candidats	Total
1er tour 1996					
Abstention	12,0	21,1	11,4	17,1	17,8
D. Ratsiraka	64,7	12,3	3,8	9,1	24,3
A. Zafy	0,9	5,3	0,7	1,9	3,9
N. Ratsirahonana	8,8	24,2	29,5	18,4	20,7
H. Razafimahaleo	6,8	12,1	19,9	22,1	10,8
Richard Andriamanjato	3,4	14,7	24,2	29,2	11,8
Autres candidats	0,4	4,8	7,3	0	3,5
Autre	3,0	5,5	3,2	2,2	7,2
Total	100	100	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. La catégorie « autre » est un ensemble hétérogène de citoyens ayant voté blanc ou nul, ayant refusé de répondre, ou encore n'étant pas inscrits dans la capitale au 1^{er} tour de 1996

Le vote de novembre 1992 ayant été particulièrement concentré sur les deux principaux concurrents, qui recueillent à eux deux près de 85% des voix dès le premier tour, il est difficile d'analyser dans le détail le vote des 6 autres candidats en lice, faute d'un échantillon suffisant. Tout au plus peut-on mentionner le cas des électeurs de Manandafy Rakotonirina (4,2% en 1992). Leur rejet de l'alternative Zafy/Ratsiraka restant aussi forte aujourd'hui qu'hier, leurs faveurs se sont portées sur les trois autres principaux candidats, qui accaparent 75% de leurs voix : 30% pour N. Ratsirahonana, 25% pour le pasteur Andriamanjato, et 20% pour H. Razafimahaleo. La performance honorable mais modeste de ce dernier confirme le fait que le vote Betsileo, dont Manandafy est aussi originaire, n'est pas à l'origine de son succès dans la capitale.

Pour terminer sur cette question du report des voix, nous nous pencherons brièvement sur la mobilité électorale entre les deux seconds tours, de 1993 et 1996. On retrouve ici les traits observés dans l'analyse des premiers tours. La moitié de ceux qui ont porté A. Zafy au pouvoir en 1993 s'est abstenue en 1996. Comme 14% ont été jusqu'à se prononcer en faveur de D. Ratsiraka, seulement un tiers d'entre eux ont conforté leur choix de 1993.

L'ensemble de ces résultats montre à quel point l'électorat d'A. Zafy est un électorat de circonstance, sans racine profonde. La vague de repli de 1996 a été à la mesure de l'enthousiasme déclenché par les événements de 1991. Autant les 77% des suffrages gagnés en 1993 étaient porteurs d'espoir, autant les 47% de décembre 1996 représentent un pis aller pour éviter le retour aux « affaires » d'un homme qui avait cristallisé leur rancœur.

Tableau II-16
Pour qui ont voté les électeurs du 2^{ème} tour 1993 au 2^{ème} tour 1996

%	2ème tour 1996				
	Abstention	D. Ratsiraka	A. Zafy	Autre	Total
2ème tour 1993					
D. Ratsiraka	26,0	69,9	2,8	1,3	100
A. Zafy	49,4	14,4	31,7	4,5	100
Total	44,2	26,9	25,2	3,7	100

Source . Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. La catégorie « autre » est un ensemble hétérogène de citoyens ayant voté blanc ou nul, ayant refusé de répondre, ou encore n'étant plus inscrits dans la capitale au 2ème tour de 1996

CONCLUSION

Quels sont les principaux enseignements de cette analyse sociologique du vote ? En premier lieu, la question de la non-inscription ne semble pas constituer un problème majeur dans la capitale. A Antananarivo, l'opération « *carte d'identité* » ne devrait pas conduire à une remise en question de l'équilibre des forces politiques en présence. A contrario, la montée des taux d'abstention représente un véritable défi pour la démocratie. Contrairement aux hypothèses souvent avancées, les déterminants des comportements abstentionnistes sont plus liés à la conjoncture politique, qu'à des facteurs socio-économiques structurels. Bien sûr, les plus jeunes et les moins scolarisés affichent des taux d'abstention plus élevés que leurs congénères. Mais ces écarts s'amenuisent avec le temps, à mesure que l'espoir suscité par la démocratisation est déçu par le manque de résultats positifs.

Ce sont bien les dysfonctionnements des institutions démocratiques qui engendrent le désintérêt d'une partie de plus en plus grande de la population des enjeux électoraux. Le discrédit de la classe politique, l'opacité des jeux politiques et des élections elles-mêmes, dont

on remet en question la transparence, et la multiplication des scrutins détournent les électeurs de leurs devoirs civiques. Les tananariviens, qui étaient majoritairement acquis au principe démocratique, sont de moins en moins nombreux à penser que le système électoral favorise réellement le développement du pays.

A l'instar de la sphère économique, seul un assainissement de la vie politique, une plus grande transparence des institutions démocratiques, un renouvellement sinon de la classe politique, au moins de ses pratiques fort peu conformes aux attentes des citoyens, sont susceptibles d'enrayer le mouvement actuel de démobilisation.

La désaffection du public à l'égard des élections est d'autant plus dommageable pour le pays que les choix politiques des tananariviens suivent une logique difficilement contestable. S'il est bien présent, le réflexe communautaire, fondé sur une crispation ethniciste ou religieuse est loin d'être le principal facteur explicatif du vote. L'alternance politique issue des urnes, comme la diversification des préférences électorales, sont autant d'éléments qui montrent que le suffrage universel rempli bien sa fonction de récompense/sanction des politiques menées par les hommes au pouvoir. Ainsi, loin d'être le signe de la pusillanimité d'un électorat désorienté, la cuisante défaite d'A. Zafy au premier tour des élections de 1996, après sa large victoire de 1992/93 est la sanction directe de son échec au pouvoir.

La réélection de D. Ratsiraka en décembre 1996 est aussi la conséquence directe de cet échec. Mais, loin de lui donner l'absolution pour ses piètres résultats passés, l'électorat tananarivien semble avoir choisi le moindre mal. De plus, les habitants de la capitale ont fait preuve « d'ouverture » en se prononçant beaucoup plus largement que le reste du pays pour les candidats nouveaux du premier tour. Si le bon score du pasteur Andriamanjato semble très directement lié à un réflexe identitaire à connotation ethnique et religieuse, ce facteur joue moins fortement pour N. Ratsirahonana et H. Razafimahaleo, dont les compétences sont plus souvent mises en avant pour expliquer le choix de leurs partisans. L'excellent résultat du premier dans la capitale, où il arrive en seconde position, s'explique en partie par l'espoir « merina » qu'il a suscité, mais aussi par la mobilisation d'une partie des élites et des salariés du secteur public. Quant au second, son score à Antananarivo ne se démarque pas sensiblement de sa moyenne nationale. Si les jeunes et les salariés du secteur privé formel l'ont perçu comme un candidat crédible, il n'a pas su s'attirer les faveurs des générations plus âgées.

Notons que D. Ratsiraka garde un fort capital de confiance chez les plus pauvres. Ces derniers, sans doute inquiets du discours moderniste des nouveaux candidats, ont peur de faire les frais de la restructuration économique annoncée. Il est possible aussi que la rhétorique populiste de la 2^{ème} République continue à jouer en sa faveur. En revanche, A. Zafy a perdu son crédit passé dans toutes les catégories de population.

Plus généralement, l'absence d'électorat captif, le faible poids des lobbies d'influence fondés sur un corporatisme étroit, la diversité des préférences et les raisons invoquées pour le choix de tel ou tel candidat montrent que les résultats électoraux comme les mouvements d'opinion sont intimement liés aux performances réelles ou attendues (pour les prétendants n'ayant jamais exercé le pouvoir) des hommes politiques ; ce qui constitue bien la fonction première du principe électoral.

Des têtes bien faites de la vie politique malagasy

— Elie Razanavelo —

FONDATEUR DE L'AREMA



Didier RATSIRAKA.

ADEMA



Pierrot RAJONARIVÉLO

LEADER FANILO



Henzo RAZAFIMANAHELO

FONDATEUR DE L'UNDD



ALBERT ZAFY

UNDD



Emmanuel RADOHANY

AKFM FANAJAZANA



PASTEUR ANDRIAMANJATO

MFM



MANANDAFY.R

AVI



Norbert RATSIRANONANA

GRAD -ILOAFO



RABETSONTA.

AVAMAMI



François RAISONNY

FIHAONANA



G.W. RAZANAMASY

PSD



Rufine TSIRANANA

RPSD



Marson EUARISTE

TEZA



Hery RAMANDIMBILAHATRA



TRANOBE

Ny Hasina ANDRIAMANJATO

CHAPITRE III

PARTIS ET CLASSE POLITIQUES

Les intermédiaires démocratiques jouent-ils leur rôle?

INTRODUCTION

L'avènement de la 3^{ème} République a en partie levé le carcan qui pesait sur le fonctionnement des institutions représentatives, laissant la place à l'émergence de mécanismes de représentations plus conformes aux principes démocratiques : pluralisme, élections libres, liberté d'association et des médias, Etat de droit, respect des droits de l'homme, participation, etc. Bref, tout ce qui caractérise le concept de gouvernance démocratique. Pourtant, on a vu dans le chapitre précédent que la jeune démocratie malgache souffrait de dysfonctionnements importants susceptibles de remettre en question l'ensemble du processus de transition politique.

Dans l'identification des facteurs de blocage potentiels, le diagnostic du rôle joué par les partis politiques est essentiel. En effet, les partis et associations politiques sont amenés à assumer une mission de plus en plus importante dans le fonctionnement de la vie publique. En tant qu'institutions charnières, ils ont pour vocation d'assurer l'intermédiation entre le pouvoir et les citoyens. Véritable courroie de transmission entre la base et le sommet, ils sont censés faciliter l'expression des aspirations populaires. Ces dernières mobilisent les partis politiques, comme instances de représentation, tout particulièrement au moment des compétitions électorales. Les formations politiques sont d'autant plus nécessaires que Madagascar est un pays de faible tradition démocratique, où la société civile a été bridée pendant près de deux décennies.

C'est donc à la question du rôle des partis politiques que nous tenterons de répondre dans ce chapitre. Dans la première partie, nous brosserons un panorama succinct de l'offre politique à Madagascar, afin de mesurer dans la deuxième le degré d'adéquation et de proximité entre les formations existantes et les citoyens. Cette approche permettra d'apprécier la portée des discours politiques et le degré d'adhésion des citoyens aux différentes tendances. La troisième partie sera consacrée aux perceptions de la sphère politique et de son mode de fonctionnement par les tananariviens. Quels sont leurs sentiments vis-à-vis des partis et des hommes qui sont censés les représenter ? Enfin, la dernière partie tentera d'explicitier les attentes des habitants de la capitale en matière politique.

I.- L'OFFRE POLITIQUE A MADAGASCAR : UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

Pour répondre à la question de la représentativité des partis et associations politiques, un préalable s'impose : il est nécessaire de dresser un panorama de l'offre politique existante et de ses principales caractéristiques. En effet, les prises de position des citoyens en matière politique sont contraintes par l'état des forces qui s'affrontent sur l'échiquier politique, auquel elles doivent s'ajuster. Etant donné les bouleversements récents engendrés par la transition démocratique amorcée au début des années 90, une mise en perspective historique permet de mieux comprendre la situation présente.

L'histoire mouvementée de Madagascar depuis plus d'un siècle en fait un pays de longue tradition d'organisations politiques. Si la constitution de formations politiques, au sens moderne du terme, est relativement récente, notamment à cause de la nature répressive du pouvoir colonial qui a présidé à la destinée du pays à partir de la fin du siècle dernier, de nombreux mouvements de résistance nationale se sont appuyés sur des organisations politiques de type « sociétés secrètes », au cours de la première moitié du XXème siècle : depuis l'arrestation et le procès des membres de la VVS, en 1915/1916, jusqu'à la participation du PA.NA.MA et du JINY dans les événements de 1947 (TRONCHON, 1986, KOERNER, 1994) ⁽¹³⁾. Parallèlement, avec la présence de colons progressistes (cf. le rôle central joué par P. Dussac), affiliés à des formations politiques ou syndicales de gauche en France (PCF, SFIO, CGT, Secours Rouge International, etc.), Madagascar connaît dans les années 20-30 le développement de luttes sociales, et même la création du

13) VVS : Vy, Vato, Sakelika (Fer, Pierre, Ramification). PA.NA.MA : Parti national (socialiste) malgache. JINY ou JINA : Jeunesse idéaliste nationaliste (selon F.KOERNER ; à ce jour, des doutes subsistent quant à la signification de ce sigle)

Parti Communiste de la Région de Madagascar, qui disparaîtra à la veille de la guerre (RANDRIANJA, 1983). Ces deux types de courants s'appuient sur la publication de journaux, qui doivent affronter l'hostilité des autorités : titres régulièrement censurés ou interdits, journalistes condamnés ou emprisonnés.

La question de la souveraineté nationale, la libération du joug colonial et l'accession à l'Indépendance de Madagascar constituent la principale revendication des partis politiques malgaches. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, deux grands partis polarisent l'attention en s'engageant dans une lutte sévère pour la prise du pouvoir : le MDRM et le PADESM, tous deux créés en 1946, le PDM et le MSM jouant un rôle plus marginal⁽¹⁴⁾. Si l'historiographie traditionnelle a coutume de cataloguer le premier comme le défenseur du nationalisme alors que le second aurait été inféodé aux français, un ouvrage récent montre que les fondements de l'opposition entre ces deux formations sont loin d'être aussi tranchés (RANDRIAMARO, 1997B).

Avec le retour de l'Indépendance en 1960, et la formation de la 1^{ère} République, le PSD du Président Ph. Tsiranana, descendant direct du PADESM, est devenu le parti du gouvernement qui a dominé la scène politique des années 60. Dans le contexte de guerre froide et de lutte d'influence entre l'Est et l'Ouest, la question politique s'est progressivement déplacée du nationalisme au choix idéologique entre socialisme et capitalisme. L'option résolument pro-occidentale des dirigeants de la 1^{ère} République, qualifiée de néo-coloniale par ses opposants, a conduit à la chute du régime. Celle-ci a été engagée par la révolte paysanne de 1971 dans le grand Sud, où le MONIMA, parti nationaliste de tendance maoïste du leader historique Monja Jaona, a joué un rôle moteur, puis poursuivie par le mouvement étudiant de 1972, encadré par le MFM ⁽¹⁵⁾, lui aussi maoïste mais d'assise urbaine.

14) MDRM : Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache PADESM : Parti des DSHérités de Madagascar. PDM : Parti Démocratique Malgache (d'inspiration protestante). MSM : Mouvement Social Malgache (d'inspiration catholique).

15) Le MONIMA (« *MOuvement National pour l'Indépendance de Madagascar* ») est né en 1958. Après avoir soutenu D. Ratsiraka dès son arrivée au pouvoir en 1975, il a quitté le FNDR en 1978 pour le réintégrer en 1981. Traversé par des divisions internes et des scissions, puissant dans la région de Toihara, d'où est originaire son principal dirigeant Monja Jaona, il a été un des piliers du mouvement fédéraliste au début des années 1990. Le MFM a été créé en 1972 et est présidé depuis lors par l'universitaire Manandafy Rakotonirina. Il a lui aussi connu une trajectoire sinueuse, du maoïsme originel au libéralisme à la fin des années 80. Si le sigle de ce parti n'a pas changé, sa signification s'est transformée de « *parti luttant pour le pouvoir aux prolétaires* » à « *parti pour le développement de Madagascar* ».

Après la chute de la 1^{ère} République en 1972 et la période de transition, qui se soldera par l'assassinat du colonel Ratsimandrava, D. Ratsiraka accède au pouvoir en juin 1975 pour une période de plus de 15 ans. L'instauration de la 2^{ème} République, d'inspiration socialiste (cf. la charte de la révolution socialiste malagasy, plus connue sous le nom de « livre rouge »), correspond à une période de « glaciation » de la vie politique. Si Madagascar a échappé au syndrome du parti unique, la liberté d'association politique n'était pas pour autant assurée durant la 2^{ème} République. Seuls les partis membres du FNDR (Front National pour la Défense de la Révolution), créé en décembre 1976, étaient autorisés ⁽¹⁶⁾.

Le strict contrôle de l'activité politique, la répression des opposants, et l'interdiction de certains partis se traduisent par le repli du nombre de partis légaux et des résultats électoraux à sens unique : la liste unique du FNDR obtient 96% des voix aux législatives de 1976, tandis que l'AREMA rafle 117 sièges sur 137 à celles de 1983. Après avoir recueilli 94% de « oui » au référendum de 1975, D. Ratsiraka est une première fois réélu à la présidence avec 80,1% des suffrages en 1982, contre Monja Jaona, seul candidat autorisé, puis une seconde fois en 1989 avec 62,7% des voix (contre 19,3% au leader du MFM, Rakotonirina Manandafy, 14,9% à M. Razanabahiny (VONJY), et 3% à Monja Jaona (MONIMA K.)).

Cette élection contestée, la descente aux enfers de l'économie malgache (la consommation par tête a été divisée par deux entre 1971 et 1995 ; RAVELOSOA, ROUBAUD, 1996), et les bouleversements politiques sur la scène internationale (effondrement du socialisme dans les pays de l'Est, chute du mur de Berlin, discours de la Baule, etc.) marquent le début de la contestation qui aboutira à la chute du régime. Poussé à libéraliser la vie politique, après avoir amorcé le virage libéral en matière économique dès 1982, le Président dissout le FNDR fin 1989, et rétablit la liberté de création des partis politiques en mars 1990. Le mouvement populaire de 1991, emmené par « les Forces Vives », se soldera par la chute de la 2^{ème} République et l'avènement de la troisième. Il sera sanctionné d'abord par la victoire d'A. Zafy aux élections présidentielles de 1992/93 (avec deux tiers des suffrages, contre un tiers à D. Ratsiraka), puis lors des élections législatives de 1993, où l'AREMA, rebaptisé FAMIMA n'obtient que 11 sièges sur 138 à l'Assemblée nationale ⁽¹⁷⁾.

16) Le FNDR regroupait à l'origine : l'UDECM, le VONJY, l'AKFM-KDRSM, le MONIMA et l'AREMA. Il s'agit donc d'un régime de multipartisme limité autour d'une coalition unique propre à plusieurs régimes politiques socialisants.

17) Suite à l'échec aux élections de 1992/1993, D. Ratsiraka crée l'ARES (l'« Avant-garde pour le Redressement Economique et Social »). Ses partisans se présentent aux législatives

Sur le front politique, la démocratie retrouvée et l'intense activité politique engendrée par le *changement de régime ouvrent la voie à un véritable pullulement de nouveaux partis politiques*. Un temps coalisés au sein des « Forces Vives » pour mettre à bas le régime honni, les opposants vont se diviser une fois arrivés au pouvoir, comme le montre la disparition du groupe CARTEL/HVR à l'Assemblée nationale (cf. tableau 1). A partir de 1993, Madagascar entre dans une phase d'instabilité politique, où les alliances se défont aussi vite qu'elles voient le jour. L'instabilité transparait aussi au niveau du gouvernement : les quatre années de présidence d'A. Zafy verront la succession de trois Premiers ministres différents, cinq gouvernements, et se solderont par l'empêchement du président en août 1996. N. Ratsirahonana, Premier ministre en exercice assurera la présidence par intérim. La réélection de D. Ratsiraka, qui l'emporte d'une courte tête sur A. Zafy aux élections présidentielles anticipées de 1996, s'est traduite par la constitution d'une équipe gouvernementale stable, d'abord autour de P. Rakotomavo, remplacé après les législatives de 1998 par T. Andrianarivo.

Début 1998, Madagascar comptait plus de 150 partis et associations politiques⁽¹⁸⁾. Si cet hyper-activisme est le signe d'un certain renouveau après de nombreuses années de répression de la vie politique, il induit aussi des effets pervers pour le fonctionnement de la démocratie. Le paysage politique est opaque et fragmenté. La multitude de formations, la réversibilité des alliances, l'absence de véritables coalitions gouvernementales, basées sur une convergence de partis, avec un véritable programme politique commun, ont favorisé l'instabilité politique. Si on y ajoute la versatilité des hommes politiques, qui passent sans état d'âme d'une formation à l'autre, *la scène politique malgache souffre d'une extrême atomisation*. On peut citer à titre d'exemple le cas de trois leaders politiques de la fin des années 90, représentatifs de cette instabilité.

Entré tardivement en politique, l'avocat d'affaire **F. Ravony**, fils de J. Ravony, lui-même président du Sénat sous la 1^{ère} République, a d'abord rejoint le MFM en 1990, dont il devient le trésorier et le numéro trois. Nommé Vice-Premier ministre du premier gouvernement de Transition, il lance en 1992 le CSDDM (Comité de Soutien au Développement et à la Démocratie à Madagascar) avec S. Zafimahova,

sous l'étiquette FAMIMA, puis en 1994 l'AREMA se transforme d' « *Avant-garde de la REvolution MALagasy* » en « *Action pour la REnaissance de MADagascar* ».

18) En Avril 1998, 154 partis et associations politiques sont enregistrés au Ministère de l'Intérieur. Ce chiffre ne tient pas compte d'associations para-politiques liées à la société civile comme l'AVI (« *Ny Asa Vita no Ifampitsarana* », dont la traduction malgache est « c'est au travail fait qu'on est jugé ») de N. Ratsirahonana.

sous les couleurs duquel il devient député de la circonscription de Vohipeno. Désigné Premier ministre en août 1993, il est dénoncé publiquement et démis par A. Zafy, suite au référendum constitutionnel de septembre 1995, ce qui ne l'empêche pas d'appeler à voter pour ce dernier lors de l'élection de 1996. Parallèlement, il quitte le CSDDM et crée en mars 1998 son propre parti, l'A.VA.MA.MI.

Tout aussi sinieuse est la trajectoire politique du pasteur **R. Andriamanjato**. Il a réussi la remarquable performance de soutenir tous les régimes depuis 1972 jusqu'aujourd'hui, après avoir déclaré « *approuver à 90% la politique de Philibert Tsiranana* » (VERDIER, 1995). Il n'est pas seulement supporter, puisqu'il se maintient dans les allées du pouvoir depuis le début de la 2^{ème} République. Président de l'AKFM, parti pro-soviétique, et maire de la capitale dès 1958, député en 1960, il fait adhérer son parti au FNDR en 1976, et devient lui-même membre du CSR (Conseil Suprême de la Révolution) en 1977. Ce n'est qu'en 1989 qu'il prend ses distances avec D. Ratsiraka, et rejoint l'opposition. Il est à l'origine de la scission de l'AKFM, dont il crée une nouvelle branche : l'AKFM-Renouveau. Il devient un des leaders des Forces Vives, et après avoir occupé différents postes au sein du mouvement populaire, il sera nommé président de l'Assemblée nationale à partir de 1993, et pour toute la durée de la législature (1993-1998). En 1996/97, nouveau revirement : il s'éloigne avec son parti de la mouvance présidentielle d'A. Zafy, pour... la mouvance présidentielle du nouveau Président élu, D. Ratsiraka. Les revers cuisants qu'il a subis aux présidentielles de 1996 puis aux législatives de 1998 ont peut-être sonné l'heure de sa retraite politique, même si l'on peut penser qu'il participe encore en sous-main aux destinées de son fils Ny Hasina.

L'opportunisme politique et l'inconstance partisane sont loin d'être l'apanage de la vieille génération, comme le montre l'exemple d'**A. Andriamiseza**, diplômé de sciences politiques et figure montante de la jeune classe politique. Meneur du mouvement estudiantin de 1984 à Antananarivo, il part étudier en Europe. A son retour au pays, il s'inscrit dans la mouvance des Forces Vives en 1991. En 1995, il est à l'origine de la création du CCRCD (Comité de Coordination pour le Renouveau de la Classe Dirigeante), puis ultérieurement du MCDM (Mouvement des Citoyens pour le Développement de Madagascar). Excellent manœuvrier, il réussit le tour de force de constituer autour du MCDM le deuxième groupe parlementaire lors de la recomposition des coalitions à l'Assemblée nationale en février 1997 (15 parlementaires, derrière le LEADER FANILO qui en compte aussi 17), sans bénéficier lui-même d'aucun mandat électif. En 1997, il devient conseiller du Premier ministre P. Rakotomavo, démissionne à la fin de l'année, et se retrouve début 1998

dans l'opposition, au sein du HVDM (Hery Velona Demokratika Mitambatra), dernier avatar du mouvement des Forces Vives, où il apparaît au premier plan de la défense du « non » au référendum constitutionnel de mars 1998⁽¹⁹⁾. Pour lui également, l'échec de sa candidature aux législatives de 1998 a provoqué sa disparition des avant-postes de la scène politique malgache.

Il convient de signaler que les trois cas sus-cités ne sont en rien exceptionnels du parcours individuel de nombre de politiciens malgaches. On peut cependant souligner que ces trois exemples ont aussi en commun *un aspect « dynastique »*. Une véritable stratégie familiale d'intégration et de maintien au sein de l'élite politique du pays est clairement à l'œuvre⁽²⁰⁾. La mobilité partisane des hommes politiques se traduit par l'impossibilité de trouver une majorité stable à l'Assemblée nationale, les groupes parlementaires à géométrie variable se faisant et se défaisant sans cesse.

La comparaison des groupes/partis de rattachement des parlementaires à l'Assemblée entre 1993 et 1997 montre que 67% ont changé de groupes d'affiliation, soit 92 députés sur 138. Une partie de ces défections s'explique par l'implosion du CARTEL/HVR, constitué au début de la législature, et par la création de nouveaux groupes qui n'existaient pas (MCDM, Indépendants, Jeunes parlementaires, GPPM) ; le reste provenant de transfuges qui sont passés d'un groupe à l'autre. Les groupes les plus stables sont par ordre décroissant : le FIHAONANA (des 9 députés inscrits en 1997, 7 en faisaient partie en 1993, soit un taux de stabilité de 78%), le LEADER FANILO (76%), l'AREMA/FAMIMA (62%), l'AKFM F., le MFM/HVR et le RPSD (50%).

19) S'il est encore trop tôt pour juger du contenu réel que cherche à promouvoir ce jeune politicien, dans la mesure où il n'a pas encore véritablement exercé à des postes de pouvoir, sa courte trajectoire semble montrer qu'il s'inscrit plus dans la continuité qu'en rupture avec la génération antérieure des politiciens malgaches, quant à la façon de faire de la politique

20) F. Ravony est le fils de J. Ravony, président du Sénat sous la 1ère République. A Andriamiseza est le petit-fils de Lucien Andriamiseza, fondateur du PA.NA.MA créé en 1941, et le fils de Y.C. Andriamiseza, ex-président du syndicat des Magistrats de Madagascar. Quant au pasteur R. Andriamanjato, c'est son fils Ny Hasina Andriamanjato, présenté pour lui succéder à la tête de l'AKFM-Renouveau, et Ministre des Postes et Télécommunications depuis le début de la 3^{ème} République, qui devrait assurer la relève familiale. D'autres exemples viennent conforter cette tendance dynastique puisque les élections législatives de mai 1998 ont vu, entre autres, la candidature de A. Ravony, fille de F. Ravony ; d'A. Razanamasy, fils de G.W. Razanamasy, Maire d'Antananarivo ; et de R. Ratsiraka, neveu du Président D. Ratsiraka.

Tableau III-1

Fiche synoptique des principaux partis politiques à Madagascar

Sigle	Dénomination	Date de Création
1- AREMA/FAMIIMA	Action pour la Renaissance de Madagascar (AREMA)	1976
2- LEADER FANILO	Libéralisme éco. et action demo. pour la recons. de Mada/car	1992
3- AKFM FANAFAOZANA	Parti du Congrès pour l'Indépendance de Madagascar	1958/1989
4- UNDD	Union Nationale pour la Démocratie et le Développement	1990
5- HVR	Forces-Vives Rasalama	1991
6- MFM	Parti pour le développement de Madagascar	1972
7- GRAD-ILOAFO	Groupe de Réflexion pour le développement à Mada	1991
8- FIHAONANA	Rencontre	1993
9- AVI	Asa Vita no Ifampitsarana	1997
10- PSD/RPSD	Rassemblement pour la Social-Démocratie	1956/1990
11- CSDDM	Comite de Soutien au Dév. et à la Dém. à Madagascar	1992
12- MCDM	Mouvement des Citoyens pour le Développt de Madagascar	1996

(suite)	Principal Dirigeant	Représentants à l'Assemblée Nationale	
		Députés par parti 1993	Groupes parlem. 1997
1- AREMA/FAMIIMA	D. Ratsiraka	11	13
2- LEADER FANILO	H. Razafimahaleo	14	17
3- AKFM FANAFAOZANA	R. Andriamanjato	5	10
4- UNDD	A. Zafy	5(UNDD/HV) /2(UNDD)	12
5- HVR	A. Ramaroson	48	12 (HVR/MFM)
6- MFM	R. Manandafy	15 (MFM/HVM)	Voir ci-dessus
7- GRAD-ILOAFO	T. Rabetsitonia	1	0
8- FIHAONANA	G.W. Razanamasy	9	9
9- AVI	N. Ratsirahonana	0	0
10- PSD/RPSD	P. Tsiranana	8	12 (RPSD)
11- CSDDM	F. Ravony	2	11
12- MCDM	A. Andriamizeza	0	15

Source : Diverses sources. Suite à l'élection présidentielle de 1996, l'Assemblée nationale a été amenée à procéder à une reconstitution des groupes parlementaires en février 1997

Non seulement, les hommes politiques se déplacent sur l'échiquier politique au gré des circonstances, mais *les partis eux-mêmes sont dépourvus d'idéologie bien tranchée et stable dans le temps*. En premier lieu, certains partis, comme l'AKFM, le MFM ou l'AREMA, sont passés, au cours des deux dernières décennies, du credo socialiste (pro-soviétique ou pro-chinois), à un libéralisme de bon aloi. En second lieu, il semble qu'aujourd'hui, toutes les formations se réclament plus ou moins de la même idéologie, fondée sur le diptyque : démocratie libérale et libéralisme économique. Il est quasiment impossible d'identifier des principes structurants d'oppositions qui réguleraient le marché politique malgache (plus ou moins d'Etat, plus ou moins grande ouverture sur l'extérieur, stratégie économique, etc.). En particulier, l'échelle gauche-droite, qui régit le jeu politique européen, n'a aucun sens aujourd'hui à Madagascar ⁽²¹⁾.

21) Il faut regretter a posteriori de ne pas avoir introduit dans l'enquête MADIO la question portant sur l'auto-positionnement gauche/droite sur l'échelle graduée de 1 à 7, systématiquement présente dans les sondages post-électorales du CEVIPOF depuis 1978

Dans ce contexte, les partis, vidés de leur contenu idéologique, se réduisent bien souvent à de simples machines de conquête du pouvoir, sans que la nature de ce dernier soit réellement spécifiée. Ils s'appuient sur (et entretiennent) des réseaux clientélistes, à caractères régionaux ou éventuellement ethniques ; d'où l'absence de réelle assise nationale de la plupart d'entre eux. Le caractère atomisé de la société malgache renforce cette faiblesse structurelle des partis politiques. Les groupes d'intérêt associatifs, de type syndicats ou associations économiques sont peu développés. Les réseaux de solidarité dépassent rarement la cellule familiale, principe fondateur de l'organisation sociale malgache. La « famille » peut être entendue dans un sens plus ou moins large, du noyau familial jusqu'aux « clans » (le « dème » ou le « foko »), le foisonnement et le dynamisme des associations d'originaires attestant de leur vitalité. Mais leur sphère d'influence est extrêmement réduite.

A l'autre extrémité, les structures de pouvoir ont toujours été fortement centralisées, depuis la Royauté merina au 19^{ème} siècle, aux deux premières Républiques post-Indépendance, en passant par l'épisode colonial, qui s'inscrit dans la tradition jacobine et centralisatrice française. Cette organisation verticale et autoritaire est peu favorable au développement d'institutions relais, intermédiaires entre un pouvoir concentré et des communautés de base fragmentées. De ce point de vue, la 3^{ème} République, au moins dans ses principes, constitue une véritable rupture avec la tradition et les pratiques passées. En fait, seules les Eglises chrétiennes pallient en partie ce manque d'organisations horizontales d'envergure nationale, ce qui explique sans doute le rôle fondamental qu'elles jouent dans la vie politique malgache (FOX ET ALII, 1994).

Dans cet environnement politique éminemment mouvant, les citoyens se trouvent bien en peine de disposer des repères nécessaires, ne serait-ce qu'à la compréhension des enjeux de la vie politique. Le contrôle de l'appareil d'Etat au profit d'une « clientèle » restreinte, qui se traduit trop souvent par des querelles de personnes, devient le moteur principal de l'activité politique, au détriment d'une gouvernance démocratique réelle et efficace.

Celle-ci a en effet fait la preuve de son caractère structurant de l'espace politique français. Bien qu'il ne s'agisse nullement d'un oubli des concepteurs du questionnaire, la question n'a pas été retenue tant elle semblait dépourvu de sens à Madagascar, son inclusion aurait toutefois pu servir à en faire la démonstration.

II.- ADHESION ET AFFINITES PARTISANES: LES PARTIS POLITIQUES ONT-ILS UNE AUDIENCE ?

Le poids des partis politiques : militants et sympathisants

Pour avoir une idée précise de l'audience des partis politiques à Madagascar, on peut distinguer trois niveaux d'engagement, que l'on classera en cercles concentriques par ordre d'intensité décroissante. En premier lieu, **les militants**, en tant que membres d'un parti politique, sont des acteurs directement impliqués dans la vie politique. Leur choix est ferme, même s'il peut être sujet à changement, et ils consacrent une partie de leur temps à des actions de promotion de leur parti d'élection (réunion, participation à des meeting et/ou aux campagnes, etc.). C'est d'ailleurs dans ce vivier que sera recrutée une bonne partie des élus. Ils constituent l'offre politique. En deuxième lieu, les **sympathisants**, qui bien que n'appartenant pas personnellement à un parti, en identifient un dont ils se sentent proches. Enfin, **les simples citoyens**, qui se différencient par leur plus ou moins grande connaissance, et leur plus ou moins grand intérêt pour la chose politique.

Si on s'attend à ce que les deux premières catégories soient les mieux informées et les plus actives, la relation est loin d'être aussi simple. En effet, certains simples citoyens peuvent se sentir concernés et être particulièrement attentifs aux affaires politiques, sans pour autant se sentir proches d'aucun parti, s'ils n'en ont pas identifié un susceptible d'incarner leurs options personnelles. A contrario, certains militants peuvent n'avoir adhéré que pour des raisons contingentes (pression sociale, absence d'alternative, etc.), sans que cela implique un degré d'engagement ou une participation active à la vie politique.

Le nombre de militants politiques est extrêmement faible. Avec 15 000 adhérents environ pour une population de 645 000 personnes de 15 ans et plus, les adhérents ne comptent que 2,4% des tananariviens. Le cercle des sympathisants est quant à lui plus large puisque près de 15% des habitants de la capitale, soit 96 000 personnes, se disent proches d'un parti politique.

L'AREMA apparaît à la fois comme le premier parti de la capitale, et celui qui a la plus forte audience auprès des citoyens. Il regroupe sous son nom 57% de l'ensemble des militants et un tiers des sympathisants. Il reste donc, malgré la période de repli engendré par les événements de 1991 et la mise en place de la troisième République, à la fois le plus structuré et le plus apprécié des rares personnes engagées dans la vie politique.

Sur les deux fronts, adhérents et sympathisants, le LEADER FANILO arrive en seconde position. Ce parti émergent, de création récente (1994), a réussi à élargir son implantation dans la capitale. S'il ne peut rivaliser avec l'AREMA en termes de militants, puisqu'il en compte trois fois moins, il le concurrence directement en termes d'audience, avec 28% de l'ensemble des sympathisants.

Derrière ces deux partis, on tombe à des niveaux d'affiliation beaucoup plus faibles. L'AKFM FANAFAOZANA et l'UNDD mobilisent chacun environ 5% des adhérents. L'influence du premier est légèrement supérieure à celle du second, avec respectivement 10 et 8% des sympathisants. L'AVI est le dernier parti à représenter plus de 5% des affinités politiques (6% des sympathisants). Ce parti, créé par l'ex-Premier ministre et chef de l'Etat par intérim, N. Ratsirahonana au lendemain de l'élection présidentielle de 1996, conserve une partie du capital de confiance obtenu par son leader lors du scrutin, mais n'a pas encore su mettre en place les bases d'un véritable parti de militants.

Tableau III-2
Militantisme politique et adhésion partisane

% PARTIS	Adhérents		Sympathisants		PARTIS (suite)	adhérents		Sympathisants	
	% adh.	Répartition	% sym.	Répartition		% adh.	Répartition	% sym.	Répartition
AREMA	1,37	57,1	4,99	33,5	RPSD	0,03	1,3	0,03	0,2
LEADER F.	0,41	17,2	4,17	28,0	MFM	0,03	1,3	0,31	2,1
AKFM F.	0,13	5,5	1,59	10,7	AVI	0,00	0,0	0,94	6,3
UNDD	0,12	5,0	1,18	7,9	FIHAONANA	0,00	0,0	0,36	2,4
VVSD	0,06	2,3	0,06	0,4	GRAD-ILOAFO	0,00	0,0	0,16	1,1
HVR	0,04	1,6	0,03	2,9	AUTRE PARTI	0,00	0,0	0,40	2,7
AKFM K.	0,03	1,3	0,09	0,6	Non déclaré	0,18	7,4	0,18	1,2
					TOTAL	2,4	100	14,9	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus. Les autres partis identifiés pour les sympathisants sont : SFM (0,3%), MCDM (0,1%).

Au-delà de ces cinq formations, et si l'on en juge par l'étendue de leur sphère d'influence, le reste des partis politiques correspond plus à des groupuscules, dont la représentativité est négligeable, qu'à des organisations de masse. On retrouve le même type d'éclatement en une multitude de « chapelles fantômes » que lors de l'élection présidentielle, avec ces candidats qui ont obtenu moins de 1% des suffrages, et qui ont été appelés ironiquement « *les zéros virgules* ». Certains partis historiques, comme le MFM de R. Manandafy, en sont réduits à la portion congrue. Les HERIVELONA, issus du mouvement de 1991, ont eux aussi imploré.

D'un point de vue plus général, le principal enseignement de cette étude de l'affiliation et de l'audience des partis politiques est le peu

d'intérêt qu'ils suscitent au sein de la population. 85% des tananariens ne se sentent proches d'aucun parti, et près de 98% ne sont pas encartés. A titre de comparaison, le pourcentage des sympathisants était exactement inverse en France. Ainsi, en 1978, plus de 85% des français se déclaraient proches d'un des 11 partis politiques identifiés dans l'enquête CEVIPOF. Ils étaient encore 84% en 1988, et remontaient même à 87% en 1995 (JAFFRE, MUXEL, 1997). A Antananarivo ces chiffres sont inférieurs à 15%.

Ceci met en évidence un profond désajustement entre l'offre politique existante, que les formations politiques sont censées incarner, et la demande des citoyens. Aussi, on est en droit de s'interroger sur la fonction que remplissent ces partis qui prolifèrent sans aucun lien avec leur emprise réelle. Ce phénomène, qui concerne au premier chef ces formations sans public, n'épargne pas non plus les partis les plus importants. Ainsi, même le plus largement implanté d'entre eux, l'AREMA, n'attire les sympathies que de 5% des habitants de la capitale. Toujours en France et malgré l'éclatement du paysage politique beaucoup plus fort que dans nombre de pays comparables où la bipartition domine, entre 4 et 5 formations dépassent ce score, avec même un pic à 39% pour le parti socialiste en 1988. Ces chiffres témoignent de la désaffection de la population tananarienne pour les partis politiques, ainsi que de l'inanité de leurs querelles sur leur prétendue représentativité.

Le profil des sympathisants⁽²²⁾

Dans l'ensemble, les sympathisants ont un profil socio-économique différent de celui de l'ensemble de la population. Plus souvent de sexe masculin, ils sont aussi relativement plus âgés et plus éduqués. S'ils ne se distinguent pas par leur appartenance religieuse, ils se recrutent un peu plus souvent parmi les non Merina. Lorsqu'ils exercent un emploi, ce dernier est en général qualifié. Leur revenu est plus élevé, ils occupent plus souvent des postes de cadres, dans le secteur public ou privé formel.

Evidemment, il convient de différencier les sympathisants en fonction de leur parti d'affinité. Les variations des socio-types sont encore plus accusées. Ainsi, les sympathisants de l'AREMA se situent plutôt en bas de l'échelle sociale. Moins éduqués que les autres, ils gagnent aussi beaucoup moins, et appartiennent massivement au secteur informel. En

22) Il aurait été aussi intéressant d'analyser les caractéristiques des militants, mais le faible taux d'affiliation ne permet pas d'obtenir des effectifs significatifs. Ces mêmes contraintes de représentativité statistique nous conduisent à n'étudier que les sympathisants des cinq principaux partis AREMA, LEADER FANILO, AKFM FANAFAOZANA, UNDD et AVI.

particulier, leur propension à intégrer le secteur public est de loin la plus faible. A l'autre extrémité de l'échelle sociale, on trouve les partisans de l'AVI. Relativement jeunes et fortement scolarisés, ils sont en moyenne beaucoup plus aisés. Parmi ceux qui travaillent, la proportion de cadres est quatre fois plus élevée que la moyenne, tandis qu'ils exercent beaucoup plus souvent dans le secteur public, et dans une moindre mesure dans les entreprises privées formelles. Ils se distinguent par leur appartenance massive à la FJKM, dont les trois quarts sont des fidèles. La jeunesse et le taux de diplômés sont les plus forts chez les sympathisants du LEADER. Ils sont relativement bien implantés parmi les cadres, et dans le secteur formel (public et privé). La principale caractéristique des sympathisants de l'AKFM-FANAVAOZANA est leur âge avancé, la prédominance des hommes, et la très faible proportion de non Merina. Finalement, l'UNDD semble très peu attractive pour les femmes. Plutôt âgés, et peu éduqués, la part des catholiques y est de loin la plus élevée (deux tiers). Ils occupent des positions sociales intermédiaires.

Tableau III-3
Caractéristiques des sympathisants des principaux partis politiques

Partis	Sexe		Jeunes		Etude		Religion		CSP		Secteur institutionnel de l'emploi			Revenu /mois
	Femme	14-29 ans	<=Primaire	FJKM	Catholique	Cadres	Public	Privé formel	Informel	1 000 Fmg				
AREMA	40,9	44,9	56,3	36,9	45,6	3,1	6,9	25,2	67,9	127				
LEADER F.	41,3	49,2	10,4	50,0	34,0	15,1	20,8	39,2	40,0	217				
AKFM F.	29,2	28,3	31,3	38,6	30,9	2,3	16,5	23,3	60,2	230				
UNDD	22,5	38,5	42,2	14,7	66,6	9,1	10,3	27,8	61,9	206				
AVI	40,7	46,3	13,3	74,1	13,4	27,2	28,1	46,6	25,3	373				
Total symp.	38,8	42,6	31,2	42,4	38,2	9,5	16,6	30,4	53,0	191				
Non symp.	54,1	49,1	35,0	42,9	40,9	6,7	12,8	28,6	58,6	182				
TOTAL	51,8	48,1	34,4	42,8	40,5	7,1	13,5	28,8	57,7	183				

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. La CSP (catégorie socio-professionnelle), le secteur institutionnel et le revenu mensuel correspondent à ceux qui exercent un emploi. Mode de lecture : 40,9% des sympathisants AREMA sont des femmes 49,1% des non sympathisants sont des jeunes

L'analyse des caractéristiques différentielles des sympathisants des différents partis politiques ne permet pas de répondre à une question importante concernant leur stratégie d'implantation. En effet, il est souvent fait grief à certaines formations politiques, surtout lorsqu'elles sont au pouvoir, de profiter de leur position pour noyauter certains secteurs jugés particulièrement rentables ou stratégiques. Au cours des dernières années, et au gré des conjonctures politiques, les oppositions successives ont crié à l'« UNDDisation », à la « MFMisation » puis à l'« AREMAïsation », notamment de l'administration.

En fait, il convient de relativiser fortement ce type d'accusation. L'immense majorité des fonctionnaires, à l'instar de l'ensemble des tananariviens, ne se sent aucune affinité avec les partis politiques, quels

qu'ils soient. Ainsi au premier trimestre 1997, moins de 4% des membres de l'administration publique étaient des militants politiques, toutes tendances confondues : dont 1,8% pour l'AREMA, 0,5% pour les HVR, 0,4% pour le MFM ; soit à peine plus que dans les autres secteurs. Même si on élargit le champ aux sympathisants, 80% des fonctionnaires se déclarent proches d'aucun parti politique. Si on prend le cas particulier des enseignants de l'école publique, que l'on a souvent soupçonnés d'être affiliés au MFM, 92% ne sont pas encartés, et la proportion de militants ou de sympathisants du MFM est infime. En conclusion, si on ne peut écarter l'hypothèse de tentatives d'entrisme de certains partis lorsqu'ils sont au pouvoir ou à la tête d'un ministère, en particulier à des postes de responsabilité (hypothèse que ne nous permet pas de tester notre enquête), cette stratégie n'a en aucun cas l'effet massif qui est en général dénoncé. Si éventuellement elle avait cours, elle ne touche qu'une toute petite minorité.

La faible audience des partis politiques : rejet ou méconnaissance ?

Ce faible niveau d'affinité pour les partis politiques pose la question de l'intérêt que portent les tananariviens à la politique. S'agit-il d'une condamnation des options et des pratiques réelles des formations existantes, auquel cas il s'agirait plus d'un rejet que d'un désintéret ou est-ce le manque d'informations et de connaissance sur les partis qui explique leur maigre audience?

Pour répondre à cette question, nous avons demandé aux tananariviens de citer dans l'ordre, s'ils les connaissaient, les trois principaux partis politiques à Madagascar. En premier lieu, 23% des habitants de la capitale déclarent ne pas pouvoir répondre ; non nécessairement parce qu'ils n'en ont jamais entendu parler, mais parce qu'ils sont incapables de les classer. Si 77% ont une idée du nom du premier parti de Madagascar, seulement 37% déclarent être capables d'identifier le deuxième, et 22% le troisième.

En second lieu, on retrouve un classement similaire obtenu à partir du décompte des militants ou des partisans. L'AREMA conserve sa première place, sans concurrence sérieuse, suivi de loin et à parité par le LEADER FANILO et l'AKFM-FANAVAOZANA. Ainsi, près des deux tiers des répondants ont opté pour l'AREMA, contre 9% pour chacun des deux autres partis mentionnés ci-dessus. On descend ensuite à un peu moins de 6% pour l'UNDD et le HVR, le MFM étant le dernier parti à obtenir plus de 1% des réponses (2,2%). Le GRAD-ILOAFO et le FIHAONANA arrivent au coude à coude, avec 0,7% des déclarations, tandis que l'AVI confirme son statut de parti non structuré, malgré son

influence non négligeable dans la capitale. Finalement, la concentration est sans commune mesure avec le nombre de partis.

Tableau III-4
Les trois principaux partis politiques à Madagascar

Pouvez-vous donner le nom des trois principaux partis (ou associations) politiques à Madagascar ?									
-Oui (77,4%) -Non (22,6%)									
°o PARTIS	Si Oui, quels sont-ils (dans l'ordre)?								
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	1 des 3 1ers	PARTIS (suite)	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	1 des 3 1 ^{ers}
AREMA	64,6	9,4	2,9	43,6	AVI	0,6	0,3	0,6	0,8
LEADER F.	9,4	7,8	5,6	12,9	AKFM KDRS	0,4	1,1	0,7	1,3
AKFM F.	8,6	9,1	4,8	12,7	VONJY IRY	0,4	0,9	0,4	0,9
UNDD	5,8	8,6	3,8	10,3	PSD	0,2	0,5	0,2	0,5
HVR	5,6	4,4	2,7	7,2	RPSD	0,1	1,0	0,7	1,1
MFM	2,2	3,0	2,5	4,3	AUTRES PARTIS	0,6	1,7	1,8	0,5
GRAD-ILAFO	0,7	0,8	1,1	1,4	Non connu	-	51,4	71,8	-
FLAHONANA	0,7	0,9	1,1	1,5	TOTAL	100	100	100	100

Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs

Citer le nom d'un ou de plusieurs partis politiques est déjà une marque de connaissance de la vie politique nationale, mais elle est réduite à sa plus simple expression. Pour aller au-delà, il convient de savoir quel type de contenu associent les citoyens à l'étiquette d'un parti, une fois qu'ils en ont identifié l'existence. En fait, il semble que leur niveau d'information est extrêmement limité. Seulement 10% de ceux qui sont à même de donner le nom du principal parti de Madagascar déclarent bien connaître les principales idées et orientations qu'il propose. Le reste se répartit entre ceux qui ne savent rien au-delà du nom du parti cité (41%), et ceux pour qui l'étiquette du parti se réduit à l'identification de son dirigeant (49%). Ces résultats montrent le niveau d'ignorance sévère de l'ensemble de la population. Elle ne sait presque rien de ces acteurs fondamentaux de la vie politique nationale que constituent les partis et associations politiques : à peine 7% des tananariviens pensent connaître les options-clefs de ce qu'ils considèrent être le premier parti du pays⁽²³⁾.

La méconnaissance du nombre de partis en activité dans le pays confirme le degré d'ignorance de la vie politique dans lequel est tenue la population. Même sur cette question de base, moins de 30% des tananariviens émettent une réponse juste, à savoir qu'il existe plus de 100 formations politiques à Madagascar. Environ 30% déclarent qu'il y en a 50 à 100, 35% de 10 à 50, et on en compte même 8% qui affirment que leur nombre est inférieur à 10.

23) Ce constat de sous-information serait encore plus marqué si l'on prenait en compte l'ensemble du pays et pas seulement la capitale. Plus éduqués et beaucoup mieux informés, par les médias notamment, les tananariviens sont sans aucun doute les plus au courant des enjeux de la vie politique à Madagascar. On peut raisonnablement penser qu'à l'échelle nationale, la proportion des citoyens capables de décrire même succinctement le programme ne serait-ce que d'un seul parti politique ne dépasse pas quelques pour-cent.

Ce manque d'informations sur les contours de la scène politique nationale est d'ailleurs reconnu explicitement par la population elle-même. Ainsi, 83% des tananariens considèrent ne pas être suffisamment informés sur les enjeux et le déroulement de la vie politique à Madagascar. Sans anticiper sur la troisième partie, qui traitera des attentes de la population en matière de fonctionnement politique, il apparaît déjà clairement qu'elle exprime un besoin insatisfait quant au désir d'un accès à une information politique pour tous. En corollaire, l'ignorance en matière politique n'est peut-être pas le fruit d'un rejet définitif de la chose politique, mais d'un rejet de la pratique politique actuelle et du comportement des politiciens, d'une part (voir infra), et de l'absence d'instruments pour pouvoir en comprendre les règles ou en décoder les enjeux, d'autre part.

Tableau III-5
L'état des connaissances politiques de la population :
une ignorance généralisée

	Liens avec les partis politiques			
	Militant	Sympathisant	Simple citoyen	Total
Pour les partis ou associations que vous avez cités, que savez-vous d'eux :				
- Je connais bien leur programmes et leurs orientations	56,7	29,6	5,0	10,5
- Je ne connais que leurs dirigeants	29,5	50,1	49,1	48,7
- Je ne connais que le nom du parti	13,8	20,3	45,9	40,8
TOTAL	100	100	100	100
D'après vous, combien y a-t-il de partis et d'associations politiques à Madagascar ?				
- 1 à 9 partis	7,4	10,5	7,6	8,0
- 10 à 49 partis	19,5	35,4	36,0	35,6
- 50 à 99 partis	22,9	19,6	31,1	29,4
- 100 partis et plus	50,2	34,5	25,3	27,1
TOTAL	100	100	100	100
Estimez-vous être suffisamment informés sur la vie politique à Madagascar ?				
- Oui	52,9	31,7	13,7	16,9
- Non	47,1	68,3	86,3	83,1
TOTAL	100	100	100	100

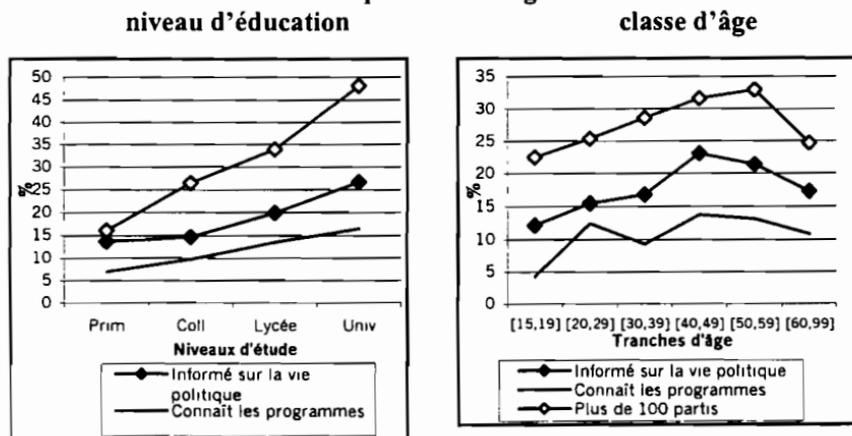
Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Evidemment, plus on est proche de l'activisme politique et plus on est informé de la situation politique. Les militants s'affichent sans conteste comme les meilleurs connaisseurs politiques : 53% d'entre eux se disent suffisamment informés sur la vie politique, contre 32% pour les sympathisants, et moins de 14% pour les simples citoyens. Ils sont 15 fois plus nombreux à connaître l'orientation des partis que ceux qui ne se sentent proches d'aucun parti, et sont plus proches de la réalité dans leur estimation du nombre de partis à Madagascar. Malgré tout, même chez les adhérents de partis politiques, la carence en information reste un problème majeur, puisqu'elle affecte approximativement la moitié d'entre eux, et deux tiers à trois quarts des sympathisants.

L'engagement politique est bien un facteur favorisant la connaissance des enjeux politiques. Mais il n'est pas le seul. Par exemple, **le niveau d'éducation favorise aussi la prise de conscience politique**

(graphique III-1), sans que les plus éduqués soient pour autant plus proches des partis existants, que ce soit comme militants ou comme sympathisants. En revanche, les plus jeunes semblent suivre de très loin la question politique : moins de 5% des moins de 20 ans considèrent qu'ils sont suffisamment informés de ce qui se passe sur ce plan. Si l'on ne peut exclure l'hypothèse d'un désintérêt, l'opacité et la faible pertinence des débats au regard de leurs préoccupations y sont sans doute pour beaucoup.

Graphique III-1
Connaissance des partis politiques par niveau d'éducation
et par classe d'âge



Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

III.- PERCEPTION DE LA PRATIQUE POLITIQUE

Des motivations peu louables

La politique a apparemment perdu sa crédibilité aux yeux des habitants de la capitale. 78% d'entre eux estiment que « faire de la politique » veut dire avant tout « se débrouiller pour réussir et satisfaire ses ambitions personnelles ». La connotation négative attribuée à l'engagement politique suggère-t-elle que ceux qui font de la politique ont le plus souvent des motivations allant à l'encontre des responsabilités qui leur incombent? Si la définition exacte du "mpanao politika" (homme politique), qualificatif qui a effectivement pris un sens péjoratif dans le langage quotidien, est difficile à circonscrire, ne découle-t-elle pas de la condamnation du comportement des politiciens?

Plus de 30% des sympathisants politiques accordent une légitimité à la fonction des politiciens, notamment en invoquant leur rôle

de porte-parole d'orientations politiques spécifiques ou la prise de responsabilités dans le domaine politique. Mais, ceux qui définissent la pratique politique comme une pure expression de penchants opportunistes restent majoritaires. Même chez les membres de partis ou associations politiques, 52% mettent en doute la véritable motivation des politiciens. Sachant qu'il est difficile d'en conclure qu'il s'agit là d'un *mea culpa*, les personnes interrogées, même engagées dans la sphère politique, et hommes politiques potentiels, cherchent à se démarquer des politiciens qui font primer leurs intérêts personnels.

Tableau III-6
Les motivations des hommes politiques

%	Sympathisant ou non d'un parti ou d'une association politique		
	Oui	Non	Total
<i>Selon vous, à Madagascar, "faire de la politique" veut dire avant tout :</i>			
- se débrouiller pour réussir et satisfaire ses ambitions personnelles	63,8	80,3	77,8
- être le porte-parole d'orientations politiques	15,9	10,0	10,9
- prendre des responsabilités dans les partis ou associations	15,6	9,2	10,8
- autre	0,7	0,5	0,5
Total	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Toutefois, la question reste posée : ce fait d'user de la politique comme moyen d'assouvir ses aspirations personnelles prédomine-t-il dans la sphère politique? La réponse des sympathisants et des membres laisse penser que cela ne concerne qu'une frange bien déterminée de la classe politique. Le sens attribué par la grande majorité de la population à l'implication en politique semble en revanche souligner le caractère généralisé de ce phénomène. Le nombre extrêmement limité d'adhérents des partis ou associations pourrait ainsi s'expliquer par la déconsidération de l'engagement politique.

La politique : seul facteur de promotion sociale?

L'attitude des politiciens qui consiste à faire primer leurs intérêts personnels pourrait se justifier, du moins en partie, dans un contexte où la politique constitue un passage obligé pour réussir dans la vie. Cependant, les tananariviens n'ont pas modifié leur échelle de valeur. Ceux qui adhèrent à ce principe clientéliste représentent moins de 20% de la population. Ce résultat montre que pour la grande majorité (80%), l'engagement politique n'est légitime que suivant son objectif premier : celui de représenter la population et de chercher à répondre à ses attentes. Les tananariviens restent attachés aux valeurs morales que suppose cette fonction. Si la fonction politique peut permettre d'accéder à certains privilèges, elle ne doit pas en être la visée principale

Tableau III-7
La politique : unique facteur de réussite sociale?

Pensez-vous que pour réussir dans la vie, il faut nécessairement être membre d'un parti politique ou être proche de la sphère politique ?	Sympathisant ou non d'un parti ou d'une association politique		
	Oui	Non	Total
- Oui	31,5	17,8	19,8
- Non	68,5	82,2	80,2
Total	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Les moins nantis sont plus nombreux à penser qu'il faut être proche de la classe politique pour réussir dans la vie (23% des personnes appartenant au quartile des ménages les plus pauvres contre 17% dans le quartile le plus riche). Ainsi, pour les plus défavorisés, la politique apparaît relativement plus souvent comme le seul moyen de remédier à une situation d'exclusion. Toutefois, ceux qui partagent cette idée restent minoritaires, et l'écart n'est pas suffisamment significatif pour que l'on puisse en tirer des conclusions tranchées.

Sachant que 32% des sympathisants, et 39% des membres des partis ou associations politiques estiment qu'il faut s'impliquer dans la sphère politique pour réussir dans la vie, on peut s'interroger sur leurs motivations premières. La thèse selon laquelle certains politiciens poursuivent avant tout des ambitions personnelles semble trouver ici sa confirmation. Même s'ils ne sont pas majoritaires, le fait qu'une proportion non négligeable d'adhérents et de sympathisants soient guidés principalement par leurs propres intérêts suffit pour nuire à l'image de l'ensemble de la classe politique.

Des partis qui ne jouent pas leur rôle...

L'opinion négative des tananariviens sur la classe politique se précise lorsqu'on leur demande si les partis ou associations remplissent le rôle qui leur est dévolu : qu'il s'agisse de promouvoir le dialogue entre la population et les gouvernants ou d'entreprendre de manière complémentaire des actions concrètes axées vers le développement. L'attitude qui consiste à faire primer ses intérêts personnels serait moins répréhensible si malgré tout ceux qui s'engagent en politique s'acquittaient de leurs obligations. Ce n'est malheureusement pas le cas aux dires de la population de la capitale. Si moins d'un tiers pense que les partis ou associations politiques remplissent plus ou moins leur rôle, la grande majorité (près de 70%) estime qu'ils faillissent à leur devoir. 22% vont jusqu'à les incriminer d'être à l'origine des blocages en entravant le bon fonctionnement de la vie politique et économique. En contrepartie, ce résultat peut être vu sous un angle plus rassurant, du moins dans le contexte actuel, puisque deux tiers de ceux qui manifestent leur déception

vis-à-vis des partis et associations politiques semblent suggérer que cela n'empêche pas pour autant le pays d'aller de l'avant.

Ceux qui considèrent que l'engagement politique traduit avant tout une volonté de satisfaire des ambitions personnelles sont les plus nombreux à dénoncer l'inefficacité des partis ou associations politiques. Aux yeux des tananariens, la défaillance de ces derniers découle donc surtout de l'absence d'une conscience du devoir chez les hommes politiques, et non pas de leur incompétence ni de difficultés échappant à leurs contrôles. Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant de constater que 85% des tananariens ne se sentent proches d'aucun parti.

Tableau III-8
Les partis politiques jouent-ils leur rôle?

A votre avis, les partis ou associations politiques remplissent-ils leur rôle?	Ce que veut surtout dire "faire de la politique"		
	Prise de responsabilités dans domaine politique	Satisfaire ambitions perso.	Total
- Oui, ils remplissent en grande partie leur rôle	9,6	3,5	4,9
- Oui, ils jouent un peu leur rôle mais pas suffisamment	49,6	19,5	26,1
- Non, ils ne jouent pas du tout leur rôle	34,3	51,0	47,4
- Ils sont plutôt à l'origine de blocage ds vie pol. & éco.	6,5	25,9	21,7
Total	100	100	100

Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Pour la question "Selon vous, que veut dire avant tout "faire de la politique?", on a isolé ceux qui ont répondu "se débrouiller pour réussir et satisfaire ses ambitions personnelles", les autres modalités ont été regroupées en une seule résumée sous le libellé : "prise de responsabilités dans domaine politique" (22%)

... et aux options changeantes

Le réquisitoire contre les partis ou associations politiques s'alourdit au fur et à mesure que l'on creuse les opinions de la population. En plus des griefs énumérés précédemment, les tananariens leurs reprochent leur versatilité et l'inexistence de programmes politiques précis. Si au total 27% caractérisent les différentes formations par des orientations politiques spécifiques, 8% seulement déclarent que ces options sont bien définies. Mais il faut surtout souligner le blâme sévère de la grande majorité de la population à l'égard de la classe politique. Près des trois quarts d'entre eux déclarent que les partis ou associations pèchent par l'absence d'une véritable idée conductrice de leurs actions. L'inconstance des options politiques dont ils se réclament, ainsi que l'existence continue de passerelles autorisant les passages entre des formations théoriquement opposées, en témoignent.

En fait, on rejoint de nouveau ici la question de la véritable motivation des hommes politiques. Près des trois quarts des tananariens expliquent la versatilité des partis ou associations, ainsi que la fréquence

des changements de camp ou d'alliance, par le fait que les stratégies, lorsqu'elles existent, évoluent au gré des seuls intérêts des dirigeants.

Tableau III-9
Les options politiques véhiculées par les partis sont-elles clairement définies?

%	Ce que veut surtout dire "faire de la politique"		
	Prise de responsabilités dans domaine pol.	Satisfaire ambition personnelle	Total
<i>D'après vous, les partis ou associations politiques représentent-ils des orientations bien définies?</i>			
- Les orientations politiques qu'ils proposent sont bien définies	26,1	3,1	8,2
- Ils proposent des orientations, mais elles ne sont pas claires	40,5	13,0	19,1
- pas d'orientations fixes, choix des alliances suivant intérêts perso.	33,4	83,9	72,7
Total	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs

Cette condamnation aurait moins de poids si elle n'était partagée que par les moins informés qui suivent la politique d'assez loin. La critique se limiterait alors à l'aspect sensibilisation-information, tâche incombant aussi aux partis et associations. Mais, même chez ceux qui estiment avoir une bonne connaissance de la vie politique, 62% accusent les formations de ne représenter aucune orientation politique fixe. On retrouve d'ailleurs une proportion identique chez les sympathisants. Ainsi, lorsque 90% des habitants de la capitale déclarent qu'ils ne connaissent que le nom des principaux partis ou de leurs dirigeants, et non leurs orientations, cet état de fait ne découle pas uniquement d'un déficit d'information, mais aussi de l'absence de véritables idées conductrices définissant les actions des partis.

Enfin, le fait de compter 42% des membres de partis ou d'associations dans le groupe des plus critiques, et 50% estimant que les options existent mais ne sont pas clairement définies, vient conforter la thèse de l'absence d'idéologies bien tranchées régissant le jeu politique à Madagascar. La poursuite d'intérêts personnels est le principal moteur, sinon le seul, de l'engagement politique.

Une remise en cause du multipartisme?

Dans ce contexte où les partis non seulement ne jouent pas leur rôle, mais de plus, où leurs actions et leurs orientations semblent répondre uniquement aux ambitions personnelles des responsables, il n'est pas étonnant de constater que la majorité des tananariviens condamne le foisonnement des formations politiques. Ainsi, près de 83% des habitants de la capitale jugent la multiplicité des partis ou associations politiques néfaste au développement du pays. On est en effet en droit de se demander si cette profusion ne découle pas du nombre croissant des prétendants au pouvoir.

La libre constitution des partis : cadre institutionnel

Les ordonnances sur les organisations révolutionnaires et le Front National de Défense de la Révolution (FNDR) ont été abrogées en mars 1990, et la libre constitution des partis instaurant un multipartisme intégral, et non plus rationné, a été instituée. Depuis cette date, la loi stipule que « *les citoyens, jouissant pleinement de leurs droits civiques, peuvent se constituer librement, selon les règles démocratiques, en parti ou organisation politique* ». Toutefois, « *la constitution des partis, organisations ou regroupements politiques est libre, à condition qu'il ne soit porté atteinte à l'unité de la Nation, à la souveraineté nationale, à l'intégrité territoriale, ni que leur démarche procède de motivations ségrégationnistes (tribale, ethnique ou confessionnelle)* ».

Cependant, ce résultat doit être relativisé, sachant que 20% de ceux qui réproouvent la multiplicité des partis ou associations restent attachés à la liberté de créations de ces derniers. Malgré tout, les inconditionnels de la libéralisation politique représentent au total moins de 32% de la population. Plus de deux tiers des tananariviens remettent en cause la pertinence de la libre constitution des partis. Les graves manquements des partis et associations à leur fonction conduisent ainsi la population à s'interroger sur la pertinence de leur création.

Tableau III-10

La libéralisation des partis et leur multiplication remises en question

%	<i>La multiplicité des partis ou associations politiques favorise-t-elle le développement du pays</i>		
	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Total</i>
<i>Selon vous, la liberté de création des partis ou associations politiques favorise-t-elle le développement de Madagascar ?</i>			
- Oui	91,7	19,3	31,8
	49,7	50,3	100
- Non	8,3	80,7	68,2
	2,1	97,9	100
Total	100	100	100
	17,2	82,8	100

Source . Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Mode de lecture : 49,7% de ceux qui estiment que la liberté de création des partis ou associations est favorable au développement pensent que la multiplicité de ces derniers est favorable. 91,7% de ceux qui pensent que la multiplicité des partis favorise le développement pensent que la liberté de création des partis est aussi favorable au développement.

Si la proportion des citoyens critiques envers la liberté de création des partis varie selon le degré d'engagement ou de connaissance de la vie politique, le camp des rétifs est toujours majoritaire. Le pourcentage le plus faible est constaté chez les membres de partis ou associations (50%). Viennent ensuite les mieux informés sur la vie politique (53%). Enfin, ceux qui expliquent l'engagement politique par la poursuite d'ambitions personnelles se prononcent massivement (73%) contre la liberté de création des partis. Pour ces mêmes groupes, les tenants de la thèse selon laquelle la multiplicité des partis est un facteur de blocage pour le développement du pays représentent respectivement 76%, 69% et 85%.

Ainsi, la grande majorité s'accorde sur les dérapages du système actuel. L'image affligeante donnée par les partis ou associations politiques amène les tananariviens à s'interroger sur l'opportunité de la libéralisation politique. En 1995, cette même population se prononçait pourtant massivement (65%) pour le principe démocratique (RAZAFINDRAKOTO, ROUBAUD, 1996). Sachant que la liberté de création des partis entre dans ce cadre, les habitants de la capitale ont dû réviser, du moins en partie, leurs opinions. Le groupe des "satisfaits" favorables à la liberté de fonder des mouvements politiques et jugeant positivement leur multiplicité ne représente que 16% des tananariviens. Celui des "critiques" réprouvant le nombre des formations politiques sans pour autant remettre en cause le libre choix de ceux qui souhaitent en créer a le même poids que le groupe précédent. Enfin, les "décus de la démocratie politique" sont les plus nombreux (68%). Ils condamnent la profusion des partis, et vont jusqu'à rejeter le principe de la liberté de création des partis.

Des hommes politiques "hors-jeu"... ou une classe politique discréditée

La condamnation d'une pratique politique exempte de réel sens moral s'accroît encore lorsqu'on interroge la population sur le principal défaut des responsables politiques à Madagascar. Près de 55% estiment que les hommes politiques ne pensent qu'à leurs intérêts personnels pour s'enrichir et/ou conserver le pouvoir. Ainsi, pour la majorité de la population tananarivienne, la classe politique ne pêche pas tant par incompétence que par sa capacité de nuisance. Servir avant tout sa propre cause lorsqu'on est censé représenter une population ou gouverner un pays ne peut en effet que desservir l'intérêt général. Sur ce point, les sympathisants ne se démarquent pas de l'ensemble des tananariviens. Plus de la moitié d'entre eux condamne également le penchant opportuniste des hommes politiques.

Les individus critiques face à la multiplicité des partis ou associations politiques sont relativement plus nombreux à dénoncer l'incongruité de l'individualisme des hommes publics (56% contre 48%). Il apparaît que, pour ces derniers, le foisonnement des partis, loin de garantir le principe démocratique, résulte plutôt de l'attrait du pouvoir et des privilèges sous-jacents, qu'ils soient légitimes ou illégitimes. Les partis se créent non pour promouvoir une idéologie propre ou répondre aux attentes de la population, mais pour faire aboutir les aspirations personnelles des politiciens.

Il est intéressant de souligner que même chez les membres de partis ou d'associations politiques, qui a priori sont mieux à même de

connaître les pratiques dans ce milieu, cette dérive des politiciens est citée comme le principal défaut (46%). Ce groupe se démarque en revanche puisque 25% d'entre eux (contre 13% pour l'ensemble) soulignent le fait que les hommes politiques méconnaissent les réalités et les besoins du pays. Venant de la base qu'ils sont censés représenter, cette critique revêt d'autant plus de force.

Tableau III-11
Le principal défaut des hommes politiques
aux yeux des tananariens

%	Sympathisant d'un parti ou d'une association politique		
	Oui	Non	Total
<i>Quel est, d'après vous, le principal défaut des responsables politiques à M/car ?</i>			
- ne pensent qu'à leurs intérêts personnels pour s'enrichir, garder le pouvoir	50,3	55,5	54,7
- manque de connaissances techniques	15,3	17,0	16,8
- ne connaissent pas les réalités et les besoins du pays	22,6	11,6	13,3
- manque de connaissances en matière politique	7,3	12,8	12,0
- sont dépassés par les événements et les évolutions du pays	1,4	2,1	1,9
- Autres	3,1	0,8	1,1
- Pas de défaut	0	0,2	0,2
Total	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Le verdict des tananariens à l'égard des partis et des hommes politiques est sévère et sans appel. On aurait pu s'attendre à un désaveu moins radical et moins massif de la part d'une population très peu informée.

Vers une dévalorisation de l'engagement politique?

Dans ce contexte de discrédit de la classe politique, près de 75% de la population ne souhaitent pas l'engagement de leurs enfants. Cependant, plus du quart de la population manifeste malgré tout le souhait de voir leurs fils adhérer à un parti ou à une association politique. Cette proportion est relativement élevée par rapport au taux d'affiliation actuel (2,4%), et même comparée au nombre de sympathisants (15%). Notons au passage que moins de parents (17%) souhaitent l'entrée de leur fille en politique, ce qui traduit une forme d'inégalité selon le sexe, ce milieu étant apparemment considéré comme un domaine plutôt masculin. Les sympathisants des partis ou associations, et dans une moindre mesure ceux qui estiment être suffisamment informés sur la vie politique, sont les plus nombreux à désirer que leurs enfants s'y intègrent (respectivement 54% et 39%).

Les plus éloignés de la sphère politique (les non-sympathisants, les peu informés) sont moins enclins à désirer l'engagement politique de leur descendance. Ce fait témoigne d'une relative démobilisation des personnes qui se situent déjà en marge de la politique. Mais globalement, il faut souligner que, malgré la condamnation de la classe politique

actuelle, on n'observe pas de phénomène de rejet définitif. Même chez les plus critiques, pour au moins un quart d'entre eux, la politique n'est pas définitivement dévalorisée.

Tableau III-12
Ceux qui souhaitent l'engagement politique de leurs enfants

<i>Ceux qui souhaitent que leurs enfants entrent dans un parti ou une association politique</i>		
Parmi les :	Garçon	Fille
Sympathisants d'un parti ou d'une association politique	53,6	40,2
Non sympathisants d'un parti ou d'une association politique	20,9	13,4
Bien informés sur la politique	38,6	27,6
Peu informés sur la politique	23,2	15,3
Individus qui considèrent que la politique est une prise de responsabilité	30,3	20,9
Individus qui considèrent que la politique sert à assouvir ses ambitions personnelles	24,5	16,4
Total	25,8	17,4

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Toutefois, dans quelle mesure le nombre relativement élevé des partisans de l'engagement politique de leurs enfants témoigne d'un espoir de changement à moyen terme, avec des partis remplissant effectivement leur rôle? Ce souhait peut en effet traduire des motivations illégitimes, avec le désir de voir le fils ou la fille utiliser la politique à des fins personnelles. Lorsque l'on constate que 46% des personnes considérant la politique comme unique facteur de promotion sociale désirent l'entrée de leurs enfants dans les partis ou associations (contre 21% pour ceux qui ne partagent pas cette idée), cette dernière hypothèse n'est pas à exclure.

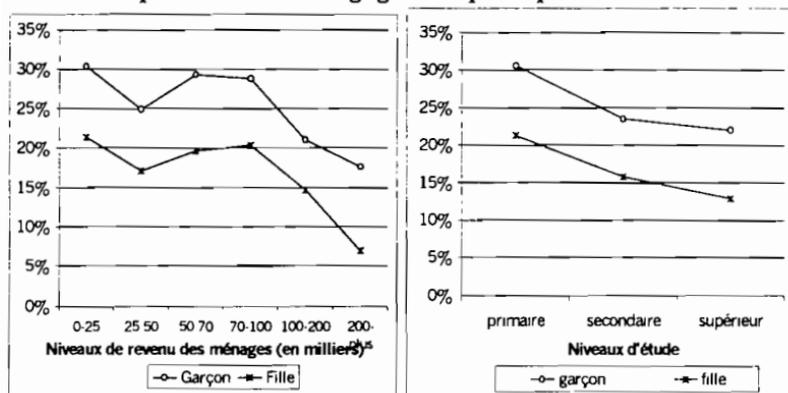
Cependant, la majorité (65%) des tananariviens favorables à l'implication des garçons en politique ne pensent pas qu'un tel choix soit nécessaire pour réussir dans la vie. Près de 70% d'entre eux ne s'identifient aujourd'hui à aucun parti ou association. Il semble que les habitants de la capitale attendent de la génération future une amélioration de la vie politique, et notamment, avec l'engagement de leurs enfants, une meilleure représentativité des aspirations de la population, et un retour à la légitimité de la fonction politicienne. Il reste à savoir dans quelle mesure les générations qui suivent seront sensibles au souhait de leurs parents en faveur d'un véritable renouvellement de la classe politique. S'il est facile d'encourager l'engagement d'autrui, la décision est plus lourde lorsque le choix incombe à soi-même.

Les plus démunis sont relativement plus nombreux à désirer l'entrée de leurs enfants dans les partis ou associations politiques. Ils font pourtant partie des plus critiques à l'égard de la classe politique, 82% estimant que "*faire de la politique*" signifie avant tout répondre à ses ambitions personnelles. Il semble qu'ils se considèrent comme les "oubliés" de la politique actuelle. Un engagement de leurs enfants constituerait un moyen de remédier à cette situation. Si certains y voient

d'abord un facteur de promotion pour leurs enfants, d'autres espèrent de cette façon que les intérêts des plus démunis pourront être défendus.

On peut toutefois s'étonner de la relative démobilitation des plus éduqués qui sont nettement moins nombreux à souhaiter l'entrée de leurs enfants dans l'arène politique. S'il faut que les différentes couches de la population soient représentées en politique, il est souhaitable qu'un certain nombre aient un minimum de compétences techniques. Or apparemment les plus instruits, dont la descendance directe a plus de chance d'accéder à un niveau d'éducation élevé, affichent moins d'enthousiasme pour l'engagement politique de leurs enfants.

Graphique III-2
Ceux qui souhaitent l'engagement politique de leurs enfants



Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

IV.- LES ATTENTES DES TANANARIVIENS VIS-A-VIS DE LA CLASSE POLITIQUE

Le tableau qui se dégage des opinions des tananariviens sur la vie politique est sans équivoque. Il laisse peu de motifs de satisfaction. D'un côté, la classe politique est sévèrement décriée, et, de l'autre, la population est peu informée, laissée à la marge, et affiche un engouement limité pour la vie politique. Dans ce contexte, le principe démocratique a peu de chance de pouvoir être mis en valeur. Le phénomène de rejet qui transparait dans les analyses précédentes constitue le signe d'un désajustement profond entre les discours et les comportements émanant de la sphère politique d'une part, et les préoccupations de la grande majorité des citoyens d'autre part. Dans un tel contexte, les attentes de la population vis-à-vis de la classe politique méritent d'être explicitées afin

de tracer les voies possibles d'une "réconciliation" entre les politiciens et les citoyens qu'ils sont censés représenter.

Profil-type de l'homme politique idéal aux yeux des tananariviens

L'honnêteté ou le "fahamarinana", le critère prééminent

Interrogés sur la principale qualité que devrait avoir un homme politique, les tananariviens sont quasiment unanimes. Près des trois quarts de la population estiment qu'un homme politique devrait avant tout faire preuve d'"honnêteté". L'"éloquence" et le "sens de la diplomatie", qualités que l'on peut habituellement attendre d'un homme politique, sont estimés secondaires. Dans un pays où, d'une part, la tradition orale prédomine et les dons d'orateur sont appréciés (cf. le rôle du "kabary" (discours) dans la culture malgache), et où, d'autre part, le consensus et la recherche du compromis constituent la règle, l'art de communiquer aurait pu être largement revendiqué. Cependant, cette idée n'est partagée que par 8% de la population qui mettent en avant le sens de la diplomatie, auxquels on peut ajouter les 3% qui exigent des hommes politiques l'éloquence.

Tableau III-13
Qualité de l'homme politique idéal

%	Quel est le principal défaut des responsables politiques actuels?		
	Incompétences, faibles connaissances des réalités et des besoins	Font passer avant tout leurs intérêts personnels	Total
<i>A votre avis quelle devrait être la principale qualité des hommes politiques ?</i>			
- l'honnêteté, le respect du droit et de l'équité	66,0	78,1	72,6
- croyant et pratiquant	17,9	11,5	14,4
- le sens de la diplomatie	10,2	6,6	8,2
- l'éloquence (être un bon orateur)	4,1	2,2	3,1
- Autre	1,8	1,7	1,8
Total	100	100	100

Source . Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Il semble que, selon les tananariviens, le respect du droit et de l'équité ne va pas de soi chez les hommes politiques. Les difficultés pour contrôler et condamner les actes illicites de ces derniers font que la population éprouve le besoin de souligner la prééminence de l'intégrité parmi les critères distinguant les hommes politiques dignes de ce nom. Sachant que l'honnêteté ne peut suffire pour réussir en politique, l'accent n'aurait pas été mis sur cette qualité si on était dans un pays où les politiciens enfreignant les règles de l'éthique pouvaient être facilement dénoncés et contraints à mettre fin à leur carrière politique. Le sens de l'éthique, qui n'est qu'une condition préalable, est apparemment peu répandu chez les hommes politiques actuels.

Les plus acharnés à l'encontre des politiciens, c'est-à-dire ceux qui dénoncent leur opportunisme, sont les plus nombreux à réclamer

L'"honnêteté" chez les hommes politiques. Ce résultat conforte l'idée qu'il s'agit là d'un souhait face au caractère peu courant de cette qualité dans le milieu. Parallèlement, ce sont les plus critiques à l'égard des partis ou associations (considérant ces derniers comme des facteurs de blocages néfastes au développement du pays) qui manifestent avec le plus de véhémence l'importance de l'intégrité : 80% d'entre eux invoquent l'honnêteté comme qualité primordiale. Les opinions des tananariviens prennent ainsi les traits d'une adjuration en direction des hommes politiques qu'ils jugent peu enclins à respecter les lois et à se préoccuper de l'intérêt du pays.

Sachant que 14% souhaiteraient que les hommes politiques soient croyants et pratiquants, et que la justice et l'équité constituent des valeurs essentielles de la morale chrétienne, au total, 87% des habitants de la capitale insistent sur le sens éthique comme fondement de la pratique politique. On a là une mesure tangible de l'importance qu'accorde la population tananarivienne au principe du "Fahamarinana". Elle soulève des interrogations quant à la pertinence des motifs du remplacement de cet élément de la devise de la République Malgache dans le cadre de la révision de la Constitution ⁽²⁴⁾.

Si une minorité seulement demande aux hommes politiques d'être croyants et pratiquants, cela signifie qu'aux yeux des tananariviens, cette caractéristique ne constitue une condition ni nécessaire ni suffisante pour garantir l'intégrité d'une personne.

Un politicien, mais avec des compétences techniques

La population tananarivienne souhaite dans sa majorité (62%) que les hommes politiques aient avant tout des compétences techniques. Ce résultat paraît paradoxal, dans la mesure où, par définition, un homme politique devrait plutôt avoir des compétences dans le domaine politique. D'ailleurs, les membres de partis ou associations politiques, sans doute plus au fait des qualifications requises pour évoluer dans ce milieu, ne partagent pas cet avis. Plus de 50% d'entre eux mettent l'accent sur les aptitudes relatives à l'organisation et à l'exercice du pouvoir, reléguant les connaissances techniques au second plan.

On pourrait alors penser que l'opinion de la majorité résulte d'une mauvaise connaissance des qualifications requises dans la vie politique.

24) Lors de la révision de la constitution de 1998, la devise nationale a été remplacée. De "Tanindrazana, Fahafahana, Fahamarinana" (Patrie, Indépendance, Justice/ honnêteté), elle a été transformée en "Tanindrazana, Fahafahana, Fandrosoana", le dernier terme signifiant "développement"

Or, même ceux qui se déclarent bien informés en la matière mettent en avant les compétences techniques. 57% d'entre eux sont de cet avis. Si en théorie, il n'est pas nécessaire d'exiger des hommes politiques qu'ils soient de fins techniciens, la préférence affichée par les habitants de la capitale pour cette compétence témoigne, une fois de plus, d'un manque relativement aux besoins du pays. Elle traduit également une dévalorisation de la fonction politique au sens noble du terme compte tenu des pratiques actuelles. La population exprime le souhait de voir primer les actions concrètes qui pourraient redresser le pays, plutôt que la politique politicienne jugée stérile.

Tableau III-14
Compétence de l'homme politique idéal

%	<i>Estimez-vous être bien informé sur la vie politique?</i>		
	Oui	Non	Total
<i>A votre avis, un homme politique devrait principalement avoir quel type de compétence?</i>			
- compétence dans le domaine politique	35,5	31,7	32,4
- compétence technique	57,1	63,5	62,4
- autre	7,4	4,8	5,2
Total	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

D'ailleurs, on a vu plus haut que si 17% de la population pointent du doigt les lacunes techniques des hommes politiques, ils sont relativement moins nombreux (12%) à remettre en cause leurs compétences en matière politique. Ce résultat confirme apparemment le souhait des tananariviens de voir plus de "techniciens" dans la sphère politique.

Le sentiment désabusé des tananariviens vis-à-vis de la chose politique trouve en fait son explication dans ces résultats. A leurs yeux, les traits dominants des hommes politiques malgaches sont à l'opposé de leurs attentes. En d'autres termes, ils ne se reconnaissent pas dans les personnes qui se présentent comme leur porte-parole. L'intégrité, qu'ils considèrent comme une qualité première, n'est apparemment pas une vertu qui caractérise les politiciens. Ils attendent de ces derniers d'être compétents du point de vue technique, or il s'agit là d'une des lacunes constatées.

A la recherche d'un véritable renouvellement de la classe politique... ou la vieille garde désavouée

Le souhait exprimé par les tananariviens d'un renouvellement des hommes à la tête des partis ou associations politiques confirme la fracture entre ces derniers et la classe politique actuelle. Près des trois quarts des habitants de la capitale affichent leur préférence pour les "jeunes dynamiques avec des idées nouvelles", au détriment des "anciens"

(raiamandreny) malgré leur expérience. Ce résultat est d'autant plus fort que, culturellement, les Malgaches sont particulièrement attachés au respect des aînés.

Tableau III-15
Le dynamisme des jeunes ou l'expérience des Raiamandreny

%	Ce que veut surtout dire "faire de la politique"		
	Prise de responsabilités dans domaine politique	Satisfaire ambitions personnelles	Total
<i>A votre avis, quel type de personnes devrait prendre des responsabilités dans les partis ou associat^o politiques?</i>			
- des jeunes dynamiques avec des idées nouvelles	65,5	75,1	73,0
- les anciens qui ont déjà de l'expérience	34,5	24,9	27,0
Total	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs

Même chez les membres de partis ou d'associations politiques, ceux qui souhaitent l'émergence des jeunes face aux "dinosaurés" sont majoritaires (54%). Cependant, le fait qu'ils soient moins nombreux à réclamer un renouveau de la sphère politique témoigne de l'existence d'une vieille garde peu encline à céder ses prérogatives à ceux que certains appellent "*zavona vao maraina*" (ou brumes matinales).

En fait, plus qu'un remplacement des anciens par des jeunes, la population aspire surtout à une réelle recomposition du champ politique, avec de nouveaux comportements. En effet, un certain nombre de jeunes sont déjà présents sur la scène politique, sans que les tananariviens éprouvent le besoin de nuancer leurs propos. Ceux qui sont les plus virulents à l'encontre de la classe politique actuelle (notamment ceux dénonçant la politique politicienne) sont aussi ceux qui souhaitent le plus l'émergence de jeunes avec de nouvelles idées (75% contre 65% pour les autres). Ayant retiré leur confiance à la classe politique actuelle, les tananariviens, veulent du "sang neuf". Mais pas à n'importe quel prix. Ils exigent d'eux un nouveau langage qui réponde véritablement à leurs attentes, et rejettent les "jeunes loups" qui suivent l'exemple de leurs aînés.

Le multipartisme, oui... mais avec des partis oeuvrant véritablement pour le développement du pays

Pour une démocratie "contrôlée"?

Les tananariviens condamnent sévèrement la multiplicité des formations politiques, et en sont arrivés à remettre en cause la liberté, dont jouissent les citoyens, de créer des partis. Il y a là une forme de remise en question du multipartisme, une des bases du principe démocratique. Cependant, le rejet de la libéralisation des mouvements politiques ne signifie pas pour autant que la population aspire à un retour au parti unique. 10% seulement est favorable à une telle alternative. Pour

leur grande majorité (plus de 80%), les habitants de la capitale estiment qu'il devrait y avoir *au moins* deux partis/associations politiques et *au plus* une quinzaine.

Le souhait des tananariviens de réduire le nombre de formations politiques transparait clairement. Les plus nombreux à se prononcer en faveur du parti unique sont ceux qui pensent qu'il existe aujourd'hui moins d'une dizaine de partis (29%). Si beaucoup ont du mal à évaluer le nombre de partis existants, les opinions convergent sur le fait qu'il y en a trop. Ils sont trop nombreux par rapport à ce qu'ils apportent, et même, trop au point de nuire au développement du pays.

Tableau III-16
Nombre adéquat de partis / associations politiques
favorisant le développement du pays

%	D'après vous, combien y a-t-il de partis ou associations politiques?			
	1 à 9	entre 10 et 49	50 ou plus	Total
<i>D'après vous, quel devrait être le nombre adéquat de partis ou associations politiques à Madagascar?</i>				
- parti unique	28,9	12,2	6,6	10,4
- entre 2 et 14	68,5	81,6	81,3	80,4
- entre 15 et 49	1,5	4,9	9,1	7,0
- plus de 50	1,1	1,3	3,0	2,2
Total	100	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs

Considérant que les partis sont, pour leur majorité, dépourvus de contenu idéologique propre, et uniquement motivés par la soif du pouvoir de leurs dirigeants, *la population souhaite qu'il y ait un nombre limité de partis politiques*. Les modalités de mise en œuvre d'une telle limitation restent toutefois à définir. On peut en effet s'interroger si un tel contrôle ne va pas à l'encontre du principe démocratique? Le risque est réel, et la population en est consciente. Le rejet du parti unique en est la preuve. Mais les sanctions électorales, unique moyen à leur portée, n'ayant aucun impact sur les luttes de pouvoir auxquelles se livrent les partis politiques, la population est contrainte à un choix par défaut : concéder une part de liberté, mais sous contrôle.

Des partis réalisant des actions concrètes et constructives

Pour marquer leur réprobation de la politique politicienne, plus de 40% de la population demandent aux partis ou associations politiques de réaliser des actions concrètes pour le développement du pays. Si en théorie les mouvements politiques ont une fonction de représentation et de porte-parole des attentes du peuple au niveau décisionnel, compte tenu du peu de crédit qu'accorde la grande majorité à l'objectivité des hommes politiques, seulement 34% souhaitent que ces derniers jouent ce rôle.

Tableau III-17
Ce qu'attendent les tananariviens des partis
ou associations politiques

%	D'après vous, que veut dire "faire de la politique" ?			
	Etre le porte-parole d'orientat° politiques	Prendre des responsabilités ds partis politiques	se débrouiller pour satisfaire ses ambitions person.	Total
D'après vous, quel devrait être le rôle des partis ou associat° politiques pour le développement de M/car?				
- Représentat°/ expression des opinions de la populat°	48,0	27,8	32,9	34,0
- Suivi et critique des actions du gouvernement	6,6	9,9	6,5	6,8
- Conseil sur les orientations de politique économique	14,8	23,1	17,2	17,6
- Réalisation d'actions concrètes complétant le gouv	30,0	37,5	42,5	40,6
- Autres	0,6	1,7	0,9	1,0
Total	100	100	100	100

Source . Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

7% mettent l'accent sur la mission de suivi et de contrôle des actions gouvernementales. Mais près de 18% s'inscrivent à l'encontre du schéma habituel distinguant la mouvance affiliée au pouvoir en place et les opposants. Pour ces derniers, l'ensemble de la classe politique devrait conseiller le gouvernement afin de définir de concert les orientations à prendre. Ce résultat traduit sans doute une exaspération devant les querelles incessantes entre oppositions d'hier et d'aujourd'hui.

En fait, plus qu'une mauvaise connaissance des attributions effectives des partis ou associations politiques, les réponses des tananariviens traduisent un désir de voir l'ensemble de la classe politique œuvrer véritablement pour le développement du pays. Aux yeux de la population, cet objectif, jugé primordial, a été perdu de vue, laissant la part belle aux querelles intestines visant la conquête du pouvoir. Les premiers, mais aussi les plus nombreux, qui réclament des opérations concrètes, se démarquent tout particulièrement en privilégiant l'action à la place des discours ou des bonnes intentions qui, jusqu'à présent, n'ont fait que susciter des espoirs déçus. En d'autres mots, ils demandent aux partis ou associations politiques de donner la preuve de la bonne foi qu'ils affichent.

Une formation pour la classe politique... et une véritable information pour la population

Compte tenu des différents griefs que les tananariviens adressent à la classe politique, la création d'une filière de formation en sciences politiques/instruction civique pourrait remédier, au moins en partie, à cette situation. Interrogés sur ce point, 60% de la population jugent utile d'intégrer la science politique dans le système éducatif malgache. Ce besoin est d'autant plus manifeste que les membres de partis ou associations politiques, censés en connaître les rouages, ainsi que les

mieux informés, le réclament plus massivement encore (respectivement 76% et 71%).

Cependant, les avis sont partagés entre ceux qui y sont favorables et ceux qui estiment qu'une telle formation présente peu d'intérêt. Ces derniers regroupent en effet près de 40% des habitants de la capitale. Un tel rejet peut paraître a priori paradoxal dans une société qui souhaite plus de clarté sur la vie politique.

Tableau III-18
Un besoin de formation spécifique en sciences politiques

%	Estimez-vous être bien informé sur la vie politique?		
	Oui	Non	Total
<i>A votre avis, doit-on créer une filière spécifique de formation en science politique ?</i>			
- oui	70,9	58,1	60,2
- non	29,1	41,9	39,8
Total	100	100	100
<i>Si oui, à quel niveau ?</i>			
- au niveau de l'enseignement secondaire	30,6	42,2	39,9
- au niveau de l'enseignement supérieur	69,4	57,8	60,1
Total	100	100	100

Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

En fait, deux populations bien distinctes se dessinent :

- D'un côté, les mieux informés et/ou les plus engagés dans le milieu politique appellent de leur vœu la création d'une formation spécifique en science politique. Aux membres de partis que l'on a déjà identifiés plus haut viennent s'ajouter ceux qui déclarent être suffisamment informés sur la vie politique. Plus de 70% des personnes de ce groupe accordent leur crédit à une "instruction politique/civique".
- De l'autre, le camp des "perplexes" semble douter de l'impact bénéfique que pourrait avoir la formation sur une classe politique en déliquescence. Les chances de rédemption de cette dernière, même à moyen terme, par le biais de la formation, leur paraissent relativement maigres. Les pessimistes se recrutent en effet chez les plus virulents à l'encontre des hommes politiques (44% de ceux qui les accusent de faire primer leurs intérêts personnels), ainsi que chez les réticents quant à la pertinence de la liberté de création des partis (44% contre 30% pour ceux favorables au principe démocratique). Ces résultats dénotent un phénomène de démobilisation et même de démission face à des dérives sévèrement décriées, mais dont les remèdes sont sans doute jugés hors de portée.

Les partisans de la création de cette filière spécifique en science politique estiment en majorité qu'elle devrait être créée au niveau de

l'enseignement supérieur. 40% souhaitent cependant qu'elle soit enseignée dès le secondaire²⁵.

Ici encore, les plus proches de la sphère politique se démarquent en demandant une formation de haut niveau. Plus de 70% des membres des partis politiques considèrent qu'une telle filière aurait sa place à l'université. Elle s'adresserait donc plus particulièrement à une élite qui souhaite s'engager dans une carrière politique ou dans un domaine qui s'y rapporte. En revanche, les partisans d'une formation sur la vie politique dès le secondaire expriment un besoin d'information pour le plus grand nombre. Ils se recrutent en effet relativement plus chez ceux qui estiment que leurs connaissances en matière politique sont insuffisantes (42% contre 30% pour ceux qui se déclarent être bien informés). Une formation de base, correspondant à une instruction civique, leur permettrait de mieux comprendre la vie politique. Cette alternative constituerait un moyen pour la majorité des citoyens de se réconcilier avec la politique, et de se mobiliser pour faire entendre leurs attentes.

CONCLUSION

Le bilan de cette analyse ne souffre d'aucune ambiguïté. Elle dresse un tableau peu reluisant de la classe politique malgache. Non seulement, *les différentes formations sont dépourvues d'assise réelle* en termes d'adhérents et de sympathisants, mais le discrédit des partis et des hommes politiques est généralisé. Dans ce contexte, *les attentes de la population ne font que souligner la défaillance de la classe politique actuelle* face ce qu'elle considère être son véritable rôle. Les hommes politiques, qui sont censés représenter les aspirations de la population, visent avant tout à assouvir leurs intérêts personnels. Les partis, qui en théorie devraient se fonder sur des valeurs et des programmes clairement établis, n'ont le plus souvent pour unique ligne conductrice que la conquête du pouvoir, par tous les moyens, sans aucun engagement sur leurs responsabilités vis-à-vis des citoyens. Le besoin d'intégrité manifesté par la population constitue ainsi un appel à la raison. Lorsqu'ils expriment le souhait de voir les partis oeuvrer de façon concrète pour le développement du pays, ils cherchent à rétablir l'objectif premier de la politique, dans son sens le plus noble, condamnant la politique politicienne.

Cependant, ce sombre tableau, qui met en exergue les dysfonctionnements réels de la démocratie à Madagascar, ne doit pas faire

25) Le choix d'une formation dès le primaire n'a pas été proposé dans le questionnaire, même si cette option aurait pu s'avérer judicieuse

oublier le formidable bond en avant, dans l'exercice d'une véritable citoyenneté, qu'a connu le pays depuis le début des années 90. Sous la pression populaire, et officialisés par les institutions, même imparfaites, de la troisième République, un certain nombre de principes à la base de la démocratie ont aujourd'hui cours (liberté d'expression, d'association et des médias, élections libres, promotion de la société civile, etc.). Si ces acquis ne doivent pas être remis en question, conformément aux vœux de la population, il convient d'éviter les désillusions provoquées par des dérives, qui risquent de se traduire par un retour en arrière. Les citoyens désabusés peuvent en effet être conduits à une démission "civique" en se détournant un peu plus de la politique et de ses enjeux. Un tel rejet de la chose politique risque parallèlement de bloquer l'émergence d'une relève compétente pour gérer et diriger le pays.

La classe politique actuelle ne suscite plus de véritable espoir. En effet, on peut se demander si la fébrilité de l'activité politique, aujourd'hui « riche » en *acteurs*, ne dissimule pas une convergence d'intérêts des différents protagonistes (qu'ils soient du pouvoir ou de l'opposition)? Cette alliance tacite répondrait à un objectif de neutralisation mutuelle, qui permettrait de préserver les imperfections du système existant en leur faveur. Les habitants de la capitale aspirent ainsi à un renouvellement non seulement des hommes mais aussi des idées et des mentalités qui régissent aujourd'hui la pratique politique. Leur désarroi est tel qu'ils sont amenés à proposer une "démocratie contrôlée", un concept qui présente des risques de dérive autoritaire. Mais, faute de disposer de véritables moyens de sanctionner les politiciens qui ne répondent pas à leurs attentes, les tananariviens sont prêts à renoncer à une part de la liberté que leur confère la démocratie.

Une sanction n'est possible que s'il existe une alternative. Or, dans le paysage politique actuel, avec des taux d'affiliation extrêmement faibles et le nombre limité des sympathisants, aucun parti ne peut prétendre être le porte-parole du peuple. Etant les principaux bénéficiaires du système actuel, on peut penser que les hommes politiques ne seront enclins à céder leurs prérogatives que si des dispositions législatives ou réglementaires les y contraignent.

L'adoption d'un nouveau mode de scrutin lors des législatives de 1998⁽²⁶⁾, qui visait à réduire l'atomisation de la scène politique, constitue un pas vers une plus grande stabilité politique. Il devrait limiter le nombre de partis représentés au parlement, en favorisant les plus

26) Scrutin uninominal majoritaire à un tour, lorsqu'un seul siège est à pourvoir et scrutin proportionnel à la plus forte moyenne, lorsque plusieurs sièges sont à pourvoir.

importants, et en entraînant la disparition à terme des partis de moindre envergure.

Cependant, cette modification du mode de scrutin a été largement contrebalancée par la montée en puissance des candidats dits « indépendants » aux élections législatives de mai 1998. En effet, le discrédit des formations politiques existantes incite les citoyens à s'en détourner pour reporter leurs suffrages sur des listes et des hommes dépourvus de passé politique.

Si aujourd'hui, les formations en place risquent de payer chèrement le prix de leur inconstance et de leur versatilité, il n'en est pas moins vrai qu'*une démocratie véritable ne peut être instaurée que si elle s'assoit sur une ossature solide de partis politiques représentatifs*⁽²⁷⁾. Les propositions qui suivent constituent autant de pistes pour que les partis et la classe politique s'engagent dans la reconquête de ces 85% de citoyens qui leur ont retiré leur confiance.

En premier lieu, dans l'optique de clarifier et de contrôler le paysage politique, en adéquation avec les aspirations de la population, *un minimum de représentativité pourrait être exigé pour constituer un parti politique*. Cette condition pourrait prendre forme en imposant le recueil au préalable d'un certain nombre de signatures de citoyens (ou d'élus locaux), sur la base d'un programme (projet de société) bien défini spécifiant les orientations préconisées par le parti. Il serait souhaitable que les personnes qui y souscrivent soient originaires de différents points du territoire pour éviter la constitution d'associations régionales ou ethniques. Des organisations neutres représentant la société civile pourraient se charger d'enregistrer les demandes qui doivent être assorties d'un programme, d'en informer les potentiels signataires, et de recueillir les signatures, afin de parer à toute falsification et contrôler les transfuges. Ces clauses auraient pour corollaire :

- une limitation du foisonnement des partis ou associations politiques ;
- une définition claire des lignes conductrices des actions des formations politiques ;
- une participation active des citoyens à la vie politique ;
- un rapprochement entre le discours politique et les attentes des citoyens.

En second lieu, comme l'ont mentionné à juste titre les tananariviens, « *faire de la politique* », aujourd'hui, constitue avant tout

27) Le rôle fondamental des partis politiques dans le fonctionnement de la démocratie est au moins aussi important que celui des syndicats pour la promotion du dialogue social, ou des organisations issues de la société civile pour l'émergence d'une véritable participation des citoyens à la vie publique.

un moyen de favoriser ses intérêts personnels. L'accession au pouvoir et aux sphères de décisions permet de contrôler l'appareil d'Etat, et éventuellement de s'enrichir de façon illicite en détournant les ressources publiques. En l'absence de sanction, il est clair que l'engagement dans cette sphère ne peut qu'attirer une frange d'individus peu scrupuleux, et désireux de profiter de leur position pour accroître leur propre fortune. La nouvelle chambre de mai 1998 a prouvé qu'elle ne différait en rien de la précédente sur ce point, comme le prouve la multiplication des "affaires" mises à jour depuis sa mise en place (affaire des 4*4, malversations, absentéisme, etc.²⁸).

Dans ces conditions, *une mesure comme l'obligation de déclarer ses revenus et son patrimoine personnel en début et en fin de mandat* (accompagnée de moyens de contrôle de sa véracité, et de sanctions en cas de manquement) aurait un effet fortement dissuasif sur les hommes politiques mus par cette aspiration. Cette mesure présente de plus l'immense avantage d'être peu coûteuse et facile à mettre en œuvre, pour peu que la volonté de l'appliquer soit clairement affichée. *Cette transparence devrait également être requise sur le mode de financement des partis politiques.*

Enfin, *la formation/information sur la vie politique constitue un volet essentiel si on souhaite donner à la population les moyens d'exiger une bonne gouvernance.* Un citoyen informé et vigilant est en effet le seul vrai garde-fou contre les dérives de la classe politique. Une instruction civique à l'école, informant et sensibilisant les citoyens sur leurs droits et leurs devoirs, notamment en matière politique, rétablirait les conditions du dialogue. Parallèlement, la création d'une filière en sciences politiques, vivier potentiel des futurs politiciens, au niveau de l'enseignement supérieur, répondrait au besoin de renouvellement exprimé par les tananariviens.

Le désintérêt de la chose publique, de la part de la population, ne peut que laisser libre cours aux penchants opportunistes des politiciens. La réhabilitation de la politique, dans son sens étymologique, en l'occurrence « *tout ce qui touche à la vie de la cité* », et en particulier des partis politiques, intermédiaires indispensables pour le bon fonctionnement de la démocratie, s'impose. Elle passe forcément par une prise de conscience des responsabilités, un gain de maturité, aussi bien du côté du citoyen que de la classe politique. Il s'agit d'une oeuvre de longue

28) A titre d'exemple, le principal sujet de discussions lors de la présentation de la loi de finances 1999 a été la budgétisation de voitures 4*4 pour les députés, ainsi que l'augmentation des crédits de l'assemblée nationale.

haleine que les organisations de la société civile devraient initier et appuyer. Elles ne devraient pas se contenter de la surveillance des élections, une mission dont la nécessité ne peut être mise en doute, mais qui se révèle insuffisante face à l'ampleur des dysfonctionnements constatés.

Ces différentes propositions sont susceptibles de limiter les dérives observées dans le fonctionnement de la démocratie malgache, et dont la perpétuation pourrait compromettre sa consolidation.

TOPOLOGIE DES PERCEPTIONS ET DES ATTENTES DES TANANARIVIENS

Une représentation dans l'espace (sur quatre axes)²⁹⁾ des opinions des tananariviens vis-à-vis de la classe politique apporte un éclairage complémentaire en répondant à la question de leur mode de structuration. En ayant recours aux techniques d'analyse des données, notamment à l'analyse des correspondances multiples (ACM), nous avons cherché à positionner les différentes modalités de la perception et des attentes de la population les unes par rapport aux autres. Cette approche permet de dégager les principales tendances qui s'opposent. Les facteurs éventuels discriminants les points de vue sur la politique sont également explorés en projetant sur les différents axes les variables supplémentaires caractérisant la population. Les variables illustratives retenues portent sur les données socio-démographiques d'une part (âge, sexe, niveau de revenu, niveau d'éducation), le degré d'implication dans la vie politique d'autre part (adhérent ou non, sympathisant ou non, niveau de connaissance en matière politique), et enfin, les couleurs partisanes.

La principale opposition que l'analyse met en exergue distingue le **groupe des satisfaits** de celui des **plus critiques** à l'égard du paysage politique actuel (axe 1). D'un côté, dans sa version extrême, le satisfecit est sans réserve avec les modalités : « *les partis jouent entièrement leur rôle* », « *les partis ont une idéologie claire* », « *faire de la politique à Madagascar équivaut à de véritables prises de responsabilités* ». Les membres ainsi que les sympathisants, tous partis confondus, tendent à se positionner dans ce premier camp. De l'autre côté, la condamnation de la pratique politique actuelle est catégorique : « *faire de la politique veut dire avant tout répondre à des ambitions personnelles* », « *les partis constituent des facteurs de blocage entravant la vie politique et économique* », « *les partis sont dépourvus d'idéologie et les alliances se meuvent au gré des circonstances* », « *les hommes politiques font primer avant tout leurs intérêts personnels* ». Ce verdict a pour corollaire le souhait d'avoir « *des hommes politiques honnêtes* », ainsi que « *des jeunes dynamiques avec des idées nouvelles* ». On retrouve dans ce deuxième groupe la grande majorité de la population avec, en particulier, les simples citoyens (non-membres de partis et non-sympathisants), sans que l'on puisse les discriminer selon leurs caractéristiques socio-démographiques.

Le deuxième axe structurant de l'espace politique porte sur le degré d'adhésion au principe démocratique (axe 2). Il distingue les

29) Les quatre axes retenus expliquent 28% de l'inertie totale du nuage.

partisans de la libéralisation de la vie politique et de la multiplicité des partis à ceux qui se montrent favorables au parti unique. Cette opposition est clairement définie, mais le positionnement de la population sur cet axe reste ambigu. Si la grande majorité condamne la multiplicité des partis et remettent en cause la libre constitution des partis, elle ne se prononce pas pour autant pour le parti unique. En fait, elle est à la recherche d'un juste milieu refusant aussi bien la prolifération des partis que le parti unique. Les membres de partis et les sympathisants ont une plus forte propension à remettre en question le multipartisme.

Le troisième axe opposant **les citoyens favorables à une plus grande emprise des « techniciens »** dans la sphère politique aux **supporters des purs « politiciens »** explique en partie les positions sur le multipartisme. Les premiers, en mettant en avant les lacunes techniques des hommes politiques, semblent considérer que la multiplicité de partis donne le champ libre à la politique politicienne, et de ce fait nuit au pays. Les seconds misent en revanche sur une meilleure prise de conscience des règles de la démocratie pour lever les obstacles entravant la bonne marche de la vie politique et le développement.

Sur ces trois axes, deux phénomènes majeurs méritent d'être soulignés. D'une part, aucun clivage socio-démographique opposant jeunes/vieux, riches/pauvres ou éduqués/peu éduqués ne peut être décelé comme facteur explicatif des opinions des tananariviens. D'autre part, le point de vue des partis, à travers les prises de position de leurs membres ou de leurs sympathisants (au demeurant minoritaires), apparaissent systématiquement opposés à celui de la grande majorité de la population. Les seules variables significatives sur ce plan sont en effet celles se rapportant au niveau d'engagement des individus en politique (membres et sympathisants, quelles que soient leurs couleurs, d'un côté ; simples citoyens de l'autre). Ce résultat confirme le fossé qui sépare la sphère politique d'aujourd'hui, toutes tendances confondues, et la population.

Enfin, le quatrième axe permet de pointer du doigt le danger résultant des dérives du système actuel. D'un côté, on trouve ceux qui souhaitent toujours participer à la « vie de la cité », de près ou de loin, malgré les déceptions. De l'autre, les « démobilisés » tendent à baisser les bras au point de refuser les principes démocratiques. Ces derniers qui affichent une préférence pour le parti unique, s'opposent à toute formation en matière politique, ainsi qu'à l'engagement de leurs enfants. Ils se recrutent plus souvent chez les plus vulnérables (les ménages pauvres, les informels, ceux dont la scolarité ne dépasse pas le primaire, les femmes).

Les Nostalgiques

Elie Razariarelo -

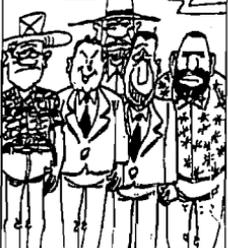
LE FFKM EST LÀ...



LES FONCTIONNAIRES SONT LÀ...



Tous les 13 MAL-ÉTÉS SONT LÀ...



C'EST, RAZANAMASY N'EST PAS DEVENUE PM POUR NOUS INTERDIRE DE DÉPOSER LA BARRIÈRE D'ANKA. DIMSANOAKA MAIS L'IMPORTANT C'EST QU'IL EST LÀ EN TANT QUE MAÎTRE, POUR NOUS INTERDIRE DE MARCHER À ANALAKELY.



BESTENT À RÉCUPÉRER LE PASTEUR ET LA SOCIÉTÉ CIVILE.



BREF, TOUTES LES CONDITIONS REQUISES SONT LÀ POUR RÉÉDITER LES MANIFESTATIONS DE 1991.



SI JE COMPRENDS BIEN, APRÈS 7 MOIS DE GRÈVE, ZAFY SERA DEVENUE PRÉSIDENT ET SERA DE NOUVEAU EMPÊCHÉ AU BOUT DE 3 ANS. RAUONY SERA PM ET SERA DÉVINGÉ PAR UN RÉFÉRENDUM POUR ÊTRE REMPLACÉ PAR RAKOTOAHINY ET PUIS RATSIRAHONANA...



CHAPITRE IV

RELIGIONS ET PRATIQUES RELIGIEUSES

la diversité dans la tolérance

INTRODUCTION

A Madagascar, Eglises et religion pèsent d'un poids déterminant sur la scène nationale. Dans un article récent, un analyste averti de la société malgache écrivait : *« les Eglises sont parties intégrantes du paysage malgache, et nul ne songerait à les dissocier de l'évolution de la vie nationale. Le poids réel de leur influence est certes impossible à quantifier, mais leur présence est incontournable... Le poids des Eglises dans la vie nationale, et en particulier des quatre plus importantes... n'a fait que se renforcer depuis l'indépendance »* (URFER, 1993). Les événements populaires de 1991 et l'avènement de la 3^{ème} République ont renforcé le poids des Eglises dans le cours de la vie publique. Les manifestations et rassemblements étaient ritualisés par la célébration de cultes œcuméniques quotidiens, tandis que le collège protestant Rasalama et les bâtiments catholiques d'Antanimena étaient choisis comme lieux de négociation. Le rôle incontestable des Eglises et de la religion touche plusieurs niveaux. D'une part, les instances ecclésiales interviennent activement dans les principaux débats de société. D'autre part, la religion est un principe important de régulation des conduites individuelles qui touche à la vie quotidienne.

Pour s'en convaincre, il suffit d'observer chaque dimanche matin la population de la capitale, livres de prières à la main et vêtue de ses plus beaux habits, converger en masse, le plus souvent en famille, vers les lieux de culte pour assister aux offices. Cette religiosité n'est pas seulement une réalité populaire, mais transparaît aussi fortement à l'échelon le plus élevé. Bien que République laïque (cf. article 1 de la constitution), régie par le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat,

on trouve inscrit dans le préambule de la constitution actuelle de Madagascar « *Le Peuple Malagasy souverain... affirme sa croyance en l'existence de Dieu Créateur* ». L'auteur cité plus haut s'étonnait : « *plus paradoxal encore, le Chef de l'Etat ne répugne pas à se nuier en docteur ès-Ecritures Saintes, lors des traditionnelles cérémonies de présentation des vœux aux Corps constitués et au Corps diplomatique* » (URFER, 1993). La démonstration en a encore été faite lors de la cérémonie de vœux adressée à la Nation par le président Ratsiraka en janvier 2000. Ce dernier s'est distingué en priant et en récitant le "Notre Père".

Cette prégnance du fait religieux conduit à s'interroger sur son rôle à Madagascar aujourd'hui. Nous dépasserons ici le seul champ du politique, abordé dans les chapitres précédents, pour embrasser la question plus large de l'influence des Eglises et de la religion sur le fonctionnement de la société en général. Ce chapitre se propose d'apporter des éléments de réponse originaux sur ce point. La mobilisation de l'enquête réalisée dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997 permet de dépasser le stade de la simple exégèse des discours officiels pour quantifier et apprécier le problème religieux vu depuis la base et identifier les éventuelles discordances entre les dogmes ou les doctrines affichés par les appareils confessionnels et les pratiques réelles.

Dans la première partie, nous dresserons un état des lieux de la scène religieuse dans la capitale malgache, de l'importance respective des Eglises, et des contours spécifiques des pratiques religieuses (type, intensité, etc.). Dans la deuxième, nous chercherons à mesurer le poids de la dimension religieuse dans la définition de l'identité sociale et à cerner les modalités de son éventuelle participation aux mécanismes de reproduction. Enfin, la dernière partie sera consacrée à l'étude des valeurs transmises par les Eglises et de leur rôle, réel ou désiré, dans la vie nationale et la société actuelle.

Comme dans le cas des chapitres II à V, une mise en garde s'impose. Cette étude ne concerne que l'agglomération d'Antananarivo, et nos résultats ne peuvent en aucun cas être extrapolés au niveau national. En effet, la carte des religions, des pratiques et des valeurs propres à chacune d'entre elles, varie très fortement d'une région à l'autre. A titre d'exemple, on estime habituellement à 45-50% le nombre de chrétiens dans le pays (même si les données récentes conduisent à remettre ces chiffres en question), alors qu'ils jouissent d'une quasi-exclusivité sur la scène religieuse de la capitale (cf. infra).

I.- RELIGION ET PRATIQUES RELIGIEUSES: L'ETAT DES LIEUX

le poids des religions : l'emprise généralisée du christianisme

La quasi-totalité des tananariviens de 15 ans et plus déclare une religion. Le nombre d'athées ou d'agnostiques (« *sans religion* ») est infime, puisqu'ils représentent moins de 0,2% de la population. Le rattachement à une religion reste donc, encore aujourd'hui, un marqueur social qu'il est difficile de contourner.

La répartition par grande famille religieuse montre l'*emprise généralisée du christianisme*. Plus de 97% des habitants de la capitale s'en réclament. Quant aux non-chrétiens, ils se recrutent principalement chez les étrangers : indo-pakistanaï ou comoriens pour les musulmans ou les hindouistes, chinois chez les bouddhistes, etc. De plus, aucune personne n'a déclaré pratiquer le culte des ancêtres (« *fivavahana nentimpaharazana* »), comme principale confession ⁽³⁰⁾. Cette quasi-exclusivité du christianisme est un indicateur de la faiblesse des mouvements migratoires à Madagascar, aussi bien internes qu'internationaux, puisque les estimations existantes font état d'un taux de christianisation d'environ 45% à l'échelle du pays tout entier (HÜBSCH, 1993). Elle montre aussi le faible impact du « socialisme réel », avec son penchant "athéiste", développé sous la 2^{ème} République dans la seconde moitié des années 70, sur le poids de la tradition chrétienne.

En fait, l'estimation du nombre de chrétiens à l'échelle nationale ne repose sur aucun dénombrement sérieux, mais plutôt sur des « dires d'experts », à partir de données très anciennes. Or il semble que le chiffre de 45% sous-estime fortement le poids réel des chrétiens dans le pays. En effet, l'enquête démographique et de santé, réalisée fin 1997 sur l'ensemble du territoire, a porté sur un échantillon représentatif de plus de 7 000 femmes âgées de 15 à 49 ans. Il ressort de cette enquête, où la question de l'appartenance religieuse a été posée, la distribution suivante : 40,3% des femmes se déclarent protestantes, 35,2% catholiques, 19,5% adeptes de religions traditionnelles, 0,7% musulmanes et 4,2% sans religion. Si l'on admet que dans l'ensemble l'appartenance religieuse varie peu selon le sexe et l'âge (ce qui se vérifie pleinement dans la capitale) *la proportion de chrétiens à Madagascar est plus de l'ordre de 75% que de 50%*. Cependant, même révisée à la hausse, la pénétration du christianisme au niveau national est sans commune mesure avec celle en vigueur dans la capitale malgache.

30) Sur l'échantillon global de l'enquête-emploi 1997, qui comptait 13 128 personnes, seuls 7 individus ont mentionné cette religion. On n'en comptait aucun en 1998.

Si le christianisme ne souffre d'aucune concurrence à Antananarivo, on observe en revanche une grande diversité d'Eglises de rattachement. Deux confessions dominent largement : la FJKM, Eglise protestante qui descend en droite ligne des missionnaires de la LMS (London Missionary Society), arrive en tête avec environ 46% des tananariens, talonnée par l'Eglise catholique (ECAR) : 39%. A elles seules, ces deux Eglises regroupent 85% de la population. Les autres Eglises chrétiennes sont beaucoup plus marginales. La FLM (luthériens) compte pour moins de 4%, tandis que les 9% restant se réclament de différentes chapelles protestantes.

En fait, on trouve parmi les 9% repérés par l'enquête comme « *autres protestants* » des pratiquants d'obédiences très diverses. En premier lieu, les anglicans ont été classés dans cette catégorie. Il s'agit en réalité d'une lacune dans la conception du questionnaire. En effet, d'une part les anglicans ne peuvent pas être considérés à proprement parler comme des protestants, dans la mesure où cette Eglise est issue à l'origine d'un schisme de l'Eglise catholique, plus lié à une rivalité de pouvoir pour son contrôle, qu'à une véritable remise en question de sa doctrine⁽³¹⁾. De ce point de vue l'Eglise anglicane est sans doute plus « proche » de l'Eglise catholique que des autres Eglises protestantes. D'autre part, historiquement à Madagascar, l'Eglise anglicane (EEM : Eglise Episcopale de Madagascar) est implantée de longue date dans le pays, et fait partie, au même titre que la FJKM, l'ECAR et la FLM, du FFKM, conseil œcuménique regroupant ces quatre Eglises. En second lieu, la catégorie « *autres protestants* » inclut l'ensemble des Eglises minoritaires, dont certaines sont parfois qualifiées de « sectes », d'implantation plus ou moins ancienne à Madagascar, comme les adventistes, les baptistes, les pentecôtistes, les « jesosy mamonjy », les mormons, etc. L'enquête-emploi de 1998 a permis de combler cette lacune, et d'estimer le poids des anglicans à 1,3%.

Bien qu'insuffisamment précise, l'enquête permet d'estimer le poids des Eglises protestantes « indépendantes » à Antananarivo. Les fidèles du FFKM comptent près de 90% de la population, tandis que la part des Eglises protestantes « indépendantes » est inférieure à 6 ou 7% (dont 1,3% d'adventistes). Le poids des nouveaux groupements religieux que l'on peut qualifier de « sectes » est inférieur à 2 ou 3%⁽³²⁾. Bien que

31) L'Eglise anglicane s'est séparée de Rome au XVIème siècle pour des raisons liées à la non autorisation du divorce d'Henri VIII en Angleterre, et se définit à la fois comme catholique et réformée. Il n'y a pas de doctrine spécifiquement anglicane, et cette Eglise s'attache à la foi catholique.

32) En fait, le qualificatif de « sectes », à forte connotation péjorative, est éminemment subjectif, et sa frontière floue. Rares sont en effet les Eglises qui se revendiquent comme

non négligeable, ce chiffre nous éloigne des discours alarmistes sur la foudroyante progression des sectes à Madagascar. Même si leur nombre prolifère et si elles connaissent un développement indiscutable (voir infra), les sectes restent circonscrites, et ne touchent encore qu'une frange très limitée d'une population encore massivement attachée à ses grandes Eglises historiques ⁽³³⁾.

Tableau IV-1
Répartition des différentes religions suivant le sexe

%	Religion pratiquée								Total
	FFKM	FLM	Autre protest.	Catholique	Musulman	Culte des ancêtres	Autre religion	Sans religion	
Homme	46,3	3,6	9,1	39,0	0,6	0,0	1,2	0,2	100
Femme	44,8	3,4	9,0	39,6	0,5	0,0	2,6	0,1	100
Total	45,5	3,5	9,0	39,3	0,6	0,0	1,9	0,2	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus.

La survivance des rites traditionnels

Le culte des ancêtres correspond à la religion traditionnelle, qui avait cours avant l'implantation des missionnaires à Madagascar. Il comprend des rituels de passage liés à la naissance, au mariage, à la mort, etc., ainsi que des épisodes de possession liés au pouvoir. Ces derniers étaient pratiqués au niveau des individus (pratiques de guérison) et au niveau collectif et plus directement politique (cultes royaux). Ces deux derniers aspects qui avaient presque disparu de l'Imerina, doublement condamnés par les Eglises et le pouvoir colonial, qui craignait de les voir

telles. Ces groupements sont stigmatisés de l'extérieur comme « sectes » en vertu de leur comportement ou de leurs caractéristiques jugés « sectaires ». Dans le corps du texte, nous retiendrons l'appellation « d'Eglises protestantes « indépendantes » » pour identifier l'ensemble des Eglises chrétiennes en dehors des quatre Eglises instituées, membres du FFKM. Pour plus de précisions sur ces Eglises, voir RAMINO, 1993. Il convient de garder à l'esprit qu'il s'agit d'un groupe très hétérogène, imposé pour des raisons statistiques (Eglises non identifiées individuellement dans l'enquête, et d'un poids très limité). Il mêle, si on retient la typologie établie par J.M.AUBERT, des Eglises indépendantes, comme l'Eglise du Tranozozoro Antranobiriky (FMFA, 1894), d'autres groupements chrétiens comme les Adventistes du 7^{ème} jour (1932), les Baptistes Bibliques (1932), ou les Mormons, des groupes évangéliques ou fondamentalistes comme l'Eglise pentecôtiste Jesosy Mamony (1963), ou des groupements venus d'Afrique comme l'Eglise de Jésus-Christ sur Terre à Madagascar (Kimbanguiste), et enfin des groupes en marge du christianisme comme les Témoins de Jéhovah (1953 ; Voir AUBERT, 1997).

33) L'inventaire des nouvelles Eglises déclarées au service des cultes du Ministère de l'Intérieur, réalisé en 1995 par L. JACQUIER-DUBOURDIEU, a permis de dénombrer 40 nouvelles Eglises depuis 1962. Leur nombre total est encore beaucoup plus important. J.M.AUBERT, reprenant une information parue dans le quotidien Midi-Madagasikara, avance le chiffre de 500 associations évangéliques. Au-delà des spécificités nationales, l'effervescence religieuse à Madagascar s'inscrit dans un mouvement de véritable mondialisation du fait religieux, tout particulièrement en Afrique sub-saharienne. Ainsi en 1988 à Kinshasa, on comptait 600 lieux de prière dans un quartier de 50 000 habitants (AUBERT, 1997 ; JACQUIER-DUBOURDIEU, 1997).

mobilisés par les mouvements indépendantistes, puis par les autorités du pays, semblent resurgir en force depuis quelques années.

L'organisation officielle de la cérémonie de l'*Alahamadibe* en 1994, sous le patronage du Ministère de la Culture et de la Communication de l'époque, avec la participation du président A. Zafy, constitue un événement marquant de cette résurgence. Défendu par ses promoteurs comme une manifestation de promotion de la culture malgache, il a provoqué une vive réaction de contestation sur deux fronts. D'une part, une fraction du FFKM dit son inquiétude face à un revirement jugé incompréhensible après l'unanimité chrétienne de 1991. Ce rejet est encore plus fort au sein de la majorité protestante, qui s'est toujours montrée opposée aux cultes traditionnels. D'autre part, une partie de la haute noblesse merina, qui participe à la réactivation du mouvement de l'«andrianité», ancienne caste «noble» (voir chapitre V), supporte difficilement cette réappropriation au nom de l'Etat, donc dans une perspective nationale et politique, d'une cérémonie dont ils se considèrent les seuls dépositaires. Au-delà de cet événement ponctuel et hautement médiatique, les lieux de cultes traditionnels, notamment les tombeaux historiques, restent encore aujourd'hui très visités.

Si aucun tananarivien n'affiche le culte des ancêtres comme première confession, cela ne signifie pas pour autant que celui-ci ait complètement disparu. Au contraire, certains rites sont encore très vivaces, au premier rang desquels le «*famadihana*», le retournement des morts. Ainsi, 72% des habitants de la capitale déclarent le pratiquer. Il est intéressant de noter que les catholiques sont les plus nombreux à retourner leurs morts, avec plus de 83% d'adeptes. Bien que moins répandue, cette coutume est aussi très courante chez les protestants de la FJKM ou de la FLM (resp. 74% et 71% de pratiquants). Par contre, les membres des autres Eglises protestantes semblent beaucoup plus réfractaires à cette tradition, puisque moins d'une personne sur quatre s'y adonne.

La pratique plus répandue du *famadihana* chez les catholiques porte l'empreinte de l'essor historique de ce rituel au 19^{ème} siècle. La cérémonie du retournement des morts, qui semble s'être imposée relativement tardivement, a été pour la population une manière d'éviter un affrontement direct avec les missionnaires étrangers, qui condamnaient les rites «païens», tout en continuant à traiter les ancêtres selon les coutumes traditionnelles (*fomba gasy*). En dissociant l'enterrement proprement dit, impliquant le temple ou l'église, de la fête du *famadihana* plus tardive autour du tombeau familial, et à laquelle les missionnaires n'étaient pas associés, les Malgaches montraient leur attachement aux rituels ancestraux, sans heurter les missionnaires européens dans leur

volonté d'éradication. La discrétion qui entourait cette cérémonie explique pourquoi le famadihana est longtemps resté inaperçu des européens.

Or dans le contexte de fortes tensions entre « fomba vazaha » et « fomba gasy », caractéristiques du 19^{ème} siècle, et de légitimation du christianisme après la conversion royale au protestantisme en 1869, s'est créée une alliance « tactique » contre la confession dominante, entre ceux qui restaient attachés aux coutumes ancestrales et les catholiques minoritaires. Ainsi, nombre de « traditionalistes » se sont convertis au catholicisme, marquant par là une forme de résistance indirecte, tout en continuant à pratiquer les rituels malgaches, que les missionnaires catholiques étaient d'autant moins enclins à condamner, qu'ils voyaient dans ces conversions le moyen de renforcer leur présence (RAISON-JOURDE, 1991 : 609-616).

Il est intéressant de noter que, malgré ces différences d'attitude vis-à-vis du famadihana entre catholiques et protestants, qui sont à la fois liées à l'histoire religieuse de Madagascar, mais aussi aux doctrines des deux Eglises, les seconds rejetant de façon plus radicale le culte des saints et des images pieuses, sa pratique par les fidèles des deux confessions est relativement similaire. Ceci montre le peu d'écho des condamnations ecclésiastiques dans la population.

En revanche, la faible implication des membres des Eglises protestantes « indépendantes » dans le famadihana³⁴⁾ est la marque d'un rapport beaucoup plus conflictuel avec ces rites traditionnels, qui sont rejetés sans possibilité d'accommodation. On trouve bien là le signe de la position plus sectaire de ces Eglises face aux coutumes locales, qui sera confirmée par la suite.

En dehors du « *famadihana* », nous avons identifié deux autres pratiques liées au culte des ancêtres : « *joro* » (sacrifice) ou « *sorona* » (rite d'offrande), et le « *tromba* » (cérémonie de possession, dont le maître est appelé en Imerina « *Zanadrano* »)³⁵⁾. Dans les deux cas, ces

34) La proportion d'un pratiquant du famadihana sur quatre chez les « *autres protestants* » est sans doute surestimée par l'inclusion abusive des anglicans dans leurs rangs. Si on accepte l'hypothèse que les anglicans s'adonnent au famadihana dans les mêmes proportions que les autres Eglises du FFKM, la part des fidèles des sectes protestantes qui pratiquent le famadihana devient négligeable. Par ailleurs, on trouve parmi des fidèles protestants des adeptes du « mouvement du réveil » (fifohazana), hostile aux rituels des ancêtres. On peut donc penser que la pratique du famadihana est encore plus élevée chez les protestants de stricte obédience (JACQUIER-DUBOURDIEU, 1996).

35) Bien d'autres coutumes malgaches, rattachées aux rites pré-chrétiens, et qui sont toujours pratiquées aujourd'hui, auraient pu être retenues : comme le suivi d'interdits

rites sont très minoritaires : 4,4% pour le « joro » et 1,2% pour le « tromba ».

Finalement, l'absence de ceux qui se déclarent adeptes du culte des ancêtres, et la forte cohabitation entre christianisme et rites traditionnels, surtout à l'occasion du famadihana, tendent à montrer que *ces rituels relèvent plus de l'ordre de la coutume et des traditions, marqueur d'identité, que de la religion au sens strict*. Mis à part chez les sectes protestantes, la coexistence des deux types de pratiques n'est pas vécue sur le mode de la concurrence et de l'antagonisme, mais comme une tentative de conciliation syncrétique entre deux cultures différentes et compatibles. Cette caractéristique malgache prend, elle aussi, ses racines dans l'histoire du pays. En effet, une fois passés les premiers temps d'affrontement, les principales querelles religieuses n'ont pas opposé chrétiens et traditionalistes, mais les différentes Eglises chrétiennes entre elles.

Tableau IV-2
Pratique des rites traditionnels suivant la religion déclarée

% Pratique le :	Religion pratiquée					Total
	FJKM	Catholique	FLM	Autres protestants	Autres	
Famadihana	74,5	82,7	71,1	25,8	15,5	71,6
Joro	4,0	5,7	4,2	1,6	2,3	4,4
Tromba	1,2	1,2	0,0	1,1	1,5	1,2
Aucun des trois	25,5	16,0	28,0	74,2	82,3	27,7

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs

Un niveau de pratique élevé

Si l'ensemble des tananariviens déclare une religion, ceci ne nous renseigne pas sur l'importance réelle du phénomène religieux dans la société actuelle. Ainsi, dans nombre de pays occidentaux, il existe aujourd'hui un véritable hiatus entre une population qui continue à afficher des attaches confessionnelles et un niveau de pratiques de plus en plus faible. Aussi, pour mieux appréhender les véritables implications de l'adhésion massive au principe religieux, qui pourrait n'être que de façade, il convient de s'interroger sur l'intensité des pratiques.

Dans l'ensemble, *le niveau des pratiques religieuses reste remarquablement élevé*. 2,4% des habitants fréquentent un lieu de culte

(« fady »), la pratique de la circoncision, ou encore du mariage traditionnel, la vénération des talismans ou palladiums (« sampy »), la consultation des devins ou sorciers (« ombiasy », « mpisikidy »), etc. L'attitude du pouvoir face à ces rituels varie d'un type à l'autre, ainsi que dans le temps. Par exemple, le président Ratsiraka a réintroduit la pratique du « joro » (sacrifice de boeufs), à partir de 1975 et dans le cadre du retour à la malgachitude, pour finalement faire amende honorable et renoncer à ce cérémonial à partir de 1985

quotidiennement et plus des deux tiers s'y déplacent au moins une fois par semaine. A titre de comparaison, si en 1978 « seulement » 82% des français se déclaraient catholiques (et 14% « sans religion »), à peine 16% des catholiques déclarés assistaient à la messe au moins une fois par semaine. En 1995, ces chiffres sont en baisse avec respectivement 75% de catholiques et 10% de pratiquants réguliers (BOY, MAYER, 1997B). Cette tendance à la baisse de l'influence globale de la religion n'est pas limitée à la France, mais affecte l'ensemble de l'Europe (LAMBERT, 1995).

Quant à la proportion de ceux qui n'assistent jamais au culte, elle est très faible et inférieure à 3%. Il faut tout de même noter qu'environ un tananarivien sur cinq ne maintient qu'un lien assez lâche avec son Eglise, ne participant aux offices qu'à l'occasion des grandes cérémonies ou de façon épisodique.

La fréquentation du lieu de culte n'est pas nécessairement un bon indicateur de l'intériorisation des convictions religieuses. Elle peut en effet répondre à des motifs extra religieux de contrôle social. Par exemple, à l'époque du christianisme hégémonique de la fin du 19^{ème} siècle, ne pas participer aux offices pouvait engendrer la suspicion, voire se traduire par un phénomène de marginalisation ou de rejet. De plus, dans des sociétés où la religion est fortement imbriquée avec la dynamique sociale et la constitution du pouvoir, assister au culte peut être plus lié au « paraître » qu'à l'« être » ; que ce soit sous forme d'ostentation (être vu avec) ou encore pour tisser des réseaux dans le cadre de stratégies d'ascension sociale.

Aussi, la fréquence de la prière dans le cadre domestique, qui relève plus de la sphère privée et d'une décision strictement personnelle ou familiale, permet de mieux appréhender la question de l'intériorisation des convictions religieuses, indépendamment des manifestations de mise en scène à forte connotation sociale.

Sur ce plan, la prière à la maison constitue un autre temps fort de la pratique religieuse à Antananarivo. Plus d'un quart des habitants s'y adonne tous les jours, notamment au moment des repas, et 16% affirment prier au moins une fois par semaine. Cependant, il faut souligner que si seulement 3% ne fréquentent plus du tout leur lieu de culte, près d'un tananarivien sur cinq (18%) ne prie jamais, tandis que 38% ne s'y adonnent que de temps en temps, en particulier pour les fêtes. On observe là une sorte de dissociation entre d'un côté une pratique publique, reflet d'une norme sociale et de l'autre une conviction intime en matière religieuse.

Les fidèles des deux principales Eglises (FJKM et catholique) ont des niveaux de pratiques étonnamment semblables, notamment en ce qui concerne la prière. La seule différence notable est l'importance du culte mensuel chez les premiers, du fait du rôle de la cérémonie de la Cène le premier dimanche du mois, tandis que les catholiques continuent d'assister à la messe dominicale. Ces légères variations sont plus liées aux calendriers respectifs des deux Eglises qu'à des écarts dans l'intensité des pratiques.

Encore une fois, les membres des Eglises protestantes « indépendantes » se distinguent par une religiosité très supérieure à la moyenne : près de 10% assistent quotidiennement au culte et surtout plus de 43% prient tous les jours. Il est normal que ces minorités religieuses se caractérisent par des niveaux de pratique plus élevés, dans la mesure où le choix de ces confessions correspond plus souvent à une décision personnelle qu'à un héritage familial, et que par nature ces Eglises se montrent beaucoup plus exigeantes avec leurs fidèles que les confessions dominantes.

Tableau IV-3
Intensité des pratiques religieuses
dans l'agglomération d'Antananarivo

%	Fréquentation du lieu de culte				Fréquence de la prière à la maison			
	FJKM	Catholique	Autre	Total	FJKM	Catholique	Autres	Total
Quotidienne	1,5	0,9	9,0	2,4	23,0	21,9	43,4	25,7
Hebdomadaire	61,9	69,1	70,2	66,0	15,0	15,9	20,1	16,1
Mensuelle	11,4	3,5	7,6	7,7	3,2	0,7	4,1	2,4
Fêtes	8,9	6,7	5,1	7,5	14,7	16,9	10,3	14,9
Episodique	13,6	16,3	6,0	13,5	24,6	25,4	13,0	23,1
Jamais	2,7	3,5	2,1	2,9	19,5	19,2	9,1	17,8
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. La modalité « quotidienne » correspond à plusieurs fois par semaine et « hebdomadaire » à plusieurs fois par mois.

Au-delà de la prière, l'intensité de la vie religieuse peut être appréhendée par d'autres indicateurs, comme le suivi des rites de passage (baptême, mariage, etc.), la possession de livres religieux, la participation à des groupes de croyants ou encore l'écoute d'émissions religieuses. En premier lieu, *le baptême religieux est généralisé*, puisqu'il concerne plus de 95% des tananariens, les catholiques étant légèrement plus nombreux à être baptisés (97,7%³⁶). En revanche, *le mariage religieux est beaucoup moins fréquent* : seulement une personne en union sur deux a accompli ce devoir. Si cette désaffection pour le mariage religieux est en partie imputable aux couples vivant en union libre, elle touche aussi fortement

36) Le fait d'être baptisé revêt un sens particulier pour les chrétiens, puisque la communauté des chrétiens est souvent définie comme l'ensemble des baptisés. L'enquête montre que le critère du baptême est un bon indicateur de l'appartenance religieuse (pour les chrétiens), puisque la quasi-totalité de ceux qui s'auto-déclarent chrétiens sont baptisés.

les couples mariés. En effet, l'union libre n'est pratiquée que par 10% des couples, tandis que chez les couples mariés, à peine 56% des mariages ont été consacrés religieusement.

En deuxième lieu, la quasi-totalité des familles tananariviennes déclare posséder au moins un livre sacré à la maison. Ce résultat est d'autant plus significatif lorsqu'on connaît l'état de pauvreté et de dénuement dans lequel vit la grande majorité des familles malgaches. Rappelons qu'en 1995, 75% des ménages de la capitale disposaient d'une ration alimentaire inférieure au seuil de 2 100 calories journalières, et 62% en absorbaient moins de 1 810, limite considérée comme un seuil minimum de subsistance (MADIO, 1995).

La présence de livres religieux, alors même que nombre de familles assurent difficilement leur survie quotidienne, montre l'attachement accordé à la religion, la possession d'un tel livre constituant dans bien des cas le seul élément de patrimoine disponible. On peut d'ailleurs conforter l'importance des livres sacrés en comparant les taux de possession de livres scolaires et religieux. Si 93% des ménages possèdent un livre sacré, seulement la moitié de ceux dont un ou plusieurs enfants fréquentaient l'école dispose d'ouvrages scolaires à domicile, malgré le rôle central accordé à la scolarisation des enfants dans la capitale (MADIO, 1998A). Même si l'acquisition de livres religieux n'est pas toujours associée à un effort financier, car ces derniers ont pu être obtenus gratuitement (soit par les paroisses elles-mêmes, soit à travers des institutions spécialisées comme la Ligue pour la lecture de la Bible), à la différence des ouvrages scolaires la plupart du temps onéreux, leur présence systématique revêt un caractère hautement symbolique. Ainsi, dans beaucoup de foyers, les livres religieux constituent le seul ouvrage disponible, maintenant en quelque sorte une tradition historique, puisque la Bible a été le premier livre traduit et diffusé à Madagascar.

En troisième lieu, plus de 15% des tananariviens font partie d'associations religieuses, dont on connaît le foisonnement et le dynamisme dans la capitale (chorales, cellules de prière, dorkasy, tanora kristiana, tily et antily, fanilo, mpanazava, etc.). Enfin, plus d'un tiers des tananariviens écoute souvent des émissions religieuses à la radio, dont disposent 80% des ménages, la télévision étant beaucoup moins répandue. Si on y ajoute les 46% qui les écoutent de temps en temps, on ne trouve qu'un tananarivien sur cinq pour ne prêter aucune attention à ce genre d'émissions ; encore convient-il de mentionner que ce sont en général ceux qui ne peuvent pas les suivre car ils ne possèdent pas de poste de radio.

Tableau IV-4
Intégration à la vie religieuse et possession
de livres sacrés suivant la religion

%	FJKM	Catholique	Autre	Total
Est baptisé religieusement	95,8	97,7	87,7	95,3
Est marié religieusement	52,9	51,2	44,2	51,0
Possède au moins un livre religieux à la maison	94,7	89,8	95,8	93,0
Possède au moins un livre scolaire à la maison	51,0	45,5	57,2	53,0
Est membre d'un groupe religieux	14,1	13,5	25,3	15,5
Ecoute des émissions religieuses à la radio .				
- souvent	33,2	31,7	36,7	33,1
- de temps en temps	48,1	47,2	36,2	46,0
- jamais	18,7	21,1	27,1	20,9
Total	100	100	100	100

Source Enquête emploi 1997, SET97, MADIO, nos propres calculs « Est marié religieusement » ne porte que sur les couples qui se déclarent mariés ou vivant en union libre. Les données portant sur la possession de livres scolaires proviennent de l'enquête SET97, et ne concernent que les ménages dont au moins un enfant est scolarisé en primaire ou en secondaire

II.- RELIGION ET IDENTITE SOCIALE

Le mariage et la constitution de la famille sont au centre des stratégies d'accumulation du patrimoine sous toutes ses formes (économique, culturel, social, etc.). Si le religieux est effectivement une composante importante de l'identité sociale, il devrait jouer sur les comportements matrimoniaux des individus. Cette question peut être abordée de deux points de vue. D'abord, à travers la perception que chacun se fait de l'Autre religieux : peut-on le côtoyer et jusqu'où? Ensuite, par la mesure objective des liens religieux au sein même des familles, c'est-à-dire du poids de l'endogamie confessionnelle.

Un remarquable esprit de tolérance...

La coexistence pacifique entre les différentes religions pratiquées à Madagascar est une réalité bien connue. Elle s'explique aussi bien par un modus vivendi entre les appareils, que par le remarquable esprit de tolérance des populations. Ainsi, à peine 6% des tananariviens déclarent, qu'en aucun cas, ils se marieraient avec une personne d'une autre religion que la leur. De plus, un sur dix n'accepterait pas que ses enfants adoptent une confession différente. Enfin, moins de 1% se refuse à choisir ses amis personnels en dehors de ses coreligionnaires.

Encore une fois, catholiques et protestants de la FJKM ne se distinguent pas sur ce point, à la différence des membres des autres Eglises protestantes « indépendantes », qui se montrent beaucoup plus sectaires. Chez ces derniers, la proportion de ceux qui n'accepteraient pas d'alliance avec des membres extérieurs à leur Eglise est deux à trois fois plus forte que la moyenne : 18% refusent le mariage inter-religieux, 21%

n'accepteraient pas que leurs enfants changent de confession et 3% ne veulent pas d'amis d'une autre religion que la leur.

La comparaison des réponses suivant la religion permet d'émettre quelques hypothèses sur les fondements du sectarisme confessionnel. En effet, si les luthériens ne se distinguent pas des fidèles des deux autres confessions dominantes (FJKM et catholique) quant au refus absolu de tout compromis religieux, à la différence des « *autres protestants* », quand ils l'acceptent, ils sont par contre plus nombreux à évoquer les problèmes que cela risque de poser. Il faut sans doute plus voir dans ce résultat un réflexe de « minorité », qui envisage la cohabitation comme un risque d'affaiblissement de l'identité religieuse, que comme une philosophie dogmatique de la FLM. Dans le cas des Eglises protestantes indépendantes, les deux effets se combinent, à la mentalité obsidionnelle de minorités s'ajoute une idéologie plus sectaire. Enfin, ce sont les « *autres religions* », qui font preuve de la plus grande fermeture, les musulmans n'étant d'ailleurs pas les plus réfractaires.

Tableau IV-5
Un remarquable esprit de tolérance religieuse

%	Accepteriez-vous un conjoint, des enfants, des amis, d'une autre religion que la vôtre?								
	Conjoint			Enfants			Amis		
	Oui, sans pb	Oui, avec pb	Jamais	Oui, sans pb	Oui, avec pb	Jamais	Oui, sans pb	Oui, avec pb	Jamais
FJKM	81,5	15,4	3,1	74,0	18,2	7,8	95,2	4,4	0,4
Catholique	80,8	14,8	4,4	72,3	18,5	9,2	93,7	5,6	0,7
FLM	71,7	23,6	4,7	66,1	27,3	6,6	95,2	4,8	0,0
Autre protestant	63,2	18,4	18,4	59,0	20,0	21,0	90,2	7,2	2,6
Autres	33,9	16,3	49,8	33,8	17,2	49,0	85,4	7,3	7,3
Total	78,0	15,7	6,3	70,6	18,8	10,6	93,9	5,2	0,9
Total (ethnie)	61,6	10,8	27,6	-	-	-	-	-	-

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Finalement, *les tananariens se montrent remarquablement ouverts dans leurs convictions religieuses, malgré la diversité de leurs confessions*. L'endogamie religieuse stricte est rarement revendiquée, et lorsqu'elle l'est, elle ne dépasse pas le cadre de la sphère familiale ; marque du faible écho des idéologies religieuses excluantes. En particulier, le degré de tolérance religieuse apparaît beaucoup plus fort qu'en matière ethnique. Ainsi, 28% des habitants de la capitale refusent d'envisager un mariage inter-ethnique contre seulement 6% dans le cas de la religion. Il est intéressant de noter, qu'à la différence du religieux, ce sont les minorités ethniques qui sont les plus ouvertes à l'exogamie communautaire (cf. chapitre V).

Cette ouverture d'esprit des Malgaches pris individuellement trouve écho à l'échelle macroscopique, au niveau du pays tout entier. 83% des tananariens pensent que Madagascar est un pays de grande

tolérance, où les religions cohabitent sans heurt et se respectent, tandis que seulement 17% jugent que les tensions religieuses sont fortes. Ce sont d'ailleurs les plus intolérants (refus du mariage mixte ou de la liberté de choix des enfants) qui se montrent les plus négatifs sur l'atmosphère religieuse du pays. Ainsi, près de 30% de ceux qui n'accepteraient pas la conversion de leurs enfants considèrent que la coexistence religieuse est difficile dans le pays.

Tableau IV-6
Madagascar, un pays de respect de la liberté religieuse

Madagascar est un pays de :	Religion						Accepte la conversion des enfants		
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protest.	Autres	Total	Oui, sans pb	Oui, avec pb	Jamais
Grande liberté religieuse	83,0	84,7	89,2	78,8	75,2	83,3	83,9	87,8	70,8
Fortes tensions religieuses	17,0	15,3	10,8	21,2	24,8	16,7	16,1	12,2	29,2
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus.

...malgré la prégnance de l'endogamie religieuse

Malgré la grande tolérance affichée en matière religieuse, la réalité est beaucoup moins fluide. Dans la capitale malgache, *le taux d'endogamie est relativement fort*. Ainsi, 82% des ménages sont mono-religieux. Au niveau du couple, ils sont 87% à partager la même confession. La religion est donc bien un critère central qui conditionne directement le choix du conjoint. Elle représente aussi un ensemble de valeurs que les parents transmettent à leurs enfants, et entre donc nécessairement dans les mécanismes de reproduction sociale.

Cependant, si l'homogénéité religieuse domine, son règne n'est pas sans partage. L'exogamie est loin d'être négligeable, puisqu'elle touche plus d'un couple sur dix, et près d'une famille sur cinq, soit des proportions très supérieures à celles enregistrées pour l'endogamie ethnique. L'ouverture en matière religieuse semble moins problématique que pour le groupe ethnique d'appartenance.

Les minorités religieuses se montrent beaucoup plus réfractaires aux alliances. Pour ces dernières, la cohésion sociale (ou morale) passe presque toujours par le partage d'une seule et même confession au sein de l'unité familiale. En revanche, les fidèles des deux principales Eglises (FJKM, catholique) semblent les plus ouverts, confortant leurs prises de position tolérantes en matière d'exogamie. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les mouvements de flux croisés entre ces deux Eglises sont de loin les plus importants. Ainsi, 87% des chefs de ménage exogames, membres de la FJKM, ont un conjoint catholique, et réciproquement pour les chefs catholiques exogames, qui sont 74% à avoir choisi un conjoint FJKM. Ces chiffres mettent en lumière une véritable affinité, qui dépasse

l'effet quantitatif de l'offre matrimoniale potentielle, nécessairement plus forte pour ces deux confessions dominantes. Dans le cas de la FJKM, on peut s'étonner de cette prédilection pour les catholiques, alors que « théologiquement », ils devraient se sentir plus proches des autres protestants (FLM, etc.). Il est cependant possible que la proximité doctrinale soit aussi synonyme de concurrence.

Tableau IV-7
Endogamie religieuse familiale et inter-générationnelle

% Religion du chef	Ménages Mono-religieux	Religion du conjoint					Total
		FJKM	Catholique	FLM	Autre protestant	Autres	
FJKM	82,5	87,6	10,8	0,0	1,2	0,4	100
Catholiques	79,7	12,0	83,7	0,3	3,0	1,0	100
FLM	91,1	0,0	0,0	100	0,0	0,0	100
Autres protestants	84,9	4,1	1,4	0,0	94,5	0,0	100
Autres	86,7	0,0	0,0	0,0	3,3	96,7	100
Total	82,0	46,6	38,0	3,3	9,3	2,8	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus.

Finalement, les différences entre les déclarations subjectives, largement dominées par l'œcuménisme et la tolérance, et la réalité des alliances matrimoniales, marquée par la prégnance de l'endogamie religieuse, sont-elles révélatrices de l'existence d'un hiatus? Si l'on ne peut exclure que certains n'aient pas répondu sincèrement, au nom d'un « *religieusement correct* » imposant l'affichage d'une ouverture de façade, ce motif n'est sans doute pas le plus important. A notre avis, la tolérance religieuse est réelle, au moins entre les différentes confessions chrétiennes dominantes. Le christianisme, dans sa diversité, est un héritage historique, que l'on peut considérer comme faisant partie du patrimoine culturel malgache, et plus particulièrement Merina³⁷.

Que l'exogamie soit moins développée que ne le laisserait supposer les convictions déclarées n'est, somme toute, pas surprenant. Les chances d'affinités électives, voire tout simplement les opportunités de rencontres, sont évidemment plus grandes entre deux personnes d'une même confession, surtout dans un pays où l'activité religieuse est une composante aussi active de la vie sociale, comme nous avons pu le montrer dans la première partie. Ce qu'il faut plutôt retenir, c'est que se marier en dehors de son Eglise, accepter la conversion de ses enfants, avoir parmi ses amis des non co-religionnaires, relèvent pour beaucoup du champ des possibles. Pour la grande majorité des tananariviens, la religion n'est pas érigée en un système de pensée discriminatoire, de rejet et de condamnation de l'autre.

37) Rappelons qu'au 19^{ème} siècle, le christianisme, qui cherchait à s'imposer sur l'ensemble de l'île après son implantation en Imerina, était qualifié par les populations autochtones de « religion des Ambaniandro », c'est-à-dire, de religion des Merina.

La question du choix

Le taux élevé d'endogamie religieuse pose la question du choix. Qu'est ce qui incite les enfants à adopter la même religion que leurs parents, et pour la minorité qui déroge à ce principe, pourquoi ce changement ? Nous avons donc interrogé les tananariviens sur les raisons qui sont à l'origine de leur appartenance confessionnelle.

Dans leur immense majorité, les tananariviens prennent leur religion en héritage. 88% l'ont adoptée par *tradition familiale*. Pour les 12% restant, il s'agit d'un *véritable choix personnel*. Cette absence de revendication positive du libre arbitre individuel pourrait être interprétée comme la marque d'une certaine tiédeur à l'égard de la religion⁽³⁸⁾. Or nous avons vu plus haut que le niveau de pratique est très élevé et la religiosité profonde. L'objectivation du fait religieux, marque d'un relativisme surprenant quant aux déterminants de la couleur religieuse, est plutôt une preuve de la non conflictualité de l'appartenance confessionnelle. Comme l'ethnie d'origine, la religion est appropriée comme une composante d'un patrimoine, qui se transmet d'une génération à l'autre par le canal de la famille, et qui participe pleinement à la constitution de l'identité sociale. Plus généralement, il faut y voir *le caractère dépassionné de la question religieuse*, qui ne représente plus une zone de haute tension, de cristallisation des passions collectives dans la société tananarivienne actuelle.

Tableau IV-8
Raisons du choix religieux suivant la confession

%	Religion actuelle						A changé de confession		
	FJKM	Catho.	FLM	Autre protest	Autres	Total	Oui	Non	Total
Tradition familiale	94,4	94,5	85,1	42,6	36,8	87,9	3,5	96,5	100
Choix personnel	5,6	5,5	14,9	57,4	63,2	12,1	83,1	16,9	100
Total	100	100	100	100	100	100	13,1	86,9	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus.

Ce sont bien sûr *les membres des Eglises indépendantes qui sont le plus souvent en rupture avec les traditions familiales*, puisque 57% d'entre eux déclarent qu'il s'agit d'un choix strictement personnel. Ce résultat est la conséquence directe de la montée des nouvelles religions à Madagascar. Evidemment, ceux qui ont changé de confession au cours de la vie se prononcent massivement pour le caractère éminemment personnel de leur conversion, tandis que ceux qui sont restés fidèles à leur conviction d'origine y voient l'empreinte de l'héritage familial.

38) L'originalité du cas malgache n'est pas tant la transmission familiale de l'appartenance religieuse, qui se retrouve plus ou moins partout, mais le fait que les tananariviens en ont conscience et le déclarent ouvertement.

La mobilité religieuse et la montée des Eglises protestantes indépendantes

Nous venons de noter que les membres des Eglises indépendantes sont plus nombreux à revendiquer un choix individuel dans leur adhésion. Ceci s'explique largement par le fait qu'ils ont connu une rupture confessionnelle au cours de leur vie. En effet, près de 60% des fidèles actuels des Eglises protestantes indépendantes sont des convertis, alors que cette proportion n'est que de 13% en moyenne, et d'environ 7% pour les adeptes des deux Eglises dominantes.

Le tableau 9 met en évidence les flux et le sens de la mobilité religieuse. Il montre très clairement le pouvoir d'attraction des Eglises protestantes minoritaires qui ont accueilli près de 40% du total des convertis. La moitié même des transfuges de la FJKM ont rejoint ces Eglises. En revanche, les anciens fidèles de la FLM semblent moins sensibles aux sirènes des autres chapelles protestantes³⁹⁾, la FJKM constituant leur principal pôle de destination, dans plus d'un cas sur deux. Par ailleurs, les conversions croisées entre catholiques et membres de la FJKM sont loin d'être négligeables, renforçant l'impression de proximité de fait entre ces deux grandes Eglises. Une petite moitié des convertis catholiques sont devenus membres de la FJKM, tandis qu'un bon tiers des convertis FJKM ont adopté le catholicisme.

Quoi qu'il en soit, on tient là une mesure directe de la croissance des Eglises protestantes minoritaires, même si nous sommes incapables de dater précisément ce phénomène. Alors que les « *Autres protestants* » ne représentaient que 4,7% des confessions d'origine des tananariviens, elles comptent aujourd'hui 9% des confessions actuelles. On peut même estimer que *le poids des Eglises protestantes indépendantes a presque triplé, en passant de 3 à 7 ou 8% de la population* ⁽⁴⁰⁾. A contrario, les grandes Eglises reculent de 48,4% à 45,5% pour la FJKM, et de 41,2% à 39,3% aujourd'hui pour les catholiques. A la marge, les autres confessions non chrétiennes (et non musulmanes, qui restent stables avec 0,5%) augmentent aussi de 1,8% à 2,7%.

39) Il faut peut-être y voir le fait qu'ils trouvent à l'intérieur même de leur Eglise des palliatifs au manque « d'efficacité » de la prière, source de désaffection des fidèles, avec le mouvement lancé par Neny Iava d'exorcisme et de guérison par la prière, et l'expérience des « mpiandry » et des « toby » au sein de la FLM. Voir « L'expérience des Mpiandry chez les FLM », ICM, 1997, pp.220-222.

40) Rappelons que la modalité « *Autres protestants* » comprend les anglicans. Ceci conduit certes à réduire la part réelle des Eglises protestantes minoritaires, sans doute plus proche de 7-8% que de 9%, mais a aussi pour effet de sous-estimer leur montée en puissance. Si on accepte l'hypothèse que leur poids est resté le même, alors la part des Eglises protestantes minoritaires a presque triplé, d'environ 3% de la population à 7 ou 8%

Tableau IV-9
Mobilité religieuse suivant la confession

% Religion actuelle	A changé de religion	Parmi ceux qui se sont convertis, religion d'origine					Religion		
		FJKM	Catho.	FLM	Autre protes	Autres	Total	Ancien	Actuel
FJKM	7,2	0,0	48,9	54,1	36,4	23,4	25,4	48,4	45,5
Catholiques	6,9	34,6	0,0	11,8	50,9	59,4	21,4	41,2	39,3
FLM	19,8	6,5	3,7	0,0	5,3	17,2	5,1	3,8	3,5
Autres protestants	58,2	47,7	40,3	29,7	0,0	0,0	39,5	4,7	9,0
Autres	45,5	11,2	7,1	4,4	7,4	0,0	8,6	1,8	2,7
Total	13,1	100 (47,7)	100 (36,5)	100 (8,0)	100 (5,0)	100 (2,8)	100 (100)	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus. Les chiffres entre parenthèses donnent le % en ligne de la répartition des religions d'origine.

Le discours sur la perte des « valeurs morales » est-il fondé ?

A l'instar de nombreux autres pays du monde, on entend de manière récurrente des propos sur la perte des valeurs morales de la société. Ce discours, conservateur par essence (la situation serait en perpétuelle dégradation par rapport à un passé mythique), traduit l'angoisse (l'incompréhension ?) de la modernité et une sur-valorisation du passé. Evidemment, il se renforce en temps de crise. La culture (rôle central des ancêtres, les « razana ») et la conjoncture économique malgache (régression et déclin quasi continu depuis le début des années 70) se prêtent tout particulièrement à cette vision pessimiste de l'histoire ; la crise économique ne faisant que traduire une crise morale, qui se caractérise par une perte des valeurs fondamentales.

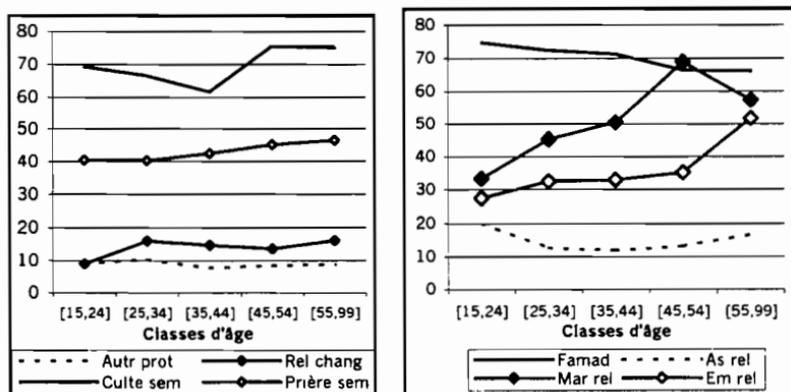
Si dans certains pays, ce discours prend appui sur une désaffection réelle vis-à-vis de la religion et de ses pratiques (LAMBERT, MICHELAT, 1992⁴¹), nous avons montré que dans l'ensemble, cet argument ne pouvait pas s'appliquer dans le cas malgache, eu égard au niveau toujours très fort de religiosité. En fait, l'idéologie de la perte des valeurs s'appuie implicitement sur le clivage jeunes/vieux, les seconds, se posant en gardiens de l'ordre moral, stigmatisant les premiers pour leur velléité de résistance et d'autonomisation face à la tutelle des anciens. Si nous ne pouvons mesurer l'évolution des pratiques religieuses au cours du temps, faute de données, on peut en revanche chercher à savoir si les jeunes se différencient de leurs aînés sur ce point.

41) Ce phénomène semble d'ailleurs plus spécifiquement toucher les pays d'Europe de l'Ouest, et n'affecte pas, par exemple les États-Unis. Ainsi, 95% des américains continuent à se déclarer croyants, tandis que tous les indicateurs de pratiques se maintiennent à des taux très élevés sur très longue période. Depuis 1940, environ 40% fréquentent chaque semaine les lieux de cultes, 70% croient qu'il y a une vie après la mort, 70% au paradis et 60% à l'enfer (IANNACCONE, 1998)

En fait, les jeunes font montre d'un attachement religieux tout aussi puissant que les générations plus anciennes. En premier lieu et à l'instar de leurs aînés, ils se disent tous croyants. Ils se situent dans la continuité historique, puisqu'ils sont plus nombreux à déclarer suivre la tradition familiale en matière religieuse, tandis que la présence des convertis est chez eux plus faible. En particulier, ils ne sont pas particulièrement sensibles aux sirènes des nouvelles Eglises indépendantes. Contrairement à une idée reçue, les sectes ne recrutent pas de façon privilégiée parmi des jeunes désorientés ou en rupture de ban, mais à parité dans toutes les classes d'âge.

En revanche, ils semblent plus attachés que leurs parents aux manifestations les plus courantes du culte des ancêtres. Par exemple, la participation au « famadihana » ne cesse de décroître avec l'âge, de 75% pour les plus jeunes à 66% pour les plus de 55 ans. Compte tenu de la symbolique de cette cérémonie tournée vers les ancêtres, on aurait pu penser le contraire. Il est possible que s'amorce un mouvement de retour à certaines coutumes et traditions malgaches fortement dévalorisées par l'autorité coloniale, et remobilisées comme des marques d'identité et de « malgachitude ».

Graphique IV-1
Pratiques religieuses suivant la génération



Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. « *Autr prot* » : autres protestants (y.c. sectes). « *Rel chang* » : a changé de religion. « *Culte sem* » : fréquente le culte au moins une fois par semaine. Idem avec la prière. « *Famad* » : pratique le famadihana « *As rel* » : fait partie d'une association religieuse « *Mar rel* » : marié religieusement « *Em rel* » : écoute souvent des émissions religieuses.

Non seulement, les jeunes affichent les mêmes convictions religieuses que les plus âgés, mais l'intensité du lien, que l'on peut appréhender à travers la fréquence des pratiques, est aussi forte, quelle

que soit la génération. C'est à peine si l'on décèle un léger recul du recours à la prière ou dans la fréquentation du lieu de culte. Ainsi, 69% des 15-24 ans se rendent au temple ou à l'église au moins une fois par semaine, contre 67% en moyenne. De même, ils sont 41% à prier à la maison, contre 42% en moyenne. Leur vie religieuse est même sur certains points plus active que celle des aînés. En l'occurrence ils sont les plus nombreux à appartenir à des associations religieuses : plus d'un jeune sur cinq en fait partie, alors qu'ils ne sont qu'environ 12% chez les 25-44 ans. Sans pouvoir trancher, on peut penser que cette plus forte participation religieuse est plus liée au cycle de vie (mode de socialisation), qu'à un véritable engouement généralisé pour la religion.

Cependant, il est vrai qu'un certain nombre de pratiques religieuses sont en voie de repli. C'est notamment le cas du mariage religieux. Nous avons noté plus haut qu'il ne touchait qu'un couple sur deux en moyenne, mais cette proportion descend à un sur trois chez les plus jeunes (moins de 25 ans). Le mariage religieux, qui n'a jamais été bien ancré dans les mœurs des tananariviens, semble perdre encore du terrain. Il faut cependant mentionner qu'un certain nombre de facteurs extra-religieux peuvent jouer sur le faible taux de mariage religieux des jeunes. D'une part, des jeunes couples qui n'ont pas régularisé leur situation sont susceptibles de le faire ultérieurement, une fois qu'ils jugeront leur union stabilisée. D'autre part, *la crise économique est aussi un puissant facteur inhibant le mariage religieux*. Les fastes de cette cérémonie, et de la fête qui y est associée, ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Nombre de familles préfèrent en retarder la date, plutôt que d'organiser une célébration au rabais.

Une autre forme de pratique religieuse de moins en moins prise en compte par les jeunes est l'écoute d'émissions religieuses. La part de ceux qui déclarent les suivre « *souvent* » ne cesse de décroître avec l'âge : de 52% chez les plus de 55 ans à 27% pour les 15-24 ans. Il semble que les promoteurs de ce type d'émissions n'ont pas su s'adapter à l'évolution des goûts, de façon à capter ce public jeune, qui ne montre aucune raison de fonds de s'en détourner, sinon leur forme, qu'il pourrait juger désuète⁽⁴²⁾.

En conclusion, les jeunes affichent une pratique religieuse aussi intense que celle de leurs aînés, montrant que le processus de désaffection

42) Il aurait été intéressant d'étudier leur attitude face aux diverses manifestations et galas évangéliques qui semblent connaître un certain succès (cf. l'affluence populaire lors de la prestation du prédicateur évangélique américain Myke Francen à Mahamasina en octobre 1996).

religieuse des nouvelles générations, observé dans de nombreux pays développés, n'a pas cours à Madagascar.

La religion : opium du peuple ?

En fait, le discours sur la perte des repères moraux, que seule une foi religieuse solidement ancrée serait susceptible d'endiguer, n'est qu'une des interprétations couramment émises sur la question religieuse. Entre autres, elle entre en contradiction avec une thèse alternative, même si cette dernière est beaucoup plus rarement avancée à Madagascar, à savoir, et en la résumant de façon lapidaire, celle de « la religion, opium du peuple ».

Dans la tradition marxiste, la religion aurait pour fonction de participer à la reproduction de l'ordre social établi fondé sur la domination de classes, en le faisant accepter. De plus, la croyance et les pratiques religieuses sont associées à une forme d'obscurantisme dans lequel seraient maintenues les couches sociales défavorisées, par opposition au rationalisme et à l'esprit scientifique, propres de la Modernité. S'il est difficile de tester la version forte de cette thèse ⁽⁴³⁾, on peut chercher à apprécier la validité d'une version plus faible : la religion est-elle un sous-produit à l'usage des plus démunis, utilisé par les dominants pour anesthésier leurs velléités contestatrices ; ce qui suppose que ces derniers ne sont pas eux-mêmes victimes du discours religieux.

Nous avons donc retenu trois variables reflétant une forme de domination sociale : le genre, le niveau d'éducation et la position économique. Dans le cas des femmes, le raisonnement se fonde sur une réalité avérée en Europe par exemple, et dont le symbole pourrait être des images d'églises à demi désertées, sauf par les femmes et les vieux, figures socialement dominées (même si, à Madagascar, les femmes ont rattrapé une partie leur retard, notamment en matière d'accès à l'école et de niveau d'éducation ; MADIO, 1998A).

Effectivement, les femmes apparaissent plus pratiquantes que les hommes. Cette différence ne passe pas par le fait de croire ou non, hommes et femmes se ressemblant fortement sur ce point, mais sur l'intensité de leurs pratiques religieuses. Elles prient plus souvent, et surtout se montrent beaucoup plus assidues aux offices que les hommes. De plus, bien qu'aussi souvent baptisées que leurs homologues masculins

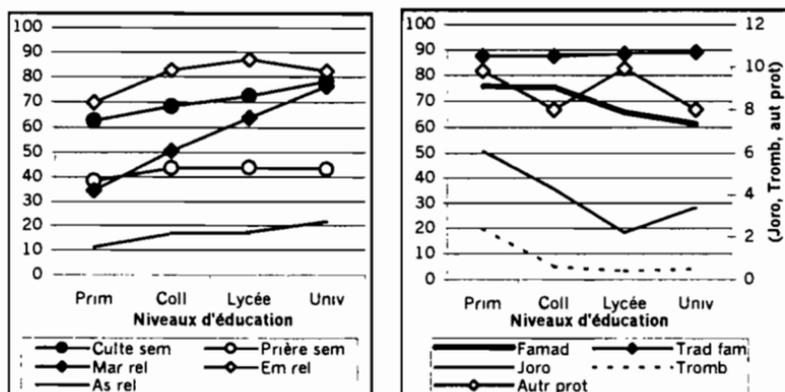
43) Il faudrait pour cela voir précisément en quoi les valeurs véhiculées par les différentes religions portent, plus que tout autre système de valeurs, à la passivité et à l'acceptation de l'état des choses.

(95% pour les deux), elles écoutent plus souvent les émissions religieuses à la radio et sont plus présentes dans les associations religieuses. En revanche, la domination masculine se fait jour dans le choix confessionnel. Si elles sont près de deux fois plus nombreuses qu'eux à avoir changé de religion (17% contre 9%), et qu'elles déclarent plus fréquemment que leur appartenance religieuse est le fruit d'un choix personnel, plus que d'une tradition familiale, c'est qu'elles ont tendance à adopter la confession de leur conjoint lorsqu'elles se marient. En contrepartie, le leadership masculin amène ces derniers à se montrer plus tolérants en ce qui concerne l'ouverture religieuse au mariage, ou pour les enfants. Cependant, et malgré ces différences, l'engagement religieux reste très fortement ancré, même chez les hommes.

Si l'on se penche sur la relation entre éducation et religion, on observe une corrélation inverse à celle sous-tendue par la thèse de « l'opium du peuple », les diplômés se montrent en moyenne plus pratiquants que leurs homologues de niveau d'études inférieur. Ce résultat se retrouve aussi bien pour la fréquentation des lieux de culte, l'usage de la prière, le mariage, que pour l'adhésion à des associations religieuses, la possession de livres sacrés ou le taux d'écoute des émissions religieuses. Les plus éduqués sont plus intolérants en matière de mariages mixtes, et accepteraient moins souvent la conversion de leurs enfants. Ils sont aussi plus réticents à s'adonner aux rituels liés aux cultes des ancêtres (famadihana, joro, tromba). En revanche, pas plus que les jeunes ne sont les « victimes » de prédilection des sectes, les moins éduqués ne sont pas des cibles particulièrement fragiles pour ce type d'évangélisation.

Plus on est diplômé et plus on est présent à l'église ou au temple, ce qui est beaucoup moins vrai pour la fréquence de la prière. Ce résultat tend à prouver que l'église constitue un lieu de sociabilité, mobilisé par une partie des élites, sinon pour se montrer, au moins pour y entretenir ses relations sociales. Plus généralement, la religion constitue toujours dans la capitale malgache un facteur d'intégration et de valorisation sociale, dont les plus éduqués tirent le meilleur profit, même s'ils n'en ont pas l'apanage exclusif.

Graphique IV-2
Pratiques religieuses suivant le niveau d'éducation



Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Pour les légendes, voir graphique IV-1. « Joro » : pratique le Joro. « Tromb » : pratique le Tromba. « Trad fam » : a choisi sa religion par tradition familiale.

La croissance de la pratique religieuse avec le niveau d'études remet en question l'hypothèse de « la religion, opium du peuple », non seulement à cause des vertus propres de l'éducation, qui permet à ceux qui en ont bénéficié d'élargir l'horizon de leurs choix individuels, d'exercer plus pleinement leur esprit critique, et partant leur liberté d'action, mais aussi parce que la scolarité est un indicateur indirect de la position sociale : les plus diplômés sont aussi ceux qui occupent le haut de la hiérarchie sociale. La prise en compte directe de la richesse économique des ménages permet de conforter le sens de la relation entre classes sociales et pratiques religieuses.

Deux variables peuvent être mobilisées pour approcher le niveau socio-économique des ménages : le niveau de revenu et le secteur institutionnel d'appartenance du chef de ménage ⁽⁴⁴⁾. Les résultats obtenus à partir de ces deux critères confirment le diagnostic précédent, à savoir que *l'intensité de la pratique religieuse dépend positivement du niveau social*. La fréquentation du lieu de culte, la participation à des associations paroissiales, la possession de livres sacrés ou l'écoute d'émissions religieuses, s'élèvent des plus pauvres aux plus riches. Dans le cas du mariage religieux, dont on a vu qu'il nécessitait la mobilisation de ressources financières conséquentes, on passe d'un taux de 40% pour

44) On distingue quatre catégories de ménages : les « ménages publics » (dont le chef travail dans le secteur public), les « ménages privés formels », les « ménages informels » et les « ménages chômeurs/inactifs ». On peut trouver dans MADIO (1997) des éléments montrant la pertinence de ce découpage.

les couples appartenant au quartile de revenu le plus faible, à 65% pour le quartile le plus aisé.

En revanche, la fréquence de la prière à la maison ne varie pas sensiblement, d'une catégorie sociale à l'autre. Ce qui conforte la thèse énoncée plus haut selon laquelle ce qui distingue les plus riches des plus pauvres n'est pas tant leur degré de religiosité que l'utilisation efficace de la religion dans des stratégies de promotion (ou de conservation) sociale. Disposant de plus de ressources de tous ordres (économiques, culturelles, sociales), ils sont plus à même de les mobiliser en faveur de démonstrations publiques de sociabilité religieuse susceptibles d'accroître encore ces différentes formes de capital (alliances matrimoniales, relations sociales, etc.).

La possession de livres sacrés en est un bon exemple, même si l'écart de taux de possession qui sépare les plus riches des plus pauvres est faible (95% et 88%)⁽⁴⁵⁾. D'une part, les premiers peuvent plus facilement en supporter la charge financière. D'autre part, leur exposition dans une bibliothèque personnelle est une marque symbolique de prestige et de légitimité sociale pour leurs détenteurs. Si cette fonction peut paraître secondaire aujourd'hui, eu égard à la diffusion quasi-généralisée des livres religieux, il convient de rappeler le rôle fondamental qu'ils ont pu jouer au cours de la seconde moitié du 19^{ème} siècle, lorsque leur rareté en faisait des biens de luxe, au même titre que nombre de produits importés, et que la maîtrise de l'écrit restait circonscrite à des cercles restreints et privilégiés (RAISON-JOURDE, 1991).

Finalement, la fragilité supposée des plus démunis dans leurs convictions religieuses est mise en défaut. Aux résultats présentés ci-dessus, on peut ajouter le fait qu'ils ne participent pas plus que les autres à la montée des sectes protestantes. Ainsi, la part des « autres protestants » dans le quartile le plus pauvre n'est que 8%, pour 9% en moyenne. L'ancrage historique de leur couleur religieuse ne fait aucun doute : 86% invoquent la tradition familiale, et 14% ont changé de religion au cours de leur vie (contre 88% et 13% pour l'ensemble des tananariviens). Quant à la question du syncrétisme religieux, les résultats sont ambigus. Si les plus démunis pratiquent plus souvent le famadihana (à raison de 77% dans le quartile le plus faible et de 70% pour le quartile supérieur), les manifestations du culte des ancêtres les plus directement

45) Le taux de possession de livres religieux ne permet pas de prendre la pleine mesure de leur fonction de « distinction sociale ». Il faudrait aussi tenir compte du nombre d'ouvrages possédés, du type de titres en question plus ou moins prestigieux (bibles, écritures saintes ou simples livres de chants, catéchismes, et autres ouvrages pédagogiques), et de leur forme matérielle (type de reliure, photocopies, etc.).

condamnées par les Eglises officielles sont au contraire plus fréquentes chez les plus riches. 2% des plus pauvres se livrent aux cérémonies du joro/sorona, et 0,5% assistent aux tromba. Ces proportions atteignent respectivement 6 et 3% au sein du quartile supérieur.

Mais quels sont donc les facteurs qui différencient les fidèles des principales Eglises ?

A ce point de l'étude, on est conduit à s'interroger sur les facteurs qui différencient réellement les fidèles des principales Eglises. En effet, pour ne prendre l'exemple que des deux grandes Eglises (FJKM, EKAR), leurs membres ne semblent se distinguer en rien : ils ont les mêmes modes et niveaux de pratiques religieuses, ils affichent les mêmes valeurs morales, et émettent les mêmes options sur le rôle de l'Eglise dans la société. Tout se passe comme si, pour chacun, la couleur religieuse avait été tirée au hasard dans l'ensemble de la population, aboutissant à la création de deux groupes jumeaux, parfaitement ressemblants à l'exception de leur taille.

Un premier critère de différenciation dans cet essai de sociologie religieuse de la population d'Antananarivo est l'appartenance ethnique, et en son sein, le groupe statutaire de rattachement. En effet, les Merina, groupe ethnique autochtone et numériquement dominant, montrent une préférence marquée pour la FJKM. Près de la moitié des Merina de la capitale est fidèle à cette Eglise, contre seulement 30% des Betsileo, et 22% pour les autres groupes ethniques. Cette affiliation en faveur de la FJKM se fait principalement au détriment de l'Eglise catholique, qui regroupe sous son nom 38% des Merina contre 48% des non-Merina, mais aussi de la FLM : seulement 3% des Merina en sont membres, mais 9% pour les originaires des Côtes et surtout près de 13% chez les Betsileo.

En fait, le partage religieux passe bien par des clivages inter-ethniques, mais ils jouent aussi au niveau intra-ethnique. Ainsi, la prédilection des Merina pour la FJKM est encore plus sensible pour les descendants de nobles (« Andriana ») : deux tiers d'entre eux lui accordent leurs suffrages. Ce choix devient de moins en moins fréquent à mesure que l'on descend dans la hiérarchie des groupes statutaires. Il ne concerne que la moitié des descendants de roturiers (« Hova »), et un peu plus du tiers des fils de dépendants (« Mainty/Andevo »). Cette tendance est contrebalancée par la montée du catholicisme, dont moins d'un quart des « Andriana » déclarés se réclame, mais près de 60% des descendants de « Mainty ». Ce groupe est d'ailleurs le seul où les catholiques sont majoritaires.

On retrouve là directement *l'empreinte de l'histoire malgache* ; ce qui n'est d'ailleurs guère étonnant compte tenu du mode de transmission familial de la religion. La topologie religieuse reflète la géographie de l'implantation des missions sur le territoire malgache, ainsi que les mouvements de conversion enregistrés au 19^{ème} siècle. En premier lieu, au cours de la phase de christianisation de Madagascar, les Eglises rivales se sont réparties l'espace en zones d'interventions privilégiées, en fonction de leur date d'arrivée et des moyens à leur disposition (financiers, nombre de missionnaires, etc.). C'est ainsi que la LMS, dont la FJKM est l'héritière, a investi la première, le plus durablement et le plus massivement, la capitale. Les pasteurs norvégiens de la FLM se sont établis dans le Sud des Hauts-Plateaux, et plus particulièrement dans le Vakinankaratra. On retrouve la trace de leur influence auprès des originaires du Betsileo. Les anglicans ont d'abord cherché à évangéliser la Côte-Est. Quant aux catholiques, ils sont entrés rapidement en concurrence avec les protestants sur les Plateaux, mais ont aussi pu bénéficier du support des autorités françaises durant la période coloniale pour étendre leur champ d'opération au pays tout entier (dans le Sud notamment ; LE CHRISTIANISME DANS LE SUD DE MADAGASCAR, 1996).

En second lieu, sur les Hauts-Plateaux, et dans la capitale plus spécifiquement, les rivalités ont été particulièrement rudes. Centre nerveux du pouvoir, la plupart des Eglises ont cherché à s'attirer les faveurs des autorités merina, considérées comme la clef pour prendre le contrôle du pays profond. De ce point de vue, la LMS bénéficiait de l'avantage de l'antériorité, qui s'est vu conforté après une période de tergiversation parfois dramatique (cf. l'épisode des martyrs chrétiens), par la conversion royale de 1869. Devenu religion de la Reine, le protestantisme a connu une phase de ralliement massif, symbole de la marque d'allégeance au pouvoir en place. Les Andriana ont bien sûr joué cette carte, qui s'inscrivait dans des stratégies de rapprochement ou d'accession à la classe dirigeante, même si l'on ne doit pas négliger l'importance de conversions plus sincères, attestées par nombre d'exemples célèbres. Dans ce contexte, les catholiques ont dû se contenter d'une place de second rang dans les espaces laissés vacants par le protestantisme dominant, portant le plus souvent sur des groupes socialement moins bien placés.

Ceci étant, il convient de se garder de raccourcis trop réducteurs. Si le partage entre catholiques et protestants suivait en partie les lignes de niveau de la hiérarchie sociale, il ne s'y superposait que partiellement. Dès la seconde moitié du 19^{ème} siècle, il était déjà abusif d'associer trop étroitement catholicisme et religion du pauvre, des esclaves ou éventuellement des roturiers, opposé au protestantisme, religion des

riches ou des nobles. L'ouvrage de F. RAISON-JOURDE (1991) montre très clairement que les conversions étaient souvent le résultat de jeux d'alliance, et pouvaient être réversibles. Par ailleurs, la « bicephalité » du pouvoir (Reine/Premier Ministre), marquant le pacte stratégique entre certaines fractions de la noblesse et des roturiers (Andriana descendants royaux/Hova Andafiavaratra), interdit l'assimilation entre religions et groupes statutaires. De plus, l'adoption d'une Eglise par un notable (noble ou roturier) entraînait aussi celle de ses dépendants ou de ses alliés. Enfin, il ne faut pas oublier que la mise sous tutelle de Madagascar par la France, et le lien privilégié entre catholicisme et pouvoir colonial, malgré la vague anti-cléricale incarnée par le Gouverneur général Augagneur (1905-1910), a aussi été à l'origine de reclassements confessionnels en faveur de l'Eglise catholique.

Tableau IV-10
Ethnies, groupes statutaires et religions
dans l'agglomération d'Antananarivo

%	Religion actuelle					Total
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protestant	Autres	
Merina	48,5	37,8	3,0	9,5	1,2	100
Dont Descendants d' « Andriana »	65,5	24,6	1,0	7,2	1,7	100
Descendants de « Hova »	49,2	37,1	3,6	8,9	1,2	100
Descendants de « Manty »	36,3	59,2	0,0	4,0	0,5	100
Non déclaré	47,4	36,7	4,8	9,2	1,9	100
Betsileo	30,6	48,1	12,5	7,5	1,3	100
Autres groupes ethniques	21,7	48,0	8,5	8,2	13,6	100
Total	45,5	39,3	3,5	9,0	2,7	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Les ethnies côtières ont été regroupées, non pour des raisons de ressemblance, mais parce que leur poids est trop faible pour être identifiées individuellement. Les groupes statutaires des Non-Merina bien qu'existants n'ont pas été reportés, car les effectifs correspondant dans l'enquête sont trop faibles. « Andriana » : nobles, « Hova » : hommes libres, « Manty/Andevo » : dépendants/esclaves.

Finalement, le tableau IV-10 met clairement en évidence la persistance de choix et de comportements religieux fixés il y a plusieurs générations, sans que pour autant les groupes sociaux (ici ethniques ou statutaires) puissent être complètement identifiés par leur appartenance religieuse. Encore aujourd'hui, l'appartenance religieuse n'est pas indépendante du groupe statutaire (caste), principe de hiérarchisation sociale fondamental au siècle passé (voir chapitre V). Ce dernier a pourtant été officiellement aboli il y a plus de 100 ans (royauté, castes et esclavage). Aussi, on peut s'interroger sur la nature actuelle du lien entre position sociale et confession, et la forme des canaux de transmission qui régissent la reproduction des inégalités sociales (patrimoine, revenu, accès à l'emploi, etc.). En fait, le chapitre V montre que les groupes statutaires restent toujours un puissant facteur de structuration de la société malgache, tout au moins dans la capitale. Aussi, ne serait ce que

par ce biais, la confession devrait encore être liée à la place occupée dans la pyramide sociale.

Effectivement, la batterie d'indicateurs dont nous disposons permet de rendre compte de la relation entre appartenance religieuse et position sociale. Ainsi, *les ménages FJKM ont conservé leur suprématie passée, relativement à leurs homologues catholiques*. Plus souvent et plus longtemps scolarisés, ils sont aussi en moyenne plus riches, que ce soit en terme de revenu ou de patrimoine. Plus nombreux à occuper un poste de cadre, quand ils travaillent, leur rémunération est aussi plus élevée. Jouissant d'un meilleur revenu, les ménages FJKM sont aussi plus souvent propriétaires de leur logement avec titre foncier, et sont mieux lotis en matière d'équipement de l'habitation (eau, électricité, etc.) ou de possession de biens durables (télévision, téléphone, véhicule, etc.). Ces différences sociales s'accroissent encore, si l'on ne considère que la population Merina. En effet, les non originaires de la capitale occupent en moyenne une meilleure position que les originaires, ce qui s'explique par la fonction de drainage de l'élite nationale jouée par la capitale (cf. chapitre V). Globalement, les fidèles de la FJKM sont les plus favorisés sur tous les plans.

Tableau IV-11
Appartenance religieuse et insertion sociale
dans l'agglomération d'Antananarivo

%	Religion actuelle (individuelle ou du chef de ménage)					
	FJKM	Catho.	FLM	Autre protest.	Autres	Total
- Taux net de scolarisation (secondaire 2 ^{ème} cycle)	17,8	9,3	25,4	20,3	6,2	14,8
- Taux net de scolarisation (supérieur)	7,8	6,6	14,3	9,8	8,2	7,7
- Nombre moyen d'années d'études (25 ans et plus)	8,4	7,5	10,0	8,1	8,2	8,1
- Revenu moyen des actifs (1 000 Fmg/mois)	182	154	275	170	400	176
- % de cadres	7,7	4,5	14,1	5,0	9,8	6,5
- Revenu moyen par tête du ménage (1 000 Fmg/mois)	83	75	125	80	160	83
- Propriétaire de son logement avec titre foncier	37,7	27,3	20,3	33,2	15,2	32,1
- Eau courante à domicile	19,8	11,7	26,6	16,2	27,9	16,8

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Face à ce constat, deux interprétations alternatives peuvent être proposées. D'un côté, le statut différentiel suivant la religion peut être la simple conséquence du phénomène déjà analysé de reproduction sociale d'une génération à l'autre, les enfants des familles les mieux dotées ayant plus de chance de conserver leur avantage initial. De l'autre, il pourrait traduire l'impact spécifique des différentes philosophies religieuses (morale du travail, ou de la « réussite » temporelle) sur l'insertion sociale. Les travaux menés sur cette question (voir pour le cas de la mobilité sociale : MADIO, 1997), comme les résultats de cette étude, incitent à penser que la première interprétation est la plus pertinente, même si

localement la seconde peut jouer (par exemple, le poids de l'investissement scolaire chez les luthériens).

III.- EGLISES ET SOCIÉTÉ

La ferveur religieuse des tananariviens, toutes générations confondues, conduit à s'interroger sur le rôle des Eglises dans la société actuelle. En Occident, le recul du religieux s'explique en grande partie par un désajustement croissant entre le discours des Eglises, perçu comme figé et dépassé, et une société en évolution rapide (MICHEL, LUNEAU, 1995). Quelles sont les raisons qui font que Madagascar semble échapper à cette tendance, voilà la question à laquelle nous tenterons de répondre dans cette partie.

La modernité du message religieux

Si la société malgache est aussi empreinte de religiosité et les pratiques religieuses aussi intenses c'est que *les Eglises ont su rester en prise avec les préoccupations fondamentales de la population*. Le décalage de plus en plus profond observé en Occident entre les autorités religieuses et la société civile ne semble pas avoir cours à Madagascar. Les clefs de cette réussite s'expliquent par deux facteurs. D'une part, le message véhiculé par les Eglises n'est pas considéré comme archaïque par les tananariviens. 92% pensent qu'il est en phase avec la modernité, et ne constitue pas une entrave au développement du pays. Toutes les Eglises semblent répondre aux demandes de leurs ouailles. D'autre part, *le clergé a su rester relativement proche de ses fidèles*, aussi bien par son mode de vie que par les préoccupations qu'il affiche et qui reflètent bien les difficultés auxquelles la population est confrontée au quotidien.

Il faut tout de même noter que près d'un fidèle sur quatre reproche à son propre clergé son éloignement de la réalité quotidienne de chacun. Ce sont d'ailleurs les Eglises protestantes indépendantes qui assurent la symbiose la plus étroite entre hommes d'églises et fidèles. Il est difficile de trouver un profil sociologique spécifique à ceux qui portent un regard critique sur leur encadrement religieux, sinon qu'il touche plus souvent les hommes et les jeunes. En revanche, il existe un lien direct entre rejet des autorités religieuses et intensité de pratiques. Ainsi, les positions « critiques » ne représentent que 5% de ceux qui fréquentent quotidiennement leur lieu de culte. Elles atteignent 17% pour ceux y qui vont à un rythme hebdomadaire, 32% pour la fréquentation mensuelle, 46% lorsqu'elle est épisodique et dépassent 59% chez ceux qui ont déserté les temples ou les églises. Dans le cas de la prière, les différences

sont moins prononcées : de 13% pour ceux qui prient au moins une fois par semaine à 47% pour ceux qui ont renoncé à prier.

Il est difficile d'établir le sens de la liaison entre ces deux phénomènes, mais on peut penser qu'une part importante des croyants peu pratiquants se sont éloignés de leur Eglise à cause du comportement des ministres du culte. La critique porte à la fois sur le manque « d'écoute » des paroissiens de la part de la hiérarchie religieuse, d'un train de vie qui n'est pas en adéquation avec celui du commun des mortels, mais aussi de normes de conduites jugées trop strictes. Ainsi, les fidèles les plus critiques sont aussi ceux qui pratiquent le plus régulièrement le culte des ancêtres, ainsi que ceux qui se montrent le plus tolérants en matière d'ouverture confessionnelle (mariages mixtes, conversion des enfants, etc.).

Tableau IV-12

Des églises en phase avec la modernité et le quotidien de la population

%	Religion actuelle					
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protestant	Autres	Total
Le message véhiculé par les représentants de votre église est en adéquation avec la modernité	91,6	90,3	96,9	90,3	94,4	91,6
Vos autorités religieuses sont proches de vous, et s'intéressent à vos préoccupations quotidiennes	72,4	73,5	78,5	87,0	91,9	74,7

Source . Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs

Eglise et vie publique : participer sans s'immiscer

Si les tananariviens n'ont aucun doute sur la compatibilité entre foi et modernité, comme sur l'actualité du message délivré par les Eglises, on peut chercher à savoir quelle fonction ils considèrent légitime de leur accorder : celle de simple guide spirituel en matière de morale privée ou prérogatives élargies à la sphère publique. Et si cette dernière option est privilégiée, dans quels domaines doivent-elles intervenir : tous azimuts ou dans des champs clairement balisés ?

Depuis près d'un siècle et demi, les Eglises ont joué un rôle important, sinon décisif, dans les affaires publiques à Madagascar. Durant la période pré-coloniale, caractérisée par la rivalité anglo-française, les différentes missions appuyaient respectivement la politique de chacune des puissances dont elles étaient originaires pour la conquête du pouvoir (RAISON-JOURDE, 1991). Depuis, les autorités ecclésiastiques n'ont cessé d'intervenir dans la conduite du pays. On peut mentionner les positions nationalistes de certains ecclésiastiques sous la tutelle française, dont le plus célèbre est le pasteur Ravelojaona ou encore l'implication directe du FFKM lors des événements de 1991 (URFER, 1993). Encore aujourd'hui, et malgré la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les hommes politiques

continuent d'asseoir leurs discours sur des références religieuses explicites (cf. les discours des présidents D. Ratsiraka ou A. Zafy).

Pour les tananariviens, il ne fait aucun doute que *les autorités religieuses doivent intervenir dans le débat public*. Mais leur champ de compétence doit aussi être circonscrit. S'ils attendent d'elles une prise de position sur les grandes questions de société, en revanche, ils considèrent tout aussi massivement qu'*elles ne doivent pas directement se mêler de politique*. Etant donnée la forte imbrication entre ces deux domaines, il faut voir dans ce résultat la condamnation de la « politique politicienne » dont souffre le pays depuis plusieurs années, ainsi que le rejet unanime de la classe politique (cf. chapitre III).

Si les autorités religieuses veulent conserver le prestige moral et la crédibilité que la population leur accorde encore, au contraire de la classe politique largement déconsidérée ⁽⁴⁶⁾, elles doivent se tenir à l'écart des manœuvres politiciennes et d'un engagement partisan déclaré. Il leur faut résister aux sirènes des hommes politiques qui cherchent à conforter leur légitimité et à mobiliser leur électorat en détournant et/ou en s'appropriant le crédit dont jouissent encore les autorités religieuses. On mesure clairement là l'ambiguïté de la prise de position récente du FFKM à propos du référendum constitutionnel du 15 mars 1998⁽⁴⁷⁾. Cette intervention, sur une question sinon directement politique, au moins dont la frontière avec la politique est floue, a pu être interprétée comme une forme d'abus de pouvoir ; les Eglises pouvant être considérées comme outrepassant le rôle que la population désire leur voir jouer.

L'ecclésiologie des différentes Eglises en matière d'engagement politique diverge sensiblement. Ainsi, l'Eglise catholique rejette toute intervention, tandis que la FJKM est beaucoup moins ferme sur ce plan :

46) 95% des tananariviens déclarent que les politiciens ne reflètent pas leurs préoccupations, et qu'ils ne s'intéressent qu'à leur intérêt personnel ; Voir chapitre III.

47) Dans une déclaration publique, datée du 14 février 1998 et publiée dans les journaux le 16, le FFKM, sortant de sa réserve, se prononçait contre le projet de constitution soumis au référendum du 15 mars. Sa déclaration dénonce un véritable changement et non la révision annoncée de la constitution (113 articles amendés sur 149), l'abandon du terme de justice (« fahamaranana ») comme devise de la République (remplacé par celui de « développement »). Il s'inquiète du renforcement des pouvoirs présidentiels, sans contrôle véritable, dévoyant le projet d'autonomie des provinces. Même s'il se défend d'intervenir sur un front strictement politique, et incitant la population à voter, cette prise de position très ferme a pu être facilement interprétée comme un engagement pour le « non », ou au mieux pour le vote blanc. Cette prise de position a évidemment été récupérée par l'opposition, et a suscité de nombreuses polémiques, comme l'attestent les commentaires qui ont suivi dans les médias. Les résultats du référendum et le bon score obtenu par le « non » semblent montrer que les Eglises continuent à être au moins partiellement suivies lorsqu'elles interviennent en politique.

nombre de ses pasteurs exercent des fonctions dirigeantes au sein de partis politiques, dont les options sont d'ailleurs souvent opposées. Mais, à l'inverse des positions doctrinales des appareils, les tananariviens, toutes confessions confondues, sont défavorables à la mobilisation politique de leurs Eglises respectives ; les fidèles des Eglises protestantes indépendantes et les non-chrétiens refusant le plus énergiquement ce mélange des genres.

Tableau IV-13

**Un champ d'intervention circonscrit pour les autorités religieuses :
le rejet des interventions politiques**

%	Religion actuelle					Total
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protestant	Autres	
Les autorités religieuses doivent donner leur avis sur les grandes questions de société	90,6	89,5	87,8	86,3	89,5	89,6
Les autorités religieuses doivent intervenir dans le débat politique	21,1	21,4	21,4	14,2	5,6	20,2

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Cette mise en garde de la population à l'égard de la hiérarchie religieuse doit être prise très au sérieux. En effet, plus de la moitié des habitants de la capitale pense que cette dernière s'immisce déjà trop dans la conduite des affaires publiques, en dehors même du débat strictement politique. Seulement 10% d'entre eux désiraient lui voir jouer un rôle plus important, tandis que pour 35% ses interventions sont en adéquation avec leurs attentes. En refusant le mélange des genres, les tananariviens semblent appeler de leurs vœux une séparation plus clairement affichée entre ce qui relève de la sphère religieuse et ce qui n'en fait pas partie. Reste maintenant à en tracer plus précisément la frontière.

Tableau IV-14

**Une trop grande immixtion des autorités religieuses
dans la vie publique**

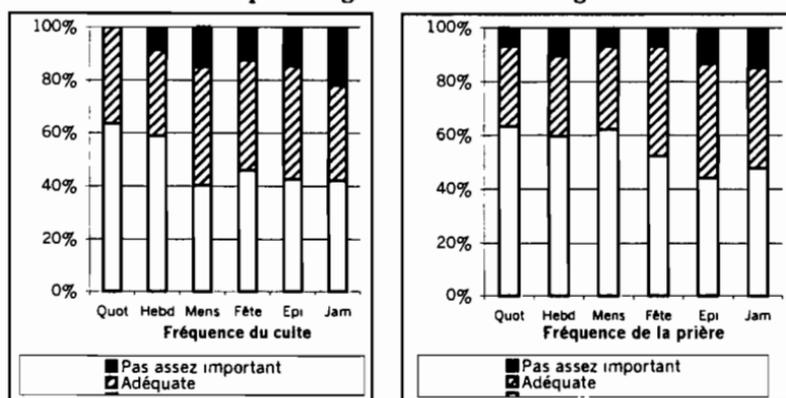
D'après vous et en dehors des questions politiques, l'intervention des autorités religieuses dans la vie publique est :	Religion actuelle					Total
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protestant	Autre	
Trop importante	52,3	52,8	48,6	66,1	62,3	53,9
Adéquate	37,8	37,0	38,1	21,9	28,4	35,8
Pas assez importante	9,9	10,2	13,3	12,0	9,3	10,3
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Globalement, ceux qui considèrent que les Eglises interviennent trop fréquemment dans le débat public se recrutent parmi les populations socialement dominées : vieux, femmes, pauvres, peu éduqués. Mais les écarts sont faibles, et concernent principalement l'arbitrage entre une intervention trop importante et une intervention adéquate. Pour toutes les sous-populations, rarement plus de 10% déclarent que le rôle des Eglises n'est pas assez important. En revanche, il apparaît que les plus croyants

comme les plus pratiquants sont les plus critiques sur la place trop grande des Eglises dans la vie publique, même en dehors de la sphère politique. Comme si, les fidèles les plus assidus considéraient que les Eglises devaient se recentrer sur des préoccupations moins extérieures, en faveur d'actions de proximité en adéquation avec de strictes considérations religieuses. Cette impression est confirmée par les différences de prises de position entre ceux qui affirment que les ecclésiastiques sont proches de leurs préoccupations, et ceux qui pensent au contraire qu'ils en sont trop éloignés. En effet, plus de 20% des tananariviens qui portent un regard critique sur les ecclésiastiques trouvent que les Eglises jouent un rôle insuffisant, contre 7% pour les autres.

Graphique IV-3
Pratiques religieuses et rôle des Eglises



Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Les fréquences de pratiques sont : quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, pour les fêtes, épisodique, jamais.

Les différentes Eglises sont-elles porteuses de valeurs morales spécifiques?

Pour aller plus loin, nous avons cherché à savoir quel type de valeurs morales étaient transmises par la religion, ou plus précisément quelles sont les valeurs morales que recherchent les fidèles en adhérant à telle ou telle Eglise. Parmi les quatre options proposées (*amour, travail, justice, autres*), deux dominent très largement. *L'amour du prochain* est de loin la plus significative puisque près de deux personnes sur trois y font référence. Le principe de *justice/honnêteté* arrive en seconde position avec plus de 30%, tandis que le *travail*, ou les autres options n'apparaissent qu'à la marge (resp. 1,8 et 1,4%).

Un résultat particulièrement intéressant est l'absence de différences significatives dans les valeurs morales mises en avant par les membres des différentes Eglises. En particulier, *l'importance de la morale du travail, censée être une spécificité de l'éthique du protestantisme, soulevée par le célèbre ouvrage de M Weber, n'apparaît pas dans la capitale malgache* (WEBER, 1985). Plus généralement, il est particulièrement difficile d'opérer une distinction entre les deux principales Eglises : catholique et FJKM. Leurs fidèles se ressemblent comme des frères, sur ce plan comme dans tous les autres domaines liés à la religion et analysés dans cette étude (modalités et intensité des pratiques religieuses, syncrétisme, tolérance, rôle attendu des Eglises, etc.). Il est quasiment impossible de mettre en évidence un ou plusieurs principes de distinction qui permettraient de différencier clairement les deux communautés.

D'un point de vue plus sociologique, une ligne de partage se fait jour, même si elle n'est pas très marquée. Les « dominés » socialement (jeunes, pauvres, peu éduqués) revendiquent plus souvent le principe de justice que les « dominants », qui se satisfont du principe d'amour fraternel mis en exergue par leurs Eglises respectives.

Tableau IV-15
Principes moraux et religion

D'après vous, quelle est la principale valeur morale véhiculée par votre religion :	Religion actuelle					Total
	FJKM	Catholique	FLM	Autre protest.	Autre	
Amour, fraternité (<i>fifankatavana, fiarahalahana</i>)	65,3	67,4	73,6	63,7	57,5	66,1
Justice (<i>fahamaruana</i>)	31,9	29,9	23,5	32,1	30,2	30,7
Travail (<i>Asa</i>)	2,2	1,8	2,1	0,8	0,0	1,8
Autre	0,7	0,9	0,8	3,4	12,3	1,4
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs

Valeurs morales et engagement des Eglises : la question scolaire

Parmi les instruments de promotion des valeurs fondamentales que cherchent à diffuser les Eglises, l'institution scolaire occupe une place de choix. Outre son rôle traditionnel dans l'engagement social des Eglises en faveur des plus démunis (les oeuvres), au même titre que les interventions dans les domaines de la santé ou de l'appui aux communautés de base (aussi bien à la campagne que dans les villes), l'école est un formidable support pour démultiplier l'impact du message pastoral, et plaider la cause des Eglises.

Sans revenir sur l'importance stratégique des écoles confessionnelles dans la capitale, déjà traitée dans d'autres travaux (MADIO, 1998A ; COURY, 1996), on cherchera à savoir si l'école

religieuse est avant tout perçue comme un instrument de « modelage » des consciences, ou si elle remplit aussi pour les enfants une fonction de pourvoyeuse d'instruction générale, et pas seulement religieuse, venant combler les insuffisances de l'école publique. Le croisement de l'appartenance religieuse avec le type d'établissement fréquenté tend à prouver que les familles accordent une grande importance à la fonction d'instruction, même si la composante morale ou spirituelle reste primordiale (ROUBAUD, 1996).

En effet, il apparaît que les critères de performance scolaire guident largement le choix des parents, puisque ces derniers n'hésitent pas à scolariser leurs enfants dans des écoles d'une autre confession que la leur. Ainsi, 15% des enfants de confession FJKM scolarisés dans le primaire fréquentent des établissements catholiques, alors qu'ils sont deux fois moins nombreux à être inscrits dans des écoles protestantes, relevant directement de leur propre confession. On retrouve des résultats similaires au collège ou au lycée. Les enfants catholiques qui étudient dans des établissements protestants sont moins nombreux, mais ceci s'explique principalement par une offre d'institutions protestantes beaucoup plus faible. Ces flux croisés seraient encore plus élevés, si certains établissements confessionnels n'imposaient pas de quotas religieux, favorisant les leurs. Il n'existe donc pas d'interdit, ou de rejet dans le choix du type d'école, qui proviendraient d'antagonismes religieux insurmontables.

Au-delà de ce résultat sur la fonction sociale des écoles confessionnelles (préparer aux examens de la République), la mixité de confessions des élèves dans des écoles d'obédience différentes est aussi un élément de plus à apporter à la thèse défendue plus haut de la prévalence massive de la tolérance religieuse à Antananarivo.

Tableau IV-16
Appartenance religieuse et fréquentation scolaire

% Type d'école fréquentée	Enfants fréquentant le primaire						Enfants fréquentant le collège					
	Religion actuelle						Religion actuelle					
	FJ KM	Cath.	FLM	Aut. Prot.	Autre	Total	FJ KM	Cath.	FLM	Aut. Prot.	Autre	Total
Publique	43,4	46,5	31,5	59,3	47,4	46,2	51,1	37,0	79,2	53,8	36,8	48,7
Privée laïque	31,1	21,5	40,9	18,0	52,6	26,2	22,4	24,2	20,8	17,7	63,2	22,5
Catholique	14,7	28,0	18,1	8,4	0,0	19,4	21,0	33,8	0,0	20,5	0,0	23,4
Protestante	8,2	2,4	9,5	2,8	0,0	5,1	5,5	3,9	0,0	2,9	0,0	4,4
Autres conf.	2,6	1,6	0,0	11,6	0,0	3,1	0,0	1,1	0,0	5,1	0,0	1,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Injonctions ecclésiales et stratégie d'accommodation : le cas du SIDA

Pour terminer sur ce thème du rôle des Eglises dans la société malgache, nous nous sommes penchés sur une question d'actualité, qui cristallise les oppositions à l'échelle mondiale, à savoir l'attitude des Eglises face au problème du SIDA. Nous ne reviendrons pas en détail sur l'attitude spécifique et les raisons qui motivent chacune des Eglises dans ses choix, si ce n'est pour rappeler le point de vue intransigeant du Vatican sur ce point. Face au risque d'épidémie, ce dernier rejette sans nuance l'usage du préservatif, et préconise l'abstinence ou la fidélité conjugale. Cette prise de position au plus haut niveau, relayée par le clergé catholique, trouve sa traduction au niveau des fidèles. Ainsi, 53% des catholiques considèrent que la campagne actuelle du préservatif contre le SIDA est incompatible avec leur religion, tandis qu'ils ne sont « que » 46% sur l'ensemble de la population et 38% parmi les membres de la FJKM. Les « autres protestants », à l'instar des catholiques, se prononcent majoritairement contre la campagne d'usage du préservatif, alors que les membres de la FLM sont de loin les plus favorables.

Ceci étant, si les catholiques se montrent effectivement les plus réticents à l'utilisation du préservatif, ils n'en restent pas moins très partagés : près de 30% d'entre eux affirment ne pas être choqués par cette campagne, et 18% n'ont pas d'opinion sur la question. On trouve là une marque des stratégies d'accommodation des fidèles face à des directives qui peuvent être jugées trop dogmatiques. D'ailleurs, le jugement favorable sur la campagne, et donc l'autonomisation du jugement par rapport aux injonctions ecclésiales est d'autant plus fort que la population est éduquée.

Tableau IV-17
Les positions doctrinales des Eglises sont-elles suivies?
le cas du SIDA

La campagne d'utilisation du préservatif contre le SIDA est-elle :	Religion actuelle					Total
	FJKM	Catholique	FLM	Autre Protestant	Autre	
Compatible avec votre religion	39,0	29,1	55,2	31,4	23,3	34,5
Incompatible avec votre religion	38,7	52,8	24,8	52,9	65,5	45,8
Ne sait pas	22,3	18,1	20,0	15,7	11,2	19,7
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

Cette position face au SIDA est confirmée lorsqu'on aborde la question plus générale de la contraception. Les femmes catholiques ne se distinguent qu'à la marge de leurs consœurs. Elles sont légèrement plus nombreuses à utiliser des méthodes traditionnelles, lorsqu'elles pratiquent la contraception, et plus particulièrement la continence périodique. En revanche, la moitié d'entre elles utilise une méthode contraceptive, à l'instar de toutes les tananariviennes en âge de procréer, et quand elles ne

la pratiquent pas, quasiment aucune ne déclare que c'est parce qu'elle est contre, ou encore parce que son Eglise en proscrit l'usage ; comme d'ailleurs l'ensemble des tananariviennes.

La question religieuse : une zone de basse tension sociale

L'ensemble des résultats présentés ici converge pour prouver que la question religieuse est aujourd'hui une zone de basse tension sociale. Respect de la liberté religieuse par l'Etat, tolérance des appareils comme des fidèles, ressemblance profonde des membres des différentes Eglises, en sont les principales raisons. Pourtant, tel n'a pas toujours été le cas. Les querelles religieuses, allant de l'anathème aux affrontements physiques, ont par le passé ponctué l'histoire de Madagascar.

L'apaisement de la question religieuse est aussi la résultante d'un déplacement du centre d'intérêt premier des tananariviens vers la question économique : développement du pays à l'échelle macroscopique, et bien-être des populations au niveau individuel. Cette évolution est attestée par l'opinion des habitants de la capitale sur le principal facteur d'inégalité sociale, contre lequel il conviendrait de lutter en priorité. Des quatre modalités proposées (antagonismes entre riches et pauvres, entre ethnies, entre religions, ou entre hommes et femmes), les différends confessionnels arrivent en dernière position et ne recueillent que 0,9% des suffrages. Ce sont évidemment les inégalités entre riches et pauvres qui monopolisent 93% des réponses.

Cette relégation au dernier plan de la querelle religieuse n'est pas propre à une catégorie de fidèles, mais est partagée par l'ensemble des membres de toutes les Eglises. Même les membres des Eglises protestantes minoritaires, les plus en butte à la suspicion de leurs concitoyens, qui voient en eux des victimes de l'influence néfaste des sectes religieuses, ne sont que 2% à accorder une importance primordiale aux antagonismes confessionnels.

Tableau IV-18
La question religieuse : une zone de basse tension sociale

Quelle est, d'après vous la principale source d'injustice	Religion actuelle					Total
	FJKM	Catholique	FLM	Autre Protestant	Autre	
L'opposition riche/pauvre	94,6	92,8	80,7	92,0	86,8	93,0
Les antagonismes ethniques	3,2	4,3	13,5	4,1	7,8	4,1
L'opposition homme/femme	1,4	2,3	4,9	1,9	4,5	2,0
Les antagonismes religieux	0,8	0,6	0,9	2,0	0,9	0,9
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

CONCLUSION

Dans la capitale malgache, l'emprise du christianisme s'étend sans partage. Contrairement au lieu commun qui prétend que la population, et plus particulièrement les jeunes, traverse une profonde crise d'identité, passant par l'abandon ou le rejet des valeurs morales chrétiennes aux fondements de la société (même si l'identité religieuse malgache n'y plonge pas toutes ses racines), les tananariviens se montrent profondément attachés à leurs Eglises. Les pratiques religieuses se maintiennent à un haut niveau d'une génération à l'autre, et la religiosité y est toujours aussi intense.

Si les chrétiens dominent très largement la scène religieuse, celle-ci se caractérise aussi par la grande diversité des confessions et des Eglises, malgré la bipolarisation de la scène religieuse. Avec 45% de fidèles, la FJKM se place au premier rang, suivi de près par l'Eglise catholique, qui regroupe 39% de la population. Viennent ensuite nombre d'Eglises chrétiennes minoritaires, comme les luthériens, les anglicans, les petites Eglises protestantes indépendantes ou les sectes.

Pourtant cette diversité n'est pas synonyme de fractures fratricides, comme si les « frères ennemis » d'hier, au moment où les missions se dénigraient mutuellement dans le but de prendre le dessus, étaient devenus simplement des « frères séparés ». L'œcuménisme officiel, qui s'est traduit par la création du FFKM en 1980, trouve un écho réel dans la population. La diversité religieuse s'accompagne d'un véritable esprit de tolérance, qui dépasse d'ailleurs les seuls chrétiens : il caractérise tout aussi bien les musulmans de la capitale, même s'ils sont extrêmement minoritaires.

Cette tolérance est à la fois le fait des chrétiens entre eux, mais elle est aussi notable vis-à-vis du culte des ancêtres. Certaines de ses manifestations, comme le famadihana, restent profondément ancrées dans les pratiques des tananariviens, même si elles relèvent plus de l'ordre des coutumes et de la tradition que de la sphère religieuse proprement dite. Elles se présentent comme des vecteurs d'identité et de « malgachitude ». La formidable entreprise d'acculturation qu'a représentée l'évangélisation du pays au siècle dernier ne s'est pas traduite par une fragilisation des repères spirituels de la société malgache actuelle, mais par la création d'une culture originale qui marie harmonieusement deux traditions étrangères l'une à l'autre, sans remettre en question les principes fondateurs du christianisme. Si certaines Eglises se montrent très critiques à cet égard, le syncrétisme partagé par la majorité de la population ne semble pas être vécu sur un mode conflictuel. Cette réappropriation

originale du christianisme à Madagascar est un exemple de plus montrant que les apports extérieurs ne peuvent pas être interprétés comme des ruptures radicales avec le passé (que ce soit pour stigmatiser un processus d'acculturation et de déstructuration des sociétés du Sud ou pour louer l'adoption en l'état de valeurs importées jugées positivement comme un recul significatif des archaïsmes et de l'obscurantisme). La « cuisine » de la construction identitaire est autrement plus subtile que ne le laisse penser les termes simplificateurs de cette alternative ethnocentrique (BAYART, 1996).

Contrairement aux discours alarmistes sur l'irrésistible montée des sectes à Madagascar, celles-ci restent encore aujourd'hui très marginales, et ne comptent dans leurs rangs que quelques pour-cent de la population de la capitale. Cependant, et bien que circonscrite, leur percée est indéniable. Cette évolution doit conduire les autorités des Eglises dominantes à s'interroger sur les raisons de ces défections. Notons que ni les jeunes, ni les plus pauvres, ni les moins éduqués n'apparaissent comme des « victimes » privilégiées de ces Eglises. Il semble que les conversions se font « en famille », et touchent toutes les couches de la société.

Si les tananariviens continuent à désirer que les Eglises participent activement à la vie publique, et fournissent des repères sur les grandes questions de société, ils leur adressent un véritable avertissement : les Eglises ne doivent pas s'immiscer en politique, ce qu'elles font encore trop à leur goût. Finalement, l'apaisement de la question religieuse en fait aujourd'hui une zone de basse tension sociale. Elle ne cristallise plus les passions. C'est l'injustice sociale, et plus particulièrement les inégalités de revenus, qui sont perçues comme le principal enjeu de société à Madagascar.

ENQUÊTE MADIO

Causes Ethniques et Castes

Clément Rauarivelo -

PAPA, MAMAN, GRAND-PÈRE ET GRAND-MÈRE...
TONTON, TANTINE... JE VAIS VOUS PRÉSENTER
MA FUTURE FIANCÉE. J'AI L'INTENTION
DE L'ÉPOUSER!



DE QUELLE NATIONALITÉ EST-ELLE : KAZANA, SINOA, ARABO, MÉTIS, OU GASY?



QUELLE RELIGION : PROTESTANT ? CATHOLIQUE ?
ADVENTISTE ? "JESOSYMANONJY" ?
KIBANGUISTE ? TÉMOIN DE JÉHOVAH ?
BOUDHISTE ? MUSULMAN ?



DE QUELLE RÉGION : DIEGO,
TANA, TULEAR, MASUNGA,
TAMATAVE, FIANARANTSA ?



QUELLE CASTE : HOVA ? ANDRIANA ? ANDEVO ?

TSALO ? BOMANGA ?

TSIMAHAFOTSY ?
TSIMIAMBOWOLAHY ?
ZANADRALAMBO ?
ZAZA MARDOLAHY ?
ANDRIANDRANANDO ?

RICHE ?
PAUVRE ?



SNIF

ANNONCE DU CŒUR
J.-H SYMPA CHERCHE
- APATRIDE
- ATHÉE
- SANS COULEUR
ET
- SANS ODEUR
INTERNE D'S'ABST
LAISSEZ
COORDONNÉES
AU JOURNAL
QUI TRANSMETTRA



CHAPITRE V

ETHNIES ET CASTES

Facteurs de division ou richesse culturelle ?

INTRODUCTION

Le spectre des déchirements ethniques hante l'Afrique subsaharienne. Le génocide rwandais est venu rappeler à la communauté internationale que le tribalisme, loin d'être le vestige d'un passé révolu, pouvait resurgir dans toute son horreur, avec son lot d'exactions, de massacres et d'atrocités. Si l'Afrique est la plus touchée par ce phénomène, elle n'en détient pas le monopole. L'« épuration ethnique » bosniaque, le retour de la question raciale aux Etats-Unis ou la montée de l'extrême droite en Europe, montrent que contrairement aux thèses de certains auteurs qui annonçaient la « fin de l'histoire » (FUKUYAMA, 1989), la mondialisation semble s'accompagner de tendances centrifuges de repli communautaire, avec ses dérives racistes.

Longtemps considérée comme le champ réservé des anthropologues et des sociologues, la question ethnique commence à intéresser les économistes. Si la problématique de la discrimination raciale n'est pas nouvelle (BECKER, 1957 ; BIRDSALL, SABOT, 1991), des travaux plus récents se sont penchés sur l'impact macro-économique des antagonismes ethniques, notamment pour expliquer la piètre performance de l'Afrique subsaharienne en matière de développement (EASTERLY, LEVINE, 1996). En 1997, le rapport sur le développement dans le monde de la Banque Mondiale consacré au rôle de l'Etat mettait clairement en avant la mauvaise gestion de la question ethnique comme facteur potentiel d'échec des politiques publiques (BANQUE MONDIALE, 1997).

Si à Madagascar, société pluri-ethnique, les tensions ethniques n'ont jamais atteint l'intensité paroxystique observée dans d'autres pays,

elles restent en filigrane de toute une série d'événements passés et présents, conditionnant la trajectoire historique du pays. Les événements de 1947, le choix du président de la République, les commentaires sur les derniers scrutins électoraux, les débats constitutionnels, le fédéralisme ou la mise en place des provinces autonomes, dans la sphère politique, la politique de recrutement ou le système des « dépouilles » (spoils system) dans l'administration, sont fortement entachés de connotations ethniques. Dans la vie quotidienne, certains interdits (« fady ») sont basés sur des critères ethniques. Tout spécialement, le thème récurrent de l'antagonisme réel ou supposé entre la Côte et les Plateaux (la « cause côtière ») traverse tous ces débats.

Pour compliquer l'affaire, le problème ethnique se double à Madagascar de la question des castes, officiellement abolies depuis plus d'un siècle, mais dont un récent colloque portant sur « *l'esclavage à Madagascar aspects historiques et résurgences contemporaines* » a montré toute l'actualité.

Fin 1998, les communications présentées à la table ronde « *Rapports interethniques à Madagascar et construction nationale (XIX^e-XX^e Siècle)* » (SEDET, 1998), qui abordaient des champs et des acteurs très divers (syndicats, étudiants, journaux, droit, migration, enseignement, etc.) ont mis en lumière l'importance de cette thématique, hier comme aujourd'hui. Il semble même qu'elle ait connu une certaine résurgence au cours des années récentes. En particulier, on a assisté à la création de sites et de forums de discussions sur internet, suite à la diffusion d'un texte anonyme d'une rare violence, développant les thèses ouvertement racistes d'un "ethno-fascisme" merina ⁽⁴⁸⁾.

L'objectif de ce dernier chapitre est d'éclairer, par une approche quantitative, la nature des relations entre ethnies et groupes statutaires dans la capitale, et ses implications sur les relations sociales et économiques. Si nous avons déjà pu montrer que la dimension ethnique n'était qu'un facteur explicatif secondaire du vote et de la structuration de l'espace politique, il existe bien d'autres canaux par lesquels elle est susceptible de s'exprimer.

48) Si ce forum n'a eu aucun écho à Madagascar, et semble avoir plutôt impliqué des membres très minoritaires de la diaspora, le texte en question, qui compte plusieurs centaines de pages, constitue un essai de formalisation d'une analyse raciale de l'histoire de Madagascar. Nombre des arguments invoqués sont partagés, sous une forme moins radicale, par certaines franges de la population, et repris plus ou moins ouvertement dans certains journaux (Feon'ny Merina, Jureco). Pour une présentation du forum voir DUMONT, 1998. Pour une analyse de l'ethnonationalisme dans les journaux RANDRINAJA, 1998.

Dans la première partie, nous analysons la position et les caractéristiques des différents groupes ethniques dans la capitale, notamment au regard de leurs comportements éducatifs et de leur insertion professionnelle. La seconde est consacrée au lien entre ethnicité et reproduction sociale, et plus particulièrement au problème de l'endogamie et des stratégies matrimoniales. La troisième partie se penche sur l'intensité des tensions ethniques et ses rapports avec la question de l'identité nationale. Enfin, la dernière partie aborde la thématique des castes et de leur emprise sur la structure sociale aujourd'hui.

A l'instar des trois chapitres précédents, il convient de rappeler qu'il faut se garder d'extrapoler les résultats de cette étude, cantonnée à la capitale, à l'ensemble de Madagascar. Cette précaution, valable en général compte tenu de la spécificité d'Antananarivo par rapport à un pays très majoritairement rural, est d'autant plus nécessaire sur la question que nous traitons ici que les minorités ethniques de la capitale ne sont en rien représentatives de leur groupe d'origine. Par ailleurs, nous ne reviendrons pas ici sur la notion problématique d'ethnie ou d'ethnicité très largement développée ailleurs (pour une revue de la littérature et une lecture critique, voir ROUBAUD, 1994).

I.- GROUPES ETHNIQUES ET STRUCTURE SOCIALE ⁽⁴⁹⁾

Une forte homogénéité ethnique...

L'agglomération d'Antananarivo se caractérise par une très faible hétérogénéité ethnique, contrairement à ce que son statut de capitale nationale aurait pu laisser supposer. 89% de la population est Merina. De plus, 5% des habitants de l'agglomération sont Betsileo, ce qui fait que près de 95% de la population est originaire des Hauts-Plateaux. Si toutes les ethnies côtières sont représentées dans la capitale, elles sont numériquement marginales, puisque, ensemble, elles ne représentent que 5% de la population. Ni les Betsimisaraka, ni les ethnies du Nord-Ouest n'ont profité de la longue présidence de D. Ratsiraka, puis de celle plus courte d'A. Zafy, pour investir la capitale. Quant aux étrangers, ils sont

49) Le terme employé pour repérer les groupes ethniques dans l'enquête est le mot malgache « foko ». Ce dernier peut avoir deux sens. Historiquement il était utilisé pour identifier les membres d'un même lignage ou d'un même clan. Cette acception est associée au concept de « *dème* » proposé par les travaux de M. BLOCH (1967). Pour notre part, nous utilisons le terme « foko », dans le sens communément admis aujourd'hui à Madagascar d'ethnie, qui distingue 18 grands groupes ethniques ; Voir par exemple F. KOERNER, 1994. Il s'agit dans l'enquête d'une auto-déclaration libre du " foko " d'origine, qui est ensuite recodée.

très minoritaires. Bien qu'ils soient proportionnellement quatre fois plus nombreux dans la capitale que dans l'ensemble du pays, ils représentent moins de 1% de la population (RAZAFINDRAKOTO, ROUBAUD, 1999).

Il est intéressant de noter que *la part des populations Merina parmi les habitants de la capitale est restée stable depuis l'indépendance* : elle était déjà de 86% en 1960. Mais parmi les non-Merina, une forte recomposition s'est opérée depuis lors, au détriment des étrangers, et surtout des Français. Ces derniers, qui comptaient encore pour 16% en 1958, n'étaient plus que 7% en 1960 (premier reflux massif avec l'indépendance), et moins de 1% aujourd'hui. Ce sont essentiellement les migrants des autres ethnies malgaches non originaires de la région qui ont profité de ce mouvement : de 5% en 1961, ils passent à 10% des tananariviens en 1997.

Cette homogénéité est une caractéristique propre qui différencie Madagascar de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne, où les brassages ethniques sont beaucoup plus conséquents. Ainsi en 1993, un tiers à peine des habitants de Yaoundé, capitale du Cameroun, était issus de la région (« Bété » et assimilés). Ces derniers étaient même démographiquement dominés par les originaires de l'Ouest du pays (« Bamiléké » ; ROUBAUD, 1994).

Tableau V-1
Homogénéité et stabilité ethniques
dans l'agglomération d'Antananarivo

%	Composition ethnique de la population des deux capitales			
	Antananarivo		Yaoundé	
	1960	1997		1993
Merina	86,5	88,9	Beti	35,8
Betsileo	2,7	5,1	Bamiléké	40,8
Autres malgaches	2,2	5,3	Bassa	11,8
Etrangers	8,6	0,8	Autres	16,6
Total	100	100	Total	100

Sources Recensements urbains 1959/60, INSRE, Enquête emploi 1997, MADJO, Enquête emploi Yaoundé, 1993, DIAL/DSCN, nos propres calculs. Au Cameroun, les « Bété » sont originaires de la région de Yaoundé

... engendrée par des flux migratoires de faible ampleur

La composition ethnique de l'agglomération est fortement conditionnée par la dynamique migratoire vers la capitale. En 1997, seuls 19% des habitants sont des migrants. En comparaison, en 1993 plus de la moitié des habitants de Yaoundé n'était pas originaire de la capitale camerounaise. Le faritany d'Antananarivo, dont 47% des migrants sont originaires, constitue le principal réservoir de migration vers la capitale. A cette migration de proximité (migration intra-provinciale), s'ajoute une migration de plus large amplitude, principalement en provenance de deux

provinces qui jouxtent celle d'Antananarivo, le faritany de Fianarantsoa (21% des migrants) et celui de Toamasina (12%).

Si la diversité ethnique est bien liée à la question migratoire, ces deux phénomènes ne sont pas réductibles l'un à l'autre. En effet, plus de la moitié des individus appartenant à des groupes ethniques allogènes a toujours vécu à Antananarivo. De plus, l'arrivée en ville des non Merina est souvent ancienne. Elle date d'environ 10 ans en moyenne, contre 13 ans pour les Merina. Enfin, les plus gros flux d'immigration sont le fait des Merina, puisqu'ils représentent 142 000 personnes sur 195 000 migrants vivant dans la capitale, soit 73% du total, ce qui s'explique par l'importance de la migration de proximité géographique.

Les migrants allogènes se distinguent de leurs homologues Merina par les raisons qui les ont poussés à quitter leur région d'origine. Plus souvent urbains, un quart d'entre eux est venu poursuivre des études dans la capitale, contre seulement 13% des migrants Merina, pour qui le regroupement familial est le motif principal de la migration. Pour les non Merina, le pouvoir d'attraction d'Antananarivo résulte plus de la présence d'institutions scolaires qui n'existent pas ailleurs (ou dont la qualité est jugée moindre) que des opportunités d'emplois qu'elle offre.

Les caractéristiques socio-religieuses des différents groupes ethniques

Le poids différentiel de la migration sur chaque groupe ethnique a tendance à laisser des traces dans leur structure socio-démographique, malgré un processus d'homogénéisation progressif. Les groupes allogènes se caractérisent par des structures familiales plus hétérogènes, le modèle de la famille nucléaire y étant moins répandu. Plus souvent dirigés par des femmes, les ménages non Merina comptent proportionnellement à la fois plus de personnes vivant seules, ce qui se traduit par une taille moyenne plus faible, mais aussi plus de familles de type élargi, résurgence d'un mode d'organisation traditionnel et rural.

Si la pression de la vie citadine tend à harmoniser les structures familiales, les différents systèmes de valeurs associés aux « cultures ethniques » se montrent plus résistants aux effets d'assimilation. Ainsi, en matière de religion, de fortes différences persistent. Plus de 47% des Merina déclarent suivre la FJKM contre seulement 31% des Betsileo et 23% des autres malgaches. A contrario, 51% de ces derniers se déclarent catholiques, mais seulement 39% des Merina. La percée des nouvelles Eglises protestantes « indépendantes » touche indifféremment tous les groupes ethniques, avec environ 10% de fidèles. Cependant, la FLM est beaucoup plus puissante chez les non Merina que chez les Merina (resp.

10% et 3%), ce qui s'explique par l'histoire de l'implantation des missions à Madagascar (cf. chapitre IV).

Tableau V-2
Les caractéristiques socio-religieuses des groupes ethniques

%	Ménages				Individus			
	Taille moyenne	Femme chef	Ménage uniperso	Ménage élargi	FJKM	Catholique	Autre	Total
Merina	4,9	17,6	4,4	27,4	47,5	38,6	13,9	100
Betsileo	4,4	20,1	11,8	33,6	30,7	48,3	21,0	100
Autre malgache	4,4	19,0	11,0	34,5	23,4	50,9	25,7	100
Total	4,8	17,7	5,2	28,2	45,0	39,7	15,3	100

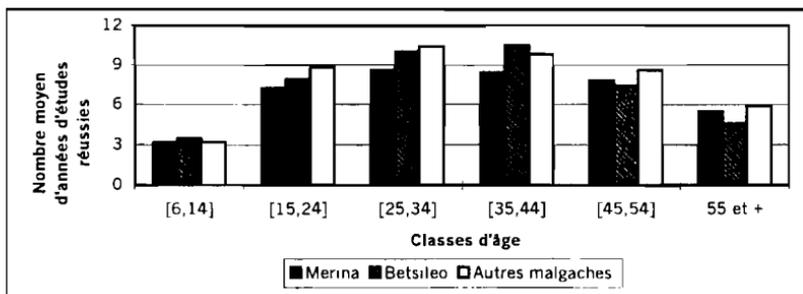
Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs

Une population allogène plus éduquée...

Attirée dans la capitale par un réseau d'institutions scolaires relativement dense, surtout aux échelons supérieurs (lycée, université), la population allogène se caractérise par un niveau scolaire plus élevé que la moyenne. Drainant les élites scolaires du pays tout entier, Antananarivo leur permet de poursuivre un cursus scolaire au-delà de ce qui leur aurait été possible dans leur région d'origine. Ainsi, le nombre moyen d'années d'études des non Merina de plus de 25 ans dépasse d'un an et demi celui des Merina. Cependant cet écart tend à se réduire avec le temps, notamment grâce au développement de l'offre scolaire en province (cf. création des universités dans les capitales de faritany).

De ce fait et contrairement à l'idée reçue selon laquelle la migration est surtout le fait de ruraux pauvres et peu éduqués, l'apport de populations extérieures soigneusement sélectionnées, ou plutôt auto-sélectionnées, accroît le niveau de qualification de la main-d'œuvre tananarivienne.

Graphique V-1
Nombre moyen d'années d'études par classe d'âge suivant le groupe ethnique



Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

... mais des stratégies de scolarisation similaires

L'analyse des stratégies éducatives actuelles, mesurées par les taux de scolarisation, montre de très faibles différences d'accès à l'école suivant les ethnies. Le critère ethnique ne semble donc ni un facteur déterminant pour expliquer la valeur accordée par les familles à l'institution scolaire, ni un instrument de discrimination de la part des écoles au moment de l'inscription. En particulier, l'égalité de traitement entre garçons et filles en matière de scolarisation n'est propre à aucun groupe ethnique particulier, mais correspond à un phénomène général. Les comportements scolaires des différents groupes ethniques tendent à se fondre et à s'adapter aux disponibilités existantes dans la capitale.

A la marge, trois résultats méritent d'être soulignés. En premier lieu, les Betsileo de la capitale apparaissent comme les plus attachés à l'école. Leurs enfants sont les plus scolarisés, et ce à tous les niveaux d'éducation. En second lieu, les groupes ethniques allogènes investissent davantage l'université que les Merina. Ils sont proportionnellement deux à trois fois plus nombreux à fréquenter l'enseignement supérieur. Il faut voir dans ce résultat l'effet de « sur-sélection » des non originaires, dont une partie a justement choisi la capitale pour profiter de l'offre scolaire plus abondante et diversifiée qu'ailleurs. Enfin, les groupes ethniques se différencient par le type d'écoles qu'ils fréquentent : les Betsileo préférant l'école publique et dans une moindre mesure l'école privée confessionnelle, au détriment des écoles privées laïques, tandis que les « autres malgaches » ont tendance à délaisser l'école publique au profit des institutions privées, qu'elles soient religieuses ou non.

Tableau V-3
Les taux de scolarisation des groupes ethniques

%	Taux bruts de scolarisation				Taux nets de scolarisation			
	Primaire	CEG	Lycée	Supérieur	Primaire	CEG	Lycée	Supérieur
Merina	139,6	68,0	41,7	8,8	87,3	33,7	14,9	6,6
Betsileo	155,3	73,2	36,6	21,4	100	36,9	17,1	17,9
Autre malgache	137,3	67,3	70,8	27,5	82,4	32,2	9,9	17,8
Total	140,0	68,3	44,1	10,9	87,6	34,0	14,9	8,2

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Taux brut de scolarisation : rapport du nombre de jeunes fréquentant un cycle donné à la population théorique en âge d'assister à ce cycle (sans redoublement, par exemple 6-10 ans dans le primaire) Taux net de scolarisation : rapport du nombre de jeunes de la classe d'âge théorique fréquentant un cycle donné à la population théorique en âge d'assister à ce cycle. Pour le supérieur, la population de référence est la classe d'âge 18-27 ans

La différenciation ethnique sur le marché du travail

Le marché du travail constitue un lieu principal de l'insertion des différents groupes ethniques dans la capitale, puisque l'essentiel de la socialisation économique des individus et des ménages passe par ce canal.

La répartition des emplois par secteur institutionnel montre la propension différentielle des groupes ethniques à investir des champs spécifiques du marché du travail. Ainsi, les Merina sont relativement moins présents dans l'administration que les autres. 9% des premiers y sont employés contre 16% des Betsileo et 24% des autres malgaches. Deux facteurs expliquent la prédilection de la main-d'œuvre allogène pour la fonction publique. En premier lieu, la forte centralisation administrative du pays fait de la capitale un centre administratif plus national que local, dont le recrutement dépasse largement le cadre régional du marché de l'emploi. En second lieu, il faut y voir l'effet de la sur-sélection scolaire des groupes allogènes, d'autant plus enclins à entrer dans la fonction publique que le diplôme constitue le principal critère d'embauche dans ce secteur. Rappelons que jusqu'à une période récente, l'administration constituait le principal débouché pour les cadres. D'où l'importance relative des allogènes parmi les professionnels de la santé et de l'éducation.

En fait, le principal bastion des allogènes dans l'administration publique se situe aux niveaux intermédiaires et inférieurs de la hiérarchie salariale. Ce trait est entièrement imputable à leur sur-représentation au sein des forces de l'ordre (armée, police, gendarmerie, etc.). Si à peine 3% des Merina y sont embauchés, cette proportion atteint 9% chez les Betsileo et plus de 15% chez les « autres malgaches »⁽⁵⁰⁾.

Alors que le secteur formel (entreprises publiques et privées) offre peu de variabilité dans la composition ethnique de sa main-d'œuvre, tel n'est pas le cas du secteur informel, puisque 61% des Merina y sont concentrés contre seulement 43% des « autres malgaches », les Betsileo occupant une position intermédiaire (48%). C'est en effet surtout dans ce secteur, qui absorbe les excédents structurels de main-d'œuvre du bassin d'emploi de la capitale, que trouve à s'employer la main-d'œuvre la moins qualifiée. Compte tenu des faibles apports migratoires, celle-ci est essentiellement composée de Merina.

50) Si la forte concentration de fonctionnaires allogènes au sein des forces de l'ordre de la capitale peut s'expliquer par des stratégies de promotion individuelles, il ne faut pas écarter de possibles motivations plus politiques, qui sont par exemple clairement attestées par la création et la composition des FRS sous la 1^{ère} République (voir sur ce point RASOLO, 1984).

Etant donné la prédominance des Merina dans le secteur informel, ceux-ci pèsent plus dans l'agriculture péri-urbaine, l'artisanat, et dans une moindre mesure dans le commerce. Les Betsileo se démarquent par l'intensité de leurs activités commerciales et surtout par leur forte contribution aux emplois domestiques, organisés à partir de réseaux familiaux. On peut en retrouver la trace dans la structure démographique de ce groupe, caractérisée par l'importance du poids des jeunes femmes. Enfin, les « autres malgaches » sont essentiellement tournés vers les services (surtout publics).

La structure des emplois par branche ne peut pas être imputée à des propriétés spécifiquement ethniques des actifs (savoir-faire artisanaux ou dextérité de la main-d'œuvre pour les Merina, par exemple). La branche d'activité au sein du secteur informel (artisanat/commerce), ou le recrutement des zones franches ne met en lumière aucune différence notable en termes de groupe ethnique.

Cela étant, compte tenu de la prépondérance numérique écrasante des Merina dans la capitale, ces derniers sont toujours majoritaires, quel que soit le type d'emplois considérés. Même dans l'administration, 80% des postes sont occupés par des Merina. Les archétypes emblématiques qui associent étroitement profession et groupe ethnique, comme le gardien tandroy, etc., relèvent plus de l'imagerie d'Epinal que de la réalité.

Les opportunités d'emplois qu'acceptent ou que se créent les Merina dans le secteur informel, grand consommateur de main-d'œuvre familiale, jouent dans le sens d'une plus forte participation au marché du travail et d'une moindre sensibilité au chômage.

Tableau V-4
Groupes ethniques et marché du travail

%	Taux d'activité	Taux de chômage	Secteur d'activité (emploi principal)					Total
			Admini- stration	Entr. publique	Privé formel	Informel	Associatif	
Merina	63,9	5,7	8,7	3,3	25,4	61,3	1,3	100
Betsileo	61,1	6,1	16,4	2,6	31,5	48,3	1,2	100
Autre malgache	58,1	8,5	23,5	3,9	27,0	43,0	2,6	100
Total	63,4	5,8	9,7	3,3	26,1	59,6	1,3	100

Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

En termes de rémunérations du travail, les allogènes sont en moyenne mieux lotis que les Merina. Au cours des trois dernières années, les gains des « autres malgaches » sont supérieurs de 35% à 45% à ceux obtenus par les Merina, tandis que les Betsileo se situent dans une position intermédiaire (voir tableau 5). Evidemment, une bonne part de ces écarts provient du fait que les minorités ethniques occupent de

meilleurs emplois que les Merina, en partie parce qu'ils sont dotés d'un niveau supérieur de capital humain (éducation, etc.). Malgré tout, une fois prises en compte ces différences structurelles, le revenu des « autres malgaches » reste plus élevé que celui des Merina. Toutes choses égales par ailleurs, ils percevaient un bonus d'environ 15% en 1995 et 1997. Cependant, le fait qu'en 1996 la différence n'était pas significative généralise les résultats obtenus.

Finalement, en nourrissant de hautes ambitions, qui passent notamment par un investissement scolaire plus intense, les minorités ethniques installées dans la capitale retardent leur entrée sur le marché du travail, et acceptent plus facilement la situation de chômage, considérée comme une période transitoire avant d'occuper un poste de choix, plutôt que de renoncer à leurs objectifs initiaux en intégrant le secteur informel. Cette stratégie se révèle payante, au moins pour ceux qui obtiennent un emploi, puisqu'en persévérant, ils finissent par accéder à des postes plus élevés et de meilleures rémunérations que leurs homologues Merina.

Tableau V-5
Les niveaux des rémunérations par groupes ethniques

%	Rémunération mensuelle (1 000 Fmg courants)			Différence de gain net en %		
	1995	1996	1997	1995	1996	1997
Merina	94	132	165	-12,0%	n.s.	-13,6%
Betsileo	112	163	194	n.s.	n.s.	n.s.
Autre malgache	134	193	221	Ref.	Ref.	Ref.
Total	103	140	175	R²=0,54	R²=0,55	R²=0,48

Sources . Enquête emploi 1995, 1996, 1997, MADIO, nos propres calculs. Pour estimer l'effet net de l'ethnie sur le revenu, une équation de gain a été testée, dont nous ne reproduisons ici que les coefficients correspondant au groupe ethnique. Pour les 3 années, les variables explicatives, en dehors de l'ethnie, sont le sexe, l'éducation, l'expérience professionnelle, l'ancienneté, le secteur institutionnel, la CSP et le nombre d'heures travaillées. Mode de lecture en 1995, les Merina gagnent 12% de moins que les « autres malgaches » (modalité de référence), tandis que la rémunération de ces derniers n'est pas significativement différente (au seuil de 1%) de celle des Betsileo.

Un sentiment de discrimination ethnique peu répandu

Nous avons vu précédemment qu'il n'était pas possible de mettre en évidence un phénomène massif de discrimination ethnique sur le marché du travail dans la capitale malgache. Cependant, ce résultat objectif ne signifie pas pour autant que le phénomène discriminatoire est absent du système de représentations des tananariviens. En effet, d'une part les symptômes de la discrimination peuvent se manifester dans bien d'autres champs que l'accès à l'emploi, même s'il en est un lieu privilégié : accès à la terre, au marché matrimonial, aux services publics, aux maroquins ministériels, etc. D'autre part et surtout, la discrimination n'a pas besoin d'être effectivement subie dans la réalité pour être considérée comme un phénomène important. Il suffit que les individus

pensent qu'elle existe, pour que cette impression affecte les comportements.

Pour mesurer la présence de ce sentiment diffus, nous avons demandé aux tananariviens s'ils s'étaient sentis personnellement victimes de discrimination ethnique au travail ou dans la vie quotidienne. Pour aller plus loin, et compte tenu de la forte homogénéité ethnique de la capitale, qui aurait pu conduire à une sous-estimation du problème, nous avons cherché à savoir s'ils y avaient été sujets au cours de leurs déplacements dans d'autres régions. Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau V-6
Le sentiment de discrimination ethnique
dans l'agglomération d'Antananarivo

%	N'a jamais été personnellement victime de discrimination à cause de son ethnicité			
	Au travail	Dans la vie quotidienne	En province	Dans aucun des trois cas
Merina	94,0	94,1	92,6	86,6
Betsileo	92,6	86,4	89,6	74,3
Autre	86,0	81,4	92,0	72,6
Total	93,5	93,0	92,6	85,1

Source . Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus.

La réponse à cette question est sans appel, et confirme *le rôle marginal de l'appartenance ethnique comme facteur de division*. Que ce soit au travail, dans la vie quotidienne ou en province, moins de 7% des tananariviens affirment avoir souffert de discrimination du fait de leur ethnicité, tandis que 93% n'y ont jamais été confrontés.

Des conditions de vie des ménages peu différenciées en fonction du groupe ethnique

Les stratégies individuelles en matière d'éducation et d'emploi se compensent, lorsqu'on raisonne à l'échelle des ménages. Ainsi, les écarts importants de rémunération du travail sont fortement atténués au niveau du ménage. Avec un revenu mensuel par tête de 81 000 Fmg en 1997, les ménages d'« autres malgaches » ne perçoivent que 3% de plus que leurs homologues Merina. Leur revenu médian est même inférieur de 3%. Le taux d'activité plus élevé et de chômage plus faible de ces derniers vient contrebalancer les revenus moyens du travail supérieurs des premiers.

Ceci conduit à une relative uniformisation des conditions de vie des ménages en fonction du groupe ethnique d'appartenance. Ainsi, le nombre de personnes par pièce d'habitation (2,2) est le même pour les trois groupes. Si les familles allogènes sont relativement mieux loties en matière d'éléments de confort du logement (eau, électricité, sanitaires, etc.), les écarts sont peu importants. En contrepartie, les familles Merina

jouissent d'une meilleure sécurité en matière de statut foncier (plus de propriétaires avec titre), et sont relativement plus nombreux à posséder des maisons à louer. Ils disposent aussi plus souvent d'une voiture. En revanche, les taux d'équipement en T.V., chaîne Hi-fi ou téléphone sont du même ordre pour tous.

Finalement, le critère d'appartenance ethnique n'apparaît pas comme un facteur discriminant du revenu et du patrimoine des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo. *Les inégalités sociales passent par d'autres canaux que la différenciation ethnique.* La distribution de la richesse, du pouvoir et des privilèges transcendent les appartenances ethniques.

Tableau V-7
Revenu et patrimoine des ménages suivant le groupe ethnique

	Revenu/tête		Propriétaire	Éléments de confort des ménages %				
	1 000 Fmg mois moyen	médian	avec titre %	Eau courante	Electricité	T.V.	Radio	Voiture
Merina	78	59	34,3	15,3	61,9	39,9	78,8	8,5
Betsileo	97	61	18,2	19,4	69,3	40,2	81,6	5,9
Autres malgaches	81	57	16,5	25,1	72,7	41,9	84,8	5,1
Total	83	59	32,1	16,8	63,3	40,5	79,4	8,6

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Il s'agit du pourcentage de ménages jouissant d'un élément de confort donné.

II.- ETHNICITE ET REPRODUCTION SOCIALE

Le mariage constitue un point nodal dans la formation des familles et dans leur stratégie d'accumulation du patrimoine physique ou culturel. C'est donc en premier lieu à ce niveau que joue éventuellement le facteur ethnique. C'est ce que nous nous emploierons à mesurer dans cette partie.

Une forte endogamie ethnique, mais des minorités plus ouvertes

L'endogamie ethnique en milieu rural est bien documentée par les anthropologues depuis le début des années 60. En revanche, les études sur ce thème en ville sont plus rares. Certains travaux ont montré l'existence d'une tendance à la concentration ethnique dans certains quartiers, les villes africaines se présentant plus comme la juxtaposition de "constellations villageoises", que comme un espace "aplani" et homogène, résultat du brassage urbain. Souvent d'ailleurs, le nom des quartiers témoigne de cette diversité. Cependant les analyses plus précises font défaut.

Pris globalement, *le taux d'exogamie ethnique est faible*, tendant à valider l'hypothèse selon laquelle on se côtoie en ville sans se mélanger. Au niveau le plus fin de notre nomenclature en 18 ethnies, dans la

capitale, 91% des ménages sont mono-ethniques et seuls 10% des conjoints appartiennent à une ethnie différente de celle du chef de ménage. Mais ce diagnostic d'ensemble mérite d'être relativisé.

En premier lieu, la prédominance massive de l'endogamie familiale n'est pas un phénomène généralisé. Il est fondamentalement imputable au comportement des Merina. En effet, si 95% des ménages dont le chef est d'origine Merina sont mono-ethniques, ce taux est beaucoup plus faible dans les autres groupes. Seulement 47% des chefs de ménages Betsileo choisissent un conjoint Betsileo, et à peine 39% du groupe des « Autres malgaches » se marient entre eux. Ainsi, les minorités ethniques se montrent beaucoup plus ouvertes à des stratégies matrimoniales non dominées par le principe de conservation de l'identité ethnique.

Si l'on ne peut pas écarter, a priori, l'existence d'une spécificité Merina dans ce domaine (voir ci-dessous), la forte homogénéité ethnique des familles Merina (tout comme l'hétérogénéité des non Merina) est largement conditionnée par la structure démographique des différents groupes dans la capitale. Leur prépondérance numérique réduit fortement la diversité de l'offre matrimoniale allogène. Cet effet est bien mis en lumière par la composition des ménages pluri-ethniques des minorités. Lorsque leurs chefs convolent en dehors de leur ethnie d'origine, c'est en général pour adopter un conjoint Merina.

Tableau V-8
Endogamie ethnique familiale et inter-générationnelle

% Ethnie du chef	Ménages mono-ethniques	Groupe ethnique du conjoint				Total	Même ethnie que:	
		Merina	Betsileo	Autre malga.	dont même ethnie		Père	Mère
Merina	95,0	96,1	2,3	1,6	-	100	98,7	97,2
Betsileo	57,4	43,6	47,4	9,0	-	100	100	87,6
Autres malgaches	54,5	39,4	12,4	48,2	(39,6)	100	96,5	73,5
Total	90,8	-	-	-	-	-	98,7	95,5

Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus. Les deux dernières colonnes correspondent au % de tananariens de 15 ans et plus ayant la même ethnie que leur père ou que leur mère. Un individu peut se déclarer d'une ethnie différente de son père (resp. de sa mère) s'il ne connaît pas leur ethnie d'origine, ou si ses deux parents sont d'ethnies différentes. Dans ce cas et comme le montrent les deux dernières colonnes du tableau 8, il adopte le plus souvent l'ethnie de son père.

En second lieu, comparativement à d'autres cas connus de capitales africaines, la prégnance de la composante ethnique sur les structures familiales est plus faible à Madagascar. A Yaoundé par exemple, ville pluri-ethnique par excellence (cf. tableau V-1), la proportion de ménages mono-ethniques dépasse toujours 98%, aussi bien dans les groupes démographiquement dominants (Bamiléké, Bété) que dans les groupes minoritaires (Bassa, Mbamois, etc.). Donc à

Madagascar, si l'ethnicité reste un facteur d'identité sociale, il peut être dépassé, les brassages citadins favorisant sa dissolution progressive.

La comparaison de la population actuelle de la capitale avec la génération antérieure confirme l'affaiblissement du lien ethnique dans le temps. Respectivement 99% et 96% des tananariviens de 15 ans et plus se déclarent de la même ethnie que leur père ou leur mère. Cette régression du poids des attaches communautaires est particulièrement net chez les non Merina, de plus en plus enclins à fonder un foyer en dehors de leur groupe d'origine.

Le mariage inter-ethnique n'est pas un tabou...

Comme nous le mentionnions plus haut, la forte endogamie ethnique qui caractérise l'agglomération d'Antananarivo n'est pas nécessairement le reflet d'une stratégie délibérée à connotation raciale, mais pourrait simplement traduire la faible diversité de l'offre ethnique non Merina sur le marché matrimonial de la capitale. Pour aller plus loin, nous avons cherché à savoir si le fait de se marier en dehors de son ethnie d'origine était concevable ou non, et le cas échéant, potentiellement générateur de tensions.

En fait, les tananariviens se montrent relativement ouverts aux mélanges inter-ethniques. Pour 62% d'entre eux, le mariage avec un conjoint d'une autre ethnie ne leur poserait aucun problème. Si l'on y ajoute les 11% qui acceptent d'envisager cette éventualité même si ce doit être au prix de quelques difficultés, près de quatre personnes sur cinq accepteraient l'exogamie. Finalement, il ne reste que 28% de réfractaires à l'exogamie ethnique. Ceux-ci se recrutent dans deux sous-populations distinctes : d'une part chez les femmes et les plus âgés, soutiens de la tradition, mais aussi et de façon surprenante chez les plus éduqués, tout spécialement chez ceux qui ont fréquenté l'université. Il faut voir chez ces derniers, une stratégie des dominants pour assurer la préservation de leur statut social.

Evidemment, une grande part des réticences aux alliances inter-ethniques provient des résistances familiales. Dans 40% des cas, les familles ne seraient pas favorables à une telle union. Compte tenu du poids des liens familiaux à Madagascar, il est clair que ces réticences représentent un frein important à l'exogamie. En effet, alors que 82% des tananariviens pour qui la famille ne se mettrait pas en travers de leur dessein matrimonial ne voient aucun inconvénient au mariage inter-ethnique, ils ne sont plus que 32% lorsque la famille s'y oppose.

Tableau V-9
Le mariage inter-ethnique n'est pas un tabou

Cela poserait-il un problème dans votre famille?	Accepteriez-vous de vous marier avec un conjoint d'une autre ethnie que la vôtre?			
	Oui, aucun problème	Oui, malgré les problèmes	Non, jamais	Total
Oui	32,3	18,1	49,6	100
Non	81,9	5,5	12,6	100
Total	61,6	10,8	27,6	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus

Cela étant, 38% se disent prêts à braver l'avis défavorable de la cellule familiale. De plus, et c'est un résultat encourageant, ce sont les plus jeunes qui se montrent les plus fermes dans leurs choix personnels : 41% des moins de 30 ans passeraient outre le veto familial, contre seulement 25% chez les plus de 50 ans. Malgré tout, il convient de noter que les pesanteurs culturelles véhiculées par la famille continuent à oeuvrer dans le sens d'une endogamie peu compatible avec la constitution d'une véritable identité nationale.

... mais les Merina sont les plus réticents

Le libéralisme en matière de mariage inter-ethnique est très inégalement réparti. Alors que seulement 5% des non Merina le refusent catégoriquement, cette proportion monte à plus de 30% chez les Merina. 43% de ces derniers affirment que ça poserait un problème à la famille, contre seulement 21% pour les non Merina, et 53% braveraient un éventuel refus familial, contre plus de 75% chez les non Merina. Il existe donc bien un "irrédentisme" merina cherchant à préserver une forme de « pureté ethnique », les familles exerçant un contrôle social beaucoup plus étroit, comportement non partagé par les autres groupes ethniques. Mais ce résultat pourrait s'expliquer par la spécificité des minorités ethniques de la capitale par rapport à leur groupe d'origine.

Tableau V-10
Les réticences merina pour le mariage inter-ethnique

	Accepteriez-vous de vous marier avec un conjoint d'une autre ethnie que la vôtre?				Cela poserait-il un problème à votre famille? Oui	Seriez-vous prêt à vous marier quand même? Oui
	Oui, aucun pb	Oui, malgré les pbs	Non, jamais	Total		
Merina	58,3	11,3	30,4	100	43,1	53,6
Betsileo	85,8	8,2	6,0	100	20,9	79,4
Autres malgaches	91,4	4,9	3,7	100	21,8	73,4
Total	61,6	10,8	27,6	100	40,5	56,2

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus

Des stratégies de préservation ethnique confinées à la sphère familiale

En fait, la famille constitue le dernier bastion du repli communautaire. Si un quart des tananariviens cherche encore à assurer l'homogénéité ethnique de la cellule familiale, ils se montrent beaucoup plus ouverts dans le choix de leurs relations sociales. Seulement 13% d'entre eux déclarent rechercher leurs amis de préférence, mais non exclusivement, au sein de leur propre ethnie, tandis que pour 87% ce critère de sélection n'a pas d'importance. Ce sont évidemment ceux qui sont le plus attachés à la préservation de la « pureté » ethnique au sein du noyau familial qui sont les plus réticents à élargir le champ de leurs amitiés à d'autres ethnies. Mais même parmi ceux qui affirment qu'en aucun cas ils se marieraient en dehors de leur groupe ethnique, plus de 75% ne prêtent pas attention à cette origine pour se lier d'amitié.

Au-delà de la sphère privée (famille, cercle d'amis), on peut s'interroger sur le degré d'activisme ethnique des tananariviens. Celui-ci semble relativement peu développé. Seuls 8% des habitants de la capitale font partie d'une association ethnique. Paradoxalement, les Merina, par ailleurs plus sensibles à la question ethnique, se regroupent moins souvent que les autres dans ce type d'associations (resp. 5% et 29%). Ceci induit à penser qu'il s'agit plus d'associations régionales que proprement ethniques. Regroupant souvent des originaires d'un même village ou d'une même paroisse, elles ont plus pour vocation de resserrer les liens communautaires de migrants minoritaires, que la ville a tendance à dissoudre, que de cristalliser les réflexes identitaires, fondés sur un véritable militantisme ethnique.

Tableau V-11
La faible dimension ethnique des relations sociales

	Choisissez-vous vos amis de préférence			Appartenez-vous à une association « ethnique » ?		
	au sein de votre ethnie	cela n'a pas d'importance	Total	Oui	Non	Total
Merina	14,0	86,0	100	5,3	94,7	100
Betsileo	6,1	93,9	100	23,9	76,1	100
Autres malgaches	7,3	92,7	100	33,6	66,4	100
Total	13,2	86,8	100	8,1	91,9	100

Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs 15 ans et plus.

Cependant, ceci ne signifie pas que de telles associations n'existent pas. On peut d'ailleurs en voir la trace dans le fait que le taux d'affiliation est beaucoup plus élevé au sein des plus hautes castes. Ainsi, 13% de ceux qui se déclarent « Andriana » sont membres de telles associations, contre 6% des « Hova » et moins de 2% des « Mainty ». Ce résultat vient confirmer la volonté d'une partie des castes privilégiées qui cherche à préserver son statut, en renforçant leurs stratégies

matrimoniales endogames par la constitution de réseaux de relations personnelles, dont les associations assurent l'entretien et le dynamisme.

Proximité ethnique : une topographie des affinités

Pour juger du degré « d'irréductibilité » ethnique, nous avons demandé aux tananariviens de quelle ethnie ils se sentaient le plus proches, en dehors de leur propre ethnie. Au total, près de 40% affirment ne faire aucune différence, traitant toutes les ethnies sur un pied d'égalité. A l'autre extrémité du spectre des préférences, 18% ne se sentent d'affinités avec aucune autre ethnie que la leur. Ce dernier chiffre est largement imputable aux Merina, dont nous avons vu par ailleurs qu'ils sont plus enclins à adopter une attitude de rejet.

Si la proportion de Merina à se déclarer proches de tous les autres groupes ethniques n'est pas sensiblement différente de la moyenne, en revanche, ils sont beaucoup plus nombreux à s'en démarquer. Ainsi, un Merina sur cinq répond qu'il ne se sent proche d'aucun autre « foko », contre seulement 6% pour les autres ethnies. Par ailleurs, cette question permet de mettre en évidence l'intensité des affinités entre les habitants des Hauts-Plateaux. 31% des Merina se sentent proches des Betsileo et réciproquement 49% des Betsileo se sentent proches des Merina. Quant aux autres (non Merina, non Betsileo), ils se montrent beaucoup plus tolérants : moins de 4% affirment n'être proches d'aucune autre ethnie tandis que 45% ne font aucune différence.

Un résultat important mérite l'attention : *la dualité Côtes/Plateaux est loin d'être aussi irréductible* qu'on se plaît à l'affirmer habituellement. En effet, les membres des minorités ethniques de la Côte présentes dans la capitale se déclarent plus souvent plus proches des Merina que des autres ethnies côtières ; résultat confirmé par la structure des alliances matrimoniales : 39% des conjoints des chefs de ménages « côtiers » sont Merina, contre 9% pour les autres ethnies côtières (cf. tableau V-8).

Tableau V-12
Proximités ethniques dans l'agglomération d'Antananarivo

%	En dehors de votre ethnie d'origine, de quelle ethnie vous sentez-vous le plus proche?					
	Toutes	Aucune	Merina	Betsileo	Autre	Total
Merina	39,4	19,5	-	31,2	9,9	100
Betsileo	32,1	8,6	49,3	-	10,0	100
Autres malgaches	45,0	3,5	22,1	8,8	20,6	100
Total	39,2	18,0	4,4	28,0	10,6	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus.

D'un point de vue plus général, il est intéressant de noter la bonne concordance entre les positions objectives (par exemple l'intensité

des relations inter-ethniques dans le mariage, (tableau V-8) et les dispositions subjectives à préférer tel ou tel groupe (tableau V-12).

III.- LES TENSIONS ETHNIQUES PEUVENT-ELLES DEGENERER?

Dans les deux premières parties, nous avons abordé la question ethnique du point de vue individuel ou familial, en cherchant à mettre en lumière les éventuelles stratégies de reproduction sociale fondées sur l'identité ethnique : endogamie matrimoniale, rôle de l'école, insertion sur le marché du travail, appartenance religieuse, etc. Notre objectif ici est d'analyser, dans une perspective plus macroscopique, la perception que se font les tananariviens du problème ethnique dans l'histoire et le développement du pays, et notamment de ses interférences avec la construction de l'identité nationale et du rôle qu'y joue l'Etat, ou qu'ils voudraient lui voir jouer.

La « question ethnique » : une préoccupation mineure...

L'analyse précédente a montré que les clivages ethniques sont relativement peu marqués à Antananarivo. Si finalement la question ethnique ne semble pas être un facteur explicatif essentiel des pratiques sociales, malgré l'importance des discours qui y font référence (« cause côtière », « domination merina », etc.), on est conduit à s'interroger sur l'existence même d'un problème ethnique à Madagascar, sinon réel, au moins présent dans l'imaginaire collectif des tananariviens. En s'intéressant aux opinions, on transpose le champ du questionnement, des positions occupées par les différents groupes ethniques dans la structure sociale, aux prises de positions sur la question ethnique, elles-mêmes éventuellement conditionnées par les positions objectives des agents.

Sur ce point, le premier constat que l'on peut faire est que la question ethnique n'est pas perçue comme un problème majeur pour le pays. En effet, 82% des tananariviens considèrent qu'il n'existe pas de problème ethnique à Madagascar. Cette opinion est largement partagée par les différents groupes ethniques, même si les ressortissants « autres malgaches » montrent une propension légèrement plus forte à lui accorder une attention particulière, qui s'explique par le fait qu'ils se déclarent plus souvent victimes de discriminations dans la vie quotidienne.

Quant à la nature de « ce problème ethnique », elle varie sensiblement suivant les individus, de la sphère la plus privée (mariage, travail, etc.), résultats d'expériences personnellement vécues, à la sphère publique des discours politiques jugés discriminatoires.

... mais qui a tendance à réémerger

Si dans l'ensemble, la question ethnique n'est pas considérée comme un enjeu majeur, au centre des préoccupations, il semble que l'actualité lui donne une importance croissante. En effet, six tananariens sur dix considèrent que la question ethnique prend de plus en plus d'ampleur, et n'a jamais été aussi présente qu'aujourd'hui. Les tensions qui se sont faites jour lors de la période électorale de la fin 1996, puis les débats récents autour du référendum constitutionnel, du fédéralisme et de l'instauration des "provinces autonomes" ont contribué à attiser les passions. Ici encore, les minorités ethniques de la capitale se montrent plus sensibles à ce problème que les autochtones. Le fait que les Betsileo affichent des opinions proches de celles des Merina tend à accréditer l'hypothèse d'une cristallisation autour de l'antagonisme historique Côtes/Plateaux.

Lorsqu'ils déclarent que les problèmes ethniques étaient plus aigus dans le passé qu'aujourd'hui, les tananariens mettent en avant une série d'événements politiques ponctuels qui ont émaillé l'histoire de Madagascar depuis l'indépendance. Les dates de 1972 et 1991 sont les plus souvent évoquées. Moins fréquemment, ils citent les « rotaka » (émeutes) anti-comoriennes, l'affaire de 1987, l'épisode fédéraliste de 1992 ou encore l'incendie du Rova en 1995. Il est intéressant de noter que personne ne fait référence à des événements antérieurs à l'indépendance⁽⁵¹⁾, et en particulier aux affrontements entre le MDRM et le PADESM, qui ont souvent été associés à la question ethnique, manipulée par les colonisateurs.

En conclusion, les réponses des tananariens concernant les périodes historiques où les tensions ethniques ont été les plus vives montrent que celles-ci correspondent plus à des événements sporadiques, de faible intensité, que les politiciens sont accusés, sinon d'avoir fomentés, au moins d'avoir montés en épingle et entretenus à des fins personnelles. L'impression que ces tensions ont tendance à s'aiguiser aujourd'hui relève elle aussi plus d'une conjoncture politique animée par les enjeux électoraux en cours (constitution, référendum, élections législatives) que d'une radicalisation ethniciste structurelle, même si une dérive est toujours potentiellement envisageable.

51) A quelques exceptions près, très minoritaires, qui invoquent les événements de 1947.

La « guerre tribale » n'aura pas lieu

Malgré cette sensibilité croissante aux tensions ethniques, jugées par ailleurs secondaires, les tananariviens semblent écarter l'hypothèse d'une radicalisation à l'avenir. Pour 84% d'entre eux, il n'existe aucun risque que les questions ethniques puissent dégénérer en « guerre tribale » à Madagascar, à l'instar des expériences récentes du Rwanda, du Burundi ou de Bosnie. Paradoxalement, ce sont les minorités côtières qui sont les plus optimistes, montrant par là que le sentiment d'exclusion dont certains se sentent victimes n'est pas susceptible de se transformer en un antagonisme irréductible et violent.

L'ensemble de ces résultats met bien en évidence l'origine douteuse des discours alarmistes sur la question ethnique, et le faible crédit que les tananariviens leur accordent. Montées en épingle par quelques apprentis sorciers, les thèses les plus radicales sur l'injustice ethnique ne reflètent pas l'état de l'opinion publique, et l'on peut suggérer qu'elles cherchent plutôt à la manipuler à des fins peu avouables de calculs politiques.

Tableau V-13

La question ethnique n'est pas un problème majeur

%	Pensez-vous qu'il existe un problème ethnique à Madagascar?			A votre avis, la question ethnique prend-elle de plus en plus d'importance de nos jours?			Pensez-vous que les questions ethniques pourraient dégénérer en « guerre tribale » à Madagascar?		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Merina	18,5	81,5	100	58,5	41,5	100	16,8	83,2	100
Betsileo	18,1	81,9	100	56,7	43,3	100	16,2	83,8	100
Autres malgaches	23,1	76,9	100	66,1	33,9	100	9,9	90,1	100
Total	18,7	81,3	100	58,8	41,2	100	16,5	83,5	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus

L'appartenance ethnique : une faible source d'injustice sociale

La faible prégnance de l'appartenance ethnique aussi bien dans la réalité que dans l'imaginaire des habitants de la capitale les conduit à écarter ce facteur comme marqueur central des clivages sociaux. Moins de 5% des tananariviens pensent que le principal facteur d'injustice sociale est fondé sur l'appartenance ethnique. Sans ambiguïté, c'est le fossé qui sépare les riches des pauvres qui est perçu comme la première source d'injustice à Madagascar. Ils sont plus de 93% à l'invoquer, tandis que la religion ou le genre n'est que très marginalement mis en avant (resp. 1% et 2%).

À la marge, les minorités ethniques, surtout celles des Côtes, qui se sentaient plus souvent victimes de discriminations, sont proportionnellement plus nombreuses à imputer aux clivages ethniques la

source première des inégalités injustes. Dans la mesure où nous avons noté qu'elles n'étaient pas spécialement défavorisées, au moins en ce qui concerne les emplois et les rémunérations, ces réponses pourraient s'expliquer soit en réaction avec l'ostracisme de certains Merina (voir deuxième partie), soit s'appliquer à d'autres régions de Madagascar jugées défavorisées par rapport à la capitale. Quoi qu'il en soit, cette opinion reste très minoritaire.

Tableau V-14
Les principales sources d'injustices sociales à Madagascar

%	D'après vous, quelle est la principale source d'injustice à Madagascar? Celle qui oppose :				
	les riches et les pauvres	les ethnies	les religions	les hommes et les femmes	Total
Merina	93,5	3,7	0,9	1,9	100
Betsileo	92,1	5,0	0,5	2,4	100
Autres malgaches	87,1	10,0	0	3,0	100
Total	93,0	4,1	0,9	2,0	100

Source . Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus

L'Etat et la politique « ethnique »

Si l'appartenance ethnique est considérée comme une source marginale d'injustice sociale, c'est en partie dû au fait que l'Etat n'est pas perçu comme un instrument de promotion systématique de la discrimination ethnique à Madagascar, comme c'est le cas dans de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne. Non que l'accaparement de l'appareil d'Etat ne soit l'enjeu de luttes de pouvoir où la dimension ethnique joue un rôle important, mais ces luttes semblent avoir toujours conduit à un équilibre tacitement accepté, que les politiques implicites de quotas régionaux ont réussi à préserver. Pour apprécier la perception que se font les tananariviens de l'éventuelle orientation des politiques publiques en tant qu'instrument de promotion ethnique, nous leur avons demandé s'ils pensaient que certaines ethnies (et lesquelles) étaient indûment favorisées ou défavorisées par l'Etat.

D'un point de vue général, plus de neuf tananariviens sur dix assurent qu'aucune ethnie ne bénéficie d'un traitement particulier de la part des autorités, ni dans un sens favorable, ni dans un sens défavorable, et ce, quel que soit le groupe d'appartenance ethnique d'origine ; même si les « autres malgaches » sont relativement plus nombreux à penser qu'il existe des différences de traitement entre les groupes. En particulier, et contrairement à ceux qui mettent en avant le principe de la « cause côtière », que ce soit pour la justifier ou la condamner, les Merina ne se sentent pas plus opprimés par les « Côtiers », que les « Côtiers » ne le sont par les Merina.

Evidemment, parmi les rares tananariviens qui se plaignent, c'est en général « l'autre » qui est pointé du doigt. Ainsi, pour les non Merina

jugeant qu'une ethnie est favorisée, ce sont les Merina qui sont stigmatisés. Réciproquement, 41% des Merina qui reprochent à l'Etat sa partialité considèrent qu'ils sont lésés. Mais ces jugements ne sont pas toujours symétriques. En particulier, tous s'accordent pour voir dans les Antandroy un groupe plutôt défavorisé. Sans doute, ils stigmatisent ainsi un effort insuffisant de développement de la part de l'Etat pour contrecarrer les conditions adverses (agro-climatiques notamment) qui affectent le Sud du pays. Cette interprétation pourrait être confortée par le fait que 43% de Merina acceptant l'idée d'une ethnie favorisée, affirment que c'est justement la leur qui est privilégiée. Enfin, les Betsimisaraka, les Antakarana et les Sakalava, ethnies des trois présidents malgaches successifs, sont parfois accusés de bénéficier d'un traitement de faveur.

Tableau V-15
La dimension ethnique des politiques publiques

%	Pensez-vous qu'une ethnie est particulièrement défavorisée à Madagascar?		Pensez-vous qu'une ethnie est particulièrement favorisée à Madagascar?	
	Oui	Si oui, laquelle?	Oui	Si oui, laquelle?
	Merina	6,2	Merina (41,0%), Antandroy (34,8%)	6,9
Betsileo	5,1	Antandroy (61,3%)	8,3	Merina (83,4%)
Autre	11,7	Antandroy (32,2%), Antesaka (19,9%)	15,5	Merina (78,7%)
Total	6,3	Merina (38,1%), Antandroy (34,3%)	7,4	Merina (49,5%), Betsimisaraka (20,2%)

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus

Besoin d'Etat et politique de quotas ethniques

Malgré la faible incidence de la dimension ethnique dans la politique publique, une forte minorité des tananariviens demande à l'Etat d'intervenir dans les relations communautaires, par une politique de quotas ethniques. Pour près d'un tiers d'entre eux, l'accès à l'université, aux emplois publics ou encore aux postes gouvernementaux doit être régulé par la puissance publique, de façon à assurer à tous l'égalité des chances. Ils voient dans l'instauration d'une règle clairement affichée le meilleur garant pour contenir les ambitions hégémoniques éventuelles d'un groupe ethnique spécifique. Ce sont encore les « autres malgaches » qui expriment avec le plus d'acuité la fragilité de l'équilibre actuel, et leur crainte de le voir dévoyé.

Si le « besoin d'Etat », pour réguler les relations sociales et endiguer les dérives ethnicistes, reste fortement ancré dans la mentalité malgache, il est cependant beaucoup moins répandu que dans la sphère économique. A titre de comparaison, près des trois quarts des tananariviens se prononçaient en faveur d'un Etat entrepreneur de premier plan, plutôt que simple arbitre des relations de marché (RAZAFINDRAKOTO, ROUBAUD, 1996). Mais sans doute, l'enjeu était-il plus la préservation de l'intérêt national contre l'extérieur, et donc l'équilibre nationaux/étrangers, que l'arbitrage des relations inter-

malgaches et la domination d'un groupe de malgaches sur un autre. En fait, plus que basé sur l'identité ethnique, le besoin d'Etat est surtout marqué chez les plus démunis, notamment les moins diplômés, qui ont peur de ne pas être suffisamment armés pour affronter sans garde-fous la loi du marché.

Tableau V-16
Les tananariviens restent favorables
à une politique de quotas ethniques

% Groupe ethnique	Favorable à une politique de quotas ethniques :						
	A l'université	Dans l'administ.	Au gouverne.	Niveau d'études	A l'université	Dans l'administ.	Au gouverne.
Merina	29,7	30,3	31,1	Primaire	34,2	35,8	36,6
Betsileo	28,7	29,2	32,9	Secondaire	29,8	30,1	31,2
Autres	42,3	43,2	46,6	Supérieur	19,7	18,8	20,8
Total	30,2	30,8	31,9	Total	30,2	30,8	31,9

Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs 15 ans et plus.

Priorité à l'identité nationale sur l'identité ethnique...

Si dans de nombreux pays, l'ethnicité se situe au centre des antagonismes sociaux, c'est que la notion même de nation pose problème. Souvent issus de découpages coloniaux peu respectueux des réalités sociales, nombre de pays d'Afrique sub-saharienne correspondent à des entités territoriales créées artificiellement, de construction récente, forcées et parfois encore considérées comme illégitimes. De ce point de vue, Madagascar constitue une exception notable.

Mis en demeure d'établir une hiérarchie entre leur identité nationale (« *ny maha malagasy anao* ») et leur identité ethnique, les habitants de la capitale sont unanimes. *Pour près de 97% des tananariviens, l'identité nationale prime sur l'identité ethnique.* Ils se sentent avant tout malgaches, avant d'appartenir à tel ou tel groupe ethnique. Ce sentiment est uniformément partagé, quel que soit le groupe communautaire considéré.

De plus, pour l'immense majorité, la « malgachitude » devrait être encouragée, notamment par la promotion des mélanges inter-ethniques. En prônant une politique de désenclavement ethnique, susceptible de resserrer les liens entre les Malgaches, et de dépasser la conception clanique du « fihavanana », ils y voient un moyen de favoriser l'harmonie de la société malgache.

Comme on pouvait s'y attendre au vu des résultats précédents, les plus réfractaires au brassage ethnique se recrutent parmi les Merina. Plus attachés que les autres à l'homogénéité ethnique au sein de la famille (cf. tableaux 8, 9, 10), ils se montrent beaucoup moins enclins à appeler

de leurs vœux des comportements d'ouverture inter-communautaire. Cependant, ils sont tout de même près de 86% à en accepter l'idée.

Tableau V-17
Identité nationale ou ethnicité?

%	Qu'est-ce qui compte le plus pour vous :			Faut-il encourager les mélanges ethniques pour favoriser l'harmonie de la société malgache?		
	Identité nationale	Identité ethnique	Total	Oui	Non	Total
Merina	96,8	3,2	100	85,9	14,1	100
Betsileo	96,5	3,5	100	92,5	7,5	100
Autres malgaches	96,0	4,0	100	93,7	6,3	100
Total	96,6	3,4	100	86,7	13,3	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs 15 ans et plus

... sans pour autant abandonner la richesse de l'ethnicité

La valorisation de la « malgachitude » ne signifie pas pour autant l'abandon de l'identité ethnique. Pour la majorité des tananariviens, cette dernière fait partie du patrimoine culturel qu'il convient d'entretenir. Ainsi, ils sont seulement 19% à considérer l'identité ethnique comme un archaïsme qu'il faut oublier (ou faire oublier) pour favoriser le développement et la modernisation du pays. A contrario, moins de 4%, toutes ethnies confondues, appuieraient un renforcement de l'ethnicité, qui passerait par une perte du sentiment national. En fait, dans près de 80% des cas, les tananariviens déclarent que le développement de Madagascar doit d'abord passer par une valorisation de la « malgachitude », sans pour autant rejeter l'ethnicité, qui est aussi une composante identitaire qu'il ne faut pas négliger.

Tableau V-18
L'ethnicité, un patrimoine culturel

%	Pour favoriser le développement de Madagascar, il est préférable :			
	de gommer l'identité ethnique des malgaches	de promouvoir l'identité nationale avant l'identité ethnique	de promouvoir l'identité ethnique avant l'identité nationale	Total
Merina	18,5	77,8	3,7	100
Betsileo	22,8	73,3	3,9	100
Autres malgaches	14,7	81,9	3,4	100
Total	18,6	77,7	3,7	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs 15 ans et plus

Une ethnicité bien tempérée

Si tous les indicateurs convergent pour montrer que la question ethnique ne cristallise pas autant les tensions sociales que dans beaucoup de pays d'Afrique sub-saharienne, au moins dans la capitale malgache, et qu'elle est très largement dominée par le sentiment national, il convient de s'interroger sur les raisons d'un tel état de fait. Une première piste

qu'il convient d'explorer porte sur la nature de la notion d'ethnie pour les Malgaches.

Etant donné l'impossibilité de donner une définition scientifique et uniforme du concept d'ethnie (BAYARD, 1989 ; CHRETIEN, PRUNIER, 1989 ; COQUERY-VIDROVITCH, 1992), celui-ci est largement déterminé par l'idée que chacun s'en fait. En interrogeant les tananariviens, nous avons cherché à apprécier le sens qu'ils lui accordent. En premier lieu, à peine un sur dix pense que la notion de « foko » est génétique, et basée sur le sang, la race, ou les traits physiques (peau, cheveux, etc.). La majorité (54%) penche plutôt pour une définition géographique (appartient à une ethnie celui qui vient d'une région donnée), et enfin plus d'un tiers lui confère un contenu culturel, associé à des pratiques et des coutumes spécifiques. Ainsi, l'acception raciale de l'ethnicité est très peu répandue. D'ailleurs, 22% des habitants de la capitale n'y voient pas un trait acquis une fois pour toute, un stigmate indélébile, puisqu'ils considèrent que l'on peut en changer en cours de vie.

En revanche, les points de vue sont plus partagés sur le fait que chaque « foko » se caractérise par des qualités ou des défauts particuliers. Une moitié adhère à cette idée, tandis que l'autre, plus universaliste, déclare que l'on peut trouver des individus de toute sorte au sein de chaque ethnie. Encore une fois, les non Merina de la capitale se montrent moins attachés à une conception figée de l'ethnicité. Plus nombreux à rejeter les stéréotypes ethniques, ils ont aussi beaucoup plus tendance à penser qu'il est possible de changer d'ethnie en cours de vie. En fin de compte, les tananariviens semblent peu attirés par les conceptions racistes des ethnies, et préfèrent lui donner un sens plus « culturaliste ».

Tableau V-19
De la notion d'ethnie

%	D'après vous, la notion d'ethnie est				Peut-on changer d'ethnie au cours de la vie ?	Chaque ethnie se caractérise par des qualités/défauts propres		
	Génétique	Géographique	Culturelle	Total		Oui	Non	Total
Merina	11,5	53,7	34,8	100	21,0	49,7	50,3	100
Betsileo	7,0	60,2	32,8	100	22,2	45,8	54,2	100
Autre	7,8	54,7	37,5	100	40,6	40,6	59,4	100
Total	11,0	54,3	34,7	100	22,0	49,0	51,0	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus.

IV.- UNE SOCIETE CASTEE?

Si l'appartenance ethnique constitue un élément important de l'identité sociale dont nous avons cherché à identifier le rôle dans les comportements et les statuts sociaux, elle se double à Madagascar d'un autre critère de partition beaucoup plus souterrain et méconnu dans la

société actuelle : celui des castes. En fait, dans le cas malgache la dénomination même de « castes » pose problème, et certains auteurs lui préfèrent celui de « pseudo-castes » (CONDOMINAS, 1961), ou encore le terme plus neutre de « groupes statutaires » (RAISON-JOURDE, 1991) ⁽⁵²⁾.

Issues des structures sociales de l'Imerina précolonial, les castes se décomposaient au 19^{ème} siècle en trois classes sociales constituées par les « Andriana », les « Hova » et les « Mainty » et/ou « Andevo », soumises à l'endogamie la plus stricte, sous peine de déchéance statutaire et de déclassement. En première approximation, on peut associer à ces trois castes, trois statuts : les nobles (« Andriana »), les hommes libres (« Hova ») et les esclaves (« Mainty »). Si historiquement, les rapports entre les deux castes libres (« Fotsy » (blancs) : « Andriana » et « Hova », par opposition aux « Mainty » (noirs)), étaient réglementés avec le plus grand soin, les « Andevo » ne formaient pas un groupe doté de traditions propres, mais une masse d'individus appartenant aux autres castes, au gré des déclassements et des prises de guerre.

Officiellement, les castes, et le système d'obligations et d'interdits qui leur était associé, n'existent plus à Madagascar depuis l'abolition de la royauté et de l'esclavage par l'autorité coloniale il y a plus d'un siècle. Donc « légalement », ce principe de structuration sociale ne devrait plus exister. Pourtant, n'importe quel observateur attentif de la vie sociale à Antananarivo peut constater la survivance de manifestations liées au système des castes. Ainsi, il n'est pas rare de trouver dans la rubrique nécrologique des quotidiens (« filazana manjo ») la mention « Ny Andriana », dans l'annonce faite par les familles du décès d'un parent. On peut aussi y lire quelques articles sur les activités publiques des associations d'« Andriana ». Par exemple, suite à l'incendie du Rova de novembre 1995, des associations d'« Andriana » organisaient une collecte pour la restauration du palais. Régulièrement, la presse locale relate les activités sociales des associations d'« Andriana » (élection d'une nouvelle direction, réception dans les grands hôtels de la place, etc.).

52) « La différence principale entre le système merina et le système indien porte moins, à notre avis, sur la spécialisation professionnelle que sur la notion d'impureté. Certes, l'endogamie de caste est très forte chez les Merina, mais on ne trouve rien chez eux de comparable à la notion de pureté dans la nourriture, le contact, etc., qui est l'un des traits essentiels de la caste indienne » CONDOMINAS G, op. cit., p 128. Comme beaucoup d'autres avant nous, nous conserverons, faute de mieux, le terme de « castes », tout en gardant à l'esprit le sens spécifique qu'il revêt à Madagascar.

Si ces manifestations accessibles aux yeux du profane sont plus le fait des descendants d'« Andriana » que des autres castes⁽⁵³⁾, il n'en reste pas moins qu'elles stigmatisent la survivance d'un principe de hiérarchie sociale aujourd'hui largement occulté et sans statut officiel reconnu. Notre propos est ici d'apprécier le poids et les formes de l'appartenance de caste sur la structure économique et sociale actuelle. En particulier, nous chercherons à quantifier sa prégnance réelle, pour savoir si les manifestations mentionnées ci-dessus relèvent d'épisodes « folkloriques » et anecdotiques, ou au contraire, si elles correspondent à la partie émergée d'un phénomène beaucoup plus profond.

Bien que de nombreux indices laissent à penser que le problème des castes est loin d'avoir disparu, très peu de travaux se sont penchés sur son rôle dans la société actuelle, comme si ce phénomène relevait d'un passé révolu, domaine réservé des historiens. Il faut voir dans cet état de fait, d'une part, le recul général de la recherche avec la crise économique à Madagascar, et d'autre part, le tabou qui pèse sur cette question. Pourtant par le passé, les rares recherches portant sur ce sujet ont clairement montré sa vitalité (RAZAFINTSALAMA, 1973 ; RAMAMONJISOA, 1984). Notre approche quantitative vient compléter ces études de cas plus qualitatives.

La remarquable vitalité de l'appartenance de caste...

Nous n'entrerons pas dans le détail et la subtilité des différentes subdivisions entre groupes statutaires⁽⁵⁴⁾, au demeurant extraordinairement complexe, que notre approche statistique ne nous permet pas d'explorer, pour nous contenter d'un découpage grossier en trois catégories, à partir desquelles nous mènerons l'analyse.

Pour éviter de biaiser les résultats sur une question qui véhicule par ailleurs une charge émotionnelle intense, en imposant aux enquêtés des catégories établies a priori, la question des castes n'a pas été posée directement dans l'enquête. Il a été demandé s'il existait des groupes statutaires (« antanatohatra », échelle), au sein de leur ethnie, et si oui quelle était le leur, sous forme de question ouverte. Cette liberté

53) Ce fait n'est d'ailleurs pas en soi une surprise, dans la mesure où la revendication d'appartenance au groupe des « Andriana » est une marque de distinction et de prestige, qui peut être socialement valorisée.

54) Comme les sept lignages nobles adoptés par Andrianampoinimerina, les différences de règles endogamiques ou de privilèges à l'intérieur même de la caste noble, les Hova du « menabe » (domaine royal) et des « menakely » (fief) ou encore, dans la caste des dépendants, les « Mainty enin-dreny » (les serfs royaux), eux-mêmes subdivisés en 3 groupes de 2 sous-groupes chacun, et la masse des « andevo », les autres esclaves.

sémantique permettait à chacun d'adopter sa propre dénomination, qui a dans un second temps été recodée pour obtenir les trois modalités de base.

L'appartenance de caste reste fortement ancrée dans l'identité sociale des tananariviens. Près de 7 sur 10 déclarent que leur ethnie d'origine se subdivise en castes. 17% affirment que les castes n'existent pas et 13% qu'ils n'en savent rien. Ce résultat est particulièrement complexe à interpréter. En effet, on peut raisonnablement penser que certains individus appartenant aux basses castes auront tendance à éluder la question (en répondant « Non » ou « Ne sait pas ») afin d'éviter une procédure de classement, jugée dégradante. Dans le même ordre d'idées, les déclarations spontanées surestiment sans doute la proportion de castes supérieures, socialement plus valorisées. Ainsi, que penser des 27% de Merina qui affirment qu'il n'existe pas de caste chez eux ou qu'ils n'en savent rien ? S'agit-il d'une volonté délibérée de gommer une réminiscence du passé dans laquelle ils ne se reconnaissent plus, ou d'un oubli sélectif ?

Tous connaissent leur ethnie mais seulement les deux tiers leur caste. Deux interprétations concurrentes peuvent être associées à ce résultat, sans qu'il soit possible de trancher de manière catégorique au vu des caractéristiques sociales des non-déclarants. Soit effectivement, l'ethnie est un marqueur social plus important que la caste, considérée comme une survivance du passé qui tend à s'effacer avec le temps. Soit au contraire, la caste reste un facteur toujours vivace de classement social, mais jugé infamant pour les descendants d'esclaves, au point qu'il est difficile pour certains de l'afficher publiquement.

Ce sont les Merina qui gardent le plus la mémoire du système des castes. Près des trois quarts d'entre eux reconnaissent que la structure sociale Merina est un système casté. Cette proportion tombe à 49% chez les Betsileo, et à 34% pour les ethnies côtières. Deux interprétations non nécessairement exclusives peuvent expliquer ce résultat. D'une part, il est possible que les Merina soient les plus attachés ou les plus sensibles à ce principe hiérarchique, qui nous le savons, a joué un rôle central dans l'histoire de Madagascar. Les travaux historiques montrent que la société Merina pré-coloniale était aussi l'une des plus structurées. Aujourd'hui encore, les funérailles et l'inhumation dans le caveau familial (le tombeau des ancêtres) constituent un temps fort où se cristallise la question des castes, notamment en cas de mariage inter-caste. D'autre part, il est aussi possible que les tananariviens des ethnies minoritaires, surtout les migrants de longue date, aient perdu une partie de leur identité d'origine, à la faveur de leur intégration en ville ; hypothèse d'autant plus probable que leur endogamie est beaucoup moins stricte (cf. tableau V-8).

Tableau V-20
La survivance des castes dans l'agglomération d'Antananarivo

%	Au sein de votre ethnie, existe-t-il des castes :			
	Oui	Non	Ne sait pas	Total
Merina	72,8	14,7	12,5	100
Betsileo	48,9	33,0	18,1	100
Autres malgaches	34,2	42,8	23,0	100
Total	69,4	17,2	13,4	100

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus.

... qui reste ancrée dans la mémoire de chacun

A partir du moment où ils reconnaissent l'existence du système de caste, les tananariviens sont conscients du groupe statutaire auquel ils appartiennent. Parmi les individus ayant déclaré qu'il existe un système de castes au sein de leur ethnie d'origine, un peu plus d'un tiers se déclare « Andriana », 55% « Hova » et 11% « Mainty ». Il est intéressant de noter la forte homogénéité des termes employés dans cette procédure d'auto-désignation, qui va en décroissant à mesure qu'on descend dans la hiérarchie des castes. Plus de 95% des « Andriana » retiennent ce terme pour nommer leur propre caste. Les autres utilisent soit le terme français (noble, noblesse), soit un qualificatif hiérarchique (1^{ère} classe, ambony), soit encore des dénominations plus précises directement liées à la référence royale (Ampanjaka, Andriamanjaka). De même, plus de 92% des « Hova » se définissent comme tels. Chez les « Mainty » la variabilité des dénominations employées est légèrement plus forte. L'appellation d'« Andevo » est de loin la plus fréquente (80%), mais on trouve aussi d'autres qualificatifs comme Mainty (4% seulement) ou encore olom'bery, manisotra et zazamanga.

Le poids relatif des « Mainty » peut sembler relativement faible (11%), et celle des « Andriana » relativement élevé (34%). Même s'il n'est pas incompatible avec certaines données historiques (RAISON-JOURDE, 1991), cette distribution sous-estime probablement l'importance numérique de la caste inférieure, compte tenu du fait que ceux qui ne déclarent pas de caste sont sans doute plus nombreux à en faire partie. En faisant l'hypothèse extrême que tous les non-déclarants sont des « Mainty », on obtiendrait une répartition plus équilibrée : 23,6% pour les « Andriana », 37,9% pour les « Hova » et 38,5% pour les « Mainty ».

Parmi les déclarants, la proportion de dépendants est beaucoup plus importante chez les Merina que dans les autres ethnies où ils sont quasiment inexistantes et qui comptent proportionnellement beaucoup plus de « nobles ». Il faut voir dans ces caractéristiques l'effet de sur-sélection des populations allogènes, notée plus haut, qui ont envoyé dans la capitale une partie de leurs élites.

Tableau V-21

La survivance des castes dans l'agglomération d'Antananarivo

%	Groupes ethniques				Auto-dénomination
	Merina	Betsileo	Autres malgaches	Total	
Andriana	32,3	50,1	64,1	34,0	Andriana (32,2%), Ambohy, Ampanzaka, Andriamanjaka, Noble Hova (50,1%), Hova fotsy, 2ème classe Andevo, (9,0%) Mainty (0,4), Olon'tsootra, Olom'bery, Zazamanga
Hova	55,7	44,7	33,9	54,6	
Mainty	12,0	5,2	2,0	11,4	
Total	100	100	100	100	-

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus.

La vitalité de l'endogamie de caste

A l'instar de l'endogamie ethnique, l'endogamie des groupes statutaires est une dimension fondamentale de la reproduction sociale des familles tananariviennes, et ce à tous les niveaux. Plus de 80% des habitants de la capitale affirment avoir la même caste que leur père ou leur mère. Ce taux atteint même 98% chez ceux qui déclarent leur propre caste⁵⁵. De la même façon, dans leur immense majorité, les tananariviens se marient au sein de leur propre caste. Toujours chez ceux qui déclarent leur caste, 84% ont convolé dans la leur. Si l'on ne peut exclure l'hypothèse de reconstruction identitaire, passant sous silence les mésalliances statutaires, conduisant l'enquête à surestimer les taux d'endogamie, le phénomène est tellement massif et généralisé qu'il ne peut être remis en question.

Lorsqu'ils ont dérogé à la règle implicite de reproduction familiale des castes, les choix ne se sont pas faits au hasard. Ils sont toujours soumis au principe de minimisation de la distance sociale. Par exemple, lorsqu'elle n'est pas elle-même « Andriana », la mère d'un « Andriana » est « Hova » dans neuf cas sur dix, et jamais « Mainty ». Réciproquement, les rares « Mainty » dont la mère ne l'est pas, disent qu'elle est « Hova » et jamais « Andriana ». Tous ces flux concourent à exclure les « Mainty » du marché matrimonial des « Fotsy », « Hova » et « Andriana » pouvant passer localement des alliances. Ce résultat concernant l'endogamie de caste inter-générationnelle est totalement confirmé par la structure actuelle des mariages entre les chefs de ménage et leurs conjoints (tableau V-22).

Cependant, ces deux principes forts d'identification sociale que constituent l'appartenance ethnique et l'appartenance de castes peuvent entrer en contradiction. Pour apprécier les réponses apportées à ce

55) Comme dans le cas de l'ethnie, les individus qui se déclarent d'une autre caste que leur père (resp. leur mère), soit ne connaissent pas la caste d'un des deux, soit sont des enfants de parents de castes différentes. Ici aussi, la caste du père est la plus souvent appropriée.

dilemme potentiel, nous avons demandé aux habitants de la capitale si, pour eux, il était préférable de se marier avec un conjoint de la même ethnie, même s'il appartenait à une caste différente, ou si au contraire, l'appartenance de caste primait sur l'appartenance ethnique.

Dans l'ensemble, l'identité ethnique domine l'identité de castes, puisque 62% des tananariviens choisiraient leur conjoint de préférence dans leur « foko ». Ce sont les Merina qui se montrent les plus favorables à cette option. Mais les deux types de positions (ethnie et caste) jouent sur les choix des agents. Ainsi, les ethnies minoritaires, où les castes dominantes sont les plus nombreuses, préfèrent conserver leur groupe statutaire, même si c'est au prix d'une exogamie ethnique. En revanche, les hautes castes Merina sont plus sensibles à la préservation de la caste que les « Mainty », dominés sur cette échelle, qui donnent la priorité à la conservation du « foko » d'origine.

Les réponses à cette question sont aussi conditionnées par la plus ou moins grande réussite sociale des individus. Deux modèles opposent « Hova » et « Andriana ». Chez les « Andriana », on est d'autant plus attaché à la caste qu'on est pauvre, celle-ci représentant la dernière marque de distinction qui leur permet de se différencier des autres pauvres. En revanche, chez les « Hova » plus on est riche et plus la caste a d'importance, comme si ces derniers cherchaient à consolider leur réussite matérielle dans le champ des représentations symboliques marquées par l'appartenance de caste.

Tableau V-22
L'endogamie de castes dans l'agglomération d'Antananarivo

%	Même caste que :		Caste du conjoint					Préfère un mariage au sein de son ethnie plutôt que de sa caste
	Son père	Sa mère	Andriana	Hova	Mainty	NSP, NVPD	Total	
Andriana	97,9	89,7	69,2	18,5	0	12,4	100	61,1
Hova	99,3	96,4	9,3	78,6	1,5	10,6	100	57,9
Mainty	99,1	96,8	2,0	15,3	72,0	10,7	100	67,6
NSP, NVPD	54,0	54,0	7,2	12,3	0	80,5	100	64,8
Total	85,2	82,0	23,5	39,2	6,3	31,0	100	61,5

Source : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus. NSP, NVPD ne sait pas, ne veut pas dire.

Les castes restent un marqueur social de premier plan...

Non seulement l'appartenance de caste reste gravée dans l'identité sociale des tananariviens mais elle est très clairement corrélée avec leur position sociale. Tous les indicateurs dont nous disposons convergent pour montrer que *les descendants d' « Andriana » ont réussi à se maintenir en haut de la pyramide sociale. Que ce soit à l'école ou sur*

le marché du travail, l'échelle des positions respecte scrupuleusement la hiérarchie des castes. Ainsi, 28% de ceux qui n'ont pas été à l'école sont des « Mainty ». Ils ne sont plus que 0,6% chez ceux qui ont fréquenté l'université.

Cette exclusion des « Mainty » de l'enseignement supérieur a des conséquences directes sur leur statut professionnel. Massivement engagé dans le secteur informel, une proportion négligeable occupe des postes d'encadrement (aussi bien dans l'administration que dans le secteur privé). Leurs revenus sont très largement inférieurs à ceux des « Fotsy ». Même en tenant compte de leur moindre niveau scolaire, à emploi équivalent, ils perçoivent environ 20% de moins que les « Andriana » ⁽⁵⁶⁾.

Si les différentes castes ont gardé une bonne part de leurs caractéristiques sociales historiques (transposées au monde moderne), notamment leurs principes de hiérarchisation, elles ont aussi préservé leurs systèmes de valeurs. En particulier, en matière de religion, on retrouve des choix séculaires : les « Andriana » adhérant au culte protestant (deux tiers des « Andriana » Merina se reconnaissent dans la FJKM), tandis que les « Mainty » penchent en majorité pour l'église catholique.

Tableau V-23
Inégalités sociales suivant le groupe statutaire

%	Niveau d'étude		Religion		Emploi, revenu			Effet net
	Pas d'école	Supérieur	FJKM	Catholiques	Cadres, patrons	Secteur informel	Revenu mensuel	
Andriana	12,4	59,4	59,7	27,9	19,1	45,5	275	+19,1%
Hova	59,2	40,0	47,3	39,0	5,7	59,2	165	-
Mainty	28,4	0,6	36,6	57,7	0,6	73,8	124	Réf.
Total	100	100	48,4	37,3	9,2	56,8	194	-

Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. 15 ans et plus. Ne porte que sur les individus ayant déclaré qu'il existe un système de castes au sein de leur ethnie d'origine, soit 69,4% du total.

56) Notre résultat est sans doute biaisé par le fait que notre modèle ne prend pas en compte tous ceux qui n'ont pas déclaré leur caste, et dont une partie pourrait être des « Mainty » qui ne désirent plus se reconnaître comme tels. Cependant, en faisant l'hypothèse extrême qu'il s'agit de « Mainty », et en les intégrant dans le modèle, on renforce le pouvoir explicatif de la caste. L'effet net atteint +21,2% entre « Mainty » et « Andriana », et devient significatif entre « Mainty » et « Hova », avec un bonus net de +12,0% pour ces derniers. Le même modèle remplaçant la caste par l'ethnie montre que cette dernière n'a pas d'influence spécifique sur le revenu

... qui joue fortement sur la hiérarchie sociale des ménages...

Naturellement, la réussite scolaire et professionnelle des différentes castes est à la base d'un mécanisme auto-entretenu de reproduction sociale des inégalités dans le temps. Vivant dans des familles privilégiées, les jeunes des hautes castes jouissent de conditions favorables pour mener à bien leurs projets éducatifs, ce qui constitue un facteur décisif d'une bonne insertion sur le marché du travail. Cette stratégie est d'autant plus efficace que l'investissement scolaire sera doublé de la transmission d'un patrimoine économique conséquent ; ce qui leur permettra par la suite de s'établir à leur tour dans de bonnes conditions et d'assurer à leurs propres enfants l'environnement idoine à un maintien en haut de la hiérarchie sociale.

Ainsi, les ménages d'«Andriana» bénéficient de conditions de vie très supérieures à la moyenne des ménages. L'échelle des revenus suit de très près la hiérarchie des groupes statutaires. Par exemple en 1997, les ménages d'«Andriana» disposaient d'un revenu par tête deux fois supérieur à celui des ménages «Mainty», qui se trouvent cantonnés dans des conditions d'extrême dénuement. Tous les indicateurs de niveau de vie sont à l'avenant. Les premiers ont près de trois fois plus de chance d'être raccordés au réseau électrique et trente trois fois plus de chance de jouir de l'eau courante à la maison que les seconds. Environ un sur cinq possède une voiture mais aucun des ménages «Mainty», qui sont par ailleurs totalement dépourvus d'équipement moderne : ni réfrigérateur, ni chaîne Hi-fi, ni téléphone.

Tableau V-24
Revenu, patrimoine foncier et éléments de confort des ménages
suivant la caste

%	Revenu/tête		Patrimoine Foncier			Éléments de confort des ménages				
	1 000 Fmg	moyen	Propri. titre	Logem. en dur	Maison à louer	Eau couran	Elec-tricité	Cuisine (gaz, él)	Chaîne Hi-fi	Voitu-rr
Andriana	115	82	44,8	77,3	13,0	33,5	80,7	30,3	17,6	19,7
Hova	80	61	33,5	63,3	8,4	13,7	63,2	10,1	9,6	8,8
Mainty	56	40	26,8	33,6	5,7	1,0	28,6	2,4	0	0
Pas de castes	61	54	37,7	62,1	16,4	12,8	64,6	13,7	11,2	5,4
Ne sait pas	62	58	32,5	52,2	10,2	13,0	60,4	11,3	8,6	10,6
Total	81	61	36,4	62,8	11,0	17,2	64,4	15,2	10,9	10,2

Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs Il s'agit du % de ménages jouissant d'un élément de confort donné.

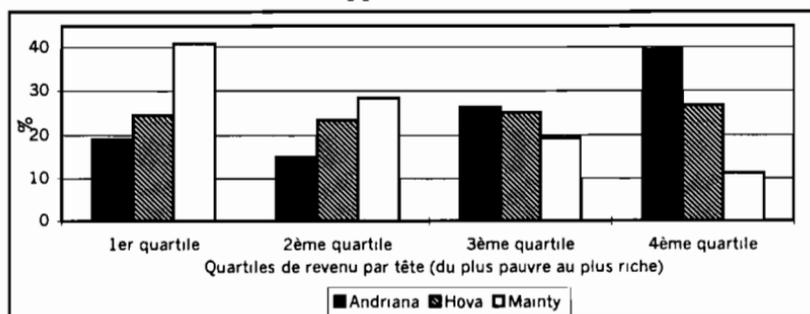
L'appropriation foncière mérite une attention particulière, dans la mesure où l'on sait qu'historiquement, la possession de terres et la scolarisation massive ont constitué les deux stratégies principales mises en œuvre par les hautes castes pour éviter le risque de déclassement potentiel induit par l'abolition de leurs privilèges par la puissance coloniale. Sans disposer d'informations exhaustives sur cette question, on

remarque toutefois que les familles « Andriana » sont beaucoup plus souvent propriétaires titrés de leurs logements, que ces derniers sont de plus grand standing (maison en dur, etc.) et qu'ils sont plus souvent détenteurs de maisons à louer.

... même si elle n'entrave pas totalement la mobilité sociale

On peut être surpris de la « pauvreté relative » des ménages « Andriana », par rapport aux standards que l'on serait en droit d'attendre de leur appartenance à l'ancienne noblesse. A titre illustratif, 20% d'entre eux n'ont pas l'électricité, et près de 80% ne sont pas équipés de toilettes avec fosse septique individuelle. Ces résultats montrent simplement le fossé qui sépare les plus grandes familles traditionnelles, que l'imagerie sociale a coutume d'associer à cette caste, à la grande masse des « Andriana »⁽⁵⁷⁾.

Graphique V-2
Distribution du revenu par tête des ménages
suivant l'appartenance de caste



Source Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs 15 ans et plus Lecture : 41% des ménages « Mainty » appartiennent au 1er quartile (25% des ménages les plus pauvres), mais seulement 11% font partie du dernier quartile (les plus riches).

Cette paupérisation d'une partie des familles « Andriana » (on parle d'« Andrian'dreraka », de nobles ruinés) est aussi la preuve que l'appartenance de caste ne constitue pas une barrière statutairement infranchissable à la régression ou à l'ascension sociale, comme le montre le graphique V-2. Une partie des élites se recrute aussi parmi les membres des familles de descendants de roturiers ou d'anciens esclaves. Mais

57) Rappelons qu'une enquête statistique de ce type ne permet pas d'appréhender avec fiabilité les contours des populations minoritaires, en particulier les véritables détenteurs du pouvoir (ici les grandes familles d'Andriana). Inversement, le fait que nous ne trouvions aucun ménage dont le chef se déclare « Mainty » en possession d'une voiture ne signifie pas qu'il n'en existe pas, mais que ce fait est exceptionnel.

l'accès de ces derniers à l'élite nationale est contingenté, et leur parcours social plus difficile à concrétiser. Quant à la masse des « Andriana pauvres », elle partage avec la plus grande partie de la population des conditions de vie d'une grande précarité. Leur revendication identitaire d'appartenance de caste constitue le dernier rempart symbolique contre une situation réelle de déchéance sociale, assise sur le souvenir de privilèges perdus.

CONCLUSION

Ce chapitre montre que la question ethnique à Madagascar relève plus de la politique d'aménagement du territoire visant à équilibrer le développement régional que d'un véritable problème de discrimination et d'exclusion systématique ; ce en quoi Madagascar se distingue de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne, où le tribalisme est devenu un facteur de blocage du développement. Que ce soit au niveau des comportements de scolarisation, d'insertion sur le marché du travail ou des conditions de vie des ménages, il n'existe pas de différences fondamentales entre les différents groupes ethniques. Si les minorités ethniques semblent bénéficier d'une situation légèrement plus favorable que celle de la population autochtone (niveau d'éducation, postes occupés, revenu, etc.), c'est qu'elles se recrutent massivement parmi l'élite scolaire du pays.

Non seulement il n'existe pas de fracture sensible en termes de positions sociales entre les groupes ethniques, mais le système de représentations et de valeurs des tananariviens n'accorde pas aux tensions ethniques une importance de premier plan, susceptibles de dégénérer. *La question ethnique est une préoccupation mineure, et n'est pas considérée comme une source d'injustice sociale.* L'identité ethnique est largement dominée par l'identité nationale, au sein de laquelle elle doit s'intégrer sans pour autant s'y dissoudre. Ces perceptions s'expliquent en partie par la conception malgache de l'ethnicité, plus basée sur la spécificité culturelle, associée à des coutumes et des traditions historiques, que sur une acception proprement raciale et raciste de l'ethnie.

Ces résultats montrent clairement le peu d'importance qu'accorde la population de la capitale au problème ethnique, face à l'urgence d'autres questions bien plus cruciales pour le développement du pays (réduction de la pauvreté, etc.). En particulier, il convient de rester vigilant face aux stratégies personnelles d'hommes politiques peu scrupuleux, qui pourraient chercher à profiter de l'actualité politique du moment (décentralisation, échéances électorales) pour développer un discours ethniciste afin de radicaliser les positions, en vue d'étendre leur

sphère d'influence. Nous rejoignons ici les analyses de S. RANDRIANJA (1995) pour qui l'ethnicité, inscrite dans des communautés restreintes, est clairement une forme d'identité et de richesse culturelles, non contradictoire avec le principe démocratique. En revanche, sa manipulation politique englobant des entités beaucoup plus larges par les « entrepreneurs politiques » porte en germe un dévoiement « ethnotribaliste », voire « ethnofasciste ».

Si l'on peut considérer, au vu de la réalité tananarivienne, que la question ethnique a été jusqu'ici bien gérée, cela s'explique aussi en partie par le fait que la ville n'a pas connu d'afflux massifs de populations allogènes, potentiellement générateurs de tensions en période de difficultés économiques. Malgré ses conséquences positives à court terme (minimisation des frictions), la faible migration et l'absence de brassages réels des populations ne peuvent que constituer un frein au développement et à la construction de la Nation, en entravant la mobilité et le dynamisme économique. La nécessaire accélération de l'urbanisation du pays pourrait provoquer un raidissement des positions ethnicistes, que l'on trouve malgré tout en filigrane derrière les stratégies encore vivaces d'endogamie ethnique.

Autant la question ethnique ne semble pas constituer une menace pour l'équilibre politique du pays, autant *le problème des castes, largement occulté, constitue toujours un facteur essentiel des mécanismes de reproduction sociale*. Malgré l'abolition de l'esclavage il y a plus d'un siècle, les descendants d'esclaves restent toujours confinés dans des positions socialement dominées, et fondamentalement exclus des strates supérieures de la société. Naître aujourd'hui dans une famille de « Mainty », même en ville, est un stigmate qu'il est difficile de surmonter pour sortir de l'extrême dénuement qui est le lot de l'immense majorité.

A contrario, les descendants d'« Andriana » ont réussi à conserver un statut social privilégié, malgré l'abolition de leurs anciennes prérogatives par la puissance coloniale au siècle dernier. Par des stratégies similaires à celles décrites par P. BOURDIEU à propos de la « noblesse d'Etat » en France, ils ont su mobiliser les ressources dont ils disposaient (propriété foncière, investissements scolaires, contrôle du marché matrimonial, solidarités identitaires) pour se perpétuer en haut de la hiérarchie sociale, tout en se pliant aux nouvelles règles du jeu imposées par la colonie, puis par la République. Il ne leur a cependant pas été possible d'éviter le phénomène de paupérisation. Ainsi, une partie des « Andriana » est aujourd'hui déclassée. Celle-ci reste d'autant plus attachée à son appartenance de caste, qu'elle représente la dernière marque de distinction symbolique qui la différencie du reste des pauvres.

Ici aussi, les risques de cristallisation des antagonismes sont réels. S'il n'existe plus aujourd'hui de mouvements politiques exprimant ouvertement les revendications des « Mainty », comme ce fut le cas au début des années 70 (RANDRIAMARO, 1997B), les sources de contestation n'ont pas disparu, et pourraient resurgir à l'avenir.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de cet ouvrage, un certain nombre de résultats importants se dégagent. Ils portent d'abord sur la quantification de phénomènes méconnus, qui n'ont jamais fait l'objet de mesures sérieuses, malgré leur invocation systématique dans les débats de société, et qui par eux-mêmes apportent des effets de connaissance (Qui vote ? Pour qui et pour quoi ? L'état des préférences partisans, le poids des ethnies et des religions, etc.). On peut d'ailleurs s'interroger sur les raisons pour lesquelles la littérature foisonnante qui se penche sur ces questions en Afrique a choisi d'en faire l'économie.

Au-delà de ces aspects factuels, c'est sur leurs débouchés analytiques que nous centrerons nos réflexions. Dans un premier temps, nous procéderons à une tentative de synthèse du sens de la transition démocratique à Madagascar, au-delà des changements formels du mode de régulation politique. Nous ne reprendrons pas ici l'ensemble des résultats obtenus, en particulier sur les questions d'identités religieuses, ethniques ou de castes. Pour plus de détail, nous invitons le lecteur à se reporter aux conclusions partielles de chaque chapitre. Dans un second temps, nous mettrons en regard nos interprétations avec les événements politiques des trois dernières années. Nous aborderons ensuite ce qui nous semble aujourd'hui le principal enjeu de la consolidation démocratique : la réhabilitation des institutions publiques. Enfin, nous reviendrons sur la question de la singularité du cas malgache qui nous conduira à plaider en faveur du développement de la sociologie quantitative en Afrique.

Le sens de la transition démocratique

Ce n'est pas faire preuve d'un « positivisme » réducteur ou partisan que d'affirmer que Madagascar s'est résolument engagé dans la voie de la démocratie. Sur ce plan, ce pays a connu un véritable bond en avant, par rapport à la situation qui prévalait jusqu'à la fin des années 80. A bien des égards, et malgré des entorses notables et condamnables,

Madagascar mérite plus le « label démocratique » que de nombreux pays, où les exigences internationales se montrent beaucoup moins fermes. Même les chercheurs ont cependant tendance à lui dénier ce « certificat ». Tentant d'identifier fin 1999 les pays d'Afrique sub-saharienne pouvant être classés comme démocratiques, ne serait-ce que sur des critères formels, J.F. MEDART (1999) n'en recensait que 7 (Ile Maurice, Afrique du Sud, Botswana, Namibie, Bénin, Mali, Malawi) ; auxquels il ajoutait 4 autres cas plus litigieux (Mozambique, Sénégal, Cap Vert et République Centrafricaine). Madagascar n'en faisait pas partie. Un autre auteur, ne reconnaissait qu'un seul pays ayant connu une alternance véritable par la voie des urnes : le Bénin ⁽⁵⁸⁾.

La question de la démocratie et des libertés publiques n'est pas le seul domaine où les progrès enregistrés par Madagascar ces dernières années sont mésestimés à l'extérieur. Le rapport annuel pour l'année 2000 de l'institution « *Economic Freedom of the World* » classait Madagascar aux derniers rangs mondiaux en matière de libertés économiques (droit de propriété, stabilité macro-économique, intégrité de l'administration, etc.). Contre toute vraisemblance, Madagascar n'y côtoyait que des pays en guerre et des régimes autoritaires (Sierra Leone, Rwanda, Burundi, République Démocratique du Congo, Congo, Guinée-Bissau, Myanmar, Algérie, Syrie, Albanie, Ukraine). Quelles que soient les raisons de cet ostracisme, il nuit à l'image internationale de Madagascar et mérite d'être corrigé ⁽⁵⁹⁾.

Que ce soit dans le domaine de la liberté d'association, d'expression et des médias ou en matière de processus électoral, Madagascar jouit aujourd'hui d'une position enviable, vis-à-vis notamment du continent voisin, mais aussi d'autres pays d'Asie ou d'Amérique latine, où l'arsenal répressif est autrement plus brutal⁽⁶⁰⁾. Il faut aussi rappeler que les normes qui régissent les processus électoraux dans les pays occidentaux, qui aujourd'hui sont considérées comme consubstantielles de la démocratie, ne se sont imposées que très tardivement (par exemple, le vote des femmes n'a été accordé qu'en 1945 en France). Sur ce front, plutôt que de s'opposer, les présidences successives d'A. Zafy et de D. Ratsiraka s'inscrivent dans la continuité

58) voir J.P. OLIVIER DE SARDAN, le Monde Diplomatique n°551, février 2000.

59) Madagascar paye sans doute le prix de sa stigmatisation en tant qu'ex-pays socialiste, mais ce n'est sûrement pas le seul facteur, comme le montre le contre-exemple du Bénin. En effet, alors que ces deux pays ont suivi des voies étonnement parallèles (renversement pacifique d'un régime socialiste, retour au pouvoir par la voie des urnes de l'ancien président ; jusqu'à leur poussée religieuse aiguë), l'un bénéficie d'un indéniable capital de confiance, tandis que l'autre n'est pas reconnu.

60) Le fait d'avoir pu mener à bien la présente étude est une marque, certes modeste mais significative, de cette liberté retrouvée.

l'une de l'autre ; le second préservant les acquis obtenus sous le premier. La 3^{ème} République marque bien un changement de fond avec la 2^{ème} République.

En particulier, le retour au pouvoir de D. Ratsiraka et son renforcement ultérieur (voir ci-dessous), ne peuvent en aucun cas être interprétés comme une tentative de restauration autoritaire vers des formes de gouvernance qui avaient cours sous la 2^{ème} République. Non seulement on peut légitimement considérer qu'au regard des normes internationales celui-ci a été démocratiquement élu, mais les citoyens malgaches ont fait un choix rationnel ; en tout cas au moins aussi rationnel que ce que l'on veut bien accorder à leurs homologues occidentaux. La gestion calamiteuse des affaires publiques par l'équipe issue du mouvement populaire de 1991, le gâchis de l'immense espoir qu'il avait suscité et l'incapacité de l'opposition à modérer ses appétits de pouvoir et à regrouper ses forces, ont fait du président déchu une alternative sinon crédible, au moins envisageable. Entre deux maux, les Malgaches ont choisi le moindre. C'est bien à cette aune qu'il convient d'analyser le retournement de l'électorat en quelques années, et non comme la marque d'une quelconque pusillanimité, dans laquelle on voudrait cantonner les citoyens des pays pauvres.

Plus largement, notre analyse de la transition démocratique conduit à rejeter le postulat d'une exception « africaine », au moins dans le cas malgache⁽⁶¹⁾. Non seulement, le communautarisme et l'ethnicité sont loin de constituer les déterminants premiers du comportement électoral, mais cette dimension de l'identité n'est ni irréductible, ni incompatible avec les principes démocratiques. S'il est bien présent, le réflexe communautaire, fondé sur une crispation ethniciste ou religieuse, n'est pas le principal facteur explicatif du vote. L'alternance politique issue des urnes, comme la diversification des préférences électorales, sont autant d'éléments qui montrent que le suffrage universel remplit bien sa fonction de récompense/sanction des politiques menées par les hommes au pouvoir.

Non seulement la clef ethnique n'ouvre pas toutes les portes des choix politiques, mais elle n'est pas non plus le sésame de la compréhension des comportements et des valeurs dans les autres champs de la vie sociale. Il faut y voir la conséquence d'une conception malgache de l'ethnicité plus fondée sur la spécificité culturelle, associée à des

61) On rappellera qu'une partie des résultats de cet ouvrage ne porte que sur la capitale. S'ils demandent à être corroborés sur l'ensemble du pays, rien ne nous permet d'affirmer qu'ils y seraient radicalement différents.

coutumes et des traditions historiques, que sur une acception raciale et donc raciste. L'identité ethnique, dans sa diversité, est clairement conçue comme un facteur de richesse venant s'enrichir et innover l'identité nationale, sans pour autant s'y dissoudre. Ceci explique le peu d'écho que rencontrent les tentatives de mobilisation « ethnofasciste » de quelques apprentis sorciers isolés. Cependant, si l'ethnicité constitue aujourd'hui une zone de basse tension sociale, elle reste toujours à la merci de manipulations par les entrepreneurs politiques.

L'identité religieuse, pourtant très présente, prend encore moins la forme d'une fracture du corps social que l'identité ethnique. La tolérance dans la diversité apparaît bien comme une caractéristique essentielle de la culture malgache d'aujourd'hui. L'incorporation du christianisme, dans ses différentes variantes, toutes importées, est la preuve d'une capacité créative de réinvention, qui passe par l'assimilation d'apports multiples, d'origines variées, notamment extérieures, dans le creuset de l'identité malgache. La maturité citoyenne conduit les Malgaches à demander la sécularisation du politique et à revendiquer le repli des Eglises vers des domaines de compétence plus en accord avec leurs missions premières : culturelles, morales, d'œuvres sociales, etc. Ils appellent de leurs vœux une autonomisation du religieux et du politique, en réclamant une séparation plus stricte des Eglises et de l'Etat.

La comparaison avec les comportements électoraux observés dans les pays développés permet d'établir que la composante structurelle et identitaire du vote n'y est pas plus prégnante. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler qu'en France en 1995, malgré un affaiblissement du pouvoir explicatif de la religion, le vote de gauche variait de 19% à 68% suivant l'intensité de la pratique religieuse. De plus, la sensibilité des électeurs malgaches à la conjoncture économique ou politique, censée caractériser le « *nouvel électeur* » du Nord, pour qui le vote sur enjeux (*issue vote*) ou sur valeurs supplanterait progressivement le vote fondé sur les vieux clivages religieux ou sociaux (*cleavage vote*), est étonnement forte. En forçant le trait, on pourrait suggérer que l'électeur malgache est plus avancé que son homologue européen dans cette mutation du comportement électoral. L'autonomisation du vote est d'autant moins problématique que les électeurs ne montrent pas d'ancrage idéologique marqué, que leur identité de classe sociale est diffuse, et que cette dernière n'est pas remplacée, au moins dans le domaine politique, par des principes de structuration alternatifs (ethnie, religion, etc.).

L'absence d'électorat captif, le faible poids des lobbies d'influence fondés sur un corporatisme étroit, la diversité des préférences et des raisons du choix, confirment que les résultats électoraux comme les

mouvements d'opinion sont intimement liés aux performances réelles ou attendues des candidats ; ce qui constitue bien une caractéristique essentielle du principe électoral. Tout ceci concourt à démythifier « ce que voter veut dire », qu'on a trop souvent tendance à voir comme radicalement et « primordialement » différent dans les contextes exotiques ; ce qui a pour conséquence de discréditer les apprentissages démocratiques.

La participation est, elle aussi, largement déterminée par les enjeux. La désillusion de la seconde vague d'élections (1996-1999) a été à la hauteur de la mobilisation générale du début de la transition. Les déterminants de l'abstention sont plus liés à la conjoncture politique qu'à des facteurs socio-économiques structurels. Encore une fois, les modèles explicatifs de l'abstention ne sont pas fondamentalement différents de ceux qui ont cours dans les pays développés. Si la faiblesse du niveau d'éducation induit un phénomène de désintérêt et d'auto-exclusion, cette relation est loin d'être systématique et a tendance à s'amenuiser avec le temps ; malheureusement par le bas, à travers un désengagement plus prononcé des couches sociales plus favorisées (classes moyennes, élites).

Ce sont bien les dysfonctionnements des institutions démocratiques qui engendrent le désintérêt d'une partie de plus en plus grande de la population des enjeux électoraux. Le discrédit de la classe politique, l'opacité des jeux politiques et des élections elles-mêmes, dont la transparence est contestée, et la multiplication des scrutins détournent les électeurs de leurs devoirs civiques. Les Malgaches, qui étaient majoritairement acquis au principe démocratique au début de la transition, sont de moins en moins nombreux à penser que le système électoral favorise réellement le développement.

La lecture de l'actualité

Il convient maintenant de s'interroger sur la robustesse des résultats présentés ci-dessus. Ces derniers reposent sur un état des lieux historiquement daté, notre enquête reflétant la situation en vigueur début 1997. Or, la démocratie est un processus qui se construit dans la durée. Sa nouveauté fait que les valeurs, les choix et les comportements sont susceptibles d'évoluer sensiblement à court terme, avant une éventuelle stabilisation, à mesure que les changements liés au temps long prendront le pas sur le phénomène d'apprentissage. Bien que nous disposions de peu de recul, il est intéressant de confronter nos analyses à l'actualité politique des trois dernières années.

La transition démocratique poursuit son cours...

Depuis les élections présidentielles de 1996, le calendrier électoral a été particulièrement chargé : référendum constitutionnel et législatives en 1998, communales en 1999, régionales prévues en 2000. De ce point de vue, et malgré les retards par rapport à la date des échéances prévues initialement, le processus de transition démocratique poursuit son cours.

Au cours du premier semestre 1998, les Malgaches ont été appelés à participer à deux scrutins d'envergure nationale : un référendum constitutionnel en mars, puis des élections législatives en mai. La première consultation avait été annoncée par le nouveau président D. Ratsiraka, lors de son élection fin 1996. Les citoyens avaient à choisir entre le maintien de la constitution antérieure (« non ») et l'adoption d'une nouvelle (« oui »), que l'on peut qualifier de semi-présidentielle, dans le cadre d'un Etat unitaire régionalisé : les six provinces jouiraient d'une large autonomie (aussi bien sur le plan exécutif que législatif, avec l'élection d'un gouverneur). Finalement, la constitution « présidentielle » a été adoptée à une courte majorité (51% de « oui » et un taux de participation de 70%). En accroissant parallèlement le pouvoir des régions et du président, la nouvelle constitution réduit sensiblement le rôle de l'Assemblée nationale, à l'origine de plusieurs motions de censure et de la destitution définitive du président A. Zafy. Les principales composantes de l'opposition, notamment celle issue des forces vives de 1991, ont boycotté le scrutin.

Le référendum constitutionnel s'est déroulé dans des conditions de transparence plus que douteuses : l'actualisation des listes électorales a conduit à la disparition de plus de 2 millions d'électeurs, soit environ un tiers du corps électoral inscrit lors de la précédente consultation présidentielle ; sans d'ailleurs que le scrutin soit invalidé, ni que les responsables soient frappés de sanctions, malgré l'énormité de la défaillance. La victoire extrêmement serrée du « oui » avec seulement quelques dizaines de milliers de voix d'avance remet fortement en question la légitimité de la nouvelle constitution.

Dans la mesure où le nouveau projet de constitution était clairement soutenu par le pouvoir en place, cette consultation a pris la forme d'un plébiscite. Aussi, la réduction massive et injustifiée du nombre d'inscrits a engendré une suspicion de fraude généralisée ; ce que l'opposition n'a pas manqué d'invoquer, en demandant l'invalidation du scrutin. Cependant, l'absence de corrélation entre variations du nombre d'électeurs et préférences partisans tend à montrer que ce phénomène est

plus dû à l'impréparation et l'incompétence des services chargés de la confection des listes électorales, qu'à une manipulation sciemment organisée par les autorités (voir chapitre 1).

En mai, le mandat quinquennal de l'Assemblée nationale venant à échéance, les électeurs ont renouvelé la chambre basse pour cinq ans. Ces élections ont été marquées par une importante recomposition de l'audience des principaux partis politiques. Elles ont vu le retour en force de l'AREMA, le parti présidentiel, qui s'adjuge 64 sièges sur 150, alors qu'il était quasiment absent de l'assemblée précédente. La mouvance présidentielle, constituée de l'AREMA, du LEADER-FANILO, qui conforte sa place de deuxième formation du pays, et de quelques autres partis de moindre envergure (AKFM-Renouveau, RPSD, etc.), dispose d'une confortable majorité, susceptible de mettre fin à l'instabilité chronique de la première législature. Parallèlement, on assiste à l'effondrement des partis issus du mouvement de 1991 et à l'éviction de quelques vieux barons de la politique malgache, comme le pasteur Andriamanjato ou R. Manandafy, leader du MFM. Enfin, le rejet par la population de la classe politique traditionnelle, mis en exergue dans le chapitre 3, laissait le champ libre aux candidats dits « indépendants », même si dans certains cas, cette « indépendance » affichée relève plus de la stratégie électorale, avant un ralliement aux partis en place. Plus localement, l'AVI, parti récemment créé par l'ancien Premier ministre et président par intérim, N. Ratsirahonana, s'adjuge la quasi-totalité des sièges dans la capitale, conférant à ce dernier une stature politique de premier plan. Suite aux législatives, le Président nommait T. Andrianarivo Premier Ministre, à la place de P. Rakotomavo, et le nouveau gouvernement était rapidement mis sur pied.

En 1999, deux consultations étaient au calendrier : les communales, pour renouveler les maires et les conseils municipaux élus en 1995, et les régionales pour la désignation des six gouverneurs de province, dans le cadre de la politique de décentralisation et de mise en place des « provinces autonomes ». En fait, seule la première a pu se tenir en novembre, encore une fois avec retard, tandis que la seconde était reportée, probablement à la fin du premier semestre 2000.

Des élections locales, communales et municipales, du 14 novembre 1999, trois tendances se dessinent (en attendant d'avoir le recul nécessaire pour mener des analyses plus fouillées). D'une part, elles ont été particulièrement mal organisées (annonce tardive du scrutin, non-fiabilité des listes électorales, fonds publics mobilisés par des ministres pour la campagne, irrégularités diverses, votes forcés ou par ordonnance, disparitions de procès verbaux, élus ne figurant sur aucune liste, etc.).

L'AVI, le parti de N. Ratsirahonana, a d'ailleurs invoqué ces arguments pour se retirer de la course à la mairie de la capitale en plein scrutin.

En particulier et pour la première fois, aucune synthèse des résultats généraux n'a été publiée officiellement ; ce qui, entre autres, rend impossible le calcul des taux d'inscription et d'abstention. Ce manque de transparence a conduit le KMF/CNOE, principale entité indépendante d'observation des élections à affirmer que « *les élections municipales et communales de 1999 ont été les plus mal organisées depuis 1989* », tandis qu'un analyste averti de la place titrait sa chronique politique hebdomadaire : « *Démocratie : le grand bond en arrière* »⁽⁶²⁾.

D'autre part, l'AREMA conforte sa position de parti hégémonique, en raflant près de la moitié des postes de maires. Enfin et parallèlement, on observe une poussée des candidats indépendants, symbolisée par l'élection dans la capitale de M. Ravalomanana, PDG de Tiko (l'une des plus importantes entreprises industrielles à capitaux nationaux du pays), nouvel arrivé en politique. Ceci montre que le discrédit de la classe politique traditionnelle est toujours d'actualité, et ce malgré les désillusions liées aux comportements des députés indépendants élus en 1998, qui ne se distinguent en rien de leurs homologues, et surtout de leurs prédécesseurs, malgré les promesses.

... et conforte le pouvoir en place

Finalement, les différentes consultations qui ont eu lieu depuis 1996 sont toutes venues conforter l'assise du régime en place. Le tableau ci-dessous met clairement en évidence la montée en puissance du parti présidentiel. L'AREMA dispose de 43% des fauteuils de députés à l'assemblée nationale et de 47% des postes de maires. Le LEADER FANILO, qui consolide sa place de deuxième parti du pays, dispose de 3 à 4 fois moins de sièges et de représentants. Compte tenu des possibilités de ralliements « d'indépendants » plus ou moins déguisés, l'AREMA pourrait compter sur une majorité absolue à tous les niveaux électifs ; à l'exception des gouverneurs non encore élus, mais qui en toute probabilité devraient encore venir renforcer l'emprise de l'AREMA. De plus, si l'on y ajoute les maroquins ministériels, le régime du président Ratsiraka et son parti disposent aujourd'hui, et pour quelques années au moins, d'un pouvoir de plus en plus hégémonique. Si l'on compare les trois derniers scrutins (présidentiel, législatif, communal), aux précédents de 1993 et 1995, l'intensité du retour en force de l'AREMA s'apparente à une

62) J.E. Rakotoarisoa, DMD, n°657, 09/12/99

véritable déferlante, d'autant plus remarquable que ce parti était largement discrédité à l'avènement de la 3^{ème} République.

Indicateurs	Elections					
	Présidentielles (2 ^{ème} tour)		Législatives		Communales	
	1993	1996	1993	1998	1995	1999
Taux d'abstention	31,6%	50,3%	44,4%	39,9%	n.d.	42,2%
% AREMA	33,3%	66,6%	8,0%	42,7%	9,5%	47,4%
% LEADER F.	-	15,1%	10,1%	11,3%	15,8%	18,5%

Sources : HCC, diverses, nos propres calculs. Pour les législatives, il s'agit du % de maires. Pour les présidentielles, D. Ratsiraka est le représentant de l'AREMA et H. Razafimahaleo celui du LEADER-FANILO. Ce dernier parti a été inclus dans le tableau car il constitue la deuxième force politique du pays.

Du point de vue de la démocratie et du développement économique de Madagascar, faut-il s'en réjouir ? Indépendamment des considérations partisans, de toute manière spécieuses, compte tenu de la faible diversité des options affichées par les différents partis, des arguments peuvent être invoqués dans les deux sens.

D'un côté, le renforcement du pouvoir devrait permettre au pays de tourner le dos aux vicissitudes politiques qui ont sévèrement handicapé les quatre premières années de la 3^{ème} République, en lui procurant une marge de manœuvre appréciable pour poursuivre la politique de réformes au cours des prochaines années. L'instabilité politique, à l'instar de toutes les autres formes d'instabilité, réduit l'horizon des agents, engendre de la précarité et bride le développement.

De l'autre, la position dominante de l'AREMA constitue un risque réel pour la démocratie malgache. Elle pourrait se traduire par un monopole de fait de la représentation politique, limitant les espaces ouverts à la pluralité et à l'expression. Cette inquiétude est d'autant plus légitime que ce parti traîne derrière lui une solide expérience de manipulations et de fraudes héritée de la 2^{ème} République. Les incidents qui ont émaillé les derniers scrutins prouvent que les vieilles pratiques sont loin d'avoir disparu, malgré les discours « refondateurs » des dirigeants du parti. Ces dernières sont restées jusqu'à maintenant limitées (à l'exception notable du référendum constitutionnel de 1998), et nos résultats montrent qu'elles ne sont pas susceptibles d'avoir inversé radicalement le verdict des urnes. Cependant, l'absence de contre-pouvoirs suffisamment puissants pourrait leur fournir l'occasion de s'organiser et d'opérer à grande échelle.

La consolidation de la régulation démocratique du politique

Si on définit la transition démocratique comme le passage d'un régime autoritaire à l'institutionnalisation de procédures libérales de gouvernement (compétition politique ouverte, multipartisme, suffrage universel, liberté des électeurs, transparence des scrutins, informations), on peut considérer que cette phase est maintenant achevée. Il est toujours difficile d'opérer une datation précise sur ce point, mais on est en droit de penser qu'une étape a été franchie et que le pays s'engage dans une nouvelle phase. D'ailleurs, la baisse d'intensité de l'engagement populaire est un indicateur de cette « normalisation », après une transition par nature plus mobilisatrice, donc synonyme d'élargissement temporaire de la scène politique.

Ceci ne signifie pas que les principes démocratiques sont intégralement respectés (on a vu que c'est loin d'être le cas), mais qu'ils constituent le socle officiel et largement partagé du mode de régulation politique et que leur transgression reste locale, c'est-à-dire non susceptible de remettre en question l'expression des choix électoraux. Sur le front politique, l'enjeu principal s'est déplacé : *il porte sur la consolidation démocratique*, afin que les principes formels soient mieux appliqués et que les règles du jeu ne soient pas dévoyées.

Or, un certain nombre de faits, de tendances passées ou d'incertitudes à venir, font peser un risque sur la démocratie malgache, encore jeune et fragile. La montée du taux d'abstention, le rejet de la classe politique et la mauvaise organisation des élections sont autant de facteurs, liés entre eux, qui sapent le consensus dont bénéficiait le mode de représentation démocratique. Compte tenu de la réversibilité des processus démocratiques, comme l'atteste plusieurs exemples de retour de régimes autoritaires ces dernières années en Afrique, une véritable course contre la montre doit être engagée pour éviter cette remise en question. Nous examinerons quelques points qui sont à notre avis au centre des dysfonctionnements constatés et qui pourraient faire l'objet de mesures concrètes pour les résorber. Notre hypothèse centrale est que *la déliquescence de l'Etat est au cœur du problème*.

En premier lieu, la question de l'obligation du vote, ou au moins de l'inscription, mérite d'être posée. Si aucun pays d'Afrique subsaharienne n'a choisi cette voie, d'autres, et pas seulement parmi les pays en développement, l'ont adoptée (par exemple, la Belgique ou la Grèce en Europe). Cette solution, écartée d'entrée de jeu au moment de la transition, car elle a été associée à une nouvelle contrainte peu compatible avec la volonté d'en finir avec des régimes autoritaires, pourrait être

d'autant plus appropriée dans des pays où les phénomènes d'auto-exclusion sélective, par manque d'accès aux ressources nécessaires à la mobilisation électorale (éducation, informations, etc.), sont importants. Notre point de vue sur la question n'est pas tranché, mais elle devrait à tout le moins faire l'objet d'une discussion approfondie.

La « moralisation » de la classe politique

Le désaveu de la classe politique par les citoyens conduit directement à la démission civique. Cet état d'esprit est en partie imputable à la promesse démagogique selon laquelle la mise en place de régimes démocratiques se traduirait mécaniquement sur la croissance et le bien-être des populations. La communauté internationale est largement responsable de la diffusion de cette thèse réductrice sur la perception des « *dividendes de la démocratie* ». Or, les liens entre démocratie et développement économique sont loin d'être aussi directs. De plus, et contrairement à ce qu'ils avaient annoncé, les bailleurs de fonds n'ont pas appliqué à la distribution de leurs concours financiers le principe de la « prime à la démocratie ». Les travaux récents sur la sélectivité de l'aide publique internationale (BANQUE MONDIALE, 1998) montrent le faible rôle de la conditionnalité politique sur les flux d'aide.

Mais à côté de ces facteurs extérieurs, la désillusion de l'opinion publique sur les bienfaits de la transition est aussi largement motivée par le comportement des nouveaux élus, qui voient dans la concurrence électorale un nouveau moyen d'accaparer les ressources publiques (le détournement de fonds n'étant qu'un des nombreux avatars de cette tendance lourde⁽⁶³⁾). Sur ce plan, il ne semble pas que la libéralisation politique ait changé radicalement le mode de gestion patrimoniale de l'Etat. Nous avons proposé dans la conclusion du chapitre 3 quelques pistes pour y remédier. Celles-ci portent sur la constitution des partis politiques, leur mode de financement et celui des campagnes électorales, ainsi que sur la déclaration de la fortune et de l'enrichissement personnel des représentants.

Une bonne partie de ces recommandations a été reprise dans le document final de la table ronde « *concertation sur l'éthique politique* », qui s'est tenue au premier trimestre 1999, à l'instigation du LEADER-FANILO. Durant deux jours, ce parti a invité les représentants des principales formations politiques pour faire le point sur les pratiques politiques en vigueur et élaborer une stratégie de « moralisation » de la

63) Fin 1999, la presse mettait à jour un nouveau scandale de détournement de fonds publics à l'Assemblée nationale, portant sur un montant 55 milliards de francs malgaches.

vie politique ⁽⁶⁴⁾. Cependant, malgré les bonnes intentions et un diagnostic sans complaisance, les résolutions de cette concertation sont restées jusqu'aujourd'hui lettre morte. Ceci montre que l'auto-régulation a peu de chance d'aboutir. L'adhésion volontaire, plus ou moins ferme, est insuffisante et l'intervention de l'Etat pour légiférer et faire respecter les codes établis s'avère incontournable. On est donc renvoyé dans le camp des institutions, comme principales garantes de la consolidation démocratique.

La réhabilitation des institutions au cœur du renforcement de la démocratie

On a vu que le pouvoir actuel dispose d'une assise politique solide et durable. Pourtant, malgré cet atout majeur, celui-ci éprouve des difficultés à définir une politique claire et surtout à la mettre en application. Sur le front économique, les mesures contradictoires, les tergiversations restent de mise. Que ce soit dans le domaine de la fiscalité, en matière de privatisation ou d'ouverture sur l'extérieur, les autorités soufflent le chaud et le froid, changent régulièrement leur fusil d'épaule, hésitent sans que jamais les termes de l'alternative ne soient clairement posés. Ce manque de cohérence se retrouve dans le champ politique. De nombreuses mesures adoptées n'ont toujours pas vu le jour (mise en place des provinces ou de la chambre haute), tandis que d'autres se sont perdues en cours de route sans que le bilan de leurs échecs soit tiré (opération « *carte d'identité* »).

C'est la *capacité de l'Etat à assurer le fonctionnement des institutions qui est en cause*. Aujourd'hui, il se trouve dans un tel état de déliquescence qu'il est même incapable d'assurer ses fonctions régaliennes. Quel peut être le sens de la démocratie dans un pays où aucun recours n'est possible du fait de l'instauration d'une véritable culture de la corruption ? Celle-ci frappe à tous les niveaux : des services publics de base au sommet de l'Etat ⁽⁶⁵⁾. Si on y ajoute la chute dramatique de l'efficacité de la fonction publique, sous le coup de l'hémorragie de cadres compétents, la déqualification accélérée de ceux qui restent dans un environnement de restrictions budgétaires disproportionnées, il apparaît clairement que la démocratie ne peut pas s'exercer pleinement dans ce contexte. Incapable de faire respecter les règles de l'Etat de droit, ce dernier est livré à la merci d'hommes politiques dont l'objectif principal reste la captation privative de la rente publique, malgré son

64) Pour le texte issu de cette concertation, voir l'Express de Madagascar du 5/3/99

65) En 1995, 40% des tananariviens déclaraient en avoir été victimes au cours de l'année écoulée (RAZAFINDRAKOTO, ROUBAUD, 1996).

relatif tarissement. De ce point de vue, la transition démocratique et la compétition électorale n'ont fait que changer les règles d'accès au pouvoir, en maintenant intact son mode de gestion.

Pour pallier les défaillances de l'Etat central et favoriser une démocratie plus participative, des politiques de décentralisation du pouvoir politique et de déconcentration de l'administration sont promues depuis quelques années, dans de nombreux pays en développement, avec l'appui des bailleurs de fonds internationaux. Madagascar n'échappe pas à cette tendance. Le déplacement des instances de décision en faveur des collectivités locales est censé œuvrer dans le sens du renforcement du contrôle des citoyens sur leurs représentants (principes d'«*empowerment*» et d'«*accountability*»), afin qu'ils répondent mieux à leurs attentes. Si, en théorie, cette orientation est susceptible de réduire le pouvoir discrétionnaire, aveugle et inefficace de l'Etat central, elle ne constitue pas en soi la panacée. D'une part, la compétence de l'administration et des collectivités locales est encore plus limitée que celle de l'administration centrale. D'autre part, la décentralisation peut engendrer un processus de polarisation régionale, générateur d'inégalités spatiales. Enfin, la décentralisation pourrait conduire à la réactivation des dérives ethnicistes, en fragilisant le ciment unificateur de l'Etat-Nation. Finalement, il est loin d'être acquis que la décentralisation annoncée conduise à une démocratie plus participative. On peut même envisager l'hypothèse inverse, avec l'accroissement du pouvoir des élites locales au détriment de la population (caciquisme, clientélisme, corruption). A l'instar de la décentralisation, les politiques de dynamisation de la société civile qui font l'impasse sur l'Etat sont vouées à l'échec, comme le montrent à l'envi les pratiques des partis politiques dénoncées dans le chapitre 3.

Finalement, le problème de la démocratie à Madagascar ne vient pas d'une quelconque irréductibilité culturelle des populations locales, mais de l'incapacité de l'Etat à faire respecter les règles qu'il a lui-même édictées. S'il est à peu près universellement admis que démocratie et économie de marché constituent deux puissants moteurs du développement, au sens large du terme, ils ne peuvent exercer pleinement leurs effets qu'associés à *un Etat fort* (ne pas entendre autoritaire).

De l'avoir trop longtemps négligé, pour des raisons à la fois historiques (échec des stratégies de développement fondées sur l'interventionnisme de l'Etat) et idéologiques (application sans nuance du paradigme néo-libéral), les politiques d'ajustement n'ont pas eu les effets escomptés. Ce qui était gagné d'un côté (réformes économiques et politiques) était perdu de l'autre (affaiblissement de la capacité

institutionnelle de l'Etat). L'inanité de cette stratégie de sous-estimation du rôle de l'Etat, qui a consisté à pousser à son démantèlement, repoussant toujours plus loin dans le temps son éventuelle reconstruction, n'est pas propre à Madagascar. A l'œuvre dans la plupart des pays en développement depuis le début des années 80, plus particulièrement en Afrique, elle a atteint une intensité paroxystique, par sa brutalité, dans les pays en transition d'Europe de l'Est. La Russie en est l'exemple le plus caricatural⁽⁶⁶⁾. Au-delà des discours officiels sur le « *mieux d'Etat* », après le « *moins d'Etat* », il n'est pas sûr que ce hiatus soit clairement perçu.

Malgré les critiques que l'on peut émettre sur la manière dont a été conduit le processus de réformes économiques et politiques (conception, séquentialité), et sur lequel il n'est pas possible de revenir, un pas indéniabla a été franchi. L'instauration d'un mode de représentation démocratique en fait partie. Ce n'est plus maintenant sur les principes formels, largement acquis, que les efforts doivent se concentrer, mais sur les modalités de leur mise en application. Bien que la démocratie ne constitue pas la recette miracle du développement, comme l'illustre la réussite économique de plusieurs pays autoritaires d'Asie, un nombre croissant d'études comparatives aboutissent à la conclusion que la liberté de l'expression politique est associée, toutes choses égales d'ailleurs, à des taux de croissance supérieurs. Les fameux travaux pionniers d'A. Sen avaient déjà montré que la démocratie était un puissant facteur limitant les famines. L'élargissement de la participation populaire au processus de décision, dont les élections sont un pilier, favorise des politiques moins inégalitaires et partant, la réduction de la pauvreté. Mais il apparaît surtout que l'effet « démocratique » est d'autant plus significatif que les institutions sont efficaces, que ce soit au niveau central ou local. Voilà autant de raisons d'ouvrir la réflexion sur l'immense chantier de la réforme des institutions, au centre duquel se trouve l'Etat. La voie est sûrement étroite et difficile ⁽⁶⁷⁾, mais elle est incontournable.

L'exception malgache ? Singularités et régularités

Finalement, et en retournant au titre de ce livre, une question reste en suspens : le cas de Madagascar est-il exceptionnel ? Nous avons fixé deux horizons pour en juger : vis-à-vis des démocraties « historiques » du Nord d'une part, par rapport aux pays africains de

66) Il conviendra un jour d'évaluer le coût social de ces politiques et surtout d'établir les responsabilités nationales et internationales.

67) Il est incontestablement plus aisé de décider d'une dévaluation, de réformer le droit des affaires, de privatiser des entreprises publiques ou d'autoriser le multipartisme que d'assurer au quotidien le fonctionnement efficace des institutions.

l'autre. Pour le premier, nous pensons avoir montré que, contrairement aux postulats culturalistes, le processus de transition politique ne vient pas buter sur des identités par essence réfractaires aux principes fondateurs de la démocratie électorale. La rationalité des acteurs ne diffère pas fondamentalement au Nord et à Madagascar. Les différences résultent plus des contraintes et plus particulièrement des caractéristiques de l'environnement institutionnel auxquelles ceux-ci font face. Reste maintenant à préciser la position de Madagascar dans le contexte africain.

Cette question apparaît d'autant plus pertinente que, de façon concomitante, de nombreux pays au sud du Sahara se sont engagés dans des processus similaires de transition démocratique au cours de la dernière décennie. D'aucuns ne manqueront pas d'invoquer l'irréductibilité de la grande Ile pour contester la légitimité d'une comparaison avec le continent voisin. Paradoxalement, ce seront sans doute les partisans les plus radicaux du discours ethniciste qui rejetteront le patrimoine commun, au nom de l'origine asiatique d'une partie de la population. Pourtant, Madagascar est dans bien des domaines extrêmement proche de l'Afrique noire, elle-même beaucoup moins monolithique qu'on a tendance à le postuler : trajectoires économique et politique, dynamiques identitaires, mode d'organisation sociale et systèmes de valeur et de représentation.

L'identification des points de convergence et de divergence entre différentes expériences nationales est un exercice difficile. Il est clairement hors de notre portée, à la fois pour des raisons de compétence, mais aussi et surtout parce que les informations font défaut. Cette lacune nous conduit à remettre en question la validité même des interprétations du sens des transitions africaines. Par exemple, l'intensité, ou plus exactement, l'extériorisation des tensions ethniques est plus faible à Madagascar que dans certains pays du continent où elles se sont exprimées avec la plus grande violence. Mais ces derniers sont-ils caractéristiques d'un même creuset africain ? Que savons-nous réellement de la dimension ethnique ou religieuse du vote dans ces pays ? Est-elle vraiment systématiquement aux fondements des comportements dans le champ électoral ou dans d'autres domaines de la vie sociale ?

En l'état des connaissances, il nous semble impossible de répondre à ces questions. Les généralisations sont prématurées, donc trompeuses et abusives. Rien ne permet de présumer que des sondages et des enquêtes sociologiques représentatives menés à grande échelle en Afrique sub-saharienne donneraient des résultats différents de ceux que nous obtenons dans le cas malgache. Sur ce point, nous ne pouvons nous livrer qu'à des conjectures.

Nombre de travaux d'africanistes tendent à montrer que la logique des comportements des acteurs en Afrique, même les plus « éclairés », est profondément conditionnée par des facteurs culturels radicalement différents des nôtres. Les auteurs mettent en scène un monde « enchanté », gouverné par les ancêtres, les mythes, les esprits, l'invisible, la sorcellerie, les réseaux communautaires, l'allégeance tribale, la solidarité, la redistribution, le court terme, le paraître, l'investissement somptuaire, l'ostentation, etc. Dans le meilleur des cas, une telle représentation du quotidien les conduit à mettre en exergue une forme de rationalité sans commune mesure avec celle supposée avoir cours en Occident. Dans le pire des cas, ils font de la culture africaine, pour peu que cette notion ait un sens, un obstacle insurmontable à la pénétration sur le continent de la raison des Lumières. Cette spécificité culturelle serait à la base des maux dont souffre le continent : échec du développement économique, inégalités, corruption, instabilité politique, démocratie dévoyée, luttes ethniques, violence, criminalité, guerre civile, etc. (voir par exemple CHABAL, DALOZ, 1999⁶⁸).

Nous ne nions pas l'existence de ces manifestations, sans doute plus prégnantes en Afrique qu'ailleurs. La question ne nous semble pas porter sur leur présence mais sur le poids déterminant qui est accordé à la spécificité culturelle et, par voie de conséquence, à son rôle sur la trajectoire des sociétés africaines. L'écart constaté entre « logiques » africaines et occidentales ne résulte-t-il pas simplement d'un problème de mode d'appréhension des phénomènes ? Notre hypothèse est que, par nature, l'approche de type anthropologique, dont s'inspire la science politique africaniste, tend à ne dévoiler qu'un aspect de la réalité. Elle rend compte des décalages extrêmes, révèle les singularités, tandis que l'approche quantitative cherche à découvrir les régularités. Comme l'approche anthropologique jouit d'une position dominante, sinon exclusive, en matière d'analyse sociologique en Afrique, elle conduit à exacerber l'altérité radicale du comportement des acteurs sur ce continent.

Si en Occident le prisme déformant des choix méthodologiques penche plutôt en faveur des techniques quantitatives, la situation y est plus contrastée. Les études qualitatives qui ont pu être menées en France par exemple, montrent que *« l'acte électoral revêt de multiples significations, qu'il est parfois expressif et instrumental et qu'il n'a pas*

68) Ces deux auteurs, qui proposent une analyse subtile et séduisante des systèmes politiques africains, souscrivent à ce schéma d'interprétation. Non seulement nous mettons en doute le primat culturaliste de la thèse, mais nous contestons l'idée avancée que l'instrumentation du politique par les élites est profitable et acceptée aussi bien par les « *Big men* » que par la population, ravalée au rang de dépendants au sein de réseaux clientélistes et factionnels.

seulement une dimension politique mais aussi symbolique, affective, identitaire » (MAYER, 1997) ; conclusions qui relativisent à la fois l'individualisme supposé de l'électeur du Nord et la singularité de celui du Sud. De la rationalité instrumentale chère aux économistes utilitaristes au déterminisme du « vote de classe », coexiste toute une gamme de modèles explicatifs du comportement électoral. Ici comme ailleurs, l'orientation et la signification du vote sont indissolublement liés. Ici comme ailleurs, l'électeur n'est ni totalement libre, ni totalement déterminé. Ici comme ailleurs, le vote est un acte social et politique, l'électeur marque des prédispositions socialement façonnées à voter de telle ou telle manière. Ici comme ailleurs, la sociabilité, la nature et l'intensité des relations familiales, de voisinage ou vis-à-vis de l'étranger conditionnent les choix individuels. Ici comme ailleurs, la complexité de la formation des préférences renvoie dos à dos les fictions polaires de l'agent maximisateur, compétent et parfaitement informé d'une part, et du déterminisme, qu'il soit culturel ou social, de l'autre.

Les auteurs de l'ouvrage en question concluaient que loin de s'opposer, les différents modèles proposés par les approches qualitatives et quantitatives apparaissent complémentaires. La progression de l'explication du comportement électoral et, par extension, des comportements en général, doit passer par l'hybridation et la confrontation des méthodes. Nous ne pouvons que souscrire à ce postulat, dont le champ de validité s'applique aussi en Afrique. Mais pour qu'il puisse y avoir confrontation, il faut que des méthodes et paradigmes alternatifs aient été testés ; ce qui n'est malheureusement pas encore le cas en Afrique. Sa singularité supposée pourrait n'être finalement que le reflet de l'absence de métissage méthodologique dans l'étude des phénomènes sociologiques (le calcul, le terrain et la narration ou encore le modèle, l'enquête et le récit), pour reprendre les termes de J.C. Passeron dans l'ouvrage cité ci-dessus.

Modestement, nous espérons, à travers l'étude de l'expérience malgache, avoir montré la nécessité d'investir le champ encore vierge de la sociologie électorale et plus largement celui de la sociologie quantitative, à côté des approches plus traditionnelles. Leur confrontation permettra de porter un regard plus critique sur les idées reçues qui font trop souvent office de vérités lorsqu'on analyse les dynamiques sociales africaines.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSEMBLEE NATIONALE (1997), « *Echos de l'Assemblée Nationale* », Bulletin trimestriel n°1/97, Antananarivo, 30p.
- AUBERT J.M. (1997), « *Essai de définition et d'inventaire* », in ICM, op. cit., pp.11-25.
- AUTREPART (1999), « *Afrique: les identités contre la démocratie* », n°10, IRD, Paris, 197p.
- BANQUE MONDIALE (1998), « *Assessing Aid : What Works, What Doesn't, and Why* », A World Bank Policy research report, Oxford University Press.
- BANQUE MONDIALE (1997), « *Rapport sur le développement dans le monde, 1997. L'Etat dans un monde en mutation* », Washington.
- BAYART J.F. (1989), « *L'Etat en Afrique, la politique du ventre* », Fayard, Paris, 438p.
- BAYART J.F. (1996), « *L'illusion identitaire* », Fayard, L'espace politique, Paris, 306p.
- BECKER G. (1957), « *The Economics of Discrimination* », University Press of Chicago, Chicago.
- BERNSTEIN S., DIR. (1999), « *Les cultures politiques en France* », Seuil, L'Univers Historique, Paris, 407p.
- BIRDSALL N., SABOT R., eds. (1991), « *Unfair Advantage : Labor Market Discrimination in Developing Countries* », World Bank, Regional and Sectoral Studies, Washington D.C.
- BLOCH M. (1967), « *Notes sur l'organisation sociale de l'Imerina avant le règne de Radama I^{er}* », A.U.M, 7, Paris, pp.119-132.
- BOURDIEU P. (1989), « *La noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps* », Ed. de Minuit, Paris.
- BRATTON M., VAN DE WALLE N. (1997), « *Democratic Experiments in Africa. Regime Transition in comparative perspective* », Cambridge University Press, 307p.
- BRECHON P. (1998), « *La France aux urnes. Cinquante ans d'histoire électorale* », La Documentation française, Paris, 222p.
- BOY D., MAYER. N., dir. (1997), « *L'électeur a ses raisons* », Presses de Sciences Po, Références Inédites, Paris, 407p.
- BOY D., MAYER N. (1997A), « *Les formes de la participation* », in BOY D., MAYER., « *L'électeur a ses raisons* », op. cit., pp. 25-65.
- BOY D., MAYER N. (1997B), « *Que reste-t-il des variables lourdes?* », in BOY D., MAYER., « *L'électeur a ses raisons* », op. cit., pp. 101-138.
- CHABAL P., DALOZ J.P. (1999), « *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique* », Economica, Paris, 196p.
- CHRETIEN J.P., PRUNIER G., dir. (1989), « *Les ethnies ont une histoire* », Karthala-ACCT, Paris.

- COGNEAU D., ROUBAUD F. (1988), « *Les déterminants sociologiques du politique* », miméo, Ensaë, Paris, 38p.
- COLLIER P., (1998), « *The Political Economy of Ethnicity* », Centre for the Study of African Economies, WPS/98/8, University of Oxford, Oxford.
- COLLIER P., GARG A. (1995), « *On Kin Groups and Employment in Africa* », Centre for the Study of African Economies, WPS/95/16, University of Oxford, Oxford.
- CONDOMINAS G. (1961), « *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina* », ORSTOM éditions, Paris.
- COQUERY-VIDROVITCH C. (1992), « *De l'ethnicité pré-coloniale au tribalisme contemporain* », in Afrique noire : permanences et ruptures, L'Harmattan, Paris.
- COURY D. (1996), « *Les performances comparées des systèmes éducatifs public et privés dans l'agglomération d'Antananarivo* », MADIO n°9623/E, Madagascar.
- DALOZ J.P., QUANTIN P., dir. (1997), « *Transitions démocratiques africaines. Dynamiques et contraintes (1990-1994)* », Karthala, Paris.
- DUMONT D. (1998), « *Leçons d'un débat avec des "ethnonationalistes" merina* », présenté à la Table Ronde SEDET, op. cit., 32p.
- EASTERLY W., LEVINE R. (1996), « *Africa's Growth Tragedy : Policies and Ethnic Divisions* », World Bank, Washington.
- ETOUNGA MANGUELE D. (1991), « *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ?* », Editions Nouvelles du Sud, Paris.
- FUKUYAMA F. (1992), « *La fin de l'histoire et le dernier homme* », Flammarion, Paris, 452p.
- FOX L. et alii (1994), « *Evaluation de la politique et de la gouvernance à Madagascar* », ARD Inc., miméo, Madagascar, 76p.
- HABER P. (1996), « *Le nouvel électeur* », Vinci, Paris.
- HERAN F., ROUAULT D. (1995), « *La présidentielle à contre-jour: abstentionnistes et non-inscrits* », INSEE Première N°397, Paris.
- HÜBSCH B., dir. (1993), « *Madagascar et le christianisme* », Karthala, Paris.
- IANNACONE L.R. (1998), « *Introduction to The Economics of Religion* », Journal of Economic Literature, vol. XXXVI, n°3, McMillan, pp. 1465-1495.
- INSTITUT CATHOLIQUE DE MADAGASCAR (1997), « *Madagascar, Eglises instituées et nouveaux groupements religieux* », Collection ISTA n°7, Antananarivo.
- INSTITUT DE CIVILISATIONS-MUSEE D'ART ET D'ARCHEOLOGIE (1997), « *L'esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines* », Actes du Colloque International sur l'Esclavage, Antananarivo, 24-28 septembre 1996, Antananarivo.

- INSTITUT SUPERIEUR DE PHILOSOPHIE ET DE THEOLOGIE DE MADAGASCAR (1996), « *A Madagascar, les églises face à l'esclavage* », collection ISTA n°6, Antananarivo.
- JACQUIER-DUBOURDIEU L. (1997), « *Le rôle des mouvements évangéliques dans le réaménagement des sociétés, des espaces et des pouvoirs urbains : la cas de Tananarive* », communication à la conférence de la SISR, Toulouse, 7-11 juillet, 23p.
- JACQUIER-DUBOURDIEU L. (1996), « *Représentation de l'esclavage et conversion : un aspect du mouvement du réveil à Madagascar* », Cahiers des Sciences Humaines, vol.32, n°3, ORSTOM, Paris, pp.597-610.
- (1996), « *Le christianisme dans le Sud de Madagascar. Mélanges. 1896-1996* », AMBOZONTANY, Fianarantsoa.
- JAFFRE J., MUXEL A. (1997), « *Les repères politiques* », in BOY D., MAYER., « *L'électeur à ses raisons* », op. cit., Paris, pp. 67-100.
- KAASE M., NEWTON K., SCARBROUGH E., eds. (1996), « *Beliefs in Government* », Oxford University Press, vol. 1, Oxford.
- KABOU A. (1991), « *Et si l'Afrique refusait le développement?* », L'Harmattan, Paris.
- KLINGEMANN H.D., FUCHS D. (1995), « *Citizens and The State. Beliefs in Government* », Oxford University Press, 5 vol., Oxford.
- KOERNER F. (1994), « *Madagascar : colonisation française et nationalisme malgache, XXe siècle* », L'Harmattan, Paris, 463p.
- LAMBERT Y. (1995), « *Vers une ère postchrétienne?* », Futuribles. Analyses et perspectives, n°200, juillet-août, pp.85-111.
- LAMBERT Y., MICHELAT G. (1992), « *Crépuscule des religions chez les jeunes. Jeunes et religion en France* », L'Harmattan, Paris.
- MADIO (1998A), « *Le système scolaire et la demande d'éducation dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997* », Madagascar, 56p.
- MADIO (1998B), « *L'état de santé de la population et la demande de soins dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997* », Madagascar.
- MADIO (1997), « *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo* », Madagascar, 44p.
- MADIO (1995), « *La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo* », Madagascar, 32p.
- MAYER N., dir. (1997), « *Les modèles explicatifs du vote* », L'Harmattan, Logiques Politiques, Paris, 287p.
- MEDART J.F. (1999), « *De la démocratie en Afrique : un regard rétrospectif sur les démocraties africaines* », communication présentée à la Conférence Internationale « *Consolidating Democracy: Nigeria in comparative perspective* », Sintra, Portugal, 21-25 septembre.
- MICHEL P., LUNEAU R. (1995), « *Tous les chemins ne mènent plus à Rome* », Albin Michel, Paris.

- MICHELAT G., SIMON M. (1977), « *Classe, religion et comportement politique* », Presses de Sciences Po/ Edition Sociales, Paris.
- OTAYEK R. (1998), « *Les élections en Afrique sont-elles un objet scientifique pertinent ?* », Politique africaine n°69, op.cit., pp.3-11.
- OTAYEK R. (1999), « *La démocratie entre mobilisations identitaires et besoin d'Etat : y a-t-il une « exception » africaine ?* », revue Autrepart, n°10, IRD, édition de l'Aube, Paris, pp.5-22.
- PASSERON J.C. (1982), « *Le langage de l'abstention* », Consommation, Revue de socio-économie, n°4, Paris, pp.3-11.
- PERRINEAU P, YSMAL C. (1996), « *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995* », Département d'études politiques du Figaro/Presse de Sciences-Po, Paris.
- PNUD (1996), « *Etude sur la gouvernance à Madagascar* », Rapport d'étude du cabinet d'audit Fivoarana, miméo, Madagascar, 162p.
- POLITIQUE AFRICAINE (1998), « *Des élections comme les autres* », n°69, Karthala, Paris, 175p.
- POLITIQUE AFRICAINE (1996), « *Démocratie: le pouvoir des mots* », n°64, Karthala, Paris, 165p.
- QUANTIN P (1998), « *Pour une analyse comparative des élections africaines* », Politique africaine n°69, op.cit., pp.12-28.
- RAISON-JOURDE F. (1991), « *Bible et pouvoir à Madagascar au XIXe siècle. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'Etat (1780-1880)* », Karthala, Paris.
- RAISON J.P. (1993), « *Une esquisse de géographie électorale malgache. Le premier tour des élections présidentielles (novembre 1992)* », Revue Politique Africaine n°52, Paris, pp.67-75.
- RAMAMONJISOA J. (1984), « *Blancs et noirs, les dimensions de l'inégalité sociale Documents socio-linguistiques* », Cahiers de sciences sociales, n°1, Université d'Antananarivo, EESDEGS.
- RAMINO P. (1993), « *Les Eglises chrétiennes après 1960 (1960-1990)* », in HÜBSCH, « *Madagascar et le christianisme* », op.cit., pp. 393-434.
- RANDRIAMARO J.R. (1997A), « *L'émergence politique des Mainty et Andevo au XXe siècle* », in « *L'esclavage à Madagascar : Aspects historiques et résurgences contemporaines* », Institut de Civilisations-Musée d'Art et d'Archéologie, Actes du Colloque International sur l'Esclavage, 24-28 septembre 1996, Antananarivo, pp.357-381.
- RANDRIAMARO J.R. (1997B), « *PADESM et luttes politiques à Madagascar. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la naissance du PSD* », Karthala, Paris, 451p.
- RANDRIANJA S. (1998), « *Ethnonationalisme et représentations de l'histoire à travers les journaux. Feon'ny Merina et Masova, 1992-1997* », présenté à la Table Ronde SEDET, 39p.
- RANDRIANJA S. (1995), « *Nationalisme, ethnicité et démocratie* », in « *L'Afrique maintenant* », direction ELLIS S., Karthala, Paris, pp.53-86.

- RASOLO A. (1984), « *Autour de mai 1972 : la question du pouvoir* », Cahiers de Sciences Sociales, Université d'Antananarivo, EESDEGS.
- RAVALOSON J. (1994), « *Transition démocratique à Madagascar* », L'Harmattan, Paris, 176p.
- RAVELOSOA R., ROUBAUD F. (1996), « *La dynamique de la consommation dans l'agglomération d'Antananarivo sur longue période (1960-1995), et les stratégies d'adaptation des ménages face à la crise* », Revue Economie de Madagascar n°1, Bcm/Instat, Madagascar, pp.9-40.
- RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. (1996), « *Ce qu'attendent les Tananariviens de la réforme de l'Etat et de l'économie* », Revue Politique Africaine n°61, Karthala, Paris, pp.54-72.
- RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. (1999), « *La politique d'immigration favorise-t-elle la venue des investisseurs étrangers à Madagascar? Analyse des résultats de l'enquête EPTVS99* », STA/Banque Mondiale, Madagascar.
- RAZAFINTSALAMA A. (1973), « *Les Tsiamahafotsy d'Ambohimanga* », Cahiers du Centre de Sociologie et d'Anthropologie sociale, Tananarive.
- RODRIK D. (1998), « *Trade Policy and Economic Performance in Sub-Saharan Africa* », NBER Working paper 6562, Washington, 43p+annexe.
- ROUBAUD F. (1996), « *La politique d'éducation au cœur de l'ajustement à Madagascar : que veulent les Tananariviens?* », Revue Economie de Madagascar n°1, Madagascar, pp.149-185.
- ROUBAUD F. (1994), « *La question ethnique sur le marché du travail à Yaoundé : discrimination ou solidarité?* », DIAL, Etude n°94-14/E, Paris.
- SEDET (1998), "*Rapports interethniques et construction nationale à Madagascar et construction nationale (XIX^e-XX^e Siècle)*", Table Ronde, Cnrs/Université Paris 7, 4-5 décembre 1998 (actes à paraître).
- SUBILEAU F. (1997), « *L'abstentionnisme: apolitisme ou stratégie?* », in MAYER N., dir., « *Les modèles explicatifs du vote* », L'Harmattan, Paris, pp.245-267.
- TOPF R. (1995), « *Electoral Participation* », in FUCHS D., KLINGEMANN H.D., « *Citizens and The State* », Oxford University Press, pp.27-51.
- TRONCHON J. (1986), « *L'insurrection malgache de 1947 : essai d'interprétation historique* », Karthala-EFA, Fianarantsoa/Paris, 399p.
- URFER S. (1993A), « *Quand les Eglises entrent en politique* », Politique Africaine n°52, « Madagascar », Ambozontany/Karthala, Paris, pp. 31-39.
- URFER S. (1993B), « *Eglises et vie nationale* », in HÜBSCH, « *Madagascar et le christianisme* », op.cit., pp. 459-482.
- VERDIER I. (1995), « *Madagascar : 100 hommes de pouvoir* », INDIGO Publications, 1^{ère} édition, Paris, 211p.
- WEBER M. (1985), « *L'Ethique du protestantisme et l'esprit du capitalisme* », Plon, Col. Agora, Paris.

ANNEXE METHODOLOGIQUE

Une partie des résultats de cet ouvrage (chapitres 2 à 5) provient d'une enquête réalisée dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997 par le projet MADIO. En fait, on a profité du support de l'enquête annuelle sur l'emploi, mise en place en 1995, pour ajouter quatre de modules additionnels au questionnaire standard :

- module « *comportement électoral* » ;
- module « *partis et classe politique* » ;
- module « *religions et pratiques religieuses* » ;
- module « *ethnies et castes* ».

Cette enquête permet de combiner des questions subjectives, type sondages d'opinions, avec des données objectives sur les caractéristiques socio-économiques de la population. Outre la batterie de questions portant sur les choix électoraux, le rôle des partis, la religion, etc., l'enquête a aussi collecté des informations sur la situation des individus (sexe, âge, scolarité, migration, etc.) et plus particulièrement sur leur situation sur le marché du travail (emploi, chômage, revenus, etc.).

L'échantillon de l'enquête emploi, qui porte sur 3 000 ménages représentatifs de l'agglomération d'Antananarivo a été subdivisé en quatre sous-échantillons, tirés de façon aléatoire. Au sein de chaque sous-échantillon, l'ensemble des membres du ménage de 15 ans et plus (18 ans et plus pour le module « *comportement électoral* »), a répondu à un module et un seul. La taille des quatre sous-échantillons est donnée dans le tableau ci-dessous. Dans chacun des cas, l'échantillon est d'environ 2000 personnes, appartenant à environ 800 ménages. Les résultats ont ensuite été extrapolés au niveau de l'agglomération suivant les principes de la théorie des sondages.

Taille des échantillons des 4 modules

Taille des échantillons	Modules				Total
	Comportement électoral	Partis et classe politiques	Ethnie et castes	Religions	
Ménages	800	737	742	800	3 079
Individus	1 871	2 067	2 086	2 172	8 196
Population de référence	18 ans et +	15 ans et +	15 ans et +	15 ans et +	-

Source . Enquête emploi 1997, MADIO.

Un traitement spécifique a été retenu pour le module « *comportement électoral* ». Pour ne pas prêter à confusion, les données ont été recalées, a posteriori, sur les résultats officiels des élections de

1996. En effet, bien qu'il s'agisse d'un échantillon représentatif, un certain nombre de facteurs sont susceptibles de créer des distorsions entre les résultats officiels et les estimations issues de l'enquête. En premier lieu, comme dans tout sondage aléatoire, les estimateurs obtenus, bien que sans biais, sont mesurés avec une certaine marge d'incertitude (intervalle de confiance). Il faut aussi compter avec les erreurs de mesure. En second lieu, ne s'agissant pas d'une enquête « *sortie des urnes* », la population enquêtée ne correspond pas exactement à celle qui a effectivement participé aux élections, à cause du décalage temporel de 3 à 5 mois entre les élections et l'enquête (mortalité, migration, etc.). Enfin, les résultats de l'enquête ne prennent pas en compte les invalidations des votes dans certains bureaux pour irrégularités, décidées par la HCC. Pour toutes ces raisons, et pour ne pas provoquer de polémiques sur un thème aussi sensible en présentant des résultats différents des résultats officiels, ce qui aurait pu conduire à de nouvelles contestations, les données obtenues ont été ajustées sur les taux officiels d'abstention et la répartition des votes par candidat. Comme on ne connaît pas précisément les résultats électoraux sur le champ géographique précis de l'enquête, à savoir l'agglomération d'Antananarivo, les ratios de calage sont ceux de l'ensemble des 6 firaisana (arrondissements) d'Antananarivo Renivohitra. Cette stratégie est d'autant plus légitime que les résultats électoraux des fivondronana d'Antananarivo Atsimo et Antananarivo Avaratra sont peu différents de ceux enregistrés dans la capitale. Il convient de noter que cette procédure de repondération n'a conduit qu'à des modifications à la marge, preuve à la fois de qualité du plan de sondage et de la fiabilité des déclarations des enquêtés. D'ailleurs, les bonnes estimations obtenues pour les élections de 1992 confirment la faiblesse de la propension des tananariviens à « reconstruire » leurs choix passés, conduisant à de fausses déclarations.

Contrairement à une idée reçue, selon laquelle l'idiosyncrasie malgache (pudeur, incapacité à exprimer publiquement des positions conflictuelles) et/ou les stigmates de 15 années de régime autoritaire rendraient inopérant tout questionnement par voie d'enquête (*les Malgaches ne savent pas dire « non »*), les résultats de l'enquête montrent que les tananariviens ne font preuve d'aucune gêne (ou au moins d'aucune gêne particulière) à déclarer leurs opinions, même sur les sujets les plus sensibles. A chaque fois qu'il a été possible de confronter les points de vue subjectifs et les mesures objectives, la concordance a toujours été remarquablement élevée. Ainsi, les déclarations de vote sont très proches des résultats effectifs. Dans un autre registre, les questions d'appartenances religieuses ou ethniques sont systématiquement posées chaque année sur des échantillons différents et plus larges que ceux de notre enquête socio-politique. Les distributions obtenues restent

similaires, écartant au moins l'hypothèse de réponses au hasard. Par ailleurs, les différents chapitres montrent que les enquêtés n'hésitent pas à revendiquer des points de vue éminemment critiques (en fustigeant par exemple la classe politique ou les pouvoirs successifs). Enfin, les croisements de différentes variables donnent des résultats à la fois compatibles avec ceux obtenus par d'autres approches (monographiques), et légitimement interprétables (appartenance de caste et niveau socio-économique, etc.) ; ce qui n'aurait pas été le cas si les enquêtés avaient cherché à « brouiller les cartes ».

Non seulement notre enquête présente un très bon niveau de cohérence interne, mais notre méthode possède de nombreux avantages lorsqu'on la compare aux procédures habituellement employées pour étudier les comportements électoraux dans les pays développés. En général, il s'agit de sondages post-électoraux, dont l'échantillon est élaboré à partir de la méthode des quotas. A titre d'exemple, l'enquête CEVIPOF 1995 est « *une enquête par sondage, effectuée par la SOFRES au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, du 8 au 23 mai 1995, auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales, construit selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) et stratifié par région et catégorie d'agglomération* » (voir BOY, MAYER, 1997, annexe 1).

Les avantages de notre mode d'enquête sont les suivants :

- dans notre enquête, le plan de sondage est aléatoire, alors que celle du CEVIPOF se base sur une méthode de choix raisonnés. La première stratégie permet de calculer formellement la précision des estimateurs et d'extrapoler les résultats, ce que ne permet pas la seconde. D'ailleurs, la structure de l'échantillon CEVIPOF montre que les résultats sont biaisés lorsqu'on analyse la distribution de variables non définies dans les quotas imposés. Les auteurs de l'enquête, qui se livrent à cet exercice pour le niveau de diplôme, aboutissent à des divergences significatives, lorsqu'ils comparent leur enquête avec l'enquête emploi française. Alors que la dernière établit à 22,3% la proportion de « sans diplôme », on n'en compte que 12,8% dans l'enquête CEVIPOF. A l'autre extrémité, on obtient respectivement 15,6% et 23,1% de « Bac + 2 et plus ». Les auteurs concluent : « *on peut craindre que les procédures de choix impliquées par la méthode des quotas aboutissent à une sur-représentation des personnes ayant des niveaux culturels élevés, plus disposées à se reconnaître une compétence à répondre à un questionnaire d'opinion* ». Ce type de distorsions est par construction non pertinent dans notre enquête ;

- dans notre enquête, l'ensemble des tananariviens sont représentés sans restriction, alors que seuls les inscrits sont sélectionnés dans l'enquête du CEVIPOF. Cette différence offre la possibilité de faire l'analyse de la non-inscription, impossible dans l'autre cas ;
- les variables de stratification économique des individus sont particulièrement bien détaillées dans notre enquête, puisque par définition, l'enquête emploi, qui sert de support aux modules politiques, est conçue à cette fin. Pour l'enquête CEVIPOF, les informations de type économique sont beaucoup plus succinctes ;
- notre enquête collecte les informations pour l'ensemble des membres d'un même ménage alors que l'enquête CEVIPOF est une enquête individuelle. Nous sommes donc en mesure d'étudier les différences de comportement au sein du ménage, ce qui n'est pas possible dans l'autre cas.

Par ailleurs, notre enquête présente un autre avantage comparé : la faiblesse du taux de non-réponses. Ce point positif n'est pas imputable à une question de méthode, mais à la propension supérieure des tananariviens à accepter les enquêtes statistiques. Il est intéressant de noter qu'à Madagascar, les couches les plus pauvres de la population sont les plus enclines à répondre aux enquêtes auprès des ménages, alors que le phénomène inverse semble affecter l'enquête du CEVIPOF.

Du côté des limites de notre enquête, on mentionnera la plus faible couverture géographique (la capitale à Madagascar, l'ensemble du pays en France). Il faut y voir d'une part des raisons directes de coûts, mais aussi le manque d'habitude des autorités et des bailleurs de fonds à financer ce type d'enquêtes, jugées d'intérêt secondaire. En second lieu, le fait d'avoir mobilisé le support de l'enquête emploi nous a conduit à limiter le nombre de questions socio-politiques (objectif secondaire) par rapport à l'enquête du CEVIPOF dont c'est l'objectif principal. En particulier, la partition en quatre de l'échantillon de base interdit les croisements entre les différents modules, qui auraient été sûrement intéressants (par exemple, pour mesurer les liens entre vote et caste ou entre religion et engagement politique). Enfin, notre expérience pilote ne permet pas d'apprécier l'évolution dans le temps, alors que les données françaises (1978, 1988, 1995) rendent possible l'analyse des évolutions sur longue période. Seul le renouvellement périodique d'enquêtes de ce type permettrait de s'engager dans cette voie.

GLOSSAIRE ET SIGLES UTILISES

Divisions Administratives

Fivondronana	Equivalent des départements (111)
Fantany	Equivalent des provinces ou régions (6)

Eglises

FJKM	Fiangonan'ny Jesoa Kristy eto Madagasikara (Eglise de Jésus Christ à Madagascar ; protestants)
EKAR	Eglizy Katôlika Apôstôlika Rômana (Eglise Catholique Apostolique Romaine ; ECAR)
FLM	Fiangonana Loterana Malagasy (Eglise Luthérienne Malgache)
EEM	Eklesia Episkopaly Malagasy (Eglise épiscopale malgache ; anglicans)
FFKM	Fiombonan'ny Fiangonana Kristiana eto Madagasikara (Conseil des Eglises chrétiennes à Madagascar ; regroupe les 4 Eglises précédentes)

Ethnies

Merina	Originaires des hauts plateaux, région d'Antananarivo
Betsileo	Originaires des hauts plateaux, région de Fianarantsoa
Autres	Regroupe les 16 autres ethnies malgaches : Betsimisaraka, Antemoro, Antesaka, Tandroy, Tanala, Vezo, Antakarana, Sakalava, Tsimihety, Bara, Antaifasy, Mahafaly, Sihanaka, Bezanozano, Antanosy, Antambahoaka

Castes

Andriana	Descendant de noble
Hova	Descendant d'homme libre
Mainty	« Noir » : descendant d'esclave
Fotsy	« Blanc » : regroupe les deux premières castes (Andriana, Hova)

QUELQUES DATES ET REPERES HISTORIQUES

Royauté

- 1787 - 1810 Règne d'Andrianampoinimerina. Unification de l'Imerina.
1810 - 1828 Règne de Radama I^{er}. Expansion du royaume merina.
1828 - 1861 Règne de Ranavalona I^{ère}. Unification de Madagascar
1861 - 1863 Règne de Radama I^{er}, assassiné en 1863
1864 - 1868 Règne de Rasoherina. Rainilaiarivony, 1^{er} ministre jusqu'à l'annexion, détient le pouvoir réel
1868 - 1883 Règne de Ranavalona II
1883 - 1896 Règne de Ranavalona III. 1^{ère} guerre franco-malgache. Protectorat

Colonisation française

1896. Annexion de Madagascar. Insurrection des Menalamba. Abolition de l'esclavage
1915 « Affaire » de la VVS, arrestations/déportations
1946 Création du MDRM (Mouvement démocratique de la Rénovation malgache) et du PADESM (parti des déshérités de Madagascar).
1947. Révolte réprimée dans le sang par les autorités françaises

1^{ère} République

- 1960 Indépendance de Madagascar. Philibert Tsiranana devient président de la 1^{ère} République
1971. Insurrection paysanne dans le sud
1972. Insurrection urbaine. Le pouvoir est confié au Général Ramanantsoa, qui se démet au profit du colonel Ratsimandrava (1975), assassiné 6 jours plus tard.

2^{ème} République

- 1975 Avènement de la 2^{ème} République sous la direction de Didier Ratsiraka. Instauration de la Charte de la révolution socialiste malgache (le « livre rouge »)
1991. Mouvement populaire, contestation emmenée par les Forces Vives. Manifestation du 10 août. Gouvernement de transition, sous la direction de Guy Willy Razamamasy

3^{ème} République

- 1992 : Référendum constitutionnel.
1993. Avènement de la 3^{ème} République. Elections présidentielles. Albert Zafy est élu président. Elections législatives.
1995 Référendum constitutionnel. Elections communales.
1996 : Empêchement du président Zafy. N. Ratsirahonana, Premier ministre devient président par intérim. Elections présidentielles anticipées. Didier Ratsiraka est élu président.
1998 : Référendum constitutionnel. Elections législatives.
1999. Elections communales

TABLE DES MATIERES

<i>Avant-propos</i>	7
INTRODUCTION GENERALE	9
<i>Le plan de l'ouvrage</i>	13
<i>Une approche originale</i>	16
 CHAPITRE I	
LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES A MADAGASCAR 1992-1996.	
UN ESSAI DE GEOGRAPHIE ELECTORALE	21
 Introduction	
21	
I - L'analyse des taux de participation : le désenchantement	22
<i>Les taux d'inscription : une situation paradoxale</i>	23
<i>Les taux d'abstention : une croissance inquiétante</i>	27
II - Les couleurs partisans : dynamique et interprétation	33
<i>Un premier tour marqué par une forte concentration des suffrages</i>	33
<i>... malgré l'énergie timide d'hommes politiques nouveaux</i>	35
<i>Un second tour extrêmement serré</i>	36
<i>Zafy - Ratsiraka : un duel historique au sommet</i>	38
<i>La question du report des voix</i>	39
<i>Les campagnes sont-elles légitimistes ?</i>	42
<i>Existe-t-il un « vote riche » ou un « vote pauvre » ?</i>	45
<i>La dimension régionale du vote</i>	48
Conclusion	54
 CHAPITRE II	
QUI VOTE POUR QUI ET POURQUOI ? UN ESSAI DE SOCIOLOGIE	
ELECTORALE	61
 Introduction	
61	
I - Les résultats électoraux dans la capitale	62
II - Taux d'abstention et participation citoyenne	64
<i>La non-inscription : un phénomène marginal</i>	64
<i>L'analyse des taux d'abstention</i>	65
<i>Les raisons du taux d'abstention : abstention « passive » ou abstention « critique »?</i> ..	67
<i>Pourquoi les taux d'abstention augmentent-ils d'une élection à l'autre?</i>	68
III - Qui vote pour qui et pourquoi ?	74
<i>Qui vote pour qui?</i>	74
<i>Les raisons du choix des candidats par les électeurs</i>	77
<i>Résultats électoraux et conjoncture économique</i>	81
<i>Le poids de la famille</i>	83

IV - Les mouvements de l'électorat dans le temps	84
<i>La question du report de voix entre le 1^{er} et le 2^{ème} tour de 1996</i>	<i>84</i>
<i>Mais où sont donc passés les défenseurs de la 3^{ème} République?</i>	<i>86</i>
Conclusion.....	89

CHAPITRE III

PARTIS ET CLASSE POLITIQUES. LES INTERMEDIAIRES DEMOCRATIQUES JOUENT-ILS LEUR ROLE ?.....	93
--	-----------

Introduction.....	93
I - L'offre politique à Madagascar : une perspective historique	94
II - Adhésion et affinités partisans : les partis politiques ont-ils une audience ?	102
<i>Le poids des partis politiques : militants et sympathisants.....</i>	<i>102</i>
<i>Le profil des sympathisants.....</i>	<i>104</i>
<i>La faible audience des partis politiques : rejet ou méconnaissance ?</i>	<i>106</i>
III- Perception de la pratique politique.....	109
<i>Des motivations peu louables.....</i>	<i>109</i>
<i>La politique : seul facteur de promotion sociale?</i>	<i>110</i>
<i>Des partis qui ne jouent pas leur rôle.....</i>	<i>111</i>
<i>... et aux options changeantes</i>	<i>112</i>
<i>Une remise en cause du multipartisme?.....</i>	<i>113</i>
<i>Des hommes politiques "hors-jeu"... ou une classe politique discréditée</i>	<i>115</i>
<i>Vers une dévalorisation de l'engagement politique?</i>	<i>116</i>
IV - Les attentes des tananariviens vis-à-vis de la classe politique.....	118
<i>Profil-type de l'homme politique idéal aux yeux des tananariviens.....</i>	<i>119</i>
<i>Le multipartisme, oui ... mais avec des partis oeuvrant véritablement pour le développement du pays</i>	<i>122</i>
<i>Une formation pour la classe politique... et une véritable information pour la population.....</i>	<i>124</i>
Conclusion.....	126
<i>Annexe : topologie des perceptions et des attentes des tananariviens.....</i>	<i>131</i>

CHAPITRE IV

RELIGIONS ET PRATIQUES RELIGIEUSES. LA DIVERSITE DANS LA TOLERANCE	137
---	------------

Introduction.....	137
I - Religion et pratiques religieuses : l'état des lieux	139
<i>le poids des religions : l'emprise généralisée du christianisme</i>	<i>139</i>
<i>La survivance des rites traditionnels.....</i>	<i>141</i>
<i>Un niveau de pratique élevé.....</i>	<i>144</i>
II - Religion et identité sociale	148
<i>Un remarquable esprit de tolérance.....</i>	<i>148</i>
<i>...malgré la prégnance de l'endogamie religieuse.....</i>	<i>150</i>
<i>La question du choix</i>	<i>152</i>
<i>La mobilité religieuse et la montée des Eglises protestantes indépendantes.....</i>	<i>153</i>

<i>Le discours sur la perte des « valeurs morales » est-il fondé ?</i>	154
<i>La religion : opium du peuple ?</i>	157
<i>Mais quels sont donc les facteurs qui différencient les fidèles des principales Eglises ?</i>	161
III - Eglises et société	165
<i>La modernité du message religieux</i>	165
<i>Eglise et vie publique : participer sans s'immiscer</i>	166
<i>Les différentes Eglises sont-elles porteuses de valeurs morales spécifiques?</i>	169
<i>Valeurs morales et engagement des Eglises : la question scolaire</i>	170
<i>Injonctions ecclésiales et stratégie d'accommodation : le cas du SIDA</i>	172
<i>Le fait religieux : une zone de basse tension sociale</i>	173
Conclusion	174
 CHAPITRE V	
ETHNIES ET CASTES. FACTEURS DE DIVISION OU RICHESSE	
CULTURELLE ?	177
 Introduction	
	177
I - Groupes ethniques et structure sociale	179
<i>Une forte homogénéité ethnique</i>	179
<i>... engendrée par des flux migratoires de faible ampleur</i>	180
<i>Les caractéristiques socio-religieuses des différents groupes ethniques</i>	181
<i>Une population allogène plus éduquée</i>	182
<i>... mais des stratégies de scolarisation similaires</i>	183
<i>La différenciation ethnique sur le marché du travail</i>	184
<i>Un sentiment de discrimination ethnique peu répandu</i>	186
<i>Des conditions de vie peu différenciées en fonction du groupe ethnique</i>	187
II – Ethnicité et reproduction sociale	188
<i>Une forte endogamie ethnique, mais des minorités plus ouvertes</i>	188
<i>Malgré des réticences, le mariage inter-ethnique n'est pas un tabou</i>	190
<i>... mais les Merina sont les plus réticents</i>	191
<i>Des stratégies de préservation ethnique confinées à la sphère familiale</i>	192
<i>Proximité ethnique : une topographie des affinités</i>	193
III - Les tensions ethniques peuvent-elles dégénérer ?	194
<i>La « question ethnique » : une préoccupation mineure</i>	194
<i>... mais qui a tendance à réémerger</i>	195
<i>La « guerre tribale » n'aura pas lieu</i>	196
<i>L'appartenance ethnique : une faible source d'injustice sociale</i>	196
<i>L'Etat et la politique « ethnique »</i>	197
<i>Besoin d'Etat et politique de quotas ethniques</i>	198
<i>Priorité à l'identité nationale sur l'identité ethnique</i>	199
<i>... sans pour autant abandonner la richesse de l'ethnicité</i>	200
<i>Une ethnicité bien tempérée</i>	200
IV - Une société castée ?	201
<i>La remarquable vitalité de l'appartenance de caste</i>	203
<i>... qui reste ancrée dans la mémoire de chacun</i>	205
<i>La vitalité de l'endogamie de caste</i>	206
<i>Les castes restent un marqueur social de premier plan</i>	207
<i>... qui joue fortement sur la hiérarchie sociale des ménages</i>	209
<i>... même si elle n'entrave pas totalement la mobilité sociale</i>	210
Conclusion	211

CONCLUSION GENERALE.....	215
<i>Le sens de la transition démocratique.....</i>	<i>215</i>
<i>La lecture de l'actualité.....</i>	<i>219</i>
<i>La consolidation de la régulation démocratique du politique.....</i>	<i>224</i>
<i>L'exception malgache ? Singularités et régularités.....</i>	<i>228</i>
<i>Bibliographie.....</i>	<i>233</i>
<i>Annexe Méthodologique.....</i>	<i>239</i>
<i>Glossaire des sigles utilisés.....</i>	<i>243</i>
<i>Quelques dates et repères historiques.....</i>	<i>244</i>

LISTES DES CARTES

CHAPITRE I

Carte I-1	
Evolution du taux d'abstention aux élections présidentielles 1992-96	29
Carte I-2	
La polarisation des suffrages sur les deux principaux candidats 92/96.....	34
Carte I-3	
Les résultats du second tour 1992 - 1996	37
Carte I-4	
Taux d'urbanisation et performances électorales des présidents sortants	43
Carte I-5	
Indicateurs de développement par <i>fi vondronana</i> en 1993	46
Carte I-6	
La dimension régionale du vote en 1996.....	50
Carte I-7	
La dimension régionale du vote en 1992.....	52
Carte I-8	
Vote pour les candidats tananariviens au premier tour et montée de l'abstention au second tour de 1996	53
Carte des faritany (provinces) à Madagascar	58
Carte des fi vondronana (département) à Madagascar.....	59

LISTES DES GRAPHIQUES

CHAPITRE I

Graphique I-1

Partisans d'A. Zafy et disparition des inscrits au référendum de 199826

Graphique I-2

Taux d'abstention aux présidentielles par *faritany* 1992-1996.....28

Graphique I-3

Abstention aux présidentielles et alphabétisation 1992-1996.....31

Graphique I-4

Résultats des deux principaux candidats au premier tour des élections présidentielles par *faritany* 1992-1996.....39

CHAPITRE III

Graphique III-1

Connaissance des partis politiques par niveau d'éducation et par classe d'âge 109

Graphique III-2

Ceux qui souhaitent l'engagement politique de leurs enfants 118

L'espace politique à Antananarivo (axe 1, axe 2)..... 133

L'espace politique à Antananarivo (axe 1, axe 3)..... 134

L'espace politique à Antananarivo (axe 2, axe 3)..... 135

CHAPITRE IV

Graphique IV-1

Pratiques religieuses suivant la génération 155

Graphique IV-2

Pratiques religieuses suivant le niveau d'éducation..... 159

Graphique IV-3

Pratiques religieuses et rôle des Eglises 169

CHAPITRE V

Graphique V-1

Nombre moyen d'années d'études par classe d'âge suivant le groupe ethnique..... 182

Graphique V-2

Distribution du revenu par tête des ménages suivant l'appartenance de caste.....210

LISTES DES TABLEAUX

CHAPITRE I

Tableau I-1	Les facteurs explicatifs du taux d'abstention.....	32
Tableau I-2	Résultats du 1 ^{er} tour de l'élection présidentielle de 1996 par <i>faritany</i>	36
Tableau I-3	Suffrages en faveur d'A. Zafy et D. Ratsiraka aux élections présidentielles par <i>faritany</i>	39
Tableau I-4	Les facteurs explicatifs de l'évolution entre 1 ^{er} et 2 ^{ème} tour de 1996	42
Tableau I-5	Corrélations entre indicateurs socio-économiques et votes en 1996.....	47
Tableau I-6	Les facteurs explicatifs du vote (1 ^{er} tour, 1996)	54

CHAPITRE II

Tableau II-1	Résultats des élections présidentielles de 1996	64
Tableau II-2	Les principaux déterminants du taux d'abstention au 1 ^{er} tour 1996.....	67
Tableau II-3	Les raisons du taux d'abstention suivant le niveau d'éducation	68
Tableau II-4	Liberté de vote et suffrage universel	69
Tableau II-5	Des élections peu transparentes et trop nombreuses	71
Tableau II-6	Une classe politique déconsidérée.....	71
Tableau II-7	Des jeux politiques opaques	72
Tableau II-8	Le bilan des deux ex-présidents	73
Tableau II-9	Les principaux déterminants du vote au 1 ^{er} tour 1996	76
Tableau II-10	Les raisons invoquées par les électeurs pour expliquer leur choix (1 ^{er} tour 1996).....	80
Tableau II-11	Performances macro-économiques comparées d'A. Zafy et de D. Ratsiraka	82
Tableau II-12	Votes du conjoint et des enfants au 2 ^{ème} tour 1996 suivant le choix du chef de ménage.....	84
Tableau II-13	Pour qui ont voté les électeurs du 1 ^{er} tour au 2 ^{ème} tour.....	86
Tableau II-14	Profil des électeurs des principaux candidats aux élections présidentielles de 1992/93	87
Tableau II-15	Pour qui ont voté les électeurs du 1 ^{er} tour 1992 au 1 ^{er} tour 1996	88
Tableau II-16	Pour qui ont voté les électeurs du 2 ^{ème} tour 1993 au 2 ^{ème} tour 1996.....	89

CHAPITRE III

Tableau III-1	
Fiche synoptique des principaux partis politiques à Madagascar	100
Tableau III-2	
Militantisme politique et adhésion partisane	103
Tableau III-3	
Caractéristiques des sympathisants des principaux partis politiques	105
Tableau III-4	
Les trois principaux partis politiques à Madagascar	107
Tableau III-5	
L'état des connaissances politiques de la population : une ignorance généralisée	108
Tableau III-6	
Les motivations des hommes politiques	110
Tableau III-7	
La politique : unique facteur de réussite sociale?	111
Tableau III-8	
Les partis politiques jouent-ils leur rôle?	112
Tableau III-9	
Les options politiques véhiculées par les partis sont-elles clairement définies?	113
Tableau III-10	
La libéralisation des partis et leur multiplication remises en question	114
Tableau III-11	
Le principal défaut des hommes politiques aux yeux des tananariviens	116
Tableau III-12	
Ceux qui souhaitent l'engagement politique de leurs enfants	117
Tableau III-13	
Qualité de l'homme politique idéal	119
Tableau III-14	
Compétence de l'homme politique idéal	121
Tableau III-15	
Le dynamisme des jeunes ou l'expérience des <i>Raiamandreny</i>	122
Tableau III-16	
Nombre adéquat de partis/associations politiques favorisant le développement du pays	123
Tableau III-17	
Ce qu'attendent les tananariviens des partis ou associations politiques	124
Tableau III-18	
Un besoin de formation spécifique en sciences politiques	125

CHAPITRE IV

Tableau IV-1	
Répartition des différentes religions suivant le sexe	141
Tableau IV-2	
Pratique des rites traditionnels suivant la religion déclarée	144
Tableau IV-3	
Intensité des pratiques religieuses dans l'agglomération d'Antananarivo	146
Tableau IV-4	
Intégration à la vie religieuse et possession de livres sacrés suivant la religion	148
Tableau IV-5	
Un remarquable esprit de tolérance religieuse	149
Tableau IV-6	

Madagascar, un pays de respect de la liberté religieuse.....	150
Tableau IV-7	
Endogamie religieuse familiale et inter-générationnelle.....	151
Tableau IV-8	
Raisons du choix religieux suivant la confession	152
Tableau IV-9	
Mobilité religieuse suivant la confession	154
Tableau IV-10	
Ethnies, groupes statutaires et religions dans l'agglomération d'Antananarivo.....	163
Tableau IV-11	
Appartenance religieuse et insertion sociale dans l'agglomération d'Antananarivo.....	164
Tableau IV-12	
Des églises en phase avec la modernité et le quotidien de la population	166
Tableau IV-13	
Un champ d'intervention circonscrit pour les autorités religieuses :	
le rejet des interventions politiques	168
Tableau IV-14	
Une trop grande immixtion des autorités religieuses dans la vie publique	168
Tableau IV-15	
Principes moraux et religion	170
Tableau IV-16	
Appartenance religieuse et fréquentation scolaire	171
Tableau IV-17	
Les positions doctrinales des Eglises sont-elles suivies? le cas du SIDA	172
Tableau IV-18	
La question religieuse : une zone de basse tension sociale	173

CHAPITRE V

Tableau V-1	
Homogénéité et stabilité ethniques dans l'agglomération d'Antananarivo	180
Tableau V-2	
Les caractéristiques socio-religieuses des groupes ethniques	182
Tableau V-3	
Les taux de scolarisation des groupes ethniques	183
Tableau V-4	
Groupes ethniques et marché du travail	185
Tableau V-5	
Les niveaux des rémunérations par groupes ethniques.....	186
Tableau V-6	
Le sentiment de discrimination ethnique dans l'agglomération d'Antananarivo	187
Tableau V-7	
Revenu et patrimoine des ménages suivant le groupe ethnique.....	188
Tableau V-8	
Endogamie ethnique familiale et inter-générationnelle	189
Tableau V-9	
Le mariage inter-ethnique n'est pas un tabou.....	191
Tableau V-10	
Les réticences merina pour le mariage inter-ethnique	191
Tableau V-11	
La faible dimension ethnique des relations sociales	192
Tableau V-12	
Proximités ethniques dans l'agglomération d'Antananarivo	193

Tableau V-13	
La question ethnique n'est pas un problème majeur.....	196
Tableau V-14	
Les principales sources d'injustices sociales à Madagascar	197
Tableau V-15	
La dimension ethnique des politiques publiques	198
Tableau V-16	
Les tananariens restent favorables à une politique de quotas ethniques.....	199
Tableau V-17	
Identité nationale ou ethnicité?.....	200
Tableau V-18	
L'ethnicité, un patrimoine culturel.....	200
Tableau V-19	
De la notion d'ethnie.....	201
Tableau V-20	
La survivance des castes dans l'agglomération d'Antananarivo.....	205
Tableau V-21	
La survivance des castes dans l'agglomération d'Antananarivo.....	206
Tableau V-22	
L'endogamie de castes dans l'agglomération d'Antananarivo	207
Tableau V-23	
Inégalités sociales suivant le groupe statutaire	208
Tableau V-24	
Revenu, patrimoine foncier et éléments de confort des ménages suivant la caste	209

Collection Repères pour Madagascar et l'Océan indien
dirigée par Patrick Rajoelina

Situées au large du continent africain, les îles de l'océan Indien (Madagascar, la Réunion, les Comores, Maurice, les Seychelles...) ont longtemps vécu isolées les unes des autres. Pourtant, aujourd'hui, de nombreux liens diplomatiques, politiques, économiques, commerciaux et culturels les unissent et font de cette région une zone en pleine expansion, même si des disparités existent entre ces différentes entités. De même, si les origines des peuplements sont variées (africains, indonésiens, indiens, chinois, arabes...), chaque île a su intégrer, au fur et à mesure des migrations, toutes les composantes ethniques et former ainsi, sans trop de heurts, une «mosaïque des peuples» enviées par bon nombre de pays industrialisés.

Cette collection entend contribuer à l'émergence de ces nations sur la scène internationale et également susciter une réflexion critique sur les mouvements de société qui traversent cette région en devenir, dotée de potentiels innombrables.

Elle réunira au fil des publications, toutes celles et tous ceux qui partagent cette ambition, loin des rigidités idéologiques.

Dernières parutions

RAHAMEFY Adolphe, *Le roi ne meurt pas, rites funéraires princiers du Betsileo, Madagascar*, 1997.

RAKOTOARISOA Jean-Aimé, *Mille ans d'occupation humaine dans le Sud-Est de Madagascar*, 1998.

RAJOELINA Patrick, *Madagascar, Refondation et développement, quels enjeux pour les années 2000 ?* 1998.

RABEMANANJARA Raymond William, *Le temps sans retour. Mémoires de Madagascar*, 1998.

RABEMANANJARA Raymond William, *Géopolitiques et problèmes de Madagascar*, 1998.

RAZAFINDRANALY Jacques, *Les soldats de la Grande Ile*, 2000.

Achévé d'imprimer sur les presses de l'Imprimerie BARNÉOUD
B.P. 44 - 53960 BONCHAMP-LÈS-LAVAL
Dépôt légal : septembre 2000 – N° d'imprimeur : 12061

IDENTITÉS ET TRANSITION DÉMOCRATIQUE : L'EXCEPTION MALGACHE ?

A la fin des années 80, la conjonction de l'effondrement du bloc communiste et de mouvements de contestations internes a été à l'origine d'un vaste processus de transition politique en Afrique. Madagascar n'a pas échappé à ce profond bouleversement. Sous la pression populaire, le gouvernement socialiste du président Ratsiraka était renversé pour laisser la place à un nouveau régime fondé sur les principes démocratiques (compétition électorale, les libertés publiques, etc.), qui n'ont pas été remis en cause depuis lors.

Cet ouvrage se propose de tirer le bilan de cette expérience, après dix ans. Il s'interroge sur le sens réel de la transition démocratique, à l'heure où à l'échelle de l'Afrique, et après la phase initiale d'enthousiasme, des doutes de plus en plus insistants se font jour sur les changements réels du mode de régulation politique sur le continent. Les mécanismes démocratiques ne risquent-ils pas d'être dévoyés par la montée des tensions communautaires, notamment ethniques ? Plus largement, les principes de la représentation démocratique, au-delà de leurs aspects formels, sont-ils compatibles avec les fondements culturels et identitaires qui régissent les structures sociales en Afrique ?

Pour répondre à ces questions et tenter de comprendre comment se conjuguent identités et démocratie, l'auteur applique les concepts et les instruments de la sociologie électorale quantitative. Pour la première fois en Afrique, l'analyse mobilise des enquêtes représentatives pour aborder les déterminants du vote, le rôle des partis politiques, la question ethnique, des castes et des religions, et étudier les interactions entre ces différentes dimensions. Cette approche originale dépasse la simple interprétation du cas malgache. La confrontation des résultats obtenus dans ce cadre avec ceux, plus classiques, de la sociologie ou de la politologie africaniste ouvre des pistes qui méritent d'être creusées.

François Roubaud

Chercheur à l'IRD, il travaille actuellement au sein du GIS DIAL (Développement et insertion internationale). Entre 1994 et 1999, il a été responsable du programme MADIO (Madagascar-Dial-Instat-Orstom) à Madagascar, dont l'objectif était d'étudier les conditions de réussite du double processus de transition, économique et politique, engagé depuis le début des années 90.

ISBN : 2-7384-9422-6



9782738494221



Tsipika

5, Lala Ratsimilaho Antananarenina
Antananarivo – MADAGASCAR